



MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

**Renseignements particuliers  
de l'opposition officielle**

Document préparé par la Direction générale des ressources financières,  
contractuelles et immobilières

Avril 2023

# DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements		Page
P.1	Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2022-2023, indiquer : a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Cahiers des organismes
P.3	Pour 2022-2023, fournir la répartition des revenus du ministère de la Justice, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	2
P.4	Pour 2022-2023, bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes en indiquant : a) le montant total des créances ; b) le montant total des sommes recouvrées ; c) les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement ; d) les résultats obtenus.	6
P.5	Pour 2022-2023 le solde impayé (annuellement) pour chacun des types de créances et le nombre de dossiers à recouvrer par le Bureau des infractions et des amendes (BIA). Présenter les soldes de 100 000 \$ et plus à part et identifier (en somme et nombre de dossiers) les créances jugées difficiles à recouvrer. Aussi, pour chacun des types de créances au Bureau des infractions et des amendes (BIA), l'âge moyen, médian et maximum des soldes impayés (dossiers).	7
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2022-2023. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	8
P.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.	9
P.8	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets, indiquer : a) la date des rénovations ; b) la liste des rénovations ; c) le coût des rénovations ; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	12

Demande de renseignements		Page
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) le mandat ; b) les membres ; c) le budget ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023 ; f) les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.	18
P.10	Nombre de rencontres fédérales-provinciales territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2022-2023. Indiquer, pour chacune : a) les coûts ; b) les dates et lieux ; c) les personnes présentes ; d) les sujets à l'ordre du jour ; e) les procès-verbaux ; f) les résultats obtenus et les prévisions pour 2023-2024 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée) ; g) les rencontres inscrites à l'agenda pour 2022-2023 et 2023-2024.	59
P.11	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	60
P.12	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère ou le cabinet et par chaque organisme qui en relève en 2022-2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	61
P.13	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.	62
P.14	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 : a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.	63
P.15	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	64
P.16	Tout rapport, document, étude, avis ou analyse, liste de consultations ou liste de demandes concernant une réforme du droit de la famille.	65
P.17	Tout mandat ou contrat confié dans le cadre de la réforme du droit de la famille.	66
P.18	Liste de personnes ou groupes consultés dans le cadre de la réforme du droit de la famille. Liste des mémoires reçus.	67
P.19	Nombre de professionnels ou d'employés travaillant sur la réforme du droit de la famille.	68

Demande de renseignements		Page
P.20	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer : a) Le lieu; b) Le coût; c) La ou les dates de participation; d) Le nombre de participants; e) Le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) Le nom de la formation ou de l'activité.	69
P.21	Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence : a) Le nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b) La liste des personnes à rencontrer, en précisant le but de la rencontre; c) Les frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d) La liste des participations à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	Cahier des organismes
P.22	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 : a) Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) Le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) Le montant qui leur a été accordé.  Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.	125
P.23	Concernant le fonds accès justice : a) Tous les coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2022-2023 et les prévisions 2023-2024; b) Le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce fonds pour l'année 2022-2023 et les prévisions 2023-2024; c) Les sommes allouées (totales et ventilées par région); d) Les montants récoltés destinés au fonds depuis sa création, ventilés par année; e) Les projets ayant reçu une aide financière et la date de l'octroi de l'aide; f) Les derniers projets acceptés; g) La structure de ce fonds.	134
P.24	Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	135
P.25	Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	136
P.26	Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.	137
P.27	Pour 2022-2023, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2023-2024. État de situation, au 31 mars 2023, de sa mise en œuvre.	138

Demande de renseignements		Page
P.28	<p>État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2023.</p> <p>Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Actions complétées en 2022-2023;</li> <li>b) Actions en cours et dans les délais en 2022-2023;</li> <li>c) Actions en cours et hors délais en 2022-2023;</li> <li>d) Actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer;</li> <li>e) Actions à venir en 2023-2024;</li> <li>f) Budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.</li> </ul>	143
P.29	État d'avancement de l'établissement d'un cadre légal commun sur la reconnaissance des acquis et l'obtention de stages professionnels couvrant les universités et les ordres professionnels.	146
P.30	Sommes dépensées dans le cadre de l'application de la loi sur le temps légal.	147
P.31	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.	148
P.32	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	149
P.33	Nombre total de juges, au 31 mars 2023, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, en indiquant la date de la libération du poste.	150
P.34	Ventilation des budgets 2022-2023 alloués à la magistrature sous juridiction du Québec pour le perfectionnement des juges, les congrès et les colloques incluant les budgets supplémentaires qui auraient pu être accordés.	151
P.35	Depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2022, et pour chacun des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et de juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.	152
P.36	Nombre, nature et résultats des plaintes déposées devant le conseil de la magistrature en 2022-2023 et nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire, et ce, pour chacune des années.	153
P.37	Pour 2022-2023, ventilation détaillée des augmentations ou des primes accordées aux juges de la cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.	154
P.38	<p>Mandats accordés à des avocats pour représenter des juges, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Taux horaire accordé pour ces mandats, montant total versé à ce jour;</li> <li>b) Montant accordé à chaque avocat avec le nom de son cabinet, étude ou société;</li> <li>c) Le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;</li> <li>d) Indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation avec notation qui a autorisé la prolongation.</li> </ul>	155
P.39	Ventilation des budgets en 2022-2023 alloués à la magistrature des cours sous juridiction du Québec pour l'achat et l'installation de nouveaux équipements informatiques, électroniques et téléphoniques. Indiquer le nombre de nouveaux appareils pour chaque cour sous juridiction du Québec, selon chacune des régions.	156
P.40	<p>Pour chacune des sections du tribunal administratif, concernant 2022-2023, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) La liste des membres du tribunal administratif ainsi que leur rémunération;</li> <li>b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;</li> <li>c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération.</li> </ul>	Cahier TAQ

Demande de renseignements		Page
P.41	Pour 2022-2023, pour chacune des matières des différentes sections du tribunal, indiquer : a) Le délai moyen de chacune des étapes de traitement de la réception du dossier à la rédaction de la décision; b) Le délai moyen de traitement total des dossiers fermés; c) La moyenne des dossiers traités par chacun des membres; d) Les dossiers en attente d'être fixés; e) Le nombre de dossiers ouverts; f) Le nombre de dossiers fermés et de quelle façon (sur accord, par désistement, règlement sans décision, etc.).	Cahier TAQ
P.42	Pour 2022-2023, bilan des activités de conciliation au tribunal administratif : a) Nombre de régions visées; b) Nombre de dossiers traités; c) Nombre de dossiers qui ont donné lieu à un règlement.	Cahier TAQ
P.43	Pour chacune des sections du tribunal administratif, indiquer : a) Le nombre total de juges, en indiquant la date du début et de la fin du mandat; b) Le nombre de postes vacants, incluant la date.	Cahier TAQ
P.44	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le conseil de la justice administrative depuis sa création.	Cahier CJA
P.45	Pour 2022-2023, les dossiers fermés à la suite d'un désistement et les raisons ayant mené au désistement (justification de la part du requérant).	Cahier TAQ
P.46	En 2022-2023, le nombre de locaux d'audience disponibles ainsi que leur taux d'occupation.	Cahier TAQ
P.47	Pour chacune des sections du tribunal administratif, indiquer : a) Le nombre total de juges en indiquant la date du début et de la fin; b) Le nombre de postes vacants incluant la date; c) Le nombre de juges coordonnateurs en fonction pour chacune des sections du tribunal.	Cahier TAQ
P.48	Nombre de mandats accordés et refusés par l'aide juridique en 2022-2023, de même que la répartition de ceux-ci entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et notaires permanents de l'aide juridique.	Cahier CSJ
P.49	Montant de la rémunération attribuée par tarif forfaitaire en matière criminelle et notariale et, par étape, en matière civile, en faisant la distinction entre les avocats et les notaires de la pratique privée et les avocats et les notaires permanents de l'aide juridique.	Cahier CSJ
P.50	Nombre de professionnels et d'employés travaillant sur une révision des tarifs d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.51	État de situation du réseau de l'aide juridique au 31 mars 2023.	Cahier CSJ
P.52	Pour 2022-2023, fournir : a) Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.3 de la loi sur l'aide juridique; b) Nombre de mandats émis en vertu de l'article 4.13 de la loi sur l'aide juridique; c) Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 9 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; d) Nombre de mandats émis en vertu du paragraphe 8 de l'article 4.7 de la loi sur l'aide juridique; e) Nombre de mandats refusés ou retirés en vertu de l'article 4.11 de la loi sur l'aide juridique.	Cahier CSJ
P.53	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs aux jeunes contrevenants en 2022-2023: a) Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) Nombre de mandats émis à la pratique privée; d) Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ

Demande de renseignements		Page
P.54	Concernant les mandats pour les dossiers d'immigration en 2022-2023: a) Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) Nombre de mandats émis à la pratique privée; d) Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.55	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit carcéral en 2022-2023 : a) Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) Nombre de mandats émis à la pratique privée; d) Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.56	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit criminel et pénal en 2022-2023: a) Description détaillée de chacune des étapes du procès; b) Montants attribués et payés aux avocats de la pratique privée, pour chacune des corporations régionales; c) Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; d) Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; e) Nombre de mandats émis à la pratique privée; f) Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.57	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit administratif en 2022-2023: a) Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) Nombre de mandats émis à la pratique privée; d) Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.58	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit civil dont, notamment, les changements de nom, les successions, les services notariaux et la fixation de loyer par la régie du logement 2022-2023: a) Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) Nombre de mandats émis à la pratique privée; d) Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.59	Concernant les mandats pour les dossiers relatifs au droit matrimonial et familial en 2022-2023: a) Nombre total de demandes adressées aux bureaux d'aide juridique et à la pratique privée; b) Nombre de demandes acceptées et refusées et les motifs de refus; c) Nombre de mandats émis à la pratique privée; d) Coût moyen investi pour ce type de dossier, en distinguant entre la pratique privée et les bureaux d'aide juridique.	Cahier CSJ
P.60	Coût total des frais judiciaires payés par le réseau d'aide juridique pour les bénéficiaires desservis par des avocats salariés ou par des avocats de pratique privée, par catégorie de frais, en 2022-2023.	Cahier CSJ
P.61	Coût total des frais d'expertise du réseau d'aide juridique, en faisant la distinction entre les avocats salariés et les avocats de pratique privée, pour chacune des régions, en faisant la distinction selon le type d'expertise.	Cahier CSJ
P.62	Prévisions et scénarios de financement du réseau d'aide juridique pour l'année 2022-2023.	Cahier CSJ
P.63	Ventilation détaillée de l'effectif, au 31 mars 2023, pour la commission et pour chacun des bureaux régionaux.	Cahier CSJ
P.64	Bilan des seuils d'admissibilité à l'aide juridique en vigueur en 2022-2023. Indiquer le nombre de demandes reçues et acceptées par région.	Cahier CSJ

Demande de renseignements		Page
P.65	En 2022-2023, le nombre de demandeurs du programme d'aide juridique, jugés inadmissibles en raison de revenus trop élevés, liés à une pension alimentaire. Pour les demandeurs précédents, la valeur totale des pensions alimentaires et la somme que l'état a épargnée en les disqualifiant.	Cahier CSJ
P.66	État d'avancement du groupe de travail sur la structure tarifaire de l'aide juridique, notamment le nombre de rencontres et le budget octroyé au soutien du groupe.	157
P.67	Liste des mandats accordés en 2022-2023 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a) Le nom et l'adresse du professionnel; b) La description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) Les prévisions des coûts pour 2022-2023 et pour l'ensemble du mandat confié; e) Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant; f) Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.	158
P.68	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2022-2023.	182
P.69	Liste, coûts et détail des mandats donnés par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du ministère de la justice. Préciser la date de la fin de leur emploi.	183
P.70	Nombre d'ETC dédiés au bureau de la lutte contre l'homophobie et la transphobie et la liste des postes en indiquant s'ils sont comblés.	Cahier BLCHT
P.71	Pour 2022-2023, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise de lutte contre l'homophobie. État de situation, au 31 mars 2020, de sa mise en œuvre.	Cahier BLCHT
P.72	Pour 2022-2023, indiquer les mesures ou actions mises en œuvre dans le cadre de la politique québécoise de lutte à l'homophobie.	Cahier BLCHT
P.73	Actions entreprises en vue du renouvellement du plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie.	Cahier BLCHT
P.74	Nombre de rencontres du comité interministériel de lutte contre l'homophobie en 2022-2023. Indiquer les dates et les lieux. Identifier les personnes présentes et les résultats obtenus pour chaque rencontre, ainsi que les objectifs à poursuivre. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2023-2024.	Cahier BLCHT
P.75	Actions entreprises en 2022-2023 dans l'application du plan d'action gouvernemental pour lutter contre les thérapies de conversion.	Cahier BLCHT
P.76	Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) Les sommes accordées par le ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2022-2023 ; fournir les prévisions pour 2023-2024.	184
P.77	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2022-2023 ; fournir les prévisions pour 2023-2024.	185
P.78	Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2022-2023.	186

Demande de renseignements		Page
P.79	Pour 2022-2023, statistiques relatives au nombre de mandats civils, criminels et pénaux octroyés à des avocats et notaires de la pratique privée pour la direction générale des affaires juridiques et pour la direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP) : a) Joindre la liste des bureaux avec les noms des professionnels qui ont obtenu de tels mandats; b) Ventilation des honoraires versés en indiquant, s'il y a lieu, ceux qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; c) Comparaison avec les cinq années financières précédentes.	Cahier DPCP
P.80	Au 31 mars 2023, le nombre procureurs aux poursuites criminelles et pénales relevant du DPCP pour chaque district judiciaire. Comparaison avec les cinq années précédentes.	Cahier DPCP
P.81	Pour les trois dernières années, le nombre de procureurs ayant démissionné. Indiquer les dépenses liées à leur départ.	Cahier DPCP
P.82	Nombre de procureurs de la couronne affectés à des dossiers spécialisés en 2022-2023 (ex : gangs de rue, crimes sexuels, crime organisé, crimes économiques, etc.). Ventilation par catégorie et par district judiciaire.	Cahier DPCP
P.83	Nombre de dossiers traités relatifs aux gangs de rue en 2022-2023.	Cahier DPCP
P.84	Concernant le tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, indiquer et fournir pour les districts de Beauharnois, Bedford, Drummond, Saint-Maurice, Québec, Laval, Saint-François, Montmagny, Mégantic et Mingan : a) Ventilation des effectifs en 2022-2023 et les prévisions d'embauches et de départs pour 2023-2024; b) Le nombre de dossiers en matière de violence sexuelle et de violence conjugale traités en 2022-2023 et les délais; c) Les coûts engendrés par l'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale; d) Les prévisions pour 2023-2024.	Cahier DPCP
P.85	L'état d'avancement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et les prévisions pour 2023-2024.	187
P.86	Pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.	189
P.87	Évolution par mois des effectifs dans le nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs) et démarches afin de les augmenter.	191
P.88	L'ensemble des mesures et des actions réalisées en 2022-2023 afin de continuer le virage numérique du système de justice et l'accès aux documents et services et les prévisions pour 2023-2024.	192
P.89	Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque.	193
P.90	Pour chaque district judiciaire, le nombre de dossiers qui ont bénéficié de programmes de non-judiciarisation, ou de programme d'adaptabilité en indiquant les types d'infractions (vols, voies de fait, etc.).	Cahier DPCP
P.91	Tout document préparé visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une victime de violence sexuelle et conjugale.	194
P.92	La liste et l'état des principales causes pendantes en matière criminelle au 31 mars 2023.	Cahier DPCP
P.93	Nombre d'agents de liaison en violences sexuelles dans chaque équipe des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).	201
P.94	La liste des procès en matière criminelle qui ont avorté pour 2022-2023. Indiquer le nombre et la nature des accusations qui sont tombées.	Cahier DPCP
P.95	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications de la commission d'accès à l'information.	Cahier DPCP
P.96	Nombre de poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications du commissaire au lobbyisme, par secteur visé par la loi et effectué 2022-2023: a) À la suite d'une plainte; b) De la propre initiative du commissaire.  Indiquer pour chacun des secteurs visés par la loi : i. L'objet de la poursuite; ii. Les sanctions données.	Cahier DPCP

Demande de renseignements		Page
P.97	Bilan détaillé des mesures de la stratégie des délais en matière criminelle et pénale, ventilé et sommes octroyées par mesure en date du 31 mars 2023.	202
P.98	État d'avancement et budget octroyé à la mesure « adopter des mesures d'efficacité afin de réduire les délais et les coûts pour les citoyens » du plan d'action une justice de qualité, accessible et au service des citoyens.	203
P.99	État d'avancement et budget octroyé à la mesure « simplifier la procédure pour les citoyens » du plan d'action une justice de qualité, accessible et au service des citoyens.	204
P.100	État d'avancement et budget octroyé à la mesure « favoriser le règlement des différends pour un meilleur accès à la justice » du plan d'action une justice de qualité, accessible et au service des citoyens.	205
P.101	Nombre d'amendes remises et valeur totale de celles-ci pour contraventions à la loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au règlement sur l'immatriculation des armes à feu.	206
P.102	Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers pris en délit, selon les régions et les parcs nationaux du Québec pour l'année 2022-2023.	207
P.103	Liste des infractions et des amendes accompagnées pour des gestes répertoriés de braconnage pour l'année 2022-2023.	208
P.104	Bilan du plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice en précisant : a) Le nombre de projets terminés; b) Le nombre de projets en voie d'achèvement; c) Le nombre de projets retardés et les motifs du retard; d) Le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon; e) Le nombre de projets en attente; f) Et prévisions 2023-2024.	210
P.105	Indiquer les actions mises en œuvre 2022-2023 par la table de sécurisation des palais de justice du Québec.	212
P.106	Bilan de mise en œuvre par mesure, avec échéancier et sommes versées pour chacune des mesures du plan de modernisation de la justice. Ventilation détaillée de l'utilisation des budgets.	213
P.107	Liste des mesures suspendues du plan de modernisation de la justice.	217
P.108	Liste des mesures modifiées du plan de modernisation de la justice.	218
P.109	Pour chacun des palais de justice, préciser les sommes accordées pour assurer la sécurité, par année et par district judiciaire, ventilées afin d'exposer le détail de l'utilisation de chacune de ces sommes.	219
P.110	Produire le plan d'immobilisations (agrandissement et rénovation) pour chacun des palais de justice et l'état d'avancement des projets prévus au plan québécois des infrastructures, qu'ils soient en réalisation, en planification ou à l'étude, incluant : a) L'échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet; b) L'estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts; c) Liste et copie de tout étude (incluant les études d'opportunités et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour; d) État d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu; e) Bilan des sommes investies pour chaque année financière en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	220
P.111	Nombre de dossiers ouverts à la cour du Québec en 2022-2023 et délai de traitement moyen : a) Chambre civile; b) Chambre civile — division des petites créances; c) Chambre criminelle; d) Chambre de la jeunesse.	222
P.112	Nombre de dossiers à la division des petites créances en 2022-2023. Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de moins de 5 000 \$, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 5 001 \$ et 10 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 10 001 \$ ou plus. Ventiler par année et par palais de justice.	223

Demande de renseignements		Page
P.113	Pour 2022-2023, à la division des petites créances, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier. Statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés : a) Nombre de paiements acquittés; b) Nombre de cas par mois pour lesquels l'exécution du jugement s'est avérée impossible; c) Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement; d) Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services de l'aide juridique pour faire exécuter le jugement.	225
P.114	Sommes investies pour l'informatisation dans les palais de justice par année et par district judiciaire. Détailler l'utilisation de ces sommes dans chacun des palais de justice et fournir les prévisions pour 2023-2024.	226
P.115	Nombre de dossiers ayant bénéficié du service de médiation à la division des petites créances 2022-2023. Ventiler par palais de justice.	227
P.116	Nombre de dossiers ouverts à la cour supérieure du Québec en matière civile et familiale en 2022-2023. Ventiler par palais de justice.	228
P.117	Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2022-2023, par région.	229
P.118	Tout rapport, document, étude, avis, analyse ou liste de consultation concernant la réforme de l'IVAC.	231
P.119	Copie des analyses sur l'abolition des rentes viagères dans le régime d'aide aux victimes d'actes criminels.	232
P.120	Nombre de professionnels ou d'employés travaillant sur la réforme de l'IVAC.	233
P.121	Tout rapport, document, étude, avis, analyse ou liste de consultation concernant l'élaboration d'un projet de loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat.	234
P.122	Nombre de professionnels ou d'employés travaillant à l'élaboration d'un projet de loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat.	235
P.123	Taux d'utilisation moyen des salles d'audience des palais de justice pour 2022-2023. Ventilation par palais de justice.	236
P.124	Concernant le registre public des personnes déclarées quérulentes élaboré avec la cour du Québec, indiquer : a) Le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre; b) Les économies estimées par la mise en place de ce registre; c) Les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2022-2023; d) Le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes.	238
P.125	Concernant le registre des ventes du ministère de la justice, indiquer : a) Les coûts relatifs à l'administration de ce registre des ventes; b) Les recettes annuelles de ces ventes; c) Les ressources humaines allouées pour l'année 2022-2023; d) Liste des contrats alloués à des firmes externes pour la mise sur pied de ce registre (contrat, coûts, etc.).	239
P.126	Pour 2022-2023, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du code de procédure civile (chapitre c-25) et/ou 532 à 535 du code de procédure civil (chapitre c-25.01) contre un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.	240
P.127	Pour 2022-2023, liste des actions en déclaration d'inhabilité et des requêtes en <i>quo warranto</i> intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions ou des requêtes, et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leur fonction d'élu.	241
P.128	Pour 2022-2023, la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autres ordonnances du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supra municipal présentées par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.	242

Demande de renseignements		Page
P.129	Pour 2022-2023, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal, présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction d'élu.	243
P.130	Liste des poursuites intentées par le DPCP à la suite des vérifications ou des enquêtes effectuées par le ministère des affaires municipales ou la commission municipale auprès de municipalités, d'élus ou de fonctionnaires municipaux.	Cahier DPCP
P.131	Pour 2022-2023, fournir la liste et l'état des principales causes pendantes en matière civile, criminelle et constitutionnelle devant la cour d'appel du Québec et la cour suprême du Canada impliquant le procureur général du Québec.	244
P.132	Nombre de rencontres du comité fédéral-provincial des poursuivants en 2022-2023. Fournir tout document déposé et indiquer : a) Les coûts; b) Les dates et lieux; c) Les personnes présentes; d) Les sujets à l'ordre du jour.	Cahier DPCP
P.133	Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.	245
P.134	État de situation, au 31 mars 2023, du bilan budgétaire de l'administration de la justice pour la mise en œuvre des lois criminelles adoptées au cours des cinq dernières années par le gouvernement fédéral en vertu du code criminel. Ventilation par : a) Lois adoptées par le gouvernement fédéral; b) Impact sur les revenus en 2022-2023; c) Impact sur les revenus au cours des cinq dernières années; d) Impact sur les dépenses en 2022-2023; e) Impact sur les dépenses au cours des cinq dernières années.	249
P.135	Les sommes perçues en vertu de la contribution réclamée sur un constat d'infraction pour toute infraction relative à une loi du Québec depuis 2014 (article 8.1 du code de procédure pénale du Québec) et versées au fonds accès justice. Indiquer les sommes perçues pour chaque mois en 2022-2023.	250
P.136	Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation/répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.	251
P.137	Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organismes en 2022-2023 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	252
P.138	Crédits budgétaires alloués en 2022-2023 et prévus en 2023-2024 afin de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la commission d'enquête sur les relations entre les autochtones et certains services publics au Québec (rapport viens) ainsi que les recommandations de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).	258
P.139	Statistiques sur le nombre et les catégories de plaintes actuellement devant la commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Nombre de plaintes reçues, traitées et acceptées en 2022-2023. Pour les plaintes en matière d'accommodements raisonnables, ventiler par motif (religion, handicap, sexe, etc.). Nombre de plaintes devant le tribunal des droits de la personne. Nombre d'enquêtes initiées par la commission.	Cahier CDPDJ
P.140	Liste des recommandations ou des avis de la commission aux ministères et aux organismes en 2022-2023, et suivi apporté. Préciser quels avis et recommandations ont été demandés et lesquels ont été rendus par la commission de sa propre initiative. Préciser les sommes dépensées par la commission pour le volet « recommandations et avis » de ses activités et le pourcentage que ces sommes représentent sur l'ensemble de ses dépenses.	Cahier CDPDJ
P.141	Délai moyen de traitement des plaintes.	Cahier CDPDJ
P.142	Liste des entreprises privées, des commissions scolaires, des ministères et des organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 2023, et bilan de l'application de la loi sur l'équité en matière d'emploi à ce jour.	Cahier CDPDJ
P.143	Actions mises en œuvre en vue de sensibiliser les propriétaires de logements privés au problème de la discrimination raciale.	Cahier CDPDJ

Demande de renseignements		Page
P.144	Pour 2022-2023, indiquer l'ensemble des actions et mesures déployées par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, dans ses interventions avec les employeurs, afin de faire valoir les avantages de la mise en œuvre d'un programme d'accès à l'égalité en emploi.	Cahier CDPDJ
P.145	Pour 2022-2023, indiquer l'ensemble des actions et mesures déployées par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse afin de renforcer ses partenariats avec les organismes spécialisés dans l'intégration et le maintien des minorités visibles en emploi.	Cahier CDPDJ
P.146	Pour 2022-2023, indiquer le nombre d'organismes publics qui ont soumis un questionnaire d'auto-identification, qu'ils ont eux-mêmes modifié, pour approbation à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.	Cahier CDPDJ
P.147	Dans le cadre de l'évaluation qu'elle mène actuellement en lien avec la possibilité d'ajouter les sous-groupes aux minorités visibles dans son questionnaire d'auto-identification, que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse indique tous les ministères et organismes consultés et la date et durée de chacune de ses rencontres.	Cahier CDPDJ
P.148	Pour 2021-2022 et 2022-2023, indiquer les actions et mesures mises en œuvre par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour attirer l'attention des employeurs et des organismes publics sur les micro-agressions.	Cahier CDPDJ
P.149	Nombre et nature des cas traités et des plaintes reçues à la commission en 2022-2023. Nombre de cas et de circonstances en vertu desquels la commission a agi par elle-même.	Cahier CDPDJ
P.150	Liste des plaintes qui ont déjà fait l'objet de recommandations par la commission auprès des ministères en 2022-2023.	Cahier CDPDJ
P.151	Délai moyen de traitement des plaintes pour 2022-2023.	Cahier CDPDJ
P.152	Effectif pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2023, postes occupés et nature du travail.	Cahier CDPDJ
P.153	En 2022-2023, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.	259
P.154	Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées 2022-2023, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Fournir le total des prestations et des frais d'administration de l'IVAC pour ces mêmes années.	260
P.155	Bilan, au 31 mars 2023, de l'implantation des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2023-2024. Fournir les montants d'aide financière accordés aux CAVAC et les prévisions pour 2023-2024.	263
P.156	Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).	264
P.157	Bilan de la mise en œuvre de la loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (1988, chap. 20).	265
P.158	Nombre de poursuites, par région, intentées en 2022-2023 par le DPCP relativement à des infractions à la charte de la langue française (l.r.q. chap. C. 11), incluant le tableau des résultats et la ventilation par article.	Cahier DPCP
P.159	En 2022-2023, nombre de contestations judiciaires visant la charte de la langue française (l.r.q. chap. C. 11) qui ont requis une intervention du procureur général du Québec. Indiquer la nature de ces interventions, l'étape où en est chacune des contestations et ventiler celles-ci par article.	272
P.160	Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la loi r-20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.	273
P.161	Le déficit actuariel du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) au 31 mars 2023.	274
P.162	Les prestations de type « allocation spéciale » versées, en vertu de la loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, au conjoint ou aux personnes à charge en cas de décès de la victime et aux parents d'un enfant mineur décédé des suites d'un acte criminel, ventilées selon le type de bénéficiaire.	275

Demande de renseignements		Page
P.163	Concernant la lutte contre la violence conjugale et familiale, fournir : a) Une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2022-2023; prévisions pour 2023-2024; b) Le bilan des mesures entreprises pour venir en aide aux femmes et aux enfants victimes de violence conjugale et familiale, et pour combattre ce phénomène.	276
P.164	Les sommes imposées par les juges québécois à titre de sur amendes compensatoires en vertu de l'article 737 du code criminel, par district judiciaire et par mois. Indiquer le nombre de sur amendes compensatoires réclamées. Indiquer s'il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire.	279
P.165	Bilan de la mise en œuvre de la loi concernant la médiation familiale et pour 2022-2023: a) Nombre de couples ayant participé aux séances d'information; b) Nombre de couples ayant obtenu une dispense; c) Nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale.	280
P.166	Pour 2022-2023, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification, conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	281
P.167	En date du 31 mars 2023, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.	282
P.168	Pour 2022-2023, nombre de séances d'examen organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.	283
P.169	Pour les années 2021-2022 et 2022-2023, quel est le temps moyen d'attente, par région, entre la fin de la période d'un placement d'un enfant de la DPJ et la date d'audition prévue devant le tribunal. Donnez également les projections pour 2023-2024.	284
P.170	Le 27 mars 2020, le gouvernement annonçait 2,5 millions de dollars pour combler les besoins des organismes d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et femmes violentées vivant de multiples problématiques sociales. Veuillez nous indiquer : a) La répartition du financement par région ; b) La répartition du financement par organisme ; c) La date des décaissements ; d) Le nombre de places supplémentaires accessibles grâce à cette aide financière.	285
P.171	Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer : a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne; b) Le nombre d'employés à temps partiel; c) Le nombre d'employés à temps complet; d) La formation reçue par les employés; e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique; f) Le nombre d'appels reçus à ce jour; g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale); h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne; i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique; j) Les actions posées suite aux appels; k) Les appels restants sans suivi.	286

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 28 février 2023.

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements particuliers de l'Opposition officielle      Étude des crédits 2023-2024**

<p>Question <b>01</b></p>	<p>Sommes dépensées en 2022-2023 (et prévisions pour 2023-2024) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>
---------------------------	---

**Ministère**

	2022-2023 (k\$)
<b>Logiciels et matériel</b>	32 382,8
<b>Services professionnels</b>	
• Interne	29 850,7
• Externe	36 935,1
• Infrastructures Technologiques Québec/Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	8 762,0

**Fonds des registres**

	2022-2023 (k\$)
<b>Logiciels et matériel</b>	3 365,9
<b>Services professionnels</b>	
• Interne	10 464,7
• Externe	14 235,5
• Infrastructures Technologiques Québec/Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	501,0

**Fonds Accès Justice**

Aucune.

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Aucune.

**Fonds relatif aux contrats publics**

Aucune.

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements particuliers de l'Opposition officielle**

**Étude des crédits 2023-2024**

Question **03**

Pour 2022-2023, fournir la répartition des revenus du Ministère, et ce, par grande catégorie. Détailler chacun des éléments dans chacune des grandes catégories, avec, le cas échéant, l'entente renouvelée avec des ministères et organismes du gouvernement fédéral ou du Québec, ainsi que les prévisions pour 2023-2024.

**Ministère**

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2022-2023 (κ\$)
04-01-E3	Recouvrements de tiers (Compte de revenus utilisé pour le recouvrement - honoraires judiciaires)	290,9
04-01-H1	Actes judiciaires (frais judiciaires et droits de greffe en matière civile)	30 277,3
04-01-H2	Actes juridiques (frais judiciaires en matière pénale et criminelle)	34 032,6
04-01-01	Formules et documents (photocopies de documents de nature juridique conservés dans les greffes des palais de justice)	277,1
04-01-41	Disposition de surplus (Compte de revenus utilisé pour comptabiliser les revenus provenant de la disposition de mobilier en surplus au Ministère. Ce mobilier est envoyé au centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) qui organise un encan et retourne l'argent aux différents ministères propriétaires des surplus.)	1,1
04-02-07	Gains sur fluctuation de change (Il s'agit uniquement de transactions en dollars US. Pour une transaction en dollars US, il y a toujours un écart entre le montant de la facture et le montant payé, car la devise fluctue dans le temps et l'écart entre le montant de la facture et le prix payé est comptabilisé dans ce compte. Il peut y avoir des gains et des pertes de change.)	0,7
04-03-06	Infractions au Code de la sécurité routière (Amendes imposées en vertu du Code de la Sécurité routière, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes du ministère de la Justice, ainsi que par certaines municipalités qui ont pris entente avec le Ministère pour traiter les constats délivrés par la Sûreté du Québec sur leur territoire)	45 505,6
04-03-07	Infractions au Code criminel (Amendes imposées en vertu du Code criminel, dont la poursuite est intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ces amendes sont perçues principalement par le Bureau des Infractions et Amendes.)	9 241,0
04-03-16	Contributions pénales (Depuis le 21 octobre 2015, la contribution pénale a été majorée et est établie en fonction du montant d'amende : 20 \$ pour amende inférieure à 100 \$; 40 \$ pour amende entre 100 \$ et 500 \$ et 25 % de l'amende pour amendes supérieures à 500 \$. Le premier 10 \$ de contribution va au fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, 8 \$ est ensuite distribué au FAJ et l'excédent de 18 \$ est comptabilisé comme revenu sous ce poste comptable.)	24 295,1
04-03-17	Infractions à diverses lois (Amendes imposées en vertu des lois autres que le Code de la sécurité routière et le Code criminel, dont la poursuite est le plus souvent intentée par le Directeur des poursuites criminelles et pénales. Exemple : loi concernant l'impôt sur le tabac, loi sur les normes du travail, etc.)	31 975,3
04-04-01	Recouvrement - dépenses d'années antérieures (Ce poste comptable inclut tous les recouvrements de dépenses reçues durant l'année courante pour une dépense encourue l'année précédente.)	816,7

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **03**

Suite

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2022-2023 (K\$)
04-04-03	Recouvrement – subventions d'années antérieures (C'est la même situation que le compte 04-04-01 mais on utilise un autre compte pour la supercatégorie « Transfert » alors que le 04-04-01 représente la supercatégorie « Fonctionnement »)	195,6
04-04-04	Recouvrement – rémunération (C'est la même situation que le compte 04-04-01 mais on utilise un autre compte pour la supercatégorie « Rémunération » alors que le 04-04-01 représente la supercatégorie « Fonctionnement ».)	356,9
04-04-32	Surplus – fonds spéciaux et organismes (En vertu de l'Accord relatif à l'administration de la loi sur les contraventions, le Québec assure le traitement des contraventions fédérales commises en territoire québécois. Les recettes perçues à la suite du paiement de ces contraventions sont déposées dans un compte en fidéicomis (fonds spécial), et l'excédent des recettes sur les coûts encourus pour traiter ces contraventions est partagé entre le Fédéral et le Québec et comptabilisé dans ce compte. Le revenu de l'exercice en cours sera comptabilisé en mars 2021. Ce montant négatif représente l'ajustement à la baisse par rapport au revenu estimé à la fin de l'exercice précédent.)	(23,6)
04-03-35	Aide aux victimes d'actes criminels (Depuis 2002, une contribution de 10 \$ s'ajoute au montant total d'amende et de frais réclamé sur un constat d'infraction pour toute infraction pénale relative à une loi du Québec, sauf les règlements municipaux. Les sommes perçues sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels. Depuis le 21 octobre 2015, ce montant est distribué directement au FAVAC)	4,2
04-08	Opération de restructuration à la suite du transfert de l'encadrement de la Loi sur les entreprises de services monétaires, RLRQ, c. E-12.00001 de l'Autorité des marchés financiers vers l'Agence de Revenu du Québec, selon le projet de loi 41 Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019.	0,00
06-04-H5	Informations concernant les sentences (Le Canada et le Québec ont conclu en 1995 une entente par laquelle le Québec transmet au Canada la documentation relative aux sentences requise dans le processus de gestion de la peine et des libérations conditionnelles. Le Canada rembourse un montant fixe pour les dépenses assumées pour le repiquage des cassettes.)	32,2
06-04-H6	Enregistrement des actions en divorce (Accord entre le Canada et le Québec qui prévoit que le Québec perçoit le droit fédéral établi à 10 \$ par demande de divorce déposé au Québec. Le Québec retourne au Fédéral 7 \$ pour chaque demande d'enregistrement en divorce et conserve 3 \$.)	24,1
06-04-J7	Mesures québécoises de justice familiale (Entente qui prévoit un financement du Fédéral dans le cadre du Fonds de soutien des familles. L'apport du Fédéral sert principalement à financer diverses recherches et études en matière familiale.)	(108,5)

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **03**

Suite

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2022-2023 (k\$)
06-04-25	Aide juridique (Entente qui prévoit une contribution du Fédéral au financement du programme d'aide juridique en matière criminelle et de l'aide juridique aux immigrants et réfugiés. C'est la Commission des services juridiques du Québec qui a pour mission de gérer le programme d'aide juridique, programme qui donne accès aux personnes défavorisées à des services d'aide juridique.)	327,7

**Fonds Accès Justice**

Catégorie	Description	2022-2023 (k\$)
434805	Solde du Fonds de règlement - Donation tiers	28,3
441210	Intérêt sur compte de banque	360,6
442066	Contribution pénale (8 \$) - Amende et confiscation	13 152,4
443010	Recouvrement – Dépenses années antérieures	1,0
443011	Recouvrement - Rémunération	3,2
443030	Recouvrement – Subvention d'années antérieures	(230,9)
471340	Mesures québécoises de justice familiale	2 576,5
484025	Transfert autres entités du gouvernement du Québec	5 068,2

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Catégorie	Description	2022-2023 (k\$)
441210	Revenu d'intérêt	66,5
484025	Ministère de la Justice du Québec	5 016,3
442050	Suramende compensatoire	(4 469,2) <sup>1</sup>
442060	Contribution pénale – Jugement	0,0
442065	Contribution pénale (10 \$)	16 470,6
442070	Produit de la criminalité	1 203,8
470010 + 471139	Transfert du gouvernement fédéral	768,2
443010	Recouvrement – Dépenses années antérieures	5,3
422750	Programme C3ESSES	5,0

<sup>1</sup> Cessation de toute mesure d'exécution pour le recouvrement du solde des suramendes compensatoires imposées depuis le 24 octobre 2013, et ce, pour des infractions commises avant le 22 juillet 2019. Afin de mettre en place cette décision, la DGBIA a procédé aux ajustements dans la majorité des dossiers visés par la décision. Un montant de 8 M \$ a alors été déduit des comptes à recevoir au cours du mois de juillet 2022.

**Fonds des registres**

Catégorie	Description	2022-2023 (k\$)
Revenus autonomes	Registre des droits personnels et réels mobiliers	37 132,8
Revenus autonomes	Service de certification (ICPG)	439,0
Revenus autonomes	Registre des commissaires à l'assermentation	565,2
Revenus autonomes	Registre des lettres patentes foncières	3,1
Revenus autonomes	Registre des ventes	380,0

Question **03**

Suite

**Fonds relatif aux contrats publics**

Aucun.

Question **04**

Pour 2022-2023 bilan du plan d'optimisation de la perception des amendes, en indiquant :

- A. le montant total des créances;
- B. le montant total des sommes recouvrées;
- C. les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement;
- D. les résultats obtenus.

**A. Le montant total des créances et B. le montant total des sommes recouvrées**

	28 février 2023 Millions de \$
<b>A. Créances</b>	184,4
<b>B. Sommes recouvrées</b>	100,7

Ce tableau présente uniquement les créances du Ministère (Fonds consolidé du revenu) et exclut les dossiers provisionnés à la provision pour non-réalisation de revenus.

**C. Les mesures mises en place pour optimiser le recouvrement**

La Direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) a pour mandat d'exécuter les jugements rendus par les tribunaux tant en matières pénale que criminelle comportant une amende, un montant contributoire et des frais judiciaires conformément au chapitre XIII du Code de procédure pénale.

Les mesures en place pour exécuter les jugements sont :

- Traiter les demandes de la clientèle qui désire convenir d'un mode de paiement (entente de paiement ou, selon l'éligibilité, les travaux compensatoires);
  - La priorisation des activités qui présentent un fort potentiel de recouvrement, par exemple, le service à la clientèle pour convenir notamment d'ententes de paiement ainsi que le traitement des jugements récents;
- Entreprendre des mesures d'exécution forcée en ce qui concerne les sommes non acquittées dans le délai prescrit par le tribunal, notamment par :
  - La transmission d'un avis de non-paiement d'amende à la Société de l'assurance automobile du Québec;
  - La priorisation des activités qui présentent un fort potentiel de recouvrement, par exemple, le service à la clientèle pour convenir notamment d'ententes de paiement ainsi que le traitement des jugements récents;
  - L'émission des saisies;
  - En tout dernier recours, la demande d'imposition d'une peine d'emprisonnement.

**D. Les résultats obtenus : évolution du ratio recettes/revenus**

	28 février 2023 Millions de \$	Ratio
<b>Revenus</b>	127,9	78,7 %
<b>Recettes</b>	100,7	

Le ratio des recettes par rapport aux revenus est de 78,7 % au 28 février 2023.

En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 95 %.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **05**

Pour 2022-2023 le solde impayé (annuellement) pour chacun des types de créances et le nombre de dossiers à recouvrer par le bureau des infractions et amendes (BIA). Présenter les soldes de 100 000 \$ et plus à part et identifier (en somme et nombre de dossiers) les créances jugées difficiles à recouvrer. Aussi, pour chacun des types de créances au bureau des infractions et amendes (BIA), l'âge moyen, médian et maximum des soldes impayés (dossiers).

Le taux de règlement des activités de perception à la Direction générale du Bureau des infractions et amendes (DGBIA) est généralement élevé :

- En moyenne, le ratio global du nombre de jugements réglés par rapport au nombre de jugements reçus est de 95 %.
- Annuellement, la DGBIA perçoit en moyenne plus de 224 M\$ en argent ou en règlements non pécuniaires (travaux compensatoires et emprisonnement).

Type de créance	Débiteurs de moins de 50 k\$ et débiteurs de plus de 50 k\$ non assujettis à la PPNRR		Débiteurs de plus de 50 k\$ assujettis à la PPNRR <sup>1</sup>	Total	Provisions <sup>2</sup>	Total net
	Dossiers actifs	Dossiers fermés administrativement				
<b>Comptes débiteurs assujettis au fonds général du Fonds consolidé du revenu (en \$) au 28 février 2023</b>						
<b>Frais judiciaires</b>	53 012 428 \$	2 001 298 \$	6 827 371 \$	61 841 096 \$	23 256 023 \$	38 585 073 \$
Code de la sécurité routière	31 885 454 \$	931 133 \$	0 \$	32 816 587 \$	8 534 406 \$	24 282 181 \$
Code criminel	36 131 922 \$	185 923 \$	700 030 \$	37 017 875 \$	17 175 748 \$	19 842 127 \$
Diverses lois	123 487 553 \$	6 046 541 \$	481 223 980 \$	610 758 073 \$	527 757 127 \$	83 000 946 \$
Aide aux victimes d'actes criminel	563 853 \$	47 030 \$	175 268 \$	786 150 \$	503 548 \$	282 603 \$
Contribution pénale	22 798 209 \$	760 352 \$	68 232 740 \$	91 791 301 \$	73 399 924 \$	18 391 378 \$
<b>Sous-total</b>	<b>267 879 419 \$</b>	<b>9 972 276 \$</b>	<b>557 159 389 \$</b>	<b>835 011 084 \$</b>	<b>650 626 777 \$</b>	<b>184 384 307 \$</b>
<b>Comptes débiteurs assujettis aux autres bénéficiaires au 28 février 2023</b>						
<b>Frais judiciaires</b>	11 067 140 \$	412 997 \$	6 040 \$	11 486 177 \$	0 \$	11 486 177 \$
Code de la sécurité routière	10 860 524 \$	138 915 \$	0 \$	10 999 443 \$	0 \$	10 999 443 \$
Code criminel	36 969 067 \$	1 501 487 \$	45 000 \$	38 515 554 \$	0 \$	38 515 554 \$
Diverses lois	94 244 171 \$	3 864 028 \$	18 967 758 \$	117 075 957 \$	0 \$	117 075 957 \$
<b>Sous-total</b>	<b>153 140 902 \$</b>	<b>5 917 431 \$</b>	<b>19 018 798 \$</b>	<b>178 077 131 \$</b>	<b>0 \$</b>	<b>178 077 131 \$</b>
<b>Total FCR et autres bénéficiaires</b>	<b>421 020 321 \$</b>	<b>15 889 708 \$</b>	<b>576 178 187 \$</b>	<b>1 013 088 215 \$</b>	<b>650 626 777 \$</b>	<b>362 461 438 \$</b>

1-Les débiteurs assujettis à la provision pour non-réalisation de revenus (PPNRR) incluent 13,4 M\$ en comptes à recevoir qui sont fermés administrativement en date du 28 février 2023.

2-Les provisions incluent la provision pour créances douteuses (93,5 M\$) et la provision pour non-réalisation de revenus (557,1 M\$). Elles sont calculées au 28 février 2023.

Question **06**

Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations en 2022-2023. Indiquer également les sommes avancées au Ministère par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

**Plan directeur triennal**

Programme de transformation (Lexius)

- Dépôt des actes de procédures et des demandes (statut : exécution en cours)
- Gestion du dossier judiciaire des registres et du dossier du juge (statut : exécution en cours)
- Soutien de l'instance et gestion des salles et mise au rôle (statut : exécution en cours)
- Gestion de l'audience numérique (statut : exécution en cours)

Gestion intégrée des dossiers juridiques (statut : exécution en cours)

Entrepôt de données élargi de la justice (statut : exécution en cours).

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements particuliers de l'Opposition officielle**

**Étude des crédits 2023-2024**

Question **07**

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le Ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2022-2023.

Date	Nombre de mandats	Description du mandat	Dépenses 2022-2023
2022-04-01	1	Travaux d'aménagement et mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Trois-Rivières)	13 426 \$
2022-04-01	1	Travaux d'aménagement - Nouvel espace CAVAC (Palais de justice de Granby)	17 862 \$
2022-04-25	1	Travaux d'aménagement – CAVAC (Palais de justice de Shawinigan)	3 795 \$
2022-05-01	1	Travaux d'aménagement - Banc de jury (Palais de justice de Sorel-Tracy)	16 956 \$
2022-06-01	1	Travaux d'aménagement - Ajout local 1.09 (Palais de justice de Sherbrooke)	1 760 \$
2022-06-01	1	Projet de visiocomparution - Mesures pérennes (Palais de justice de Percé)	43 617 \$
2022-06-01	1	Travaux d'aménagement et accroissement d'espace - Local 1.04 (Palais de justice de Rimouski)	24 022 \$
2022-06-01	1	Travaux d'aménagement - Salle d'entrevue CAVAC (Palais de justice de Sorel-Tracy)	60 295 \$
2022-06-01	1	Travaux de nettoyage (Palais de justice de Saint-Jérôme)	24 563 \$
2022-07-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Granby)	4 488 \$
2022-07-01	1	Travaux d'aménagement – Local 1.34 CAVAC (Palais de justice de Québec)	7 335 \$
2022-07-01	1	Travaux d'aménagement – ajout signalisation locaux CAVAC (Palais de justice de Mont-Laurier)	48 \$
2022-07-01	1	Travaux d'aménagement– locaux d'entreposage (Palais de justice de La Malbaie)	6 590 \$
2022-07-01	1	Projet de visiocomparution - Mesures pérennes (Palais de justice de Saint-Jérôme)	30 641 \$
2022-07-01	1	Travaux d'aménagement – Local 3.28 (Palais de justice de Montréal)	3 290 \$
2022-07-01	1	Travaux de nettoyage (Palais de justice de Laval)	19 050 \$
2022-08-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Montréal)	24 214 \$
2022-08-30	1	Travaux d'aménagement – Bureau R-235 (Palais de justice de Québec)	1 033 \$
2022-09-01	1	Travaux en électricité (Palais de justice de Chicoutimi)	4 941 \$
2022-09-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Chicoutimi)	973 \$
2022-09-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Chicoutimi)	341 \$
2022-09-01	1	Travaux de nettoyage (Palais de justice de Val-d'Or)	384 \$
2022-09-01	1	Travaux de nettoyage (Palais de justice de Baie-Comeau)	117 \$
2022-09-01	1	Travaux de nettoyage (Palais de justice de Sept-Îles)	908 \$
2022-09-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Montréal)	12 652 \$

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements particuliers de l'Opposition officielle**

**Étude des crédits 2023-2024**

Question **07**

Suite

2022-10-01	1	Travaux d'aménagement et d'électricité - local RC.04 (Palais de justice de Granby)	2 976 \$
2022-10-01	1	Travaux d'aménagement - Salle des mandats (Palais de justice de Chicoutimi)	6 608 \$
2022-10-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Montréal)	4 572 \$
2022-10-01	1	Travaux d'aménagement - Local 11.70 (Palais de justice de Montréal)	527 \$
2022-10-07	1	Travaux d'aménagement – Pose de pellicule de confidentialité sur une fenêtre (Palais de justice de Chicoutimi)	1 782 \$
2022-10-24	1	Travaux d'aménagement – Salle 2.07 (Palais de justice de Saint-Jean-sur-Richelieu)	23 333 \$
2022-11-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Granby)	2 549 \$
2022-11-01	1	Travaux d'aménagement - Travaux en électricité (Palais de justice de Québec)	3 010 \$
2022-11-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Drummondville)	1 746 \$
2022-11-01	1	Travaux de nettoyage (Palais de justice de Laval)	19 050 \$
2022-11-21	1	Travaux d'aménagement – Bureau de juge (Palais de justice de Sherbrooke)	4 075 \$
2022-12-01	1	Travaux d'aménagement - CAVAC (Palais de justice de Cowansville)	1 051 \$
2022-12-01	1	Travaux d'aménagement - CAVAC (Palais de justice de Sept-Îles)	3 456 \$
2022-12-01	1	Travaux d'aménagement - salle d'attente jeunesse (Palais de justice de Drummondville)	943 \$
2022-12-01	1	Travaux d'aménagement – bureau d'intervenant CAVAC (Palais de justice de Saint-Joseph de Beauce)	4 475 \$
2022-12-13	1	Travaux de réaménagement du greffe (Palais de justice de Salaberry-de Valleyfield)	21 667 \$
2023-01-12	1	Mise à niveau d'un système de sécurité (Palais de justice de Gatineau)	1 248 \$
2023-01-23	1	Travaux d'aménagement – Insonorisation (Palais de justice de New-Carlisle)	15 420 \$
2023-02-01	1	Travaux d'aménagement - Système d'appel témoins CAVAC (Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield)	4 117 \$
2023-02-01	1	Mise à niveau d'un système de sécurité - CAVAC (Palais de justice de Thetford Mines)	1 235 \$
2023-02-01	1	Travaux d'aménagement – Mise à niveau de mobilier fixe (Palais de justice de Longueuil)	10 496 \$
2023-02-03	1	Travaux d'aménagement – Bureau 1.06 (Palais de justice d'Amos)	15 000 \$
2023-02-04	1	Travaux d'aménagement – Bureaux des juges et des adjointes, salle de délibéré et salle de CRA (Palais de justice de Laval)	8 654 \$
2023-02-07	1	Travaux d'aménagement – Local 1.06 et local 1.15 (Palais de justice de Laval)	14 402 \$
2023-02-13	1	Travaux en électricité – Bureaux des juges (Palais de justice de Montréal)	3 664 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **07**

Suite

2023-02-17	1	Travaux d'aménagement – Remplacement de la signalisation du secteur de la magistrature (Palais de justice de Chicoutimi)	2 400 \$
2023-02-27	1	Travaux d'aménagement – Salle 1.26 (Palais de justice de Thetford-Mines)	25 160 \$
2023-02-27	1	Travaux d'aménagement – Salle 1.02 (Palais de justice de Thetford-Mines)	23 562 \$
2023-02-28	1	Travaux d'aménagement – Ajout de signalisation (Palais de justice de Sherbrooke)	1 976 \$
2023-02-28	1	Travaux de nettoyage (Palais de justice de Sherbrooke)	1 658 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **08**

Pour chacun des emplacements utilisés par le Ministère, incluant les cabinets, indiquer :

- A. la date des rénovations;
- B. la liste des rénovations;
- C. le coût des rénovations;
- D. le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

Immeuble	Date des rénovations	Description	Firme	Montant
Palais de justice d'Amos	2023-02-02	Travaux d'aménagement – Bureau 1.06	Société québécoise des infrastructures	15 000 \$
Palais de justice d'Amos	2023-02-03	Travaux d'aménagement – Insonorisation de la porte de la salle de cour RC-25 et pose d'un œil magique pour la porte mitoyenne	Vitrerie DB	1 403 \$
Palais de justice de Baie-Comeau	2022-09-01	Travaux de nettoyage	Société québécoise des infrastructures	117 \$
Palais de justice de Baie-Comeau	2022-11-11	Travaux d'aménagement - Restauration des bancs résiduels des salles 1.13 et RC05	Papy Bricole (Guy Lefrançois)	6 400 \$
Palais de justice de Chicoutimi	2022-09-01	Travaux d'aménagement - Travaux en électricité	Société québécoise des infrastructures	4 941 \$
Palais de justice de Chicoutimi	2022-09-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	973 \$
Palais de justice de Chicoutimi	2022-09-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	341 \$
Palais de justice de Chicoutimi	2022-10-01	Travaux d'aménagement - Salle des mandats	Société québécoise des infrastructures	6 608 \$
Palais de justice de Chicoutimi	2022-10-07	Travaux d'aménagement - Pose de pellicule de confidentialité sur une fenêtre	Société québécoise des infrastructures	1 782 \$
Palais de justice de Chicoutimi	2023-02-17	Travaux d'aménagement - Remplacement de la signalisation	Société québécoise des infrastructures	2 400 \$
Palais de justice de Chicoutimi	2023-02-17	Travaux d'aménagement - Espaces du greffe	Écono-Pro, déménagement Doré	22 100 \$
Palais de justice de Cowansville	2022-12-01	Travaux d'aménagement - CAVAC	Société québécoise des infrastructures	1 051 \$
Palais de justice de Drummondville	2022-11-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	1 746 \$
Palais de justice de Drummondville	2022-11-18	Travaux d'aménagement – Peinture	Les peintures Guy Moreau inc.	820 \$
Palais de justice de Drummondville	2022-12-01	Travaux d'aménagement – Salle d'attente jeunesse	Société québécoise des infrastructures	943 \$
Palais de justice de Drummondville	2023-02-22	Travaux d'aménagement - Peinture de 4 cubicules	Les peintures Guy Moreau inc.	5 935 \$
Palais de justice de Gatineau	2023-01-12	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	1 248 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **08**

Suite

Immeuble	Date des rénovations	Description	Firme	Montant
Palais de justice de Gatineau	2023-01-13	Travaux d'aménagement - Peinture Greffe civil	Peinture Xcellence	16 700 \$
Palais de justice de Gatineau	2023-01-13	Travaux d'aménagement - Peinture local 2.020	Peinture Xcellence	1 150 \$
Palais de justice de Granby	2022-04-01	Travaux d'aménagement - Nouvel espace pour le CAVAC	Société québécoise des infrastructures	17 862 \$
Palais de justice de Granby	2022-07-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	4 488 \$
Palais de justice de Granby	2022-10-01	Travaux d'aménagement et d'électricité - Local RC.04	Société québécoise des infrastructures	2 976 \$
Palais de justice de Granby	2022-11-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	2 549 \$
Palais de justice de Joliette	2022-04-22	Travaux d'aménagement - Protection pour nouveau mobilier	Enseignes FX Boisvert	3 650 \$
Palais de justice de Joliette	2022-11-12	Travaux d'aménagement – Installation de protection	Enseignes Simon [2006], Les	320 \$
Palais de justice de Joliette	2022-11-12	Travaux d'aménagement – Installation de protection	Enseignes Simon [2006], Les	9 940 \$
Palais de justice de Joliette	2023-01-31	Travaux d'aménagement – Aménagement d'une salle de jeux	Ikea, Desserres, Bean Bag MTL	1 000 \$
Palais de justice de La Malbaie	2022-07-01	Travaux d'aménagement – Locaux d'entreposage	Société québécoise des infrastructures	6 590 \$
Palais de justice de La Malbaie	2022-07-01	Travaux d'aménagement – Locaux d'entreposage	Richard & cie	5 390 \$
Palais de justice de La Malbaie	2022-07-01	Travaux d'aménagement – Locaux d'entreposage	Richard & cie	5 665 \$
Palais de justice de Laval	2022-06-07	Travaux de nettoyage	Société québécoise des infrastructures	19 050 \$
Palais de justice de Laval	2022-06-10	Travaux d'aménagement – Installation d'écrans de protection	Enseignes Simon [2006], Les	5 530 \$
Palais de justice de Laval	2022-10-24	Travaux de nettoyage	Société québécoise des infrastructures	19 050 \$
Palais de justice de Laval	2023-02-04	Travaux d'aménagement - Bureaux des juges et des adjointes, salle de délibéré et salle de CRA	Société québécoise des infrastructures	8 654 \$
Palais de justice de Laval	2023-02-07	Travaux d'aménagement – Local 1.06 et 1.15	Société québécoise des infrastructures	14 402 \$
Palais de justice de Longueuil	2022-09-16	Travaux d'aménagement - Peinture bureaux des juges	Peinture Micasa	4 205 \$
Palais de justice de Longueuil	2023-02-01	Travaux d'aménagement – Mise à niveau de mobilier fixe	Société québécoise des infrastructures	10 496 \$
Palais de justice de Mont-Laurier	2022-07-01	Travaux d'aménagement – Ajout signalisation locaux CAVAC	Société québécoise des infrastructures	48 \$
Palais de justice de Montréal	2022-04-29	Travaux d'aménagement – Installation d'écrans de protection	Enseignes Simon [2006], Les	7 840 \$
Palais de justice de Montréal	2022-05-20	Travaux d'aménagement – Peinture locaux 13.54 et 13.55	Peinture Micasa	3 023 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **08**

Suite

Immeuble	Date des rénovations	Description	Firme	Montant
Palais de justice de Montréal	2022-05-20	Travaux d'aménagement – Recouvrement de sol locaux 13.54 et 13.55	Couvre-plancher dimension	5 412 \$
Palais de justice de Montréal	2022-07-15	Travaux d'aménagement – Local 3.28	Société québécoise des infrastructures	3 290 \$
Palais de justice de Montréal	2022-08-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	24 214 \$
Palais de justice de Montréal	2022-09-30	Travaux d'aménagement – Recouvrement de sol local 3.28	Couvre-plancher dimension	3 938 \$
Palais de justice de Montréal	2022-10-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	4 572 \$
Palais de justice de Montréal	2022-10-01	Travaux d'aménagement - Givrage fenêtre porte 11.70	Société québécoise des infrastructures	527 \$
Palais de justice de Montréal	2022-11-19	Travaux d'aménagement – Peinture local 10.51E	Peinture Micasa	2 238 \$
Palais de justice de Montréal	2022-11-19	Travaux d'aménagement – Recouvrement de sol local 10.51E	Couvre-plancher dimension	4 592 \$
Palais de justice de Montréal	2023-02-13	Travaux en électricité - Bureaux de juges	Société québécoise des infrastructures	3 664 \$
Palais de justice de New Carlisle	2023-01-23	Travaux d'aménagement – Insonorisation	Société québécoise des infrastructures	15 420 \$
Palais de justice de Québec	2022-04-06	Travaux d'aménagement – Installation d'écrans de protection	Constructions Roger Fortin inc.	623 \$
Palais de justice de Québec	2022-04-22	Travaux d'aménagement – Installation d'écrans de protection	Constructions Roger Fortin inc.	865 \$
Palais de justice de Québec	2022-06-01	Travaux d'aménagement - Nouvelle salle des mariages	Léopold Soucy & fils inc.	325 \$
Palais de justice de Québec	2022-06-14	Travaux d'aménagement – Recouvrement de plancher – local 1.34 CAVAC	Couvre-planchers Orléans inc., Les	7 313 \$
Palais de justice de Québec	2022-07-01	Travaux d'aménagement - Local 1.34 CAVAC	Société québécoise des infrastructures	7 335 \$
Palais de justice de Québec	2022-08-25	Travaux d'aménagement – Recouvrement de sol et peinture local R410	Floricole	5 165 \$
Palais de justice de Québec	2022-08-30	Travaux d'aménagement - Bureau R-235	Société québécoise des infrastructures	1 033 \$
Palais de justice de Québec	2022-09-16	Travaux d'aménagement – Installation d'écrans de protection	Constructions Roger Fortin inc.	1 030 \$
Palais de justice de Québec	2022-10-20	Travaux d'aménagement – Installation de distributeurs de désinfectant à mains	Constructions Roger Fortin inc.	692 \$
Palais de justice de Québec	2022-10-25	Travaux d'aménagement – Changement de couvre-sol local R-354	Tapis de la Haute Ville	4 353 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **08**

Suite

Immeuble	Date des rénovations	Description	Firme	Montant
Palais de justice de Québec	2022-10-31	Travaux d'aménagement – Remplacement de mobilier au greffe civil	Revenu Québec et Roger Fortin	7 637 \$
Palais de justice de Québec	2022-11-01	Travaux d'aménagement - Travaux en électricité	Société québécoise des infrastructures	3 010 \$
Palais de justice de Québec	2022-11-07	Travaux de réaménagement du greffe jeunesse	Encor et Monette	7 660 \$
Palais de justice de Québec	2023-01-17	Travaux d'aménagement - Peinture	Léopold Soucy & fils inc.	9 850 \$
Palais de justice de Québec	2023-02-17	Changement de tapis et peinture du bureau R-205	Floricole	5 940 \$
Palais de justice de Percé	2022-06-01	Projet visiocomparution - Mesures pérennes	Société québécoise des infrastructures	43 617 \$
Palais de justice de Rimouski	2022-06-01	Travaux d'aménagement et accroissement d'espace - Local 1.04	Société québécoise des infrastructures	24 022 \$
Palais de justice de Rivière-du-Loup	2023-02-24	Travaux d'aménagement - Peinture d'un bureau	Yves Viel, entrepreneur	1 567 \$
Palais de justice de Roberval - temporaire	2022-06-16	Travaux d'aménagement - Ajout Armoire à clés	Côté Fleury inc.	533 \$
Palais de justice de Rouyn-Noranda	2023-02-03	Travaux d'aménagement - Capitonage de la porte RC-18	Vitrierie DB	1 403 \$
Palais de justice de Saint-Jean-sur-Richelieu	2022-10-24	Travaux d'aménagement - Salle 2.07	Société québécoise des infrastructures	23 333 \$
Palais de justice de Saint-Jérôme	2022-06-01	Travaux de nettoyage	Société québécoise des infrastructures	24 563 \$
Palais de justice de Saint-Jérôme(annexe)	2022-07-01	Projet visiocomparution - Mesures pérennes	Société québécoise des infrastructures	30 641 \$
Palais de justice de Saint-Joseph-de-Beauce	2022-12-01	Travaux d'aménagement - Bureau d'intervenant CAVAC	Société québécoise des infrastructures	4 475 \$
Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield	2022-09-27	Travaux d'aménagement - Travaux de peinture	Peintres CertaPro	1 950 \$
Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield	2022-12-13	Travaux de réaménagement du greffe	Société québécoise des infrastructures	21 667 \$
Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield	2023-02-01	Travaux d'aménagement - Système d'appel témoins CAVAC	Société québécoise des infrastructures	4 117 \$
Palais de justice de Sept-Îles	2022-09-01	Travaux de nettoyage	Société québécoise des infrastructures	908 \$
Palais de justice de Sept-Îles	2022-12-01	Travaux d'aménagement - CAVAC	Société québécoise des infrastructures	3 456 \$
Palais de justice de Shawinigan	2022-04-25	Travaux d'aménagement - CAVAC	Société québécoise des infrastructures	3 795 \$
Palais de justice de Shawinigan	2023-01-23	Travaux d'aménagement - Peinture du greffe, de 5 bureaux, de la cuisine et de l'aire d'accueil du public	Peinture Robert Dupont	9 149 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2022-06-01	Travaux d'aménagement - Ajout local 1.09	Société québécoise des infrastructures	1 760 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **08**

Suite

Immeuble	Date des rénovations	Description	Firme	Montant
Palais de justice de Sherbrooke	2022-11-15	Travaux d'aménagement - Peinture et revêtement de sol	Peinture Sandra Hélie	5 252 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2022-11-16	Travaux d'aménagement – Peinture des retombées des salles 4 et 5	Peintre Sandra Hélie	1 759 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2022-11-21	Travaux d'aménagement - Bureau de juge	Société québécoise des infrastructures	4 075 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2022-12-12	Travaux d'aménagement - Peinture à la direction régionale	Peinture Sandra Hélie	4 216 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2023-01-31	Travaux d'aménagement - Bureau de juge	Peintre Sandra Hélie	1 128 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2023-02-09	Travaux d'aménagement - Peinture de la salle d'audience 5 et remplacement de mobilier	Hamster (Chaises)	15 514 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2023-02-09	Travaux aménagement – Peinture de la salle d'audience 1 et remplacement de mobilier	Hamster (Chaises) Peintre Sandra Hélie	7 858 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2023-02-28	Travaux de nettoyage	Société québécoise des infrastructures	1 658 \$
Palais de justice de Sherbrooke	2023-02-28	Travaux d'aménagement – Ajout de signalisation	Société québécoise des infrastructures	1 976 \$
Palais de justice de Sorel-Tracy	2022-05-01	Travaux d'aménagement - Banc de jury	Société québécoise des infrastructures	16 956 \$
Palais de justice de Sorel-Tracy	2022-06-01	Travaux d'aménagement - Salles d'entrevue CAVAC	Société québécoise des infrastructures	60 295 \$
Palais de justice de Thetford Mines	2023-02-01	Mise à niveau d'un système de sécurité - CAVAC	Société québécoise des infrastructures	1 235 \$
Palais de justice de Thetford-Mines	2023-02-21	Travaux d'aménagement - Salle 1.02	Société québécoise des infrastructures	23 562 \$
Palais de justice de Thetford-Mines	2023-02-27	Travaux d'aménagement - Salle 1.26	Société québécoise des infrastructures	25 160 \$
Palais de justice de Trois-Rivières	2022-04-01	Travaux d'aménagement et mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	13 426 \$
Palais de justice de Val D'Or	2022-09-01	Travaux de nettoyage	Société québécoise des infrastructures	384 \$
Palais de justice de Victoriaville	2023-02-21	Travaux d'aménagement - Peinture du bureau de la direction et de la salle de pause	Solution expert peinture Cyr inc.	1 000 \$
Centre administratif de Québec - 1200	2022-08-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Côté-Fleury	632 \$
Centre administratif de Québec - 1200	2023-01-16	Travaux d'aménagement - Ajout d'une entrée d'eau	Gestion Canderel inc.	949 \$
Centre administratif de Québec - 1200	2023-02-17	Travaux d'aménagement - Ajout d'un distributeur d'eau	Gestion Canderel inc.	5 596 \$

Question **08**

Suite

Immeuble	Date des rénovations	Description	Firme	Montant
Centre administratif de Québec - 1200	2023-02-22	Travaux d'aménagement - Travaux en électricité	Gestion Canderel inc.	2 003 \$
Montréal - Chambre de la jeunesse	2022-07-27	Travaux d'aménagement – Local d'entreposage installation des étagères	Déménagement performance	3 400 \$
Montréal - Chambre de la jeunesse	2022-08-01	Mise à niveau d'un système de sécurité	Société québécoise des infrastructures	12 652 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont a fait partie le Ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2022-2023. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- A. le mandat;
- B. les membres;
- C. le budget;
- D. le montant ventilé pour les frais de déplacements, de repas ou autres;
- E. le nombre de rencontres effectuées en 2022-2023;
- F. les résultats obtenus en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Note : La liste suivante comprend les comités auxquels participe le ministère de la Justice, et ce, qu'ils soient sous sa responsabilité ou celle d'un autre ministère. De plus, pour certains de ces comités, bien qu'il n'y ait eu aucune rencontre en 2022-2023, les travaux de ceux-ci se poursuivent, notamment par des échanges par courriel. Aucun budget n'a été alloué relativement à la participation à ces comités.

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité des hauts dirigeants – transformation de la justice	Ce comité, sous la responsabilité du sous-ministre de la Justice, a pour mandat d'assurer la gouvernance des travaux réalisés dans le cadre de la transformation de la Justice et la vision horizontale de tous les projets et programmes qui la composent. Il réunit donc les hauts dirigeants du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du ministère de la Justice, du ministère de la Sécurité publique et de la Société québécoise d'information juridique. Ce comité assure un <i>leadership</i> stratégique dans le déploiement et la réalisation de la transformation.	Yan Paquette Mylène Martel Caroline Doucet	4
Comité d'audit interne	Aider le sous-ministre dans l'atteinte des objectifs du Ministère. Il assume son rôle en formulant au sous-ministre des conseils impartiaux dans le domaine de la saine gouvernance, notamment sur les enjeux liés à l'audit interne, à la qualité et à la sécurité de l'information financière et non financière et à la gestion des risques. Il peut fournir tout autre conseil à la demande du sous-ministre ou à sa propre initiative.	Yan Paquette Véronique Morin Caroline Doucet Chantale Morin	4
Table des secrétaires généraux	Échanger sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Véronique Morin	2
Comité des responsables des unités de relations canadiennes	Échanger sur des sujets d'intérêt pour tous les ministères.	Nada Jarjour	1
Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre de la politique d'intervention en matière de violence conjugale <i>prévenir, dépister, contrer</i> ainsi que du plan d'action s'y rattachant.	Delphine Matte Geneviève Poliquin	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de révision de la Pratique policière en contexte de violence conjugale	Travailler de concert avec le ministère de la Sécurité publique afin de réviser la pratique policière en contexte de violence conjugale afin d'adapter celle-ci et d'améliorer les interventions auprès des victimes.	Geneviève Poliquin	1
Comité interministériel en violence sexuelle et en violence conjugale	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre des orientations et des politiques gouvernementales en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, et le suivi des différents rapports (Rebâtir la confiance, Rapport du Coroner sur les décès en contexte conjugal, etc.).	Delphine Matte Richard Carbonneau	2
Comité interministériel sur le chantier des formations en violence sexuelle et violence conjugale	Pour donner suite aux recommandations de Rebâtir la confiance, le comité a pour but de mettre en commun les formations en violence conjugale et en violence sexuelle des différents M/O et de développer des balises pour la création de nouvelles formations.	Delphine Matte Nathalie Matteau Geneviève Poliquin	6
Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle (des mineurs)	Suivi du plan d'action en exploitation sexuelle.	Patrick-Thierry Grenier Delphine Matte Geneviève Poliquin	3
Comité interministériel – Sortie de prostitution	Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est responsable de mettre en place un comité interministériel de niveau directeur sous sa coordination visant à identifier des solutions concrètes pour réduire les obstacles à la sortie de la prostitution et soutenir ce cheminement vers la réinsertion sociale.	Delphine Matte Richard Carbonneau Geneviève Poliquin	2
Comité d'évaluation – Fonds de recherche Québec Société et culture	Comité d'évaluation des projets déposés dans le cadre de l'action 1 du Plan d'action en exploitation sexuelle	Delphine Matte	2
Comité interministériel sur l'élaboration du prochain plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation	Suivi des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.	Julie Goulet	2
Comité sur l'hostilité en ligne	Travailler sur la mesure 4 du plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018 : Informer la population quant aux réalités spécifiques et aux conséquences de l'hostilité en ligne visant les femmes notamment celles prenant la parole dans l'espace public et aux recours légaux possibles pour les victimes.	Geneviève Poliquin	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité interministériel sur les droits de la personne	Ce comité stratégique a pour mandat de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action international gouvernemental en matière de droits de la personne, notamment en renforçant la cohérence et la pertinence de l'action du gouvernement du Québec en matière de droits de la personne; en soutenant la mise en œuvre efficace et le processus de reddition de comptes relatifs aux droits de la personne; et en faisant connaître à la population québécoise l'action du gouvernement du Québec en matière des droits de la personne.	Patrick-Thierry Grenier Marie-Claude Simard Sophie Hein	2
Comité interministériel sur les marqueurs de genre	Un comité de professionnels a été mis en place pour élaborer une cartographie et des orientations en matière de marqueurs de genre. Les travaux sont encore en cours. Un comité stratégique (niveau SMA) approuve ces documents.	Patrick-Thierry Grenier Sophie Hein	6
Comité interministériel sur le programme revenu de base	Ce comité stratégique a pour mandat de soutenir la mise en œuvre du Programme revenu de base.	Julien-Maurice Laplante	0
Comité directeur de la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Ce comité a pour mandat de proposer au Comité interministériel un projet de Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises et son plan de mise en œuvre.	Marie-Claude Simard	2
Comité de mise en œuvre gouvernementale (CMOG) de la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises	Ce groupe a pour mandat de proposer des mesures structurantes au Comité directeur de la Stratégie gouvernementale de simplification des services aux citoyens et aux entreprises.	Sophie Hein Michel Paquette Martine Auger Geneviève Lalonde	3
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie, favoriser la concentration entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions et assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants.	Simon-Pierre Lavoie	3
Table interministérielle en itinérance	Assurer le suivi du plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Élisabeth Dufour	1
Comités régionaux en itinérance	Coordonner les actions régionales en itinérance au Québec (Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026).	Nicolas Mercier-Lamarche Marie Trahan	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de travail sur le Programme alternatif aux sanctions pénales pour mineurs	Développer un programme alternatif aux sanctions pénales pour mineurs qui contreviennent à la loi 157 encadrant le cannabis.	Audrey Turmel Nicolas Mercier-Lamarche Élisabeth Dufour	2
Forum sociojudiciaire autochtone	Mettre de l'avant des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices, et en faire le suivi.	Patrick-Thierry Grenier Alain Bellefeuille Marjorie Forgues Josée Trottier Mireille Joncas	2
Saqijjuq (vent qui tourne)	Le projet consiste principalement à favoriser le développement d'approches innovatrices pouvant répondre aux nombreux problèmes sociaux au Nunavik, dont particulièrement ceux liés à la consommation d'alcool et de drogues et la violence familiale. Ce projet est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le projet prévoit également une table des partenaires composée des mêmes instances responsables d'analyser les actions et de les mettre en œuvre.	Yan Paquette Alain Bellefeuille	0
Comité intersectoriel sur l'application de la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques) ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	Marie Trahan Audrey Turmel Mélanie Vallée	2
Sous-comité de suivi sur les mesures extrajudiciaires en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Revoir le programme de mesures de rechange autorisé par le ministère de la Justice et le ministère de la Santé et des Services sociaux.	Marie Trahan Mélanie Vallée	1
Comité de suivi C-75 en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	Harmoniser les pratiques à la suite des modifications législatives.	Marie Trahan	0
Sous-comité interministériel sur le registre de la loi sur le système justice pénale pour les adolescents	Rédiger une entente en bonne et due forme sur la propriété du registre, son utilisation, la sécurité des données et le partage des coûts.	Delphine Brunet-Asselin	0

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire	Sensibiliser la population et mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités provinciales ou régionales qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	Jean-Sébastien Lalonde	3
Comité interministériel de suivi du plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les aînés	Faire le suivi des mesures annoncées au plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes aînées.	Delphine Matte	1
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Trois-Rivières	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	2
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Sherbrooke	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	2
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Saint-Jérôme	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	3
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Chibougamau	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	5
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Gatineau	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	4
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Lévis	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	4
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Longueuil	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	2

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Granby	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	3
Comité Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire de Shawinigan	Assurer l'implantation et le bon fonctionnement du programme PAJIC.	Élisabeth Dufour	2
Sous-comité national sur l'intervention concertée visant à lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées autochtones du Québec	Faire un état de situation entourant l'intervention en maltraitance auprès des personnes âgées autochtones du Québec et formuler des recommandations sur la pertinence de la mise sur pied de processus d'intervention concertés et, s'il y a lieu, proposer des pistes d'actions ainsi qu'un échéancier.	Caroline Éthier	0
Comité consultatif sur la maltraitance matérielle et financière	Conseiller le gouvernement en matière de lutte contre la maltraitance financière envers les personnes âgées.	Delphine Matte Sophie Lacroix	1
Sous-comité législatif sur la maltraitance matérielle et financière	Identifier des pistes de solutions possibles et établir des recommandations au comité consultatif sur la maltraitance matérielle et financière portant sur les questions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Imposer des conditions au rachat des assurances vie.</li> <li>• Renforcer les pouvoirs des institutions financières pour qu'elles puissent agir en cas de soupçons de maltraitance.</li> <li>• Exiger des mesures strictes de reddition de comptes de la part des mandataires.</li> <li>• Resserrer les règlements et les obligations encadrant la conduite des représentants.</li> <li>• Faire savoir aux professionnels qu'ils ont l'obligation d'agir.</li> </ul>	Delphine Matte Sophie Lacroix Jean-François Lord	0
Comité de travail sur l'échange de renseignements confidentiels pour contrer la maltraitance financière et matérielle des aînés	Évaluer la possibilité de moduler les obligations de confidentialité auxquelles les entreprises sont tenues par la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, notamment les intervenants du secteur financier, afin que celles-ci puissent communiquer avec un proche pour discuter d'une situation potentielle de maltraitance à l'égard d'un client dans un objectif de tenter de l'en protéger.	Dorothée-Anne Bourque Jean-Hubert Lacroix Sophie Lacroix	0

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité national aviseur portant sur l'entente-cadre nationale pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Assurer la coordination de l'implantation, de la mise en application et du suivi d'un processus d'intervention concerté dans chacune des régions sociosanitaires du Québec.	Richard Carbonneau Delphine Matte	0
Comité interministériel de l'action communautaire	Assurer la cohérence des interventions gouvernementales en matière d'action communautaire.	Roger Dupuis	7
Comité stratégique sur les travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC)	Le comité stratégique sur les travaux d'élaboration du PAGAC contribue à mettre en place des actions porteuses et structurantes, tout en assurant une complémentarité avec les mesures et politiques existantes, qui devront refléter l'adhésion des membres du Comité interministériel en action communautaire. Les mesures devront également s'inscrire dans la poursuite de la Politique gouvernementale.	Julien-Maurice Laplante	1
Comité des pratiques policières	Veiller à tenir à jour les pratiques policières élaborées à l'intention de l'ensemble des corps de police du Québec, au regard de l'évolution de la réalité de l'intervention policière et des changements juridiques ayant des impacts sur le travail policier.	Julie Roy Simon-Pierre Lavoie	13
Comité exploitation et intégration de projet – projet pilote de cinémomètres photographiques et de caméras aux feux rouges	Analyser les problématiques et proposer des solutions.	Julie Houle	5
Comité de suivi interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Assurer la coordination, l'accessibilité et la qualité des services de SDA.	Marie-Hélène Filteau Ann-Sophie Lamontagne	1
Groupe de travail interministériel sur le recouvrement international des aliments	Étudier la convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, vérifier sa compatibilité avec le droit québécois et élaborer des propositions de mise en œuvre.	Laurence Bergeron Katie Levasseur Sylvie Scherrer Isabelle Gagné	0
Comité interministériel trouble du spectre de l'autisme	Adopter des orientations interministérielles concertées en matière de judiciarisation, de sécurité publique et de services sociaux qui prennent appui sur les meilleures connaissances du phénomène chez les personnes ayant un trouble du spectre de l'autisme.	Audrey Turmel Marie Trahan	2

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Forum justice et santé mentale	Participer à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie gouvernementale visant l'accessibilité et l'accompagnement de clientèles fragiles et vulnérables confrontées au système de justice et présentant des problèmes de santé mentale.	Audrey Turmel Marie Trahan	0
Comité trajectoire santé mentale	Amélioration du traitement des dossiers qui impliquent des accusés qui ont des troubles de santé mentale. Amélioration de la communication entre les partenaires pour diminuer la détention prolongée des accusés qui ont des troubles de santé mentale. Amélioration du suivi à la cour des dossiers dans lesquels des conditions de mise en liberté imposent aux accusés de se présenter en psychiatrie, en collaboration avec le Service de police de la Ville de Montréal, le Directeur des poursuites criminelles et pénales, les juges de la Cour du Québec, les avocats de la défense, l'aide juridique, le Système de soutien au comportement positif, les centres intégrés de santé et de services sociaux, l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel et le ministère de la Sécurité publique.	Marie Trahan Nicolas Mercier-Lamarche	0
Comité directeur régional de suivi Programme d'accompagnement justice et santé mentale	Concertation des partenaires des différents programmes d'accompagnement justice et santé mentale en vue de la mise en place du programme, évaluer le fonctionnement du projet et formuler des recommandations pour l'amélioration.	Marie Trahan Nicolas Mercier-Lamarche	49
Projet comité de réflexion Directives psychiatriques anticipées et conciliation Cour supérieure	Réflexion amorcée avec les partenaires de la Capitale-Nationale et les partenaires gouvernementaux sur le développement de nouvelles pratiques novatrices en lien avec les ordonnances de soins.	Audrey Turmel Marie Trahan Élisabeth Dufour	1
Comité projet parenthèse Montréal	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	3
Comité projet parenthèse Longueuil	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	2
Comité projet parenthèse Joliette	Concertation des partenaires impliqués au programme en vue de la mise en place et du suivi.	Marie Trahan Steve Boyom	3
Comité directeur du Programme d'accompagnement justice et santé mentale	Définir les grandes orientations du projet de mise en œuvre des programmes d'accompagnement justice et santé mentale, s'assurer que les développements liés au projet s'appuient sur les données probantes et les meilleures pratiques dans le domaine, dénouer	Audrey Turmel Marie Trahan	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
	les enjeux rencontrés à partir de la concertation interministérielle, assurer la gestion stratégique des risques du projet et assurer le règlement des questions en suspens, suivre l'avancement du projet et apporter les ajustements nécessaires, effectuer la liaison nécessaire et pertinente entre les réseaux impliqués dans le projet de mise en œuvre, interpeller les partenaires du projet pour toute question d'organisation ou relative à l'imputabilité des parties et consulter et impliquer la magistrature en temps opportun.	Nicolas Mercier Lamarche Richard Carbonneau	
Comité de coordination Programme d'accompagnement justice et santé mentale	recevoir les orientations et les directives du comité stratégique du projet de mise en œuvre des programmes d'accompagnement justice et santé mentale et en assurer la compatibilité avec les travaux de celle-ci, assurer la compatibilité des travaux avec les exigences législatives et les orientations interministérielles, coordonner les travaux du projet en assurant la prise en compte de la réalité de chaque partenaire et effectuer les liaisons nécessaires avec les organisations impliquées, guider et soutenir les travaux des pilotes de mandat opérationnels, assurer la gestion des risques et des enjeux de niveaux tactique et opérationnel et proposer des mesures de mitigation au comité directeur.	Marie Trahan Nicolas Mercier Lamarche Dominique Bégin	0
Comité de travail Programme d'accompagnement justice santé mentale jeunesse	Participer à la conception d'un cadre de référence pour la mise en place d'un programme d'accompagnement justice santé mentale jeunesse et à la mise en œuvre d'un projet pilote.	Marie Trahan Mélanie Vallée	10
Comité de suivi/Déploiement Programme de mesures de rechange (art. 717, code criminel)	Mise en œuvre du Programme de mesures de rechange général. Planifier le déploiement du Programme de mesures de rechange général sur tout le territoire de la province.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Dominique Bégin Richard Carbonneau	3
Comité Plan d'action interministériel en santé mentale (PAISM)	Participer au suivi du PAISM	Marie Trahan	3
Comité des partenaires locaux Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Côte-Nord	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité des partenaires locaux Laurentides	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Drummondville	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Montréal	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Québec - Charlevoix	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Frontenac	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Saguenay – Lac-Saint-Jean	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Estrie	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Arthabaska	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Beauce	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Trois-Rivières – Saint-Maurice	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Rimouski-Kamouraska	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Longueuil	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Laval	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité des partenaires locaux Joliette	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Richelieu	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité des partenaires locaux Abitibi	Suivi du programme auprès des partenaires locaux.	Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	1
Comité de vigie Programme de mesures de rechange général	Assurer l'harmonisation des mesures de rechange et analyser les cas particuliers.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Élisabeth Dufour Dominique Bégin	1
Comité - Plan d'action maltraitance	Offrir des mesures de justice réparatrice, de non-judiciarisation et de déjudiciarisation dans les cas de maltraitance envers les personnes âgées.	Audrey Turmel Mélanie Vallée	1
Comité de suivi de l'action gouvernementale pour le soutien aux personnes proches aidantes	Assurer la réalisation du Plan d'action gouvernemental pour les personnes proches aidantes.	Audrey Turmel Mélanie Vallée	2
Comité de travail - Plan d'action proche aide	Mettre en œuvre des actions de promotion des services de médiation auprès des personnes proches aidantes et assurer la formation des médiateurs sur la proche aide.	Mélanie Vallée	3
Comité de travail programme C3ESSES	Créer et mettre en place un programme québécois volontaire unique de déjudiciarisation pour adultes, axé sur le changement de comportement, la conscientisation, l'éducation et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels, en vue de réduire le risque de récidive et d'assurer des milieux de vie sécuritaires.	Audrey Turmel Marja Théberge Mélanie Vallée Steve Boyom	5
Délégation du Québec	Discuter de la position du Québec quant à la justice réparatrice en vue de la conférence réunissant les délégations de toutes les provinces à Halifax 2022.	Audrey Turmel Mélanie Vallée Élisabeth Dufour	2
Comité des responsables nationaux de l'entente multisectorielle	S'assurer du bon fonctionnement de l'entente multisectorielle et du partage des bonnes pratiques entre les régions et veiller à la mise à jour de l'entente.	Julie Goulet Sébastien Beaulieu	10

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Forum québécois sur l'accès au droit et à la justice civile et familiale	Le Forum a pour mandat de mettre en commun les efforts et les initiatives des divers milieux en vue d'en assurer la promotion et la concertation et, ainsi, de permettre à l'ensemble de la population de recevoir une offre de justice adaptée à ses besoins.	Line Drouin Patrick-Thierry Grenier Sophie Vézina	3
Comité de gouvernance du Forum québécois sur l'accès à la justice civile et familiale	Offrir un lieu d'échange, de collaboration et d'influence fondé sur l'idée que le citoyen soit au centre des initiatives en matière de justice.	Patrick-Thierry Grenier Sophie Vézina	16
Comité de coordination au soutien du développement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté certifiés par la fondation Dr Julien	Soutenir le déploiement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) certifiés par la Fondation Dr Julien notamment au regard de l'apport de ressources provenant du milieu de la santé et des services sociaux (médecins, infirmiers, travailleurs sociaux, psychologues), du milieu juridique (collaboration entre les acteurs juridiques pertinents [Aide juridique, avocats de pratique privée effectuant des mandats Pro Bono, centres de justice de proximité] et les CPSC) ainsi que du milieu de l'éducation (arrimage entre le milieu scolaire et les CPSC).	Jean-Sébastien Lalonde Marie-Eve Thériault	2
Table centrale de coordination sur l'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones	Coordonner les travaux réalisés par les tables locales afin d'assurer la cohérence et la cohésion des démarches en cours et de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les autochtones.	Jean-François Lévesque Jade cabana	1
Table interministérielle en dépendance	S'assurer de la planification et de la réalisation des travaux.	Nicolas Mercier-Lamarche Audrey Turmel	2
Comité de travail interministériel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Travailler à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	Geneviève Poliquin	1
Comité interministériel des sous-ministres adjoint(e)s en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Arrimer et suivre les actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Patrick-Thierry Grenier	2
Comité sur le troisième plan d'action visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Voir à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Audrey Turmel Marie Trahan	2

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de concertation sur l'application de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels	Assurer la concertation des actions de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et du ministère de la Justice relatives à l'administration du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels.	Anik Ouimet Richard Carbonneau	10
Comité de gouvernance Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail et le ministère de la Justice	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Anik Ouimet Martine Allard	4
Comité de coordination interministérielle sur le plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	Coordonner le suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental. Assurer la mise en œuvre du plan et des activités qui s'y rattachent de façon parallèle.	Jacques Prigent Caroline Éthier	1
Comité de négociation des ententes de sécurité sociale et le sous-comité. Assujettissement/détachement	Négocier des ententes en matière de sécurité sociale et coordonner les actions des ministères et organismes visés en matière d'assujettissement et de détachement.	Gabriel Boisvert	1
Comité interministériel concernant les expertises historiques en matière autochtone	Faire des recommandations aux autorités décisionnelles relativement à la nature et à la portée des expertises requises en matière autochtones et assurer un suivi de la réalisation des expertises.	Daniel Benghozi Hubert Noreau-Simpson Alexandre Ouellet Sophie Lépine-Zaruba Leandro Steinmander	4
Groupe de travail interministériel sur la consultation en matière autochtone	Coordonner l'action gouvernementale en matière de consultation et développer des outils pour faciliter l'analyse des dossiers pouvant nécessiter une consultation dans le respect des enseignements de la Cour suprême.	Sophie Lépine Zaruba Rosemarie Fortier Marie-Josée Verreault	6
Tables de sécurité régionales	Identifier les problématiques de sécurité vécues, proposer des solutions adaptées aux réalités locales ou régionales, établir les priorités d'action et en assurer le suivi.	Directeurs régionaux Pierre-Charles Thibault Rémi Gauthier	9

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comités régionaux de liaison avec le ministère de la Sécurité publique	Favoriser les échanges afin de trouver des solutions concertées aux problématiques locales soulevées par les deux organisations.	Directeurs régionaux Directeurs des palais de justice et directeurs des greffes	4
Sous-comité ressources, performance et évolution de la gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examiner les sujets en lien avec les ressources, la performance et l'évolution de la gouvernance.</li> <li>Conseiller le Comité de gouvernance des ressources informationnelles (CGRI) et le dirigeant principal de l'information en la matière.</li> <li>Étudier les pratiques, les mécanismes et les règles de gouvernance et recommander leur approbation au CGRI.</li> <li>Aborder tout autre enjeu qui lui est délégué par le CGRI.</li> </ul>	Mylène Martel	4
Séance du sous-comité Infrastructures technologiques et services communs	Identifier les opportunités d'optimisation des services d'infrastructures communs offerts par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique par la concertation interministérielle.	Mylène Martel	2
Rencontre des gestionnaires délégués en données numériques gouvernementales	Assurer une utilisation optimale des données numériques gouvernementales	Mylène Martel	3
Comité de gouvernance des ressources informationnelles	Élaborer les orientations à proposer au Conseil du trésor, assurer une mise en œuvre concertée des orientations du Conseil du trésor et identifier des opportunités d'optimisation, de partage et de mise en commun de services en ressources informationnelles et d'actifs informationnels, notamment en favorisant leur interopérabilité.	Mylène Martel	6
Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'Administration québécoise (CERT/AQ)	Le Québec dispose de sa propre brigade de défense contre les intrusions cybernétiques. Le mandat du CERT/AQ est d'analyser les dernières alertes de sécurité et d'activités virales qui peuvent toucher le réseau gouvernemental et de partager de l'information relativement au domaine de la sécurité informatique.	Jonathan Goyette Alain Nolet	42
TAG – Table des architectures gouvernementales	Sous la responsabilité du Centre québécois d'excellence numérique, cette table a pour mission d'accélérer et de faciliter la transformation numérique gouvernementale en favorisant le partage et la collaboration à travers l'écosystème.	Sylvain Deschênes	5

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Centre gouvernemental de cyberdéfense	Le centre gouvernemental de cyberdéfense assure un leadership gouvernemental dans la prévention, la protection, la détection et la prise en charge d'incidents en matière de sécurité de l'information. Il a comme mandat d'assurer une surveillance constante des cybermenaces, de coordonner des interventions rapides et d'instaurer les meilleures pratiques de cyberdéfense dans l'administration publique québécoise.	Hakima Bouchaoua Azzouz Mghardaoui	42
Comité client des services d'infrastructures technologiques du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	Prendre connaissance des changements à venir aux services d'infrastructures technologiques offerts par le MCN.	Charles Émond	0
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie (PAGLCHT) 2017-2020	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022.	Delphine Matte	1
Comité interministériel Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028	Débuter les travaux de création du nouveau Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028.	Antoine Guibeault- Verville	4
Comité de travail sur l'utilisation accrue de la visioconférence en matière judiciaire	Implanter la visioconférence sur l'ensemble du territoire.	Sophie Demers Kerson Boisrond	29
Table gouvernementale aux affaires territoriales et gouvernementales	Assurer l'occupation et la vitalité des territoires du Québec.	Patrick-Thierry Grenier Patrice Thomas	2
Comité directeur sur les données ouvertes (supporté par le comité de coordination)	Déterminer les engagements annuels et les priorités du ministère de l'Économie et de l'Innovation pour l'ouverture des données et la collaboration au plan d'action pour le gouvernement ouvert du secrétariat du Conseil du trésor et approuver le cadre formel pour l'ouverture des données au ministère de l'Économie et de l'Innovation ainsi que les projets d'ouverture de jeux de données.	Jean-François Lord Benoît Carbonneau	0

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Table de concertation Manawan	Le mandat de la table de concertation consiste à améliorer l'accès à la justice pour les membres de la communauté de Manawan ainsi qu'à favoriser l'émergence d'une justice mieux adaptée à la culture et aux enjeux des Atikamekw par le partage de l'information et la coordination des actions. Elle sera appelée à se pencher sur les enjeux sociojudiciaires qui touchent les résidents de Manawan et à faire des recommandations en vue de solutionner les enjeux rencontrés.	Paul Charbonneau Evelyne Sauvé Claude Dumas Jacques Prgent	2
Comité du Barreau de la Côte-Nord	Comité regroupant les principaux partenaires de la Justice, visant à identifier les problématiques relatives liées à la Cour itinérante, à convenir des solutions requises et à les mettre en place.	Mireille Joncas Marie-Claude Simard Caroline Éthier Patrick-Thierry Grenier	4
Conférences administratives régionales	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires.	Directeurs régionaux	9
Comité de coordination régionale des opérations	Discussion concernant les enjeux régionaux et le règlement de certaines problématiques. Ces comités ont été mis sur pieds pour faire face aux changements opérationnels en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Directeur régional Directeurs locaux	11
Comité concernant la capacité de détention au Nunavik pour la tenue des enquêtes sur mise en liberté	Identifier et évaluer des solutions possibles pour favoriser la tenue des enquêtes sur mise en liberté au Nunavik.	Lisa Carroll	0
Comité Montréal Sur La Fluidité Des Auditions (DGSM-ministère de la Santé et des Services sociaux-Magistrature-Barreau)	Assurer la bonne marche des auditions en mode semi-virtuel en matière de santé mentale avec les Centres intégrés de santé et de services sociaux de l'île de Montréal.	Mariane Bastien	2
Groupe de travail interministériel sur les camps autochtones	Réfléchir sur la question des camps érigés par les autochtones sur le territoire public.	Rosemarie Fortier Marie-Claude Asselin Émilie Tremblay Sylvie Boulay	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de sélection des projets spécifiques du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels	Recevoir, analyser et émettre les recommandations au ministre relativement aux projets retenus.	Richard Carbonneau Véronique Saucier Jade Cabana	1
Comité interministériel sur la criminalisation du VIH	Conseiller les instances ministérielles de la Santé et des Services sociaux et de la Justice sur les articulations des politiques de justice et de santé publique, à la lumière des données scientifiques et des principes légaux, au sujet de la criminalisation de l'exposition au VIH.	Julie Roy Simon-Pierre Lavoie	0
Comité interministériel en attraction des talents	Promouvoir les emplois pour lesquels des besoins de main-d'œuvre ont été déterminés afin d'attirer et de retenir les meilleurs candidats et candidates et promouvoir l'image d'une fonction publique renouvelée selon les orientations en matière de gestion des ressources humaines.	William Doucet	3
Comité projet ambassadeur	Le Secrétariat du Conseil du trésor a pour projet d'impliquer les employés à titre d'ambassadeurs de la fonction publique. Pour ce faire, elle souhaite développer différents « produits ambassadeurs ». Ces derniers couvriront une multitude de thèmes et viseront à mettre des employés ou des équipes inspirantes au cœur du concept. L'objectif étant de développer le sentiment de fierté, le sentiment d'appartenance et la mobilisation des employés et ainsi de faire rayonner la fonction publique comme employeur de choix.	William Doucet	2
Table de coordination interministérielle en gestion de main-d'œuvre	Discuter et échanger sur les grands dossiers en gestion de main-d'œuvre et de ceux traités au Secrétariat du Conseil du trésor. Partager l'optimisation des façons de faire en gestion de main-d'œuvre.	Marie-Hélène Cayer	5
Gestionnaires en gestion de main-d'œuvre	Discuter et échanger sur les grands dossiers en gestion de main-d'œuvre et de ceux traités au Secrétariat du Conseil du trésor. Échanger sur les pratiques.	Virginie Nadeau	3
Table de suivi des opérations en ressources humaines	Discuter sur les opérations en ressources humaines.	Chantale Vachon	0

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Réseau des répondants en développement du leadership et des habiletés de gestion	Partager des connaissances, des façons de faire dans le développement des cadres, des bonnes pratiques et des bons coups.	Marie-Eve Côté Janie Cossette	5
Table interministérielle en gestion du changement	Partager des réflexions, des connaissances, des bonnes pratiques, des outils et des expériences en gestion du changement et en transformation organisationnelle au sein des ministères.	Méliza Deschênes	2
Forum des directrices et directeurs en ressources humaines	Le Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec (FDRH) est un regroupement qui privilégie la concertation, l'échange et l'action dans le but de favoriser et de promouvoir l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines (GRH) dans la fonction publique du Québec.	Karine Larochelle	10
Groupe de codéveloppement des répondants en matière de conflits et harcèlement psychologique	Discuter et apporter des pistes d'action pour diverses situations en gestion préventive des conflits et du harcèlement. Échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place et partager l'expertise.	Marie-Eve Jalbert	5
Comité de coordination du réseau des répondants en matière de conflits et de harcèlement psychologique	Favoriser activement l'amélioration continue de leur expertise dans le dossier de la prévention et du traitement des situations de conflits et de harcèlement, et ce, en privilégiant la concertation, l'échange, le partage et le soutien.	Marie-Eve Jalbert	3
Groupe de co-développement en gestion de l'invalidité et de la réintégration au travail	Discuter et apporter des pistes d'action pour divers cas d'invalidité et de réintégration au travail. Échanger sur les bonnes pratiques à mettre en place et partager leur expertise.	Kathleen Martineau Kim Pelletier	4
Communauté de pratique en lésions professionnelles	Partager, apprendre et échanger sur des dossiers, des problématiques, des expériences, des modèles et d'outils dans les dossiers de lésions professionnels.	Kim Pelletier Denise Savard	4
Groupe d'échange en santé sécurité	Organisé par le SCT et offert aux coordonnateurs en SST, afin de nous aviser des dernières nouvelles en matière de santé sécurité au travail. Échanger et questionner afin de recueillir de l'information sur un sujet précis en santé sécurité.	Kim Pelletier	8
Comité interministériel sur la refonte en dotation –rencontres du soutien rapproché	Échanger sur les défis, opportunités et enjeux en lien avec la refonte du processus de dotation à venir.	Isabelle Côté	4
Table d'échange sur la refonte de dotation	Échanger sur les défis, opportunités et enjeux en lien avec la refonte du processus de dotation à venir.	Julie Gélinas	3

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Réseau des répondants organisationnels en formation	Réseau coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). L'objectif du réseau est que le SCT informe des initiatives en cours et à venir dans une optique d'arrimage interministériel.	Claudia Morissette Marie-Ève Côté	3
Groupe interministériel sur l'expérience employé	Réseau coordonné par la RAMQ et qui permet de partager des problèmes, des expériences, des modèles, des outils et les meilleures pratiques en termes d'expérience employé.	Alexie Gauthier	3
Réseau des conseillers en promotion des saines habitudes de vie de la fonction publique	Réseau coordonné par le SCT. L'objectif du réseau est de soutenir les directions des ressources humaines sur les façons d'habiliter les employés et les gestionnaires dans la prise en charge de leur santé globale, tant physique que psychologique.	Nathalie Arsenault	5
Réseau des répondants en diversité et inclusion	Coordonné par le Secrétariat du Conseil du trésor. Le SCT outille et forme les collaborateurs réseau quant aux initiatives à mettre de l'avant en termes d'équité, de diversité et d'inclusion. Ce réseau est aussi un lieu d'échange quant aux pratiques en place au sein de la fonction publique.	Nathalie Arsenault	6
Réseau des Adjoints exécutifs des directeurs en ressources humaines	L'objectif du réseau est d'échanger sur les pratiques en ressources humaines des ministères y participant.	Viviane St-Amand Michaud	2
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre à profit les expertises et tenir compte des besoins de chaque ministère en matière de recherche et d'innovation.</li> <li>• Favoriser la culture scientifique et d'innovation et maximiser son impact.</li> <li>• Soutenir et accompagner les ministères et organismes afin de mieux articuler l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en recherche et innovation.</li> <li>• Favoriser la collaboration et le partenariat pour optimiser les retombées de la recherche et de l'innovation, tant sur le plan économique, social et culturel, ainsi qu'au sein même de l'appareil public.</li> <li>• Contribuer à l'allègement réglementaire pour favoriser l'innovation.</li> <li>• Harmoniser les clauses types et les frais indirects de recherche (FIR) afférents aux projets de recherche universitaires.</li> </ul>	Benoît Carbonneau Nicolas Charlebois Marie-Claude Simard Patrick-Thierry Grenier Sophie Hein	4

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de gouvernance interministériel Implantation d'un nouveau lien entre Québec et Lévis	Mettre en place des leviers pour optimiser les délais. Ces leviers consistent notamment en la revue des processus établis pour chacun des ministères afin de travailler en amont et identifier les enjeux et problématiques afin d'apporter les actions requises pour limiter les temps d'attentes ou d'approbations.	Julie Massé Marise St-Pierre Marie-Sophie Leclerc Sara Ponton	0
Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones à Sept-Îles	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux autochtones.	Mireille Joncas	4
Table locale (La Tuque) d'accessibilité aux services pour les Autochtones en milieu urbain	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux Autochtones.	Anne-Marie Lapierre-Green	6
Table locale (Trois-Rivières, Shawinigan, Bécancour/Nicolet/Yamaska) d'accessibilité aux services pour les Autochtones en milieu urbain	Améliorer et faciliter la collaboration et la complémentarité des services offerts aux Autochtones.	Anne-Marie Lapierre-Green	6
Groupe de travail Québec – Cours municipales	Valider et approuver les nouvelles façons de faire et les nouvelles solutions technologiques en appui aux programmes de transformation de la justice en contexte municipal. Établir des standards et échanger sur les meilleures pratiques.	Gabriel Lacroix-Dufour Marjorie Forgues Patrick-Thierry Grenier Francine Asselin Gaétan Rancourt Patrick Gazaille Audrey Turmel	2
Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique	Développer des outils favorisant la pérennité de la mémoire institutionnelle et le partage des connaissances au regard des conventions et ententes en milieu nordique et conseiller les ministères et les organismes lorsqu'ils doivent adopter des mesures ou négocier et mettre en œuvre des conventions et ententes en milieu nordique.	Hubert Noreau-Simpson Rosemarie Fortier	0
Comité de liaison de coordonnateurs JuridiQC	Prendre connaissance des risques et des actions qui sont transmis par la Société québécoise d'information juridique, assurer le suivi de la performance du projet (par phase de réalisation), les jalons, les enjeux et les activités réalisées, en cours et à venir.	Santiago Velasquez Céline Dufresne Caroline Vachon Michael Dubé Francine Gravel	14

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité d'orientation de projet de l'enquête populationnelle sur la violence conjugale	Orienter et participer à l'élaboration de la première enquête populationnelle sur la violence conjugale au Québec.	Geneviève Poliquin	0
Groupe de travail sur la pratique judiciaire en matière de protection de la jeunesse	Revoir les procédures et trouver des moyens pour améliorer la pratique devant la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec.	Gaston Pelletier Sophie Lacroix Isabelle Dupont	2
Groupe de travail sur la pratique judiciaire en matière jeunesse - Rencontre de travail du sous-comité juridique	À titre d'observatrice-Participer à une réflexion sur les modifications législatives qui devraient être soumises au Comité permanent.	Sophie Lacroix Isabelle Dupont	3
Comité d'implantation de la visiocomparution dans le Nord-du-Québec	Veiller au bon fonctionnement de la visiocomparution dans le Nord-du-Québec pour la tenue des enquêtes sur remise en liberté.	Josée Trottier	0
Comité stratégique sur la simplification des démarches administratives à la suite d'un décès	Comité visant à guider les travaux menés afin de simplifier les démarches administratives à la suite d'un décès, à trouver des solutions aux problématiques identifiées et proposer des solutions arrimées.	Patrick-Thierry Grenier Marjorie Forgues	4
Comité de mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental sur la simplification des démarches à la suite d'un décès	Assurer la mise en œuvre des mesures proposées dans le Plan d'action gouvernemental, principalement pour le MJQ, les mesures 4, 8 et 9, pour simplifier les démarches des citoyens à la suite d'un décès, notamment pour le règlement d'une succession.	Michel Paquette Valérie Martel Sophie Hein	0
Groupe de travail sur la mise en œuvre de la convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers, conclue à La Haye le 5 octobre 1961	Le mandat est de déterminer les mesures nécessaires pour mettre en œuvre cette convention au Québec, ce qui requiert d'identifier la ou les autorités qui seront désignées compétentes et le ou les ministères et organismes qui seront responsables de créer et de mettre à jour le registre électronique des apostilles délivrées.	Laurence Bergeron Hakime Ait Amer Meziane Sylvie Scherrer Marilène Gallien Nancy Paquette	0
Comité de travail Directeur de l'état civil – Ministère de la Justice	Le mandat est d'échanger sur les réalités et les besoins de chaque organisation afin d'identifier les processus et mécanismes de communication.	Marie-Émilie Rochette Catherine Morneau	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de travail en matière pénale	Le comité a pour mandat de confirmer la validité des travaux et indicateurs en matière pénale, d'améliorer la précision des résultats liés aux indicateurs et de chercher des réponses aux questionnements soulevés en la matière.	Rim Boujmil Gabriel Lacroix-Dufour Diane Messier Martin Ross	0
Comité directeur sur la statistique judiciaire	Le comité directeur a pour mandat d'assurer la conception d'un système de suivi des données statistiques du système de justice, soit des tableaux de bord adaptés aux divers besoins de la magistrature, de ministère de la Justice et des partenaires du système de justice. Le comité voit aussi à assurer la mise en place de l'expertise nécessaire à l'analyse des résultats.	Patrick-Thierry Grenier Gabriel Lacroix-Dufour Caroline Landry Caroline Doucet Gaétan Rancourt Albert Besnier Sophie Joncas Caroline Dion	1
Comité des agents de liaison de l'entreprise nationale relative à la statistique juridique (CALENRSJ)	Rattaché au Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) de Statistique Canada, le CALENRSJ se compose de fonctionnaires ministériels nommés par les sous-ministres des juridictions canadiennes, du directeur général de Statistique Canada responsable du CCSJ, ainsi que d'un représentant de l'Association canadienne des chefs de police. Le comité apporte des éclaircissements sur des sujets d'intérêt dans la collectivité, passe en revue des articles de Juristat en cours de préparation et d'autres rapports, et constitue une voie de communication entre les fournisseurs de données et le CCSJ pour la discussion des questions liées à la qualité des données.	Gabriel Lacroix-Dufour Albert Besnier Keven Leclerc	5

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité interministériel du développement durable	Le Comité interministériel du développement durable (CIDD) est une instance dont les décisions visent à orienter la contribution des ministères et organismes du gouvernement du Québec en la matière. Il est également un lieu d'échange, d'information et de promotion du développement durable. Les travaux du CIDD se déroulent dans un esprit et une dynamique participative et contributive. Présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le CIDD est formé de gestionnaires de haut niveau (sous-ministres adjoints ou adjointes, sous-ministres associés ou associées ou leur équivalent), qui accompagnent le Ministère dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable.	Patrick-Thierry Grenier	0
Comité opérationnel sur les caméras portatives	Le comité est sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique et il étudie les enjeux opérationnels de la mise sur pied de systèmes de caméras portatives au sein des corps policiers québécois. Un rapport sur les conclusions des deux comités (opérationnel et technique) participant à ces travaux doit être produit au début de l'année 2021 pour le comité directeur sur les caméras portatives.	Julie Roy Simon-Pierre Lavoie Isabelle Desroches Julie Houle Amélie Lebel	2
Groupe de travail sur la mise en place d'un régime de sanctions administratives pécuniaires en matière municipale	Faire les analyses pour la mise en place d'un régime de sanctions administratives pécuniaires pour certains manquements aux lois et règlements en matière municipale, dont ceux visant le stationnement pour les villes de Montréal et Québec.	Élise Labrecque Gaston Pelletier Amélie Couture-Roy Kathye Pomerleau Luc Dumont	3
Groupe de travail indépendant sur réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique	Étudier la structure tarifaire actuelle des honoraires et débours de l'aide juridique pour les avocats de la pratique privée et formuler des recommandations quant à une éventuelle réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique.	Secrétariat / soutien technique : Odette Legendre	7
Comité de suivi du Groupe de travail indépendant (GTI) sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique	Mettre en place un Comité de suivi de l'application des ententes tarifaires et des impacts engendrés par les modifications introduites à la suite du rapport final du GTI	Marie-Claude Simard Patrick-Thierry Grenier Secrétariat / soutien technique : Odette Legendre	9

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Groupe de travail permanent (GTP) fédéral, provincial et territorial (FPT) sur l'aide juridique	Conseiller et soutenir les sous-ministres FPT responsables de la justice et de la sécurité publique pour assurer la prestation de services d'aide juridique aux personnes admissibles au moyen d'un partenariat continu et d'une constante collaboration entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les régimes d'aide juridique. Former les partenaires gouvernementaux et les fournisseurs de services d'aide juridique sur des enjeux nationaux communs.	Geneviève Richard Julien-Maurice Laplante	5
Groupe de travail sur les dispositions de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) spécifiques aux enfants et familles des Premières Nations et Inuit (PNI)	Examiner les dispositions spécifiques aux familles et aux enfants des PNI de la Loi sur la protection de la jeunesse, de documenter les difficultés d'application et de proposer des modifications à la LPJ en assurant les modifications nécessaires aux autres lois (exemples : Loi sur les services de santé et les services sociaux, Code civil du Québec).	Jessica Mathieu Johanne Destrempe Sophie Lacroix Sarah Bourgeois-Lessard	0
Groupe de coordination interministériel	Coordonner les travaux gouvernementaux relatifs à la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse et de la mise en œuvre de cette commission, le cas échéant.	Patrick-Thierry Grenier Marie-Catherine Paré	1
Groupe de travail tactique interministériel sur le suivi des travaux de la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse	Assurer la rédaction du Plan de mise en œuvre de la commission spéciale des droits des enfants et de la protection de la jeunesse et établir les étapes de réalisation et de suivi.	Sophie Lacroix	5
Groupe de travail sur la réduction des délais judiciaires en protection de la jeunesse	Brosser un portrait précis de la situation et identifier les actions à mettre en œuvre afin de réduire l'ensemble des délais en matière de protection de la jeunesse, en amont de la judiciarisation jusqu'à ce qu'un jugement soit rendu.	Sophie Lacroix Jean-François Ducre-Robitaille Geneviève Brindle Chantal Charbonneau	0

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Sous-comité sur la violence familiale du Comité de coordination des hauts fonctionnaires – Justice familiale	Le sous-comité doit discuter des questions liées à la législation FPT relative à la violence familiale et sur d'autres sujets liés à la violence familiale. Il peut formuler des recommandations.	Pier-Anne Proulx Évelyne Gagné Josée Lalancette Catherine D'Auteuil Sophie Lacroix	4
Comité de coordination des travaux du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Ce comité assure une coordination interministérielle (MJQ-MSSS-DPJ) des travaux et formule des propositions sur les orientations et la planification des travaux pour les diverses composantes associées au Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse.	Sophie Lacroix Louise Plamondon Élisabeth Dufour Gabrielle Lévesque	9
Comité directeur du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Ce comité permet aux directeurs MSSS et MJQ impliqués dans le projet pilote de médiation en protection de la jeunesse de faire un suivi des enjeux aux SMA et de donner des orientations au comité de coordination des travaux du projet pilote.	Sophie Lacroix Marie-Ève Thériault Élisabeth Dufour Gabrielle Lévesque Audrey Turmel Christine Chiasson Christine Côté	20
Comités opérationnels du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse	Ces comités assurent l'implantation et l'opérationnalisation du service de médiation pour les DPJ concernés. Il y a 4 comités opérationnels, dont un pour Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches, un pour l'Estrie, un pour la Montérégie et un pour les Laurentides.	Sophie Lacroix Gabrielle Lévesque Élisabeth Dufour Christine Chiasson Marie-Claude Boies	28

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité d'évaluation du projet pilote de médiation en protection de la jeunesse.	Ce comité regroupe des acteurs du MJQ, du MSSS, du DPJ, du ctx DPJ, du BAJ, de la pratique privée et des médiateurs. Ce comité permet de soutenir et conseiller les évaluateurs de programme dans la planification et la réalisation des travaux d'évaluation.	Christine Chiasson Christine Côté Marie-Claude Boies Sophie Lacroix Élisabeth Dufour Gabrielle Lévesque Audrey Turmel	1
Comité sur les entrées sans autorisation (dans les fermes et exploitations agricoles)	Le comité interministériel sur les entrées sans autorisation dans les établissements bioalimentaires du Québec (fermes et exploitations agricoles) est formé de juristes et de professionnels du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère de la Justice, du ministère de la Sécurité publique et de la Direction aux poursuites criminelles et pénales et a pour mandat d'évaluer les impacts qui peuvent découler des introductions sans autorisation dans les établissements bioalimentaires du Québec, plus particulièrement en présence d'animaux d'élevage, ainsi que les meilleures pistes de solutions législatives et non législatives à mettre en place afin de prévenir ou contrer de telles activités. Le comité réfléchit, en particulier, sur une éventuelle législation encadrant le phénomène des manifestations d'activistes sur ces lieux.	Abdou Thiaw Aliona Bancila	0
Groupe de travail interministériel sur les ajouts aux terres de réserve	Le groupe de travail est dirigé par le Secrétariat aux affaires autochtones. Il a été créé en février 2020 pour documenter les enjeux soulevés par les ajouts aux terres de réserve en territoire québécois et élaborer des recommandations afin d'actualiser les orientations gouvernementales en matière de création ou d'agrandissement de réserves.	Laurie Anctil	2
Comité fédéral-provincial – Entente de partage de l'information provenant des tribunaux québécois vers le Service correctionnel du Canada	Le mandat du comité est d'échanger avec le Service correctionnel canadien et les autres provinces quant à la modernisation des mécanismes de transmission des informations judiciaires.	Gaétan Rancourt Patrick Naud-Cavion Caroline Dion Julie Couture	3

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité interministériel et des partenaires autochtones pour le développement d'une information sur la Justice et les Autochtones	Un volet additionnel à la formation en ligne conçue pour l'ensemble des employés de la fonction publique sur les réalités autochtones est en développement pour sensibiliser les intervenants socio-judiciaires à l'ensemble des enjeux en matière de justice propres aux Premières Nations et aux Inuits. Un comité consultatif formé de partenaires Autochtones et de représentants institutionnels a été mis sur pied en soutien au projet piloté par le Bureau des affaires autochtones du ministère de la Justice et l'Université du Québec à Montréal.	Sarah Bourgeois-Lessard Jade Cabana	2
Table interministérielle en amélioration continue	Partager des bonnes pratiques en amélioration continue et dans les domaines apparentés par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Ariane Mathieu Mathieu Simard Geneviève Bureau Catherine Bernier Jean-François Cayer Luis Manuel Mejia Diaz Simon Lortie	7
Table interministérielle en gestion des bénéfiques	Partager les bonnes pratiques en gestion des bénéfiques par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Catherine Bernier Brigitte Dumont	0

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de gestion des risques du Plan pour moderniser le système de justice	Ce comité a le mandat d'assurer le suivi tactique de l'ensemble des risques reliés aux mesures structurantes du Plan pour moderniser le système de justice ainsi que de veiller à la pertinence et la suffisance de l'ensemble des mesures d'atténuation qui y sont associées. De plus, le comité réalise l'analyse initiale des risques et une mise à jour régulière du registre des risques transversaux liés au Plan pour moderniser le système de justice	Wilfried Affodegon Christine Côté Carmen Mendez Charles Émond Denise Picard Edith Caron Janick Croteau Lise Proulx Marie-Claude Daraïche Martin Morin Sophie Demers Jean Laterrière Martine Allard Caroline Doucet Gaétan Rancourt Amélie Beaudoin Mélanie Vallée	2
Comité consultatif d'évaluation du Plan de modernisation du système de justice	Le comité donne son avis sur les travaux d'évaluation découlant du Plan pour moderniser le système de justice (cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, cadre d'évaluation, bilans annuels commentés, etc.).	Gabriel Lacroix-Dufour Marcos Gon Mélanie Beaulieu Chantale Morin Caroline Doucet Gaétan Rancourt Paul Charbonneau François Ouellette Audrey Turmel	0
Comité directeur – Centre de recherche en droit public	Comité de gouvernance sur les activités du centre. Le Centre a pour objectif la réalisation de travaux de recherche fondamentale et appliquée en droit prospectif et dans des disciplines connexes.	Patrick-Thierry Grenier Marie-Claude Simard	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comités interministériels – Curateur public	Ces comités visent à assurer les arrimages requis dans le cadre de la transformation opérée par le Curateur public.	Patrick-Thierry Grenier	0
Rencontres interministérielles des sous-ministres associés – violences sexuelles et conjugales	Comité mis en place par le Secrétariat à la condition féminine visant à discuter de la coordination interministérielle dans le contexte du suivi des recommandations du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, de la prolongation et du renouvellement de la Stratégie violences sexuelles et du premier rapport du Comité d'examen des décès liés à la violence conjugale.	Patrick-Thierry Grenier	1
Groupe de travail justice au Nunavik	Comité regroupant les principaux partenaires de la Justice, visant à identifier les problématiques relatives aux clientèles autochtones dans le nord du Québec, à convenir des solutions requises et à les mettre en place.	Sarah Bourgeois-Lessard Alain Bellefeuille Josée Trottier Lisa Carroll Marjorie Forgues	3
Comité interministériel sur le Régime enregistré d'épargne invalidité	Élaborer davantage les solutions mises de l'avant dans le rapport en vue de proposition de modifications législatives.	Gaston Pelletier Élise Labrecque Yann Duguay Pier-Anne Proulx Mathieu Bérubé André-Claude Veillette	0
Comité permanent sur l'application de la loi sur la protection de la jeunesse (LPJ)	Examiner les recommandations des différents rapports, avis ou commentaires soumis au gouvernement du Québec concernant l'application de la LPJ; recommander, s'il y a lieu, des modifications à la LPJ; identifier et recommander les modifications qui pourraient être apportées à la LPJ afin d'améliorer la capacité du directeur de la protection de la jeunesse à intervenir auprès des familles et des enfants en difficulté en proposant des solutions législatives.	Marie-Catherine Paré Sophie Lacroix	4

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Groupe de travail sur la mise en place d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale	Améliorer l'accompagnement et l'expérience des personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale dans le processus judiciaire. Il devra notamment évaluer et déterminer les éléments nécessaires à la mise en place d'un tribunal spécialisé.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Gabriel Lacroix-Dufour Katherine Morissette	1
Table nationale de consultation sur la mise en place du projet pilote de tribunal spécialisé	Soutenir le déploiement du projet pilote de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. La table documente les enjeux des partenaires, contribue à l'élaboration d'orientations nationales et suit la mise en œuvre du projet pilote en facilitant la mobilisation des différents acteurs.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Gabriel Lacroix-Dufour Sarah Bourgeois-Lessard Dominique Bégin	3
Groupe de travail sur l'implantation du tribunal spécialisé dans le district judiciaire de Montréal	Identifier et analyser les particularités relatives au district judiciaire de Montréal, proposer des scénarios d'implantation du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale dans le district judiciaire de Montréal.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Gabriel Lacroix-Dufour	1
Comité de révision des pratiques policières en violence sexuelle	Réviser le guide de pratiques policières du ministère de la Sécurité publique en matière de violence sexuelle.	Delphine Matte	3
Comité sur la justice réparatrice en violence sexuelle et en violence conjugale d'Équijustice	Présenter et discuter des pratiques réparatrices en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.	Delphine Matte Audrey Turmel Mélanie Vallée	2
Comité interministériel <i>Un Québec pour tous les âges</i>	Comité de suivi et de mise en œuvre du plan d'action <i>Un Québec pour tous les âges</i> .	Richard Carbonneau Julie Goulet	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises dans la prévention de la pornographie juvénile en ligne	Groupe de travail sur la recommandation 5 du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Le groupe vise à produire un avis concernant la présence de pornographie juvénile sur des sites liés à des entreprises enregistrées au Québec et les mesures mises en place pour la prévenir et la réprimer. Ce comité comprend des représentants du ministère de la Sécurité publique, du Directeur des poursuites criminelles et pénales, du ministère de l'Économie et de l'Innovation, du ministère des Finances, de l'Université de Montréal et du ministère de la Justice.	Patrick-Thierry Grenier Jade Cabana	2
Comité fédéral Provincial Territorial sur les services aux personnes victimes	Comité regroupant des représentants de l'ensemble des provinces et territoires ainsi que des représentants de Justice Canada, de la RCMP, des Services correctionnels du Canada et d'organismes nationaux afin d'échanger sur diverses bonnes pratiques en matière d'aide aux personnes victimes.	Jade Cabana	11
Table élargie des modes alternatifs	Développement des connaissances et des meilleures pratiques de gestion en mode alternatif.	Steve Parisé	0
Comité de travail sur l'aménagement des milieux de travail axés sur les activités pour juristes	Ce comité sous la responsabilité de la Société québécoise des infrastructures a pour mandat d'analyser diverses questions relatives aux milieux de travail axés sur les activités pour juristes. Il a aussi la responsabilité de proposer un modèle de milieux de travail axés sur les activités pour juristes. Le ministère de la Justice a été invité à participer aux travaux considérant ses enjeux et préoccupations.	Anne-Marie Delisle	1
Comité de liaison du Plan pour moderniser le système de justice	Ce comité a pour mandat d'assurer une coordination de niveau tactique de l'ensemble du Plan pour moderniser le système de justice et appuie le Comité des Hauts dirigeants dans ses travaux.	Lise Proulx Mylène Martel Sophie Demers	6
Comité stratégique sur l'utilisation des caméras portatives par les policiers	Analyser les enjeux au plan technique, juridique, organisationnel et financier de l'utilisation de la caméra portative.	Yan Paquette	3
Comité technique agents évaluateurs	S'assurer que les pratiques en matière de conduite avec la capacité affaiblie par l'effet d'une drogue détectée par agent évaluateur soient à jour sur le plan scientifique et juridique.	Simon-Pierre Lavoie	0
Comité de négociation des ententes en matière d'échange de permis de conduire	Négocier des ententes internationales en matière de permis de conduire et assurer le suivi de leur mise en œuvre et de leur application. Analyser celles déjà conclues pour les réviser au besoin.	Sylvie Scherrer	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Sous-comité de la conformité sur le partage et la gestion électroniques des documents (Ministère de l'Économie et de l'Innovation)	Assurer la conformité juridique du projet Collab365 visant à mettre en œuvre le partage et l'archivage des documents au moyen de l'infonuagique et d'autres outils technologiques.	Benoît Carbonneau Sophie Paquet	1
Comité interministériel sur le jeu en territoire autochtone	Élaborer des solutions à proposer aux autorités gouvernementales afin de répondre à des problématiques liées au jeu illégal en territoire autochtone.	Yan Paquette Jean-François Lord	3
Comité ministère de la Justice-Revenu Québec – Perception des pensions alimentaires	Réviser certains processus existants entre le ministère de la Justice du Québec et Revenu Québec afin d'améliorer la perception des pensions alimentaires et les services aux clientèles.	Marjorie Forgues Patrick-Thierry Grenier Natacha Beaumont Annie Gauthier Marie-Émilie Rochette	2
Comité ministère de la Justice-Revenu Québec – Perception des pensions alimentaires (Volet juridique et orientations)	Réviser certains processus existants entre le ministère de la Justice du Québec et Revenu Québec afin d'améliorer la perception des pensions alimentaires et les services aux clientèles (enjeux de nature juridique).	Annie Gauthier Nancy Allaire Ann-Sophie Lamontagne	5
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers inuits	Le Comité est un lieu d'échange interministériel permanent qui a pour objectif de favoriser une meilleure collaboration et une meilleure coordination de l'action gouvernementale au Nunavik afin de mettre en place, en collaboration avec les milieux inuits, des mesures et des actions concrètes et structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie des Nunavimmiuts.	Yan Paquette Alain Bellefeuille	0
Comité Lexius d'arrimage avec les partenaires de proximité (CLPP)	Ce comité vise à assurer un maximum de partage d'information et de prévoir les arrimages et la gestion du changement nécessaire au bon déroulement de la livraison du programme Lexius prévue en procédures non contentieuses.	Gaétan Rancourt Catherine Rioux Isabelle Soucy Marie-Laure Gonnin	8
Comité interministériel sur les demandeurs d'asile	Planifier la prestation de service gouvernemental destiné aux demandeurs d'asile et leur prise en charge dans la foulée de la réouverture des frontières dans le contexte pandémique.	Julien-Maurice Laplante Santiago Velasquez	23
Comité interministériel de suivi du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023	Assurer la coordination et le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour prévenir et contrer les thérapies de conversion 2021-2023.	Élisabeth Dufour	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité Logement (mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de l'Action 4 du Groupe d'Action contre le Racisme)	Élaborer, mettre en œuvre et suivre des mesures découlant de l'Action 4 du Groupe d'Action contre le Racisme (4-GACR)	Michel Paquette Sophie Hein	3
Comité des directeurs Plan d'action gouvernemental en matière d'habitation - Table gouvernementale en affaires territoriales	Contribuer à l'élaboration du Plan d'action gouvernemental en matière d'habitation – Table gouvernementale en affaires territoriales	Julien-Maurice Laplante	2
Comité consultatif avec les organismes du portefeuille « Justice »	Assurer la concertation en matière de gestion de ressources pour l'ensemble des organismes du portefeuille « Justice ».	Mylène Martel	2
Comité consultatif stratégique (Centre d'acquisitions gouvernementales)	Assurer la prise en compte des besoins des ministères et organismes en matière d'acquisitions.	Mylène Martel Kathy Plante	4
Comité mixte des services à la clientèle	Contribuer à l'optimisation de l'offre de services	Mylène Martel Kathy Plante	2
Comité de travail sur la détermination du statut à conférer à certaines ententes de délégation de gestion de subvention	Déterminer le statut à conférer à certaines ententes de délégation de gestion de subvention	Nadine Hokayem	2
Comité sur le système de justice (Côte-Nord) – Comité du Barreau	Élaborer et réaliser un plan d'action visant à améliorer les services de justice en milieu autochtone en particulier à la cour itinérante.	Marie-Claude Simard Caroline Éthier Mireille Joncas	4
Organisation régionale de la sécurité civile (ORSC) – Côte-Nord et Bas-Saint-Laurent Gaspésie, Îles de la Madeleine.	Planification de la sécurité civile à l'échelle régionale et de la coordination des actions menées par chacun des ministères et des organismes gouvernementaux du gouvernement du Québec.	Mireille Joncas Nathalie Girard	4
Table d'affaires autochtone de la CAR-AT (Conférence d'affaires régionales Abitibi-Témiscamingue)	Forum visant à approfondir les discussions sur les meilleurs moyens de coordonner l'action gouvernementale avec les communautés autochtones sises dans la région.	Josée Trottier Elsa Acem	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité d'affaires autochtone du Nord-du-Québec	Comité consacré aux questions autochtones. Les travaux de la Table sont coprésidés par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et le Secrétariat aux Affaires autochtones (SAA). Ce comité permet de rassembler les coordonnateurs ministériels régionaux des questions autochtones, et d'autres acteurs étant au coeur de l'action gouvernementale en matière de questions autochtones. Il permet d'identifier des mesures concrètes permettant d'améliorer la prestation de services gouvernementaux envers cette population, en plus de partager des pistes de solutions à certains enjeux reliés aux questions autochtones qui sont propres à chaque ministère ou organisme.	Josée Trottier Elsa Acem	2
Table des officiers publics	L'objectif de la table est d'instaurer de canaux privilégiés entre les 4 officiers publics et de planifier des rencontres officielles pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tribune d'échanges;</li> <li>• Partage de réalités et bonnes pratiques en ce qui concerne la gestion de registres publics gouvernementaux;</li> <li>• Mettre à profit nos expériences et nos forces respectives;</li> </ul> Mettre en place des fondations facilitant une meilleure concertation entre les quatre officiers publics.	Christian G. Sirois Sébastien Dufresne Carole Léonard Stéphanie Turcotte Nahal Bakhshi Maxime Bronquard-Pharand Élisabeth Geoffroy	2
Conférence canadienne sur les sûretés mobilières	Constituée en 1991 et tenue chaque année dans l'une des juridictions provinciales ou territoriales du Canada, la Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières (Conférence) constitue un lieu privilégié d'échanges entre les représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux œuvrant dans le domaine de la publicité des droits réels mobiliers. Cette Conférence vise entre autres à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• encourager et faciliter l'harmonisation et la compatibilité du droit des sûretés mobilières provincial, territorial et fédéral, ainsi que des domaines connexes;</li> <li>• faciliter la communication des points de vue et de l'expérience des personnes qui travaillent dans le domaine du droit des sûretés mobilières et des registres connexes;</li> <li>• établir un forum dans lequel les nouveaux développements en matière de droit des sûretés mobilières et des domaines connexes sont examinés.</li> </ul>	Christian G. Sirois Sébastien Dufresne Martine Auger	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité de travail conjoint avec le ministère de la Justice du Québec (MJQ) concernant le processus de gestion de l'incarcération	L'objectif de ce comité est de proposer un processus détaillé en matière de gestion de l'incarcération, et ce, dans le but d'éviter toutes erreurs administratives	Gaétan Rancourt Sophie Daoust Kym Carrier Nathalie Thibodeau	4
Organisation de la sécurité civile du Québec	L'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) planifie les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre, coordonne la réponse gouvernementale avec la mise en œuvre des missions du PNSC qui assure le soutien aux régions touchées par un sinistre. L'OSCQ réunit les coordonnateurs ministériels de la sécurité civile de la trentaine de ministères et organismes concernés par le PNSC. L'OSCQ assure également les liens avec les partenaires externes, notamment les ressources du gouvernement du Canada.	Marjorie Forgues Marie-Émilie Rochette Christian Trudel	8
Comité de travail sur les délais requis pour la réalisation des évaluations psychiatriques	L'objectif du comité est de trouver des solutions novatrices à court terme, à moyen et à long terme, pour répondre aux demandes dans un contexte de pénurie de ressources. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales, le ministère de la Justice et le ministère de la Santé et des Services sociaux siègent sur ce comité.	Patricia Gignac Evelyne Deschênes Patrick Gazaille Caroline Landry Delphine Brunet-Asselin Maxim Larose Julie Roy Alexandre Duval	3

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité stratégique MSSS et MJQ	Dans un esprit de concertation et de mobilisation, le MSSS et le MJQ échangent sur les enjeux relatifs aux demandes en matière d'autorisation de soins. Le comité stratégique se penche aussi sur les recommandations formulées par le comité de travail intersectoriel afin d'améliorer le processus et développer de bonnes pratiques.	Marjorie Forgues	2
Organisation régionale de sécurité civile (ORSC)	Mise à jour des informations en lien avec la COP15 entre les partenaires.	Mariane Bastien	16
Comité de coordination de la COP 15	L'objectif de ce comité vise à présenter l'information générale sur la COP-15 ainsi que de discuter des impacts possibles sur les services judiciaires et des mesures envisagées.	Mariane Bastien	5
Comité des partenaires JuridiQC	Assurer le suivi de l'échéancier de la phase en cours de réalisation, les coûts, la gestion des risques et le suivi des conditions émises dans l'avis de dérogation du Secrétariat à la communication gouvernementale.	Patrick-Thierry Grenier Julien-Maurice Laplante Caroline Dorval Santiago Velasquez	8
Comité stratégique (plateforme gouvernementale de règlement des différends)	Déterminer les orientations stratégiques du projet et assurer le respect des orientations gouvernementales. Ce comité se tient minimalement à la fin de chaque phase, afin de valider et approuver les hypothèses de travail retenues de même que les principaux biens livrables, en plus d'assurer la résolution des obstacles qui lui sont soumis. Il assure la disponibilité des ressources requises au projet et adopte les principes de l'approche agile.	Patrick-Thierry Grenier Mylène Martel Marie-Claude Simard Julien-Maurice Laplante Sophie Hein	7
Comité de suivi (plateforme gouvernementale de règlement des différends)	Veiller au bon déroulement des activités et des travaux de l'équipe noyau, dans le respect du carnet de produits ou de services établi. Ce comité se tient à la fin de chaque itération, afin d'assister aux démonstrations, de valider le contenu des biens livrables soumis, d'assurer la résolution rapide des obstacles et de soumettre pour décisions au comité stratégique tout élément bloquant. Il assure la collaboration des ressources requises au projet et adopte les principes de l'approche agile.	Julien-Maurice Laplante Caroline Lavoie Léonie Cyr Marie-Claude Carmichaël Julie Simard Jean-François Martel Sophie Du Berger Sylvie Brown	8

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité noyau (plateforme gouvernementale de règlement des différends)	Réalise les principales activités de chaque phase de la conception de services à travers une équipe multidisciplinaire issue de différents ministères et organismes.	Caroline Lavoie Léonie Cyr Marie-Claude Carmichaël Sylvie Brown	80
Comité stratégique du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit des instances décisionnelles du CIUSSS, de la Ville de Québec, du MJQ et du MSSS. Ce comité a pour mandat de déterminer les orientations stratégiques du projet afin de mettre en place un lieu physique de services intégrés répondant aux besoins des personnes victimes et aux préoccupations de tous.	Richard Carbonneau	6
Comité de coordination du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit des professionnelles du CIUSSS, de la Ville de Québec, du MJQ et du MSSS. Ce comité a pour mandat de coordonner les travaux de conception et de mise en œuvre d'un lieu physique de services intégrés.	Dominique Bégin Antoine Guilbeault-Verville	28
Comité de travail du projet de centre de services intégrés pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale de Québec	Comité sous la responsabilité du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale. Il réunit une trentaine d'organisations locales du district judiciaire de Québec, qui offrent des services en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Ce comité a pour mandat de réfléchir à tous les volets opérationnels de la mise en place d'un lieu physique de services intégrés.	Dominique Bégin Antoine Guilbeault-Verville	16
Groupe de travail sur les meilleures pratiques en matière d'interrogatoire et contre-interrogatoire des victimes de violences sexuelles et conjugales	En réponse aux recommandations de Rebâtir la confiance, groupe de travail du Barreau du Québec pour développer un guide des meilleures pratiques en matière d'interrogatoire et de contre-interrogatoire	Delphine Matte Sophie Leroux	2
Groupe de travail interministériel – Financement à la mission d'organismes en exploitation sexuelle	Groupe de travail du MSP sur le financement d'organismes d'aide en exploitation sexuelle	Delphine Matte Geneviève Poliquin	2
Comité de travail interministériel sur la Loi de Clare	En réponse aux recommandations de Rebâtir la confiance, groupe de travail du MSP sur la pertinence et la faisabilité de mettre en place des dispositions législatives visant à rencontrer les objectifs de la Loi de Clare	Sébastien Beaulieu Geneviève Poliquin	3

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité du projet Famille Égalité Enfance (FEE)	Comité aviseur sur le développement d'une trousse virtuelle élaborée pour les CPE afin d'outiller le personnel des services éducatifs à la petite enfance pour protéger les enfants victimes de violence conjugale.	Geneviève Poliquin	3
Comité sur la formation de l'aide-mémoire; Prévenir l'homicide du partenaire intime	Le ministère de la Sécurité publique (MSP) et l'École nationale de police du Québec (ENPQ), en collaboration avec ses partenaires, mettent à contribution leur expertise et ressources afin d'élaborer la formation <i>Aide-mémoire « Prévenir l'homicide du partenaire intime »</i> à l'intention de la communauté policière. Ce programme provincial consiste en une formation en ligne asynchrone.	Geneviève Poliquin	3
Comité directeur Bracelet anti-rapprochement	Comité interministériel d'arrimage en vue de la mise en place et du déploiement graduel du bracelet antirapprochement dans les palais de justice, les établissements de détention et les bureaux de probation.	Patrick-Thierry Grenier Jade Cabana	2
Groupe de travail franco-québécois sur la coopération juridique et judiciaire	Le Groupe de travail franco-québécois encadre les échanges techniques (partage de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques) entre le Québec et la France dans les domaines juridique et judiciaire. Outre la lutte aux violences sexuelles et aux violences conjugales, ses priorités actuelles incluent le règlement amiable des différends, la transition numérique et la veille stratégique de développements juridiques.	Patrick-Thierry Grenier	2
Rencontre Québec/France – sous-groupe de travail sur les violences conjugales et sexuelles	Le Sous-groupe de travail dédié aux violences sexuelles et aux violences conjugales vise le renforcement des expertises mutuelles en favorisant les échanges d'informations relatifs au droit en vigueur, aux meilleures pratiques, aux innovations, aux travaux de recherche et aux réformes en réflexion en lien avant l'avancement des politiques gouvernementales en la matière.	Patrick-Thierry Grenier Richard Carbonneau Jade Cabana Éric Malo Geneviève Poliquin Maude Paquet Mélanie Deshaies	2
Rencontre Québec/France – partage des outils et méthodes de veille stratégique.	Les échanges thématiques sur la veille stratégique visent à établir un programme de coopération dans ce secteur.	Patrick-Thierry Grenier Mélanie Deshaies Édith Brochu	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité directeur – Palais de justice de Saint-Hyacinthe	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Kathy Plante Mélanie Coderre Sophie Demers Sébastien Bonneau Geneviève Vallée Rémi Gauthier	4
Comité directeur – Palais de justice de Roberval	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Mylène Martel Geneviève Vallée Julie Malouin Céline Claveau Rémi Gauthier Josyane Hamel Sébastien Bonneau	3
Comité directeur Ad-Hoc – Palais de justice de Rouyn-Noranda	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Mylène Martel Geneviève Vallée Sébastien Bonneau Rémi Gauthier Lucie Giguère Josée Trottier	3
Comité directeur – palais de justice de Québec	Déterminer le scénario à retenir entre construire un nouveau palais de justice ou de rénover le bâtiment existant.	Mylène Martel Katherine Morissette Rémi Gauthier Geneviève Vallée Sébastien Bonneau Jimmy Vaillancourt Lucie Giguère	4

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité directeur – Palais de justice de Montréal	Faire le point sur les travaux – Prendre les orientations requises au moment opportun.	Florence Asselin Mariane Bastien Philippe Laurin Kathy Plante Geneviève Vallée Rémi Gauthier	3
Table de concertation en matière de sécurité	Forum où sont discutés et proposés des orientations et sujets d'intérêt provincial. Suivi de façon générale des travaux effectués par les tables régionales.	Marjorie Forgues Kathy Plante Rémi Gauthier Christian Trudel	0
Table thématique sur le dépôt des constats par les poursuivants autorisés – Programme Lexius	Permettre aux participants de prendre connaissance la portée du Programme Lexius concernant le dépôt des constats par les poursuivants autorisés, en vue d'une meilleure planification et orientation des travaux d'arrimage entre les projets et les systèmes.	Marius Lupu Frédéric Fortin Patricia Gignac Vincent Belzil Richard Raymond (ressource externe) Audrée Roy Catherine Gauthier	1

Question **09**

Suite

Comité	Mandat	Membres du MJQ	Nombre de rencontres 2022-2023
Comité Lexius d'arrimage avec les partenaires	Ce comité vise à assurer un maximum de partage d'information et de prévoir les arrimages nécessaires dont les orientations et décisions prises dans le cadre du programme Lexius. Le comité est formé de gestionnaires des différents partenaires du programme Lexius comme le Directeur des poursuites criminelles et pénales, le ministère de la Sécurité publique, la Société québécoise d'information juridique, la chambre des Huissiers et son association, la chambre des notaires et autres ministères et organismes.	Caroline Landry Patricia Gignac Marius Lupu John-William Cely Sandra Alvarez Patrice Thomas Catherine Gauthier Vincent Belzil Stéphanie Beaumont Janick Croteau Marie-Pier Simard Maya Lefrançois	3
Comité sur les comparutions la fin de semaine et les jours fériés	Coordonner les réflexions en matière de comparutions la fin de semaine et les jours fériés.	Gaétan Rancourt Caroline Dion	1
Comité MJQ - DEC	Ce comité vise à assurer les arrimages requis entre les deux organisations et veiller à ce que les processus soient efficaces.	Natacha Beaumont Famarz Najafian	3
Comité tactique interministériel de la transformation numérique du curateur	Ce comité vise à assurer les arrimages requis entre les deux organisations au regard des travaux portant sur la transformation organisationnelle	Gaétan Rancourt	3
Comité sur les caméras-portatives	Ce comité vise à assurer les arrimages requis entre les deux organisations au regard des travaux portant sur la transformation organisationnelle	Gaétan Rancourt Caroline Dion	6
Comité sur Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	Ce comité vise à opérationnaliser avec le gouvernement fédéral la Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	Gaétan Rancourt Caroline Dion Monia Mathieu-Isabelle Katie Levasseur	2

Question **10**

Nombre de rencontres fédérales-provinciales-territoriales des ministres et des sous-ministres de la Justice en 2022-2023. Indiquer, pour chacune :

- A. les coûts;
- B. les dates et lieux;
- C. les personnes présentes;
- D. les sujets à l'ordre du jour;
- E. les procès-verbaux;
- F. les résultats obtenus et les prévisions pour 2023-2024 (inclure une copie de tout rapport et de toute entente renouvelée);
- G. les rencontres inscrites à l'agenda pour 2022-2023 et 2023-2024.

Date	Lieu	Personnes présentes	Coût
9 et 10 juin 2022	Visioconférence	Line Drouin et Véronique Morin	0 \$
12 au 14 octobre 2022	Halifax	Patrick-Thierry Grenier et Véronique Morin	3 414 \$
21 et 22 février 2023	Visioconférence	Yan Paquette et Nada Jarjour	0 \$

Question **11**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au Ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2022-2023 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

**Ministère (incluant les fonds)**

Nombre d'employés occasionnels : 1 154

Pourcentage d'employés occasionnels : 27,7 %

Nombre d'employés occasionnels devenus permanents : 530

Pourcentage d'employés devenus permanents : 33,9 %

Question **12**

Liste et copie de tous les sondages effectués par le Ministère ou le cabinet et par chaque organisme qui en relève en 2022-2023, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

**Ministère**

Firme	Coût
Firme Amélio	28 930 \$
Institut de la statistique du Québec	31 500 \$
SOM inc.	47 445 \$
SOM inc.	21 250 \$
Université Laval	11 957 \$
Université Laval	6 250 \$
Université Laval	15 011 \$
Université de Montréal	6 373 \$

**Fonds Accès Justice**

Firme	Coût
Université Laval	29 859 \$

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Aucun.

**Fonds des registres**

Aucun.

**Fonds relatif aux contrats publics**

Aucun.

Question **13**

Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- A. la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- B. les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- C. l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- D. la liste des concours qui ont pris fin.

**Ministère**

Aucun.

**Fonds Accès Justice**

Aucun.

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Aucun.

**Fonds des registres**

Aucun.

**Fonds relatif aux contrats publics**

Aucun.

Question **14**

Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2022-2023 :

- A. le nom de toutes les campagnes;
- B. les coûts de ces campagnes;
- C. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- D. les dates de diffusion de la campagne;
- E. les objectifs visés par chaque campagne.

**Ministère**

Aucune.

**Fonds Accès Justice**

Aucune.

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Aucune.

**Fonds des registres**

Aucune.

**Fonds relatif aux contrats publics**

Aucune.

Question **15**

Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2022-2023 :

- A. le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- B. le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- C. le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instance ou organisme;
- D. le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- E. le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2022-2023 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

A. Outre la directrice des Communications, les 19 personnes suivantes composent la Direction des communications :

- une adjointe aux affaires publiques – Manon Guimont
- une coordonnatrice aux affaires publiques, stratégies, Web et graphisme – Marjorie Houle
- une conseillère stratégique et adjointe exécutive – Aude Brassard-Hallé
- deux conseillers en communication-graphiste – Kim Dumas et Manon Dallaire
- un conseiller en communication-édimestre du site Web – Éric Mailloux
- une coordonnatrice aux relations médias et médias sociaux - Isabelle Boily
- un conseiller en communication responsable des communications internes et de l'intranet – Anne-Marie Lepage
- sept conseillers en communication en soutien aux activités du Ministère – Cathy Chenard, Laurie Lévesque, Jessica Martinez, Olivier Berseli, Carol-Ann Gagnon-Tremblay, Marie-Eve Maranda et un poste vacant.
- une conseillère en communication-réseaux sociaux et à la rétroinformation – Kim Fournier
- deux étudiantes en communication – Frédérique Grégoire et Daphnée Blouin
- une rédactrice et langagière – Stéphanie Towner

B. Le montant dépensé en matière de communication au Ministère est de 167 887 \$.

C. Les membres de l'équipe de la Direction des communications ont participé aux rencontres des comités suivant :

- Comité sur l'exploitation sexuelle des mineurs (2 rencontres);
- Comité sur l'intimidation (2 rencontres);
- Comité sur les demandeurs d'asile (2 rencontres).

D. Les sommes investies en veille médiatique au Ministère sont ventilées de la façon suivante :

- Eureka-Cedrom SNI inc. : 14 072 \$;
- Influence communication (revue de la presse écrite et électronique) et CNW : 47 458 \$.

E. Le montant est inclus à la sous-question d.

Question **16**

Tout rapport, document, étude, avis ou analyse, liste de consultation ou liste de demande concernant une réforme du droit de la famille.

En juin 2022, la Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droit de la personnalité et d'état civil a été sanctionnée et plusieurs dispositions sont entrées en vigueur. Dans le but de permettre l'adoption de la Loi, des mesures ont été retirées du projet de loi, soit celles concernant principalement la filiation, la grossesse pour autrui et la connaissance des origines en matière de procréation assistée. Ces mesures sont présentées à nouveau dans le projet de loi 12, Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et visant la protection des enfants nés à la suite d'une agression sexuelle et des personnes victimes de cette agression ainsi que les droits des mères porteuses et des enfants issus d'un projet de grossesse pour autrui, qui a été présenté le 23 février 2023.

Question **17**

Tout mandat ou contrat confié dans le cadre de la réforme du droit de la famille.

Nom	Mandat	Montant des honoraires versés
M <sup>e</sup> Alain Roy	Agir à titre d'expert-conseil en matière de droit de la famille	0 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

Question **18**

Liste de personnes ou groupes consultés dans le cadre de la réforme du droit de la famille. Listes des mémoires reçus.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **19**

Nombre de professionnels ou d'employés travaillant sur la réforme du droit de la famille.

---

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **20**

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités, auxquels ont participé les employés du Ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2022-2023. Indiquer :

- A. le lieu;
- B. le coût;
- C. la ou les dates de participation;
- D. le nombre de participants;
- E. le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- F. le nom de la formation ou de l'activité.

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Formation sur le système de gestion de la DGA CNR		
Direction générale des services judiciaires de la Capitale-Nationale et des régions	422 \$	6
Le PMRG: qu'en est-il ?		
Barreau de Québec	55 \$	1
Les impacts de l'arrêt Procureur général du Québec c. Gallant, 2021 QCCA 1701		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 448 \$	25
Module 7 - Les Autochtones et l'État québécois		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	153 \$	1
10 astuces pour acquérir une méthodologie de recherche juridique efficace		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	247 \$	1
10 conseils pour mener des entretiens d'embauche efficaces		
LinkedIn Learning	16 \$	1
10 minutes, un livre : Apprendre à prioriser		
LinkedIn Learning	100 \$	15
10 minutes, un livre : Avoir de l'influence		
LinkedIn Learning	19 \$	2
10 minutes, un livre : Comment apprendre vite?		
LinkedIn Learning	100 \$	10
15th National Symposium on Tech Crime and Electronics Evidence		
Osgoode Professional Development	920 \$	1
19e Colloque annuel - Construire son avenir dans la fonction publique		
Forum des jeunes	490 \$	1
19e Conférence annuelle Claire l'Heureux Dubé - Le rôle et les limites de pouvoir judiciaire dans l'évolution des changements		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Université Laval	1 036 \$	13
1re phase ou 2e phase du nouveau cadre sur la protection des renseignements personnels (2022) : À vos marques		
Barreau du Québec	234 \$	2
2022 Journée avec les experts pour l'intérêt de l'enfant de la Commission Laurent à la réforme du Projet de loi		
Société de criminologie du Québec	1 008 \$	2
20th National Symposium on Search and Seizure Law in Canada		
Osgoode Professional Development	396 \$	1
23e édition de la Conférence des juristes de l'État		
Barreau de Québec	831 \$	2
25th Annual Osgoode Constitutional Cases Conference		
Osgoode Hall Law School	2 338 \$	10
40 ans après l'adoption de la Charte : le rôle et les limites du droit criminel		
Jeune Barreau de Montréal	3 144 \$	23
60007 Adobe Acrobat - L'outil indispensable à l'ère numérique		
Lafortune Formation	86 \$	1
89e congrès ACFAS		
ACFAS	1 926 \$	1
8e Conférence annuelle Paule Gauthier - Quel droit financier et gouvernance pour le changement climatique?		
Université Laval	144 \$	1
9e Symposium en fiscalité - Repenser les Savoirs		
Université Laval	768 \$	2
Accès à l'information - Top 10 des décisions pertinentes de l'année 2022		
Wolters Kluwer Canada Limitée	826 \$	1
Accompagnement à la Cour		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	373 \$	2
Accueil - rôles temporaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	2
Accueil de cohorte		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Accueil de stagiaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 012 \$	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Accueil et éthique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 749 \$	12
Accueillir le changement		
LinkedIn Learning	12 \$	1
Acquisitions responsables		
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	82 \$	1
Actes notariés technologiques en temps de Covid		
Université de Montréal	200 \$	2
Activités d'apprentissage procès-verbal criminel et pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)		0
Adaptation de poste de travail		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	410 \$	2
Adjointe à la magistrature		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	777 \$	2
Administration de la preuve électronique au procès - troisième volet		
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	78 \$	1
Administration juridique - procédures contentieuses		
Lafortune Formation	3 452 \$	3
Adoption du Règlement 2022096 concernant les milieux naturels par la CMM		
Fasken	476 \$	5
Affronter les préjugés : S'épanouir au-delà de nos différences		
LinkedIn Learning	23 \$	1
Agent de bureau jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	52 \$	2
Agente de bureau greffe criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 812 \$	9
Agente de bureau greffe jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 459 \$	3
Agile Tour		
Agile Québec	7 650 \$	20
Aide à la tâche adjointe à la magistrature		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	337 \$	2
Aide à la tâche formation à la cour		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	144 \$	2
Aide à la tâche Greffe criminel et pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	841 \$	9
Aide à la tâche Greffe criminel et pénal technicien		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	48 \$	2
Aide à la tâche greffier-audiencier : correction PV		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	2
Aide à la tâche greffier-audiencier : formation à la Cour		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	584 \$	8
Aide à la tâche greffier-audiencier : Mise à jour du rôle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	2
Aide à la tâche greffier-audiencier : PV comparution		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	2
Aide à la tâche greffier-audiencier : PV et mise au rôle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	48 \$	2
Aide à la tâche greffier-audiencier : Statistique et rôle annoté envoi		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	2
Aide à la tâche paie variable		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	55 \$	2
Aide à la tâche retrait caution		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 \$	2
Aide à la tâche Services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 225 \$	2
Aide à la tâche : adjointe à la magistrature		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 330 \$	4
Aide à la tâche : agent de bureau / greffe criminel et pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	172 \$	4
Aide à la tâche : Comparution de fin de semaine		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Aide à la tâche : demande de permis restreint		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	12 \$	2
Aide à la tâche : dénonciation + Infotrac		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 \$	2
Aide à la tâche : direction régionale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	917 \$	12
Aide à la tâche : dossier non contentieux		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	13 \$	2
Aide à la tâche : greffe civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 168 \$	2
Aide à la tâche : greffe criminel et pénal / technicien		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	19 \$	2
Aide à la tâche : Greffe criminel technicien		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 \$	2
Aide à la tâche : greffe jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 144 \$	4
Aide à la tâche : ouverture en non contentieux		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	102 \$	2
Aide à la tâche : repiquage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	168 \$	2
Aide à la tâche : saisie RPAL		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	224 \$	2
Aide à la tâche : technicien greffe criminel et pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 \$	2
Aide à la tâche : technicienne criminel et pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67 \$	2
Aide à la tâche : adjointe à la direction		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 246 \$	10
Aide à la tâche : agent de bureau (civil)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 546 \$	2
Aide à la tâche : agent de bureau criminel		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	711 \$	2
Aide à la tâche : greffier-audiencier pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	2
Aide à la tâche : mandataire paie (direction)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	302 \$	2
Aide à la tâche : services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	371 \$	2
Améliorez votre efficacité au quotidien		
Technologia Formation Québec	0 \$	1
AMP Les effets du PL 12 sur les activités de l'AMP		
Secrétariat du Conseil du trésor	118 \$	2
Analyse des causes profondes		
Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR)	4 096 \$	2
Analyste de données Microsoft Power BI (PL0300T00)		
AFI Expertise	1 635 \$	1
Animer la démarche processus		
PYX4	34 \$	1
Application du tarif en matière civile		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	90 \$	1
Apprendre à mieux se connaître		
LinkedIn Learning	30 \$	1
Approbation des compensations de paiements		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	398 \$	18
Approbation des paiements GF95		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	25 \$	2
Approfondissement des mandats d'arrestations		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Archives judiciaires Advitam		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	71 \$	1
Arts numériques et NFT : comment protéger votre marque sur le marché du collectionnement virtuel		
RPM (Commission Canada de l'Apram)	35 \$	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

ASP.NET Core		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 008 \$	1
Assiduité		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	388 \$	2
Atelier CAI		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	2
Atelier codéveloppement		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	818 \$	1
Atelier d'approfondissement - Mandats d'arrestation		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 180 \$	127
Atelier de formation SGIPA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 248 \$	17
Atelier de procédure sur l'identification d'une personne physique et la PRP		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	50 \$	1
Atelier de rédaction d'amendements		
Ministère du Conseil Exécutif (MCE)	2 288 \$	7
Atelier de sensibilisation à la violence conjugale pour gestionnaires de la fonction publique		
Secrétariat du Conseil du trésor	127 \$	4
Atelier d'intégration		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	2 532 \$	1
Atelier formation SGIPA - Correspondances et significations		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	292 \$	2
Atelier NOVA		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	196 \$	1
Atelier processus cible préjudiciaire en matière pénale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	104 \$	3
Attraction des talents		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67 \$	1
Aube et crépuscule d'une commission d'enquête au Québec		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	63 \$	1
Audiences virtuelles TEAMS et WebRTC		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	207 \$	7
Audit interne basé sur les risques		
Institut des auditeurs internes Canada (L') (IAI)	2 699 \$	2
Audit interne en mode agile		
Institut des auditeurs internes Canada (L') (IAI)	1 364 \$	2
Autorisation du dirigeant de l'organisme public		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	68 \$	1
Autorisation judiciaire d'inconstitutionnalité : quand les tribunaux suspendent la Constitution		
Fondation du Barreau du Québec	63 \$	1
Autorisations judiciaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 630 \$	78
Avex, cour supérieure, services correctionnels		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 133 \$	3
Az0204 Developing Solutions for Microsoft Azure		
Microsoft Canada Inc.	4 860 \$	2
AZ0900 Microsoft Azure Fundamentals		
Microsoft Canada Inc.	347 \$	1
Banque de documents juridiques (BDJ) et Tenue de temps		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	932 \$	14
Bâtir la confiance		
LinkedIn Learning	47 \$	1
BC - Truquage des offres - Sensibilisation et prévention		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	146 \$	2
Bien jouer son rôle-conseil		
Université Laval	8 959 \$	24
Bien préparer son discours de vente		
Cégep Beauce Appalaches	456 \$	1
Bien-être au travail avec la méthode yogist		
LinkedIn Learning	45 \$	1
Bilan des apprentissages		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67 \$	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Bill096 in practice (of law!) Barreau de Montréal	153 \$	2
Bloc 3 formation du BSMA - Processus et rédaction Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	110 \$	3
Cadre juridique et déontologie du harcèlement dans la pratique du droit Barreau du Québec	406 \$	8
Cadre normatif régissant les contrats des organismes publics Inst. des vérificateurs internes, Sect. Mtl (IVIM)	174 \$	1
Calendrier de la Cour du Québec Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	33 \$	1
Campagne de sensibilisation #4 Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	47 \$	1
Canadian Wine & Liquor Law Conference 2022 Association Internationale des Juristes du Droit de la Vigne et du Vin (AIDV)	317 \$	2
Capture dossiers 41 Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	78 \$	2
Ceinture blanche Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 855 \$	117
Ceinture jaune Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	20 025 \$	138
Ceinture verte Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 814 \$	29
Célébrant de mariage Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	132 \$	5
Cercle des jeunes leaders École nationale d'administration publique (ÉNAP)	9 421 \$	7
Certificat Management Université Laval	1 799 \$	1
Certification Nova Solutions Swissnova Global inc.	3 004 \$	1
Changement et communication		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

LinkedIn Learning	123 \$	3
Changements sociaux et évolution du droit de la famille		
Cour d'appel du Québec	34 \$	1
Chef d'équipe : tout un art		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	25 569 \$	225
Cheminement de dossiers en matière civile et familiale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	299 \$	14
Coaching et gestion de la performance : devenez gestionnaire coach		
HEC Montréal (École des hautes études commerciales)	2 493 \$	1
Code de la sécurité routière		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	73 \$	1
Code de procédure civile : tour d'horizon		
Barreau du Québec	90 \$	1
Coffre à outils		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	76 \$	3
Cohorte - Agent de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	74 \$	1
Cohorte huissier-audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	298 \$	3
Colloque - La séparation parentale et la recomposition familiale dans une perspective multidisciplinaire: résultats récents		
Université Laval	347 \$	1
Colloque annuel du Forum des jeunes de la fonction publique québécoise		
Forum des jeunes	723 \$	2
Colloque de la bureautique et du travail administratif		
Cégep de Drummondville	95 \$	1
Colloque du Lieutenant-gouverneur 2022 - Droit, justice et démocratie		
Barreau du Québec	2 797 \$	7
Colloque en droit criminel 2022		
Barreau du Québec	2 245 \$	3
Colloque en droit de la jeunesse		
Barreau du Québec	3 161 \$	6

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Colloque international - Les Ateliers Schuman - AECG et APS, 5 ans d'application provisoire dans un contexte international		
Université Laval	1 008 \$	1
Colloque LQE+50		
Université Laval	339 \$	3
Colloque national sur l'action collective 2022		
Barreau du Québec	4 358 \$	3
Colloque SéQCure 2022		
Québec numérique	1 571 \$	2
Colloque SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE		
Université de Rennes	600 \$	2
Colloque sur la gestion de la performance Secteurs public et parapublic - La planification budgétaire		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	1 894 \$	2
Colloque sur la sécurité civile		
Ministère de la Sécurité publique du Québec	2 305 \$	1
Colloque virtuel 2022 - Capacité, compétences, création de valeur : des leviers gagnants		
GP Québec Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	3 436 \$	8
Colloque : Le formulaire dans tous ses états		
Université Laval	2 783 \$	8
Comment les salles de pilotage et le kata peuvent instaurer une culture d'amélioration continue		
Secrétariat du Conseil du trésor	470 \$	9
Comment négocier avec les personnes difficiles : le coffre à outils		
Barreau du Québec	313 \$	2
Comment produire et gérer les données		
Secrétariat du Conseil du trésor	54 \$	1
Comment susciter l'engagement de votre équipe		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	382 \$	1
Commission Chamberland Mandats et télé mandats		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	52 \$	1
Communication interpersonnelle: pour des équipes dynamiques et efficaces		
Formations Qualitemps inc.	217 \$	1
Communication Psycom		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Communication Psychom inc.	3 483 \$	1
Comparution fin de semaine et jours fériés		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 \$	1
Comparutions fin de semaine et jours fériés		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	14 \$	1
Compétences essentielles du juriste de l'État		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 658 \$	297
Comprendre la gestion des risques en projet pour une meilleure maîtrise		
Institut des auditeurs internes Canada (L') (IAI)	1 064 \$	1
Comptabilité de base		
Contrôleur des finances	277 \$	1
CompTIA Security +		
AFI Expertise	5 422 \$	2
Conception de solutions Infonuagiques Microsoft Azure		
Microsoft Canada inc.	1 527 \$	1
Concilier plusieurs rôles en tant que leader		
LinkedIn Learning	35 \$	1
Conduire le changement		
LinkedIn Learning	170 \$	2
Confection du rôle pratique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	2
Conférence Actions collectives 101 Bienfaits et méfaits		
Université Laval	372 \$	4
Conférence Contrats publics		
Événement les affaires	1 662 \$	2
Conférence Les implications de Toussaint c. Canada pour la justiciabilité de droits socio-économiques au Canada		
Université Laval	76 \$	1
Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 682 \$	5
Conférence des juristes de l'État 23e Édition		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	110 006 \$	272

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Conférence DSASP Alliance des cadres		
Caisse Desjardins de l'Administration et des Services publics	58 \$	1
Conférence RPM Pratiques de l'EU IPO, ses particularités et peut-être ses écueils		
RPM (Commission Canada de l'Apram)	35 \$	1
Conférence salon sur les meilleures pratiques d'affaires MPA 2022		
Mouvement québécois de la qualité	382 \$	1
Conférence sur la cybersécurité		
IGF Québec	261 \$	6
Conférence: Le virage numérique et la transformation des métiers du droit		
Fondation Claude Masse	165 \$	1
Confiscation civile		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	34 \$	1
Congrès du Jeune Barreau de Montréal		
Jeune Barreau de Montréal	1 057 \$	1
Congrès international de toutes les médiations		
Destination Angers	1 964 \$	1
Contestation administrative et médicale LP		
RRSPT Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	350 \$	1
Contrats et droits fondamentaux : le feu, les cendres et la braise		
Fondation du Barreau du Québec	38 \$	1
Contre la fatigue virtuelle		
Ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)	72 \$	1
Corrélation, régression et régression multiple analyse quantitative des impacts		
Société québécoise d'évaluation de programme (La) (SQÉP)	794 \$	6
Cour supérieure		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	966 \$	2
Cours anglais		
Ateliers de conversation anglaise (ACA)	8 824 \$	7
Cours de droit 101 et sentences		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 281 \$	8
Cours La cour supérieure		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 972 \$	13
Cours maîtrise en administration publique		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	8 870 \$	3
Créer une culture du changement		
LinkedIn Learning	93 \$	2
Criminalité économique		
Université Laval	2 420 \$	1
Cyberdéfense Les menaces numériques		
Académie de la transformation numérique	73 \$	2
Cybersécurité et rançongiciels : tendances récentes		
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	170 \$	1
Cybersécurité et rançongiciels : tendances récentes		
Fasken	35 \$	1
De l'impuissance au pouvoir : La prise de contrôle		
LinkedIn Learning	47 \$	2
De pandémie à endémie : vers la transformation du milieu du travail		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	258 \$	1
Découvrir la diversité et l'inclusion		
Secrétariat du Conseil du trésor	104 \$	20
Découvrir l'agilité		
Secrétariat du Conseil du trésor	47 \$	1
Découvrir ses forces		
LinkedIn Learning	25 \$	1
Décupler les possibilités de Power BI avec Power Apps et Power Automate		
CFO Masqué	287 \$	1
Déjouer les pièges de la pratique en droit des affaires: Êtes-vous prêt		
Barreau du Québec	108 \$	1
Demandes en ligne (automobile et permis de conduire) Autoformation et classe virtuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 232 \$	41
Démocratie environnementale et harmonie avec la nature: évolutions juridiques et nouveaux horizons du droit		
Chaire de recherche en droit de l'environnement	225 \$	1

Question **20**

Suite

Démystifier la publication et la consultation du registre foncier		
Barreau du Québec	416 \$	7
Démystifier les technologies d'amélioration de la confidentialité		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	64 \$	1
Démystifiez Microsoft 365 et découvrez comment booster l'efficacité de votre équipe		
Microsoft Canada inc.	43 \$	2
Dépôt volontaire Gestion des créances Groupe 3		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 575 \$	18
Derniers développements en droit des autochtones		
Commission d'accès à l'information du Québec	70 \$	1
DESS en santé mentale		
Université TÉLUQ	3 525 \$	1
Développements récents en droit de la construction 2022		
Barreau du Québec	1 915 \$	2
Développer la résilience		
LinkedIn Learning	33 \$	1
Développer ses réflexes en contexte de changement continu		
AFI Expertise	1 354 \$	2
Développer son image professionnelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	28 \$	1
Développer son intelligence émotionnelle		
LinkedIn Learning	23 \$	1
Devenir juge en chef		
Cour d'appel du Québec	70 \$	2
Diriger avec des histoires		
LinkedIn Learning	23 \$	1
Diriger grâce à l'intelligence émotionnelle		
LinkedIn Learning	94 \$	1
Discussion avec les acteurs du droit des affaires : Registre foncier		
Barreau de Montréal	80 \$	1
Dossier spécial CDPDJ : profilage racial		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Commission d'accès à l'information du Québec	108 \$	1
Dossiers 40 et 80		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	104 \$	2
Dossiers 40 et repiquage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	199 \$	2
Dossiers Autres (AU) - Gestion des créances - Groupe 2		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 433 \$	17
Dossiers santé mentale (juridiction 40)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	58 \$	2
Drogues et infractions connexes - Armes à feu		
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	324 \$	1
Droit des administrations publiques		
Université Laval	1 596 \$	1
Droit des ressources naturelles et de l'énergie		
Université Laval	1 606 \$	1
Droit du travail : Les rapports collectifs de travail		
Barreau du Québec	90 \$	1
Droits et libertés : le droit à l'égalité		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	- \$	1
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats		
Barreau du Québec	512 \$	3
Du cadre logique à la théorie du changement, quelle frontière?		
Société québécoise d'évaluation de programme (La) (SQÉP)	424 \$	3
Durabilité Aperçu des tendances et des référentiels d'information en la matière		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
Durabilité : faits nouveaux à l'international et au Canada		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
École des poursuivants Édition 2022 Revue annuelle des principaux jugements Cour suprême Canada et Cour d'appel Québec		
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	2 973 \$	6
Écriture efficace		
Magistrad	205 \$	2

Question **20**

Suite

Écriture stratégique		
Magistrad	1 403 \$	12
Écritures de budget et transferts dans le même livre (GL018)		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	99 \$	1
Enjeux contemporains en droit des marchés publics		
Barreau du Québec	534 \$	2
Enquêtes internes : Comment gérer efficacement une crise		
Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.	72 \$	1
Entraînement à la tâche Agent de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	112 965 \$	91
Entraînement à la tâche : Greffière-audicière		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 810 \$	65
Entraînement à la tâche Attaché judiciaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 506 \$	36
Entraînement à la tâche traitement de dossier, captation		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 090 \$	1
Entraînement à la tâche ABU greffe criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 360 \$	5
Entraînement à la tâche Adjointe exécutive		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	18 948 \$	4
Entraînement à la tâche Agente de secrétariat		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Entraînement à la tâche Gestionnaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 789 \$	2
Entraînement à la tâche huissier-audencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 699 \$	11
Entraînement à la tâche nouvelle adjointe		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	400 \$	1
Entraînement à la tâche Ordonnances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	340 \$	2
Entraînement à la tâche Salle à procès		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	33 048 \$	7
Entraînement à la tâche Services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 117 \$	4
Entraînement à la tâche Technicien à la cour		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 205 \$	4
Entraînement à la tâche Technicien en administration		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 830 \$	4
Entraînement à la tâche Technicien en droit		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	38 203 \$	85
Entraînement à la tâche Traitement de dossiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 262 \$	1
Entraînement à la tâche : les provisoires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	373 \$	2
Entraînement à la tâche : Statistiques Jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	165 \$	1
Entraînement à la tâche pour nouveaux employés / BIA - Centre contact clients		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	43 011 \$	11
Entraînement à la tâche secteur civil et secteur criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	198 \$	3
Entraînement à la tâche : Adjointe à la magistrature		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 558 \$	6
Entraînement à la tâche : agent de bureau (civil/serv. Population)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 703 \$	161
Entraînement à la tâche : paies		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	404 \$	2
Entraînement à la tâche : saisie informatique gr. criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 664 \$	3
Entraînement à la tâche : saisie viking		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	20 134 \$	5
Entraînement à la tâche : saisie viking tribunal de la jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 317 \$	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Entraînement à la tâche : Soutien aux audiences		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 780 \$	3
Entraînement à la tâche : tâches du greffe jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 341 \$	3
Entraînement à la tâche : technicienne comptoir		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	815 \$	2
Entraînement à la tâche : Tâches au greffe criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	28 856 \$	8
Entraînement à la tâche archives judiciaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 075 \$	1
Entre science et politique : Quel sens pour le concept juridique de discrimination systémique		
Fondation du Barreau du Québec	38 \$	1
EPM2 - Séance d'accompagnement chef d'équipe FDT		
Alithya	49 \$	1
EPM2 - MS Project Formation équipe de portefeuille		
Alithya	197 \$	2
EPM2 - Formation pour responsables de plans de continuité		
Alithya	173 \$	1
Épuration de dossiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	48 \$	2
Ergonomie au travail		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	2 020 \$	9
État des lieux du Droit des marchés publics		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 291 \$	37
Éthique dans la fonction publique		
Secrétariat du Conseil du trésor	271 \$	17
Éthique des organisations publiques 2022		
Secrétariat du Conseil du trésor	357 \$	1
Éthique et déontologie : regard du juriste de l'État		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	43 349 \$	225
Éthique et protection des données		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

HEC Montréal (École des hautes études commerciales)	414 \$	8
Évaluation, participation et engagement : faciliter la résolution coopérative de problèmes		
Société québécoise d'évaluation de programme (La) (SQÉP)	392 \$	3
Événement public numériQc		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	0 \$	1
Excel 2013 - Maîtrise des fondamentaux		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	109 \$	1
Excel avancé		
Cégep de Chicoutimi	20 113 \$	56
Excel base		
Cégep de Chicoutimi	25 625 \$	140
Excel débutant		
Cégep de Chicoutimi	0 \$	1
Excel intermédiaire Groupe 1		
Cégep de Chicoutimi	18 246 \$	82
Exécution de jugement (EJ) Gestion des créances - Groupe 3		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 464 \$	17
Exercice de gestion de crise en sécurité de l'information		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	423 \$	2
Exercice de simulation de crise sur le Comité de crise opérationnel SMSO		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 800 \$	25
Facturation annuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	157 \$	6
Facturation mensuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	82 \$	3
Fermeture de caisse service financier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	52 \$	2
Feuille de temps heures supplémentaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	61 \$	2
Formation CRM compte client et Logiciel RDPRM-WEB		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	352 \$	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Fonction de Juge de paix fonctionnaire catégorie 2		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	85 \$	1
Fonctionnement du régime de l'aide juridique québécois		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 425 \$	27
Fondements conceptuels et objectifs des états financiers		
Contrôleur des finances	119 \$	1
Fondements et développements récents de la responsabilité civile de l'État au Québec		
Fondation du Barreau du Québec	553 \$	7
Formation Audiences virtuelles TEAMS et Web RTC		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	124 \$	1
Formation Cheminement du dossier en matière civile et familiale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	124 \$	1
Formation démonstration Activités SAC pour Analyste juridique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	196 \$	1
Formation Greffe numérique judiciaire du Québec		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	124 \$	1
Formation Intervenir efficacement auprès des clients vulnérables ou agressifs		
Cégep de Saint-Jérôme	20 677 \$	116
Formation Service à la clientèle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	356 \$	8
Formation Visite poste de contrôle routier		
Contrôle routier Québec (SAAQ)	1 421 \$	16
Formation 5S		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 853 \$	54
Formation adjointe à la magistrature		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	20 010 \$	25
Formation Adobe Experience Manager Forms		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	234 \$	2
Formation agent de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	28 128 \$	8
Formation Agent de bureau au transfert (nouvel employé)		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	16 184 \$	8
Formation au Comité de crise opérationnel SMSO		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 874 \$	33
Formation avancée sur La Référence, outil de recherche juridique en ligne - exercices pratiques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	369 \$	5
Formation AVI		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	694 \$	5
Formation caisse et réception		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 213 \$	2
Formation coaching		
Coaching de gestion	5 329 \$	1
Formation Comptoir du SAC		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	555 \$	3
Formation consultation téléphonique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	352 \$	3
Formation continue - Balado Question de preuve		
Rivercast Media	169 \$	1
Formation continue Centre Contact Clients		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 969 \$	189
Formation continue d'équipe		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	555 \$	13
Formation de base en interrogatoire et contre-interrogatoire et plaidoirie		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 418 \$	2
Formation des outils EPM2		
Alithya	99 \$	1
Formation DGRF (API)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	57 \$	1
Formation divorce exécution		
Ministère de la Justice du Canada	72 \$	1
Formation Droit Pénal Statutaire		
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	2 029 \$	23

Question **20**

Suite

Formation du SES sur le rôle de la personne mentorée		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	182 \$	1
Formation du Tribunal administratif du logement (TAL) : Le déguerpissement et l'indemnité de relocation		
Tribunal administratif du logement	52 \$	2
Formation Écriture stratégique		
Acti-com inc.	4 457 \$	15
Formation en enregistrement		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	30 860 \$	6
Formation en éthique		
Secrétariat du Conseil du trésor	914 \$	8
Formation en gestion contractuelle		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	163 \$	2
Formation en légistique à l'Assemblée nationale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	45 \$	1
Formation en saisie et au courrier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 692 \$	2
Formation Expédition inc. chantier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	29 \$	2
Formation fiche AVI Employé de l'État		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	88 \$	3
Formation Finesse 12		
Telus	303 \$	13
Formation GEAT		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	107 \$	3
Formation greffier greffe criminel et pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 454 \$	18
Formation greffier-audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	39 \$	1
Formation greffière cour itinérante		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	204 \$	2
Formation Huissier-audiencier		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	301 \$	3
Formation ICPG Gestionnaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	48 \$	1
Formation Intervenant, Liste de distribution, Numérisation		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	292 \$	2
Formation juridique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 034 \$	10
Formation LCOP 2 Principes de la LCOP		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	118 \$	2
Formation Loi concernant la lutte contre le tabagisme		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	161 \$	2
Formation Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	590 \$	14
Formation Loi sur le cannabis		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	224 \$	3
Formation Lois ARTM-RTM		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	177 \$	5
Formation maître des rôles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	301 \$	2
Formation nouvelle employée-agent bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 507 \$	5
Formation NSH		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	42 \$	2
Formation obligatoire sur la Cybersécurité		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	333 \$	5
Formation Peine, entente partage, déboursé, dépôt		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	148 \$	1
Formation pénale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 173 \$	6
Formation percepteur		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	846 \$	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Formation Personne-Ressource : Ministère de la Justice du Québec		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	704 \$	5
Formation pour la mise en lot rapport		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 807 \$	2
Formation pour les adjoints exécutifs dans la fonction publique		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	898 \$	1
Formation pour responsables de plans de projets		
Alithya	546 \$	2
Formation régionale 5S		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 764 \$	54
Formation repiquage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 928 \$	4
Formation RPM co branding, sortir du cadre		
Regroupement des praticiens en marques de commerce	35 \$	1
Formation SAC Gestionnaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	101 \$	4
Formation Salles de pilotage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	722 \$	12
Formation secteur criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	902 \$	1
Formation secteur signification		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	18 568 \$	6
Formation sensibilisation réalité autochtone		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	196 \$	1
Formation SGIPA nouvelles employées		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	67 158 \$	6
Formation spécifique SSMP		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	229 \$	3
Formation statistique criminelle / TEAMS		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	41 \$	1
Formation sur la Cybersécurité		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	333 \$	10
Formation sur la gestion électronique des documents (GED)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	757 \$	14
Formation sur la sécurité		
Ministère de la Sécurité publique du Québec	3 649 \$	118
Formation sur la sécurité dans les palais de justice		
Ministère de la Sécurité publique du Québec	166 \$	4
Formation sur le processus de gestion contractuelle au SMAJ : les mystères résolus		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 505 \$	108
Formation sur la protection des renseignements personnels		
Secrétariat à la réforme des institutions Démocratiques, à l'accès à l'information	332 \$	2
Formation sur le système des officiers de justice de la DGA CNR		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	380 \$	4
Formation sur les interprètes judiciaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	86 \$	3
Formation sur les réalités autochtones		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 720 \$	10
Formation sur amende compensatoire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	47 \$	3
Formation système des officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	285 \$	4
Formation tech en droit secteur civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 759 \$	2
Formation Technicienne en droit secteur civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 379 \$	2
Formation témoignage à la cour (faune)		
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	0 \$	3
Formation théorique sur les officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	769 \$	7
Formation-traitement des dossiers de ventes pour taxes		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 427 \$	30

Question **20**

Suite

Forum contrats publics		
Les affaires	921 \$	1
Forum des gestionnaires du MJQ		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	456 \$	1
Forum des Marchés publics de l'automne 2022		
Secrétariat du Conseil du trésor	4 616 \$	2
Forum droit du travail de Québec		
Fasken	671 \$	3
Forum international sur la Cybersécurité		
CEIS - Forum International de la Cybersécurité	3 336 \$	3
Forum SCS		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	3 119 \$	5
Forum SCT		
Secrétariat du Conseil du trésor	675 \$	3
Forum Tech de Gowling WLG		
Gowling WLG	86 \$	1
FPS Formation prévention secours Inc.		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 652 \$	22
Fraude lors d'un audit d'états financiers		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
Genco		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	42 \$	2
Gérer le changement		
LinkedIn Learning	139 \$	2
Gestion de caisse des créances, dépôt volontaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	221 \$	2
Gestion de la messagerie de Microsoft 365 (MS0203)		
AFI Expertise	3 956 \$	1
Gestion de la qualité : Considérations pratiques		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
Gestion de projet pour les auditeurs		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Institut des auditeurs internes Canada (L')-Section de Québec (IAIQ)	1 364 \$	1
Gestion des créances - Exécution de jugement		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 591 \$	56
Gestion des jugements numériques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	120 \$	1
Gestion du changement		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	2 540 \$	1
Gestion du temps et des priorités: définir ses priorités tout en restant flexibles		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	256 \$	1
Gestion en mode hybride		
Secrétariat du Conseil du trésor	170 \$	1
Gestion par résultats		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	3 272 \$	2
Gestion préventive du conflit		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Gestion stratégique des conflits au travail		
Université Laval	2 640 \$	1
Gestion, innovation, performance : Les nouveaux paramètres de la productivité		
IGF Québec	261 \$	4
GJN		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	899 \$	5
GL015 Interrogations et rapports du Grand livre		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	347 \$	1
GL018 Écritures de budget et transferts dans le même livre		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	174 \$	1
GNJQ permis restreint, main levée		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	1
GNJQ, RPAL, plunitif, entrevue mariage civil et petites créances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 545 \$	2
Government of Québec proposes stricter French language law - Part 1 et Part 2		
Osler, Hoskin & Harcourt LLP	110 \$	2

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Grands rendez-vous de la formation		
Barreau du Québec	722 \$	1
Greffier-audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	159 \$	3
GRH 101		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 514 \$	140
Guide de rédaction des programmes normés		
Secrétariat du Conseil du trésor	776 \$	8
Guide de référence sur la création et la modification d'un mémoire de frais		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	137 \$	3
Habilités personnelles de gestion		
Université Laval	2 786 \$	1
Harcèlement psychologique vs lésion psychologique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	412 \$	3
Harcèlement psychologique : constats, distinctions et modes d'intervention		
Barreau du Québec	345 \$	1
Huissier-audiencier - Capsule d'information juillet 2022		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 \$	1
Humain avant tout		
Alliance des cadres de l'État	322 \$	3
IBM Spectrum Protect Plus 10.1.8 Implémentation and Administration		
Exit Certified Corporation	1 907 \$	2
ICP-RDPRM et GU		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	624 \$	16
Immigrants, réfugiés et défis juridiques liés à l'entrée au Canada		
Osler, Hoskin & Harcourt LLP	63 \$	1
Impacts de l'entrée en vigueur de la loi 11		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	357 \$	13
Impliqué, situation financière, intégration / Impression massive		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	292 \$	2
Incidences du PL 96 sur la pratique notariale et immobilière		

Question **20**

Suite

Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	151 \$	1
Infonuagique : Dissiper le brouillard déontologique		
Barreau du Québec	745 \$	2
Information sur la programmation du Forum des marchés publics de l'automne 2022		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	74 \$	1
Infotrac		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	49 \$	4
Inhabilité numérique et pérennisation de l'acte notarié technologique : quelles solutions pour les personnes vulnérables		
Université Laval	837 \$	2
Initiation à l'éthique et à la déontologie dans la fonction publique québécoise		
Secrétariat du Conseil du trésor	341 \$	3
Initiation aux services judiciaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	286 \$	12
Innovation : Une culture à instaurer dans les administrations publiques		
Institut d'administration publique de Québec	191 \$	11
Intégration des personnes handicapées		
Secrétariat du Conseil du trésor	452 \$	12
Intelligence artificielle		
ISACA section de Québec	264 \$	1
Microsoft Canada inc.	149 \$	1
Intelligence artificielle : enjeux et bénéfices pour une organisation publique		
Institut d'administration publique de Québec	470 \$	6
Interrogation et rapport du grand livre (GL015)		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	347 \$	1
Intervenir efficacement auprès des clients vulnérables ou agressifs		
Cégep de Saint-Jérôme	1 220 \$	7
Introduction à la plateforme Brio		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	493 \$	7
Introduction à la protection des renseignements personnels		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	125 \$	2
Introduction à Power Bi		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

AFI Expertise	638 \$	1
Introduction au droit d'accès aux documents administratifs		
Secrétariat du Conseil du trésor	106 \$	1
Introduction aux répercussions possibles pour l'employé lors de l'utilisation des technologies de l'information au travail		
Commission d'accès à l'information du Québec	72 \$	1
Jazzer les pages d'accueil SharePoint et les onglets Teams		
Microsoft 365e.pro	46 \$	1
JIQ 2022 - DGSITM		
Réseau Action TI	19 839 \$	24
Journée annuelle du Réseau stratégique de veille et de prospective		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	599 \$	2
Journée carrière en pratique notariale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	669 \$	1
Journée d'étude sur les réclamations sur contrats		
Université Laval	1 322 \$	1
Journée stratégique sur la consultation et les accommodements avec les communautés autochtones		
Open forum ouvert Communications HS	3 821 \$	4
Journées stratégiques sur les enjeux dans la construction		
Open forum ouvert Communications HS	1 843 \$	1
Juri RDV 2022 - Évènement de formation et de réseautage pour les avocats et membres de la communauté juridique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 129 \$	2
Jurisprudence récente en droit de l'urbanisme		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 394 \$	12
Justice et société à l'heure du pluralisme		
Équijustice	574 \$	1
Kata coaching		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 991 \$	92
Keyserve audio - formation virtuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	27 \$	1
L'approche d'architecture d'affaires pour orchestrer les efforts stratégiques des organisations		
International Institute of Business Analysis (IIBA) Région de Qc	119 \$	2

Question **20**

Suite

L'avis de préservation de la preuve au Québec		
Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.	72 \$	1
L'état des lieux mondial de l'évaluation		
Société québécoise d'évaluation de programme (La) (SQÉP)	145 \$	3
La chaîne de valeur de la gestion des données : une occasion pour les comptables à l'ère numérique		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
La civilité, c'est l'affaire de tous		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 835 \$	203
La communication efficace: éviter les perceptions erronées		
Barreau du Québec	216 \$	1
La diffamation: ces mots qui sont parfois de trop		
Barreau du Québec	641 \$	9
La gestion de caisse dans les services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 932 \$	23
La gestion de projet avec MS Project PPM		
AFI Expertise	460 \$	1
La gestion des conflits d'intérêts		
Secrétariat du Conseil du trésor	127 \$	1
La gestion des dossiers complexes d'indemnisation de lésions professionnelles: les cas du syndrome douloureux régional complet		
Monette Barakett Avocats S.E.N.C.	108 \$	2
La gestion du temps : Série		
LinkedIn Learning	141 \$	1
La gestion du temps: Alliée dans la prévention des poursuites en responsabilité professionnelle		
Barreau du Québec	238 \$	3
La gestion en temps de pénurie de main-d'œuvre		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	78 \$	1
La justice en ligne comme solution aux barrières à l'accès à la justice		
Université de Montréal	144 \$	1
La Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles		
Barreau du Québec	90 \$	1
La lutte contre l'homophobie et la transphobie		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	116 \$	2
La petite histoire du droit criminel		
Cour d'appel du Québec	34 \$	1
La pratique du litige		
Cour d'appel du Québec	70 \$	2
La prévention et la gestion du cyberharcèlement en milieu de travail du point de vue juridique		
Conseil du Patronat du Québec	206 \$	3
La prévention et le règlement des différends (PRD)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	161 801 \$	390
La procédure - Le déroulement de l'instance		
Barreau du Québec	95 \$	1
La procédure civile - Le traitement des affaires par défaut, les moyens préliminaires et les incidents de l'instance		
Barreau du Québec	95 \$	1
La rédaction de contrats et le langage clair : un atelier pratique		
Barreau du Québec	216 \$	1
La rédaction épiciène des règlements municipaux		
Université Laval	154 \$	2
La Référence, outil de recherche juridique en ligne		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	403 \$	5
La représentation de l'enfant par avocat en protection de la jeunesse		
Barreau du Québec	382 \$	1
La représentation de l'enfant par avocat en protection de la jeunesse		
Barreau du Québec	803 \$	2
La technologie dans l'audit		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	82 \$	1
La technologie est à l'origine du changement dans les systèmes judiciaires canadiens		
LexisNexis Canada	123 \$	3
La théorie des lâches		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	885 \$	20
La violence conjugale : rôle et obligations légales des milieux de travail		
Éducaloi	262 \$	4

Question **20**

Suite

Laboratoire - RDPRM		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 228 \$	14
L'accès à la justice par le Pro bono et les considérations déontologiques		
Barreau du Québec	76 \$	1
L'agriculture comme vecteur de changement dans la transition vers des systèmes alimentaires durables		
Université Laval	249 \$	1
L'alimentation intuitive		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	63 \$	1
L'amorce de la réforme du droit québécois de la filiation de juin 2022 : quel équilibre entre les liens biologiques et sociaux		
Université de Montréal	603 \$	4
L'analyse des données		
The institute of Internal Auditors	164 \$	1
L'anatomie de la gestion d'un incident : les considérations légales à ne pas négliger		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	276 \$	3
L'après-COVID : changements de paradigmes et nouveaux enjeux		
Fasken	52 \$	1
L'art de la communication claire et du design d'information		
En Clair service conseil inc.	0 \$	1
LCCJTI + Perspectives d'avenir		
Université de Montréal	128 \$	2
Le droit d'auteur en 2021 : où sommes-nous		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	106 \$	1
Le calendrier de conservation : conception à l'ère d'aujourd'hui		
Association des Archivistes du Québec (AAQ)	578 \$	2
Le droit à l'avortement au Canada		
Jeune Barreau de Montréal	51 \$	1
Le droit comparé dans l'action et magistrature		
Université de Sherbrooke	713 \$	1
Le droit international privé québécois face au tourisme procréatif: Réalités sociales et volontarisme législatif		
Fondation du Barreau du Québec	38 \$	1
Le droit pénal réglementaire		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	404 \$	2
Le langage de contrats et le langage clair: un atelier pratique		
Barreau du Québec	342 \$	1
Le nouveau code de procédure civile: administration de la preuve		
Barreau du Québec	77 \$	2
Le PL 64 et ses impacts sur les projets technologiques des organismes publics		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 434 \$	28
Le plumitif : l'essentiel de ce qu'il faut savoir		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	988 \$	18
Le PMRG : qu'en est-il		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	53 \$	1
Le pourvoi en contrôle judiciaire après l'arrêt Vavilov		
Barreau du Québec	342 \$	1
Le rendez-vous justice administrative et santé mentale		
Barreau du Québec	462 \$	1
Le rôle incontournable de l'AMP en matière de surveillance des marchés publics		
Barreau de Québec	276 \$	3
Le secret ministériel : théorie et pratique		
Fondation du Barreau du Québec	38 \$	1
Le travail d'équipe : les composantes du succès		
Secrétariat du Conseil du trésor	185 \$	2
Le travail d'équipe et la collaboration avec Teams		
Microsoft Canada inc.	43 \$	1
Leader inspirant		
IGF - Québec	515 \$	1
Lean Six Sigma Ceinture blanche		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	379 \$	1
Lecture du livre Office 365 IT pro.pdf		
Microsoft Canada inc.	50 \$	1
L'élaboration des observations d'audit		
The institute of Internal Auditors	1 084 \$	1

Question **20**

Suite

L'embauche de personnes détentrices d'un permis de travail		
Secrétariat du Conseil du trésor	110 \$	1
L'équilibre dans nos vies		
Barreau du Québec	118 \$	1
Les bases du congédiement		
Barreau du Québec	216 \$	1
Les développements récents en droit de la famille 2022		
Barreau du Québec	5 906 \$	7
Les développements récents en droit de la santé 2022		
Barreau du Québec	1 998 \$	2
Les développements récents en droit de l'environnement 2022		
Barreau du Québec	5 492 \$	7
Les développements récents en droit des autochtones 2022		
Barreau du Québec	927 \$	1
Les développements récents en droit des marchés publics 2022		
Barreau du Québec	2 329 \$	3
Les développements récents en droit du travail 2022		
Barreau du Québec	999 \$	1
Les développements récents en enquêtes internes et règlementaires 2022		
Barreau du Québec	421 \$	1
Les développements récents en matière d'intégrité publique		
Barreau du Québec	376 \$	1
Les développements récents en propriété intellectuelle et en droit du divertissement 2022		
Barreau du Québec	811 \$	3
Les directives harmonisées en matière civile		
Barreau de Montréal	753 \$	7
Les enjeux de la déconnexion		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	172 \$	1
Les enjeux éthiques en matière de dotation des emplois		
Secrétariat du Conseil du trésor	170 \$	1
Les essentiels de la gestion de projets		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	732 \$	1
Les études d'impacts sur le marché du travail à bas salaire et le chemin de croix pour la résidence permanente		
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	397 \$	5
Les fondements de la business analyse		
LinkedIn Learning	66 \$	1
Les fondements de la gestion de projet		
LinkedIn Learning	298 \$	4
Les grands enjeux juridiques contemporains en droit du sport		
Cour d'appel du Québec	35 \$	1
Les libertés d'association et de religion		
Université Laval	180 \$	1
Les officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 271 \$	24
Les traitements préférentiels		
Barreau du Québec	217 \$	1
Les trois lignes de maîtrise		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	65 \$	1
Les visages classiques et émergents de l'agression sexuelle		
Centre de formation en santé mentale, justice et sécurité CIFAS	307 \$	1
Les webinaires Mieux protéger - Tout savoir sur l'évolution de la protection des personnes en situation de vulnérabilité		
Curateur public du Québec	125 \$	2
L'éthique dans le secteur public		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	218 \$	1
Lexius		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 169 \$	32
L'innovation au cœur d'une transformation numérique réussie		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	1 307 \$	9
L'interface politico-administrative et ses enjeux : mieux comprendre le rôle des différents acteurs dans la gestion des organisations		
Secrétariat du Conseil du trésor	158 \$	2
Lisez plus vite et lisez mieux		
Formations Qualitemps inc.	1 122 \$	2

Question **20**

Suite

Liste de contrôle qualité de la forme des projets de loi		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 621 \$	87
L'obligation de confidentialité		
Barreau du Québec	835 \$	4
Logiciel de prêt CCD		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	117 \$	1
Logiciel Kantech		
KANTECH	103 \$	1
Loi 11: Pour une plus grande protection des personnes en situation vulnérable		
Chambre des notaires du Québec	8 956 \$	38
Loi 96, trois mois plus tard		
BCF avocats d'affaires	131 \$	2
Loi 96: Faut-il changer sa stratégie de marque?		
Fasken	52 \$	1
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, La Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière prot		
Chambre des notaires du Québec	221 \$	1
Loi sur les contrats des organismes publics		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	428 \$	5
Loi sur les ingénieurs: décoder la profession		
Ordre des ingénieurs du Québec	144 \$	1
Ma rédaction législative		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 780 \$	25
Machine Learning - Technologie de la prise de décisions		
Massachusetts Institute of Technologie	7 136 \$	1
Main de maître en droit familial		
Barreau du Québec	774 \$	9
Maître des rôles		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	567 \$	4
Maîtrise en gestion de l'administration publique - Automne 2022		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	435 \$	1
Management 3.0: Mode d'emploi		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

TECHNOLOGIA Formation Conseil	382 \$	1
Mandat et télémandats / Chamberland		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	70 \$	3
Mandats d'arrestation		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	86 \$	1
Mandats et télémandats		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	186 \$	4
Manuel des archives judiciaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	166 \$	6
Mariage et union civile		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	952 \$	14
Matinée thématique en gestion des risques : ressources humaines		
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI section Lévis-Québec)	343 \$	3
Mesures d'urgence		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	180 \$	4
Microprogramme de 2e cycle en droit public / Libertés fondamentales		
Université Laval	34 490 \$	14
Microsoft Azure Administrateur (AZ0104T00)		
AFI Expertise	2 220 \$	1
Microsoft Azure Administrator AZ0104		
Microsoft Canada inc.	876 \$	1
Microsoft Azure: infrastructure as a Service		
Microsoft Canada inc.	3 385 \$	3
Microsoft ESI AZ0900		
Microsoft Canada inc.	345 \$	1
Microsoft Power Platform (Notions de base)		
Microsoft Canada inc.	134 \$	1
Microsoft Security, Compliance and Identity Fundamentals		
Microsoft Canada inc.	345 \$	1
Microsoft Teams Voice Engineer (MS0720T00)		
AFI Expertise	1 627 \$	1

Question **20**

Suite

Microsoft TEAMS: Les réunions et les conversations en mode simplifié		
Commission d'accès à l'information du Québec	72 \$	1
Microsoft Word: Apprivoiser ses fonctions avancées		
Institut national de la magistrature	70 \$	2
Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 897 \$	23
Mieux manger pour mieux performer		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	94 \$	1
Mini-colloque / Forum des jeunes de la fonction publique québécoise		
Secrétariat du Conseil du trésor	115 \$	1
Mini-colloque MLF		
Ministère de la Langue française	2 657 \$	7
Mise à jour sur la présentation de l'information financière des sociétés ouvertes canadiennes		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	218 \$	1
Mise en transparence: Le lobbyisme au Québec		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	187 \$	2
Mobilisation d'équipe et leadership		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	399 \$	1
Modernisation des données		
Microsoft Canada inc.	149 \$	1
Modernisation du régime de santé et sécurité du travail		
Norton rose fullbright	72 \$	1
Modifications apportées à la LCOP à la suite de la sanction du PL 12		
Secrétariat du Conseil du trésor	256 \$	1
MS Project : Gestion des projets		
Alithya	397 \$	1
Non-respect des délais: survie pratique pour limiter les risques		
Barreau du Québec	404 \$	2
Normes du travail en entreprises de compétence fédérale: différentes du provincial?		
LexisNexis Canada	92 \$	2
Notification et défauts		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 107 \$	7
Nouveautés dans la pratique d'audit des systèmes d'information		
ISACA section de Québec	445 \$	2
Nouveaux membres comité santé et sécurité au travail		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	137 \$	1
Nouvelle norme d'identification et d'évaluation des risques		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
Nouvelles directives de la Cour supérieure		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	750 \$	35
Observation à la Cour 03 - enquête sur remise en liberté		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	373 \$	2
Observation à la Cour pour article 47		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	106 \$	2
Office 365 : Sharepoint Online et One Drive		
Technologia Formation Québec	936 \$	3
Opérations de restructuration		
Contrôleur des finances	138 \$	1
Optimisation du modèle des 3 lignes de défense pour l'audit interne		
Institut des auditeurs internes Canada (L') (IAI)	682 \$	1
Optimisez votre service client : comment être un as en relation client		
Cégep Beauce-Appalaches	456 \$	1
Ordonnances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 564 \$	6
Ordonnances au criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	72 \$	2
Outil d'aide à la rédaction législative (OALR) : Atelier de rédaction		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 264 \$	13
Outil de planification et de gestion des rencontres		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	97 \$	4
Outils EPM		
Alithya	163 \$	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Outlook : Astuces et Techniques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	85 \$	1
Ouverture des 41 (observation)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	373 \$	2
Paiements de transfert		
Contrôleur des finances	610 \$	2
Paies variables		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	56 \$	2
Panel de discussions: la densification adaptée aux différents milieux de vie		
Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH)	153 \$	1
Parcours D'apprentissage SharePoint Online		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	- \$	1
Parcours RH - L'intelligence émotionnelle		
Secrétariat du Conseil du trésor	42 \$	1
Parlons de la Charte de la langue française - PL 96		
Conseil du Patronat du Québec	94 \$	1
Peines globales		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	68 \$	2
Pénal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	215 \$	2
Perfectionnement en français		
Cégep de Trois-Rivières	32 648 \$	403
Permis restreint et mainlevée de saisie		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 575 \$	30
Personne-ressource en adaptation de postes de travail		
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration provinciale (APSSAP)	3 694 \$	16
Perspective personnelle sur la rédaction de jugements		
Cour d'appel du Québec	73 \$	2
Petites créances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	- \$	2
PGL-Initiation		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

École nationale d'administration publique (ÉNAP)	190 \$	2
PIPR - Programme d'information et de préparation à la retraite		
Cégep Marie-Victorin	2 788 \$	5
Centre de services scolaires de la Capitale	2 067 \$	3
Planification de la retraite - Les aspects déontologiques et réglementaires liés à la cessation d'exercice		
Barreau du Québec	109 \$	1
Plumitif		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	758 \$	15
Pour une approche holistique de la protection des épargnants		
Université Laval	204 \$	1
Pour une approche inclusive de la gestion de la diversité culturelle		
Secrétariat du Conseil du trésor	85 \$	1
Pour une interprétation stricte de l'interprétation des contrats		
Université de Montréal	108 \$	1
Power BI - Analyse et visualisation des données pour super utilisateur		
AFI Expertise	1 276 \$	1
PowerPoint		
Cégep de Chicoutimi	18 165 \$	91
Prémédiation petites créances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	227 \$	6
Présentation - PL9 - Protecteur national de l'élève		
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	1 739 \$	17
Présentation Cadre gouvernemental de gestion des bénéficiaires des projets en RI		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	82 \$	1
Présentation de Lobbyisme Québec		
Secrétariat du Conseil du trésor	66 \$	1
Présentation des nouveaux documents modèles pour dossiers d'affaires		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	82 \$	1
Présentation des nouvelles règles, gabarits DO-DA, nouveaux cadres gestion bénéficiaires		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	82 \$	1
Présentation du Cadre gouvernemental de gestion des bénéficiaires de projets en RI		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	82 \$	1
Présentation du comptoir de données du SIGRI		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	82 \$	1
Présentation du projet pilote en matière familiale - Conciliation et audience sommaire (C.A.S.)		
Barreau du Québec	174 \$	3
Présentation PAE		
Secrétariat du Conseil du trésor	327 \$	23
Présentation/Formation cinémomètre Doppler et Laser (théorique et pratique)		
Sûreté du Québec	1 563 \$	8
Prévenir et désamorcer les situations relationnelles difficiles au travail		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	132 \$	2
Prévenir l'homicide du partenaire intime		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 938 \$	13
Prévention des vols ou fuites de données et des infections par logiciels malveillants		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 599 \$	78
Principes de base d'Azure		
Microsoft Canada inc.	0 \$	1
Principes de droit des biens et servitude établis au bénéfice d'une route sous la gestion de la ministre des Transports		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 321 \$	2
Procédure aux petites créances - Code annoté		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 720 \$	41
Procédures devant notaire - Ouverture ou révision d'un régime de protection et homologation d'un mandat protection		
Chambre des notaires du Québec	1 258 \$	1
Processus d'élaboration d'un projet de loi		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	163 \$	1
Procès-verbal - Criminel, pénal et jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	290 \$	10
Professional Scrum Master		
Pyxis tech	453 \$	1
Programme Adapte		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	50 \$	1

Question **20**

Suite

Programme comprendre le fonctionnement de l'État (PCFE) - Plusieurs modules		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	314 \$	4
Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	4 752 \$	7
Programme de certification en gouvernance de sociétés (Module 1)		
Université Laval	1 369 \$	3
Projet de loi 96 : mieux comprendre ses impacts dans la pratique (du droit)!		
Barreau de Montréal	0 \$	10
Projet pilote de médiation en protection de la jeunesse - séance d'information		
Barreau du Québec	176 \$	4
Projets d'infrastructure   Éviter ou faciliter le traitement des réclamations, est-ce possible?		
Association du Barreau canadien (L')	183 \$	1
Propriétaires, développeurs et contribuables mis à mal : Zonage conservation, contrôle intérimaire et expropriation déguisée		
Fasken	108 \$	1
Propriété intellectuelle et start-ups: démarrer avec les bons outils		
Robic, S.E.N.C.R.L./LLP	35 \$	1
Protection de la jeunesse - Procès-verbal SJ0171 et Saisie M012 - Groupe 4		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	402 \$	6
Protection des renseignements personnels et technologies: de nouvelles dispositions essentielles à connaître		
Institut intelligence et données (IID) de l'Université Laval	35 \$	1
Protection et sécurité des données personnelles à l'ère du numérique		
Université Laval	4 595 \$	2
Publication dans le SEAO		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	68 \$	1
Qualité du français dans les jugements		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	654 \$	8
Qualité du jugement en rédaction de jugement		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	75 \$	1
Quand et comment résilier un contrat : ce n'est pas moi, c'est vous!		
Fasken	72 \$	1
Quand la technologie, l'économie et les accords internationaux transforment notre profession		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Barreau du Québec	82 \$	1
Quand les changements transforment notre profession		
Barreau du Québec	94 \$	1
Question et réponse concernant procès-verbal		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 \$	1
Questions et réponses concernant le procès-verbal SJ0171		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	13 \$	1
Questions juridiques spécifiques aux peuples autochtones - Dimensions constitutionnelles et protection de la jeunesse		
Fondation du Barreau du Québec	93 \$	1
Radicalisation et jeunesse - Défis pour l'intervention		
Institut universitaire Jeunes en difficulté	147 \$	1
Ratios et autres analyses financières pour CPA auditeur		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	382 \$	1
Rédaction procès-verbal en matière criminelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	46 \$	2
Recherche par domaines de droit		
Barreau du Québec	173 \$	1
Recruter des candidats universitaires en 2022		
Université Laval	47 \$	1
Rédaction d'affaires: discerner l'essentiel de l'accessoire dans les notes et comptes rendus		
TECHNOLOGIA Formation Conseil	256 \$	1
Rédaction de courriels clairs et efficaces		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 079 \$	46
Rédaction du procès-verbal informatisé criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	56 \$	1
Rédaction du procès-verbal en matière criminelle adolescent		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	117 \$	2
Rédaction du procès-verbal en matière de protection de la jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 507 \$	37
Rédaction épïcène		
Office québécois de la langue française	138 \$	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Rédaction procès-verbal civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 950 \$	143
Rédaction procès-verbal criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 940 \$	81
Rédaction procès-verbal protection de la jeunesse		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 063 \$	17
Rédiger des courriels de nature juridique: trucs et astuces		
Éducaloi	108 \$	1
Réduction du temps d'arrêt des trains à la station Toronto Union		
International Institute of Business Analysis (IIBA)-Région de Qc	119 \$	2
Référentiel COSO		
Institut des auditeurs internes Canada (L')-Section de Québec (IAIQ)	101 \$	1
Réforme du droit de la famille: quelles filiations et quels droits pour les enfants d'aujourd'hui		
Université de Sherbrooke	3 172 \$	9
Regard avisé sur les dommages moraux et plunitifs		
Barreau du Québec	108 \$	1
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique		
Barreau du Québec	108 \$	1
Registre des pensions alimentaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	196 \$	4
Relation de travail, invalidité et SST		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	65 \$	1
Relations fédérales-provinciales: mieux saisir l'actualité juridique et politique		
Association du Barreau canadien (L')	137 \$	1
Rencontre annuelle des arpenteurs-géomètres du ministère des Transports (MJQ) - 2022		
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	1 917 \$	10
Rencontre co-développement interministériel		
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	29 \$	1
Rencontre d'information SST - Janvier 2023 - Santé et sécurité de travail: Que s'est-il passé en 2022		
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	329 \$	2
Rencontre co-développement interministériel		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	88 \$	1
Rendez-vous du Droit des technologies de l'information 2022		
Barreau de Québec	1 053 \$	3
Rendez-vous TCJ en propriété intellectuelle et technologie de l'information		
Therrien Couture Jolicoeur S.E.N.C.R.L.	162 \$	1
Rentrée judiciaire 2022 Barreau de Québec		
Barreau de Montréal	5 329 \$	34
Repérer et gérer les personnes toxiques		
LinkedIn Learning	15 \$	1
Représentation devant tribunaux: meilleures pratiques et pièges à éviter au regard du code de déontologie		
Barreau du Québec	84 \$	2
Représentations en Cour supérieure chambre criminelle: comment bien s'y préparer		
Barreau du Québec	94 \$	1
Respect de la vie privée, protection des renseignements personnels et cybersécurité : retour sur les leçons tirées en 2022 Can		
Borden Ladner Gervais (BLG) (Inactif)	108 \$	1
Retour sur des volets importants de la gestion d'instance		
Barreau de Québec	94 \$	1
Réunion du Comité santé et sécurité au travail (formation)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	45 \$	1
Réunion FPT (fédérale-provinciale-territoriale) relative à la Charte		
Ministère de la Justice du Canada	5 716 \$	14
Revue de la jurisprudence marquante 2023		
Fasken	108 \$	1
Revue des nouvelles Normes en matière de droits d'auteur des ministères et des organismes publics		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 344 \$	48
RH0210 Temps, gains et télétravail - Volet mandataire (SAGIR)		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	1 229 \$	6
Rôle des greffiers-audienciers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Rôle des greffiers-audienciers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	22 \$	1

Question **20**

Suite

Rôle du CPA quant à l'expression d'une assurance à l'égard de l'information relative à la durabilité		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
Rôle du greffier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 \$	1
Rôle du greffier-audiencier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	187 \$	7
Rôle et obligations légales des milieux de travail		
Éducaloi	72 \$	1
Rôles et fonctions du chercheur		
Cour d'appel du Québec	38 \$	1
S'appuyer sur les données et la technologie pour éliminer les obstacles à l'inclusion		
Société québécoise d'évaluation de programme (La) (SQÉP)	154 \$	3
Sagesse pour le personnel de soutien		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 245 \$	18
SAGESSE pour tous		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 216 \$	17
Saisie informatique - greffe criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 087 \$	2
Saisie RPAL		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	146 \$	2
Saisie Vicking		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 008 \$	13
Salle d'audience pénale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	233 \$	2
Salles de pilotage		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	58 \$	2
Salon MPA		
Mouvement québécois de la qualité	4 309 \$	8
Santé et sécurité du travail: Que s'est-il passé en 2022		
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	329 \$	2
Santé mentale: La résilience - Garder le cap sur soi		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Barreau du Québec	82 \$	1
Santé psychologique		
Secrétariat du Conseil du trésor	92 \$	1
Séance de parentalité après rupture		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	30 \$	1
Séance d'informations sur le nouveau Règlement de la Cour d'appel du Québec en matière civile		
Cour d'appel du Québec	198 \$	2
Secourisme en milieu de travail		
Santinel inc.	19 738 \$	44
Secourisme en milieu de travail		
CNESST	685 \$	2
Gestion Para-Médical inc.	339 \$	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	706 \$	2
Sécurité informatique dans la pratique du droit		
Barreau du Québec	149 \$	1
Séminaire - Barreau du Québec - Les techniques de plaidoiries		
Barreau du Québec	14 248 \$	2
Séminaire - Les techniques de plaidoirie		
Université de Sherbrooke	14 248 \$	2
Séminaire - Regard d'une linguiste sur la rédaction non sexiste		
Université Laval	108 \$	1
Séminaire des techniques de plaidoirie à Nicolet		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	60 212 \$	29
Séminaire d'intégration pour gestionnaires		
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	700 \$	2
Séminaire du SES sur comment se préparer à une commission parlementaire		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	228 \$	1
Séminaire du SES sur la gestion de la performance		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	273 \$	1
Séminaire du SES sur le processus décisionnel du gouvernement du Québec et de l'Assemblée nationale		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	228 \$	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Séminaire du SES sur le sens de l'État: être au service de l'intérêt public		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	228 \$	1
Séminaire du SES sur les projets novateurs		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	137 \$	1
Séminaire du SES sur l'interface politico-administrative		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	1 638 \$	1
Séminaire du SES sur Politique et processus budgétaire		
Secrétariat aux emplois supérieurs - Ministère du Conseil exécutif	298 \$	1
Séminaire en droit des technologies de l'information et des communications III		
Université Laval	2 258 \$	1
SEN - Enregistrement Key ServAudio		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	170 \$	7
Sens politique et pouvoir d'influence (séance 1)		
Groupe CFC	273 \$	2
Sensibilisation à la santé et la sécurité		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	21 546 \$	548
Sensibilisation à la sécurité de l'information : Pour tous		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	116 \$	3
Sensibilisation à la violence		
Secrétariat du Conseil du trésor	0 \$	1
Sensibilisation au cadre normatif		
Secrétariat du Conseil du trésor	174 \$	1
Sensibilisation aux réalités autochtones		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	751 \$	3
Sentence de prison		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 357 \$	10
Série Santé mentale Stress Anxiété		
Barreau du Québec	75 \$	1
Services financiers		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	94 \$	1
SGF Responsable de la création de DDP et Recherche		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	17 \$	1
SharePoint Online		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 252 \$	5
Simulation dépôt d'un projet de loi (étude détaillée)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 921 \$	10
Société des plaideurs - Symposium pour les femmes en litige		
The Advocate's Society	1 610 \$	2
Sondages et statistiques 101		
Secrétariat du Conseil du trésor	44 \$	1
Spécial congrès: Dîner-causerie avec Me Cherine Chftechi		
Jeune Barreau de Montréal	98 \$	1
SRAVE		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	0 \$	1
Statistiques		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 \$	1
Stratégie gouvernementale sur l'intelligence artificielle		
Secrétariat du Conseil du trésor	120 \$	2
Stratégie numérique gouvernementale		
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)	55 \$	1
Supervision d'une équipe de travail		
Cégep Garneau	764 \$	1
Supervision d'une équipe de travail		
Cégep Garneau	327 \$	1
Survol des tâches d'agent de bureau		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 \$	1
Symposium en droit civil - 7e Édition		
Association des Étudiant(e)s noir(e)s en Droit du Canada	115 \$	1
Système ADVITAM / Traitement des archives judiciaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	403 \$	2
Système de déclaration d'intérêt		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	296 \$	4

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Système de gestion des officiers de justice		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 571 \$	22
Système d'enregistrement numérique (SEN)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	103 \$	1
Table d'échange en droit des technologies de l'information et en propriété intellectuelle		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	725 \$	5
Table d'échange et de perfectionnement en droit autochtone		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 480 \$	40
Table d'échange et de perfectionnement en matière d'accès et de protection des renseignements personnels		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 247 \$	35
Table d'échange et de perfectionnement en matière de droit international		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	333 \$	3
Table d'échange et de perfectionnement sur la législation		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	322 \$	2
Table d'échange et de perfectionnement sur les inspections et les enquêtes		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	153 \$	1
Table d'échanges et de perfectionnement sur les contrats - Projet de Loi 66 et introduction aux accords		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 497 \$	43
Table ronde - Femmes dans la profession: relever le défi de la rétention		
Barreau du Québec	40 \$	1
Table ronde - La conservation de la nature en terres privées au Québec : Peut-on faire mieux en retenant l'obligation réelle en		
Université Laval	125 \$	1
Tables rondes: Les juges de la Cour suprême		
Université Laval	1 024 \$	4
Tarif civil		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 468 \$	45
Tarif criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 363 \$	27
Tarif des témoins		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	141 \$	1
Tarif en matière civile et droit greffe		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	166 \$	2
Tech Session on Oracle Cloud Native Environment (OCNE)		
ORACLE	0 \$	1
Technicienne au greffe criminel		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 829 \$	22
Techniques de plaidoirie		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 121 \$	3
Télécom 2022		
Info Télécom	1 359 \$	1
Téléphonie et dossier 40		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 050 \$	6
Tendances et points de vue d'investisseurs sur les recommandations du GIFCC		
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	55 \$	1
Tête-à-tête du notariat		
Chambre des notaires du Québec	4 671 \$	5
The 2022 Prosecution of Animal Abuse Conference		
Humane Canada / Animaux Canada	572 \$	1
Théorie et pratique, plunitif, juridiction		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 582 \$	3
Tireur actif		
Ministère de la Sécurité publique du Québec	1 043 \$	72
Tireur actif ou armé - Formation sécurité		
Sûreté du Québec	124 \$	5
Tireur actif ou individu armé (18 et 19 janvier 2023)		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 656 \$	48
Travail en mode hybride		
Secrétariat du Conseil du trésor	200 \$	15
Travail et générations		
Secrétariat du Conseil du trésor	133 \$	1
Travail hybride: comment mobiliser son équipe		
Institut d'administration publique de Québec	99 \$	1

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Tribunaux spécialisés - traitement judiciaire en matière de violences sexuelles		
Université McGill	462 \$	1
Tribunaux spécialisés: mieux comprendre la violence conjugale		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	231 \$	1
Trousses petites créances		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	156 \$	1
Université féministe d'été		
Université Laval	2 761 \$	1
UPAC - La prévention, un instrument de lutte contre la corruption		
Sous-secrétariat aux marchés publics du SCT	146 \$	2
Utiliser le modèle de maturité en audit interne		
Institut des auditeurs internes Canada (L')-Section de Québec (IAIQ)	1 493 \$	2
Vers des pratiques plus sécuritaires		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 261 \$	203
Vers une véritable culture de gestion axée sur les résultats		
Secrétariat du Conseil du trésor	99 \$	1
Vices cachés : principes de base et recours contre les vendeurs antérieurs		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	227 \$	1
Violence conjugale en milieu de travail		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	87 \$	1
Violence conjugale pour les milieux de travail		
Éducaloi	0 \$	1
Violences sexuelles et conjugales: L'admissibilité à l'aide financière du Québec		
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	459 \$	2
Visite des greffes criminel, pénal, jeunesse, civil, service financier		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	16 \$	1
Volet psychiatrique		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	164 \$	4
Ward c. Commission des droits de la personne et de la jeunesse et la mobilisation de la liberté d'expression en droit québécois		
Fondation du Barreau du Québec	102 \$	1
Web-Conférence printemps #2 - Le droit des personnes trans du Québec: une perspective historique et comparée		

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **20**

Suite

Fondation du Barreau du Québec	232 \$	3
Webconférence printemps 1 - Quand les tribunaux suspendent la Constitution		
Fondation du Barreau du Québec	274 \$	3
Webformation Humain avant tout: préserver votre santé et celle de votre équipe		
Alliance des cadres de l'État	204 \$	1
Webinaire ARRIMA		
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)	238 \$	3
Webinaire sur la rédaction législative (en anglais, avec interprétation simultanée)		
Institut canadien d'administration de la justice	163 \$	1
Windows 11: Administration and Configuration		
Microsoft Canada inc.	6 581 \$	7
Word avancé		
Cégep de Chicoutimi	18 998 \$	52
Word de base		
Cégep de Chicoutimi	15 795 \$	79
Word intermédiaire		
Cégep de Chicoutimi	12 805 \$	75

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2023-2024

Question 22

Pour le Ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2022-2023 :

- A. le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- B. le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- C. le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Ministère

**Programme :** Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet justice communautaire autochtone

**Montant global budgété :** 2 893 189 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Justice communautaire en milieu inuit	Société Makivik	1 100 000 \$
Justice communautaire – système d'intervention d'autorité atikamekw et projet de justice communautaire atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	150 000 \$
Justice communautaire – Kahnawake	Mohawks of Kahnawake	65 000 \$
Justice communautaire – Akwesasne	Mohawks of Akwesasne	55 000 \$
Justice communautaire – Kawawachikamach	Nation Naskapi de Kawawachikamach	57 500 \$
Justice communautaire – Listuguj	Listuguj Mig'maq Government	40 000 \$
Justice communautaire – Opitciwan	Bande des Atikamekws d'Opitciwan	82 500 \$
Appui au développement d'initiatives en justice	Centre résidentiel Gilles-Jourdain	120 000 \$
Justice communautaire – Kitigan Zibi	Kitigan Zibi Anishinabeg	35 000 \$
Justice communautaire – Lac Simon	Conseil de la Nation Anishnabe de Lac Simon	65 500 \$
Justice communautaire – Uashat-Maliotenam	Innu Takuaihan Uashat Mak Mani-Utenam	30 000 \$
Justice communautaire – milieu urbain à Montréal	Centre de justice des Premiers Peuples de Montréal	62 500 \$
Appui au développement d'initiatives de justice en milieu urbain	Regroupement des centres d'amitié autochtone du Québec	835 000 \$
Appui au développement d'initiatives de justice en milieu urbain	Centre d'amitié EENOU de Chibougamau (CAEC)	20 189 \$
Justice communautaire - Pekuakamiulnuatsh	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	70 000 \$
Justice communautaire - Nutashquan	Conseil de la Première Nation des Innus de Nutashquan	62 500 \$
Justice communautaire – Lac-Saint-Jean	Centre Mamik Lac-Saint-Jean	42 500 \$

**Programme:** Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet Parajudiciaires autochtones

**Montant global budgété :** 3 010 100 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Conseillers parajudiciaires	Services parajudiciaires autochtones du Québec	1 850 100 \$
Conseillers parajudiciaires	Société Makivik	925 000 \$

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements particuliers de l'Opposition officielle**

**Étude des crédits 2023-2024**

Question **22**

Suite

**Programme :** Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet coordination en matière de justice

**Montant global budgété :** 388 400 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Poste de coordonnateur en matière de justice	Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador	103 400 \$
Poste de coordonnateur en matière de justice et sécurité publique	Femmes autochtones du Québec inc.	60 000 \$
Poste de coordonnateur en matière de justice	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	100 000 \$
Poste de coordonnateur en matière de justice	Société Makivik	125 000 \$

**Programme :** Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone - volet soutien administratif aux programmes de justice

**Montant global budgété :** 475 000 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Poste de soutien à la gestion	Conseil de la Nation Atikamekw	75 000 \$
Poste de soutien à la gestion	Société Makivik	400 000 \$

**Programme :** Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet rédacteurs de type Gladue

**Montant global budgété :** 605 000 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Poste à temps plein (rédaction rapport et sommaire Gladue)	Gouvernement de la Nation Crie	220 000 \$
Poste à temps plein (rédaction rapport et sommaire Gladue)	Services parajudiciaires autochtones du Québec	80 000 \$
Poste à temps plein (rédaction rapport et sommaire Gladue)	Société Makivik	225 000 \$
Poste à temps plein (rédaction rapport et sommaire Gladue)	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	80 000 \$

**Programme :** Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet services aux victimes sous la responsabilité d'organisations autochtones

**Montant global budgété :** 476 250 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Services aux victimes atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	170 000 \$
Services aux victimes de Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	85 000 \$
Services aux victimes innus	Innu Takuaihan Uashat Mak Mani-Utenam	40 000 \$
Services aux victimes Mohawks	Mohawks of Akwesasne	56 250 \$
Services aux victimes Mohawks	Mohawks of Kahnawake	35 000 \$
Service aux victimes pour les femmes autochtones	Femmes Autochtones du Québec inc.	90 000 \$

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **22**

Suite

**Programme :** Programme de soutien aux services pour contrer la violence conjugale et familiale en milieu autochtone

**Montant global budgété :** 1 200 000 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Rebuilding the Family Circle	Waseskun	199 454 \$
Qullik -Healthy relationships	Société Makivik	450 000 \$
Witciciin Aji (Aide moi maintenant)	Conseil des Anicinapek Kitcisakik	199 721 \$
Guérir à l'aide de la culture autochtone	Pekuakamiulnuatsh Takuhikan (Mashteuiatsh)	196 816 \$
Services de soutien à la maison pour hommes	Nation Naskapie de Kawawachikamach	56 400 \$
Sokerimowin	Centre amitié autochtone de La Tuque	97 609 \$

**Programme :** Programme d'accompagnement Justice Santé Mentale

**Montant global budgété :** 90 000 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Direction des programmes d'adaptabilité et de justice réparatrice

Région	Bénéficiaire	2022-2023
Mauricie	Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	10 000 \$
Mauricie	Centre Roland-Bertrand	5 000 \$
Centre-du-Québec	Ensoleilvent	5 000 \$
Centre-du-Québec	Piaule Centre-du-Québec inc.	5 000 \$
Mauricie	Point de Rue de Trois-Rivières & Nicolet - Yamaska	10 000 \$
Mauricie	Tràsh - Travail de Rue à Shawinigan	5 000 \$
Saguenay–Lac-Saint-Jean	Association canadienne pour la santé mentale – section Saguenay	50 000 \$

**Programme :** Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire

**Montant global budgété :** 25 000 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Direction des programmes d'adaptabilité et de justice réparatrice

Région	Bénéficiaire	2022-2023
Montréal	Clinique Droit Devant	25 000 \$

**Programme :** Programme d'aide aux activités communautaires du programme de mesures de rechange général 2020-2023

**Montant global budgété :** 3 300 786 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Direction des programmes d'adaptabilité et de justice réparatrice

Région/District	Bénéficiaire	2022-2023
Beauce et Frontenac	Aide aux jeunes contrevenants de Beauce	35 880 \$
Saint-Maurice	Alter Égaux, Organisme de justice alternative, L'	28 750 \$
Québec	Autre Avenue, Organisme de Justice Alternative, L'	129 260 \$
Joliette et Laval	Avenue, Justice Alternative	258 520 \$
Trois-Rivières	Avenues citoyennes Organisme de justice alternative	28 750 \$
Drummond	Commun Accord Organisme de Justice Alternative	43 125 \$
Baie-Comeau	Converjance Manicouagan	35 880 \$
Chicoutimi	Équijustice Saguenay inc.	102 925 \$

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **22**

Suite

Région/District	Bénéficiaire	2022-2023
Montréal	Événement Hoodstock	107 640 \$
Montmagny et Québec (rive-sud)	Interface, Organisme de Justice Alternative	43 125 \$
Rimouski	Justice alternative de l'Est	43 125 \$
Kamouraska	Justice Alternative du KRTB inc.	43 125 \$
Bedford	Justice Alternative et médiation	43 125 \$
Gaspé-Bonaventure	Justice alternative Gaspésie-Sud	73 632 \$
Alma et Roberval	Justice alternative Lac-Saint-Jean inc.	43 125 \$
Richelieu	Justice alternative Pierre de Saurel inc.	43 125 \$
Iberville et Saint-Hyacinthe	Justice alternative Richelieu-Yamaska	71 760 \$
Mingan	La Croisée, un organisme de justice alternative	43 125 \$
Abitibi	Liaison Justice	73 632 \$
Terrebonne	Mesures Alternatives des Basses-Laurentides	114 885 \$
Labelle et Terrebonne	Mesures alternatives des Vallées du Nord inc.	95 680 \$
Frontenac	Mesures Alternatives Jeunesse Frontenac inc.	35 880 \$
Saint-Maurice	Organisme de Justice Alternative Volteface	43 125 \$
Arthabaska	Pacte Bois-Francs inc.	43 125 \$
Saint-François, Bedford et Mégantic	Pont, organisme de justice alternative, Le	114 885 \$
Montréal	Regroupement des Organismes de Justice Alternative du Québec	982 437 \$
Joliette	Repars	47 840 \$
Trois-Rivières	Ressources alternatives Maskinongé	28 750 \$
Beauharnois et Longueuil	Ressources Alternatives Rive-Sud	215 395 \$
Gatineau, Pontiac et Maniwaki	Société Elizabeth Fry du Québec	71 760 \$
Montréal	Trajet inc.	114 885 \$
Trois-Rivières	Aux Trois Pivots	43 125 \$
Montréal	YMCA du Québec	57 385 \$

**Fonds Accès Justice**

**Programme :** Programme d'aide financière pour favoriser l'accès à la Justice

**Montant global budgété :** 937 555 \$

**Direction de l'organisme qui en a la gestion :** Fonds Accès Justice

Projet(s)	Bénéficiaire	Sommes versées en 2022-2023
Appel à projets 2021-2022	Carrefour jeunesse-emploi Thérèse-de-Blainville	6 531 \$
Appel à projets 2021-2022	Clinique Juridique du Grand Montréal	7 500 \$
Appel à projets 2021-2022	Clinique juridique du Mile End	6 439 \$
Appel à projets 2021-2022	Halte-Femmes Montréal-Nord	7 500 \$
Appel à projets 2021-2022	Han-Droits l'ass. promotion & déf. droits per. hand. Memphremagog	3 139 \$
Appel à projets 2021-2022	HocheLégal	3 750 \$
Appel à projets 2021-2022	Institut de Médiation et d'Arbitrage du Québec	3 750 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **22**

Suite

Projet(s)	Bénéficiaire	Sommes versées en 2022-2023
Appel à projets 2021-2022	Juripop	7 500 \$
Appel à projets 2021-2022	Justice Alternative et médiation	7 036 \$
Appel à projets 2021-2022	Mesures Alternatives Jeunesse Frontenac inc.	4 571 \$
Appel à projets 2021-2022	Option Consommateurs	7 493 \$
Appel à projets 2021-2022	Ruche Vanier inc., La	7 500 \$
Appel à projets 2022-2023	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) du Nord de Montréal	36 875 \$
Appel à projets 2022-2023	Centre Interligne	36 674 \$
Appel à projets 2022-2023	Centre Louise-Amélie	28 970 \$
Appel à projets 2022-2023	Clinique juridique Saint-Michel	37 500 \$
Appel à projets 2022-2023	Clinique Novalex	37 500 \$
Appel à projets 2022-2023	Équijustice Beauce	16 125 \$
Appel à projets 2022-2023	IMAQ	37 500 \$
Appel à projets 2022-2023	Juripop	37 448 \$
Appel à projets 2022-2023	Juristes à domicile	37 500 \$
Appel à projets 2022-2023	Mesures Alternatives Jeunesse Frontenac	37 500 \$
Appel à projets 2022-2023	Option consommateurs (ACEF Centre de Montréal)	35 885 \$
Appel à projets 2022-2023	Option consommateurs (ACEF Centre de Montréal) Projet 2	35 369 \$
Appel à projets 2022-2023	Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec	37 500 \$
Appel à projets 2022-2023	Société Elizabeth Fry du Québec	37 500 \$
Autoreprésentation 2022-2023	Université du Québec à Montréal (Clinique internationale de défense des droits humains et Clinique de justice sociale)	75 000 \$
Autoreprésentation 2022-2023	Université d'Ottawa (Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais)	48 635 \$
Autoreprésentation 2022-2023	Université de Sherbrooke (Clinique juridique Clé de vos droits)	61 942 \$
Autoreprésentation 2022-2023	Université McGill (Clinique d'information juridique à McGill)	75 000 \$
Autoreprésentation 2022-2023	Université de Montréal (Clinique juridique de la Faculté de droit)	114 423 \$

**Programme :** Financement à la mission de base des Centres de justice de proximité et autres organismes

**Montant global budgété:** 5 302 604 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Sommes versées en 2022-2023
Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	413 598 \$
Centre de justice de proximité de Québec	615 057 \$
Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	958 418 \$
Centre de justice de proximité de l'Outaouais	391 965 \$
Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	332 550 \$
Centre de justice de proximité Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	328 227 \$

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

**Renseignements particuliers de l'Opposition officielle**

**Étude des crédits 2023-2024**

Question **22**

Suite

Centre de justice de proximité Nunavik (Société Makivik)	468 283 \$
Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	453 398 \$
Centre de justice de proximité de la Montérégie	777 711 \$
Centre de justice de proximité de la Mauricie	513 397 \$
Éducaloi	50 000 \$

**Programme :** Programme prémédiation et de médiation en matière de petites créances et en matière familiale pour couples sans enfant

**Montant global budgété:** 2 384 561 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Sommes versées en 2022-2023
Centre de justice de proximité du Bas-Saint-Laurent	258 572 \$
Centre de justice de proximité de Québec	374 444 \$
Centre de justice de proximité du Grand-Montréal	428 818 \$
Centre de justice de proximité de l'Outaouais	246 884 \$
Centre de justice de proximité du Saguenay-Lac-Saint-Jean	96 276 \$
Centre de justice de proximité Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	56 763 \$
Centre de justice de proximité de la Côte-Nord	183 595 \$
Centre de justice de proximité de la Montérégie	233 168 \$
Centre de justice de proximité de la Mauricie	48 833 \$
Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	216 094 \$
Centre de justice de proximité de la Montérégie	124 557 \$
Centre de justice de proximité de Québec	116 557 \$

**Programme :** Programme - Autoreprésentation

**Montant global budgété:** 560 000 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Fonds Accès Justice

Bénéficiaire	Sommes versées en 2022-2023
Centre de justice de proximité de Québec	240 000 \$
Centre de justice de proximité Laval, Laurentides Lanaudière	320 000 \$

Question **22**

Suite

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

**Programme :** Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels

**Montants versés :** 809 189 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels

Projet(s)	Bénéficiaires	2022-2023
Développement d'un programme de formation intégrative communautaire en justice réparatrice – 2019-2020	Centre de services de justice réparatrice	6 500 \$
Hommes victimes d'agression sexuelle en enfance : Réalités, besoins et services – 2018-2019	Université du Québec à Montréal (UQAM)	10 700 \$
Un meilleur sommeil pour une meilleure résilience : outils mobiles pour les victimes d'agression sexuelle et leurs proches – 2019-2020	Université Laval	12 019 \$
Remboursement de facture pour la traduction de la déclaration de services aux personnes victimes en langage des signes du Québec – 2022-2023	La Maison des Femmes Sourdes de Montréal	1 131 \$
Examen de l'effet des chiens de soutien lors d'entrevues d'enquête auprès des enfants – 2018-2019	Université de Montréal	9 987 \$
Développement d'un programme d'intervention s'adressant aux victimes masculines de violence conjugale – 2019-2020	Via l'Anse	5 000 \$
Justice pour toutes – 2022-2023	Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François	41 192 \$
Élaboration et déploiement d'une campagne de sensibilisation numérique novatrice sur la coercition reproductive – 2022-2023	Université Laval	63 921 \$
Les violences sexuelles en enseignement supérieur – 2022-2023	Collectif social	68 180 \$
Déploiement du projet XOX dans la région de Montréal – 2022-2023	Table de concertation en violence conjugale de Montréal	66 448 \$
Actions des proches et perception des femmes victimes de violence conjugale à l'égard de ces actions : prise en compte des particularités ethnoculturelles dans la proposition d'actions adaptées – 2022-2023	Université de Montréal	130 279 \$
Les victimes d'actes criminels qui se représentent seules devant les tribunaux – 2022-2023	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	80 587 \$
AmoVr : Brisons le silence de la violence dans les relations lesbiennes – 2022-2023	Centre de solidarité lesbienne	15 483 \$
Tu vau mieux que ça! – 2022-2023	Maria Mourani	30 704 \$
Jeu de société : Parlons de violence conjugale – 2022-2023	Maison d'hébergement Pour Elles des Deux Vallées	21 400 \$
Le deuil traumatique à la suite de l'homicide d'un ou de plusieurs proches : réaménagements relationnels possibles et nécessaires ? – 2022-2023	Suzanne Léveillée (Parrainé par l'Association des familles et des personnes disparues)	10 500 \$

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **22**

Suite

Projet(s)	Bénéficiaires	2022-2023
Bonification de l'application CAVAC – 2022-2023	Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Côte-Nord	128 100 \$
Revitalisation et développement du programme « Clique sur toi ! au secondaire » – 2022-2023	Centre de prévention et d'intervention pour victime d'agression sexuelle	31 314 \$
Formation d'un comité activité par et pour les femmes ayant été victimes d'exploitation sexuelle – 2022-2023	La Sortie	30 844 \$
Mesurer pour s'améliorer : évaluation qualitative des services de justice réparatrice et de médiation – 2022-2023	Regroupement des Équijustice	28 618 \$
Prévention des cyberviolences faites aux femmes – 2022-2023	Société Elizabeth Fry du Québec	13 482 \$
Accessibilité au transport adapté gratuit pour les femmes handicapées victimes de violence conjugale – 2022-2023	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-Nord	2 800 \$

**Programme :** Projets fédéraux en matière d'aide aux personnes victimes

**Montants versés :** 741 249 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels

Projet(s)	Bénéficiaire	2022-2023
Les victimes d'actes criminels devant la Commission d'examen des troubles mentaux : l'exercice des droits des victimes reconnus dans la Charte canadienne des droits des victimes	Association québécoise plaidoyer-victimes	114 050 \$
Renforcer la sensibilisation culturelle grâce à une formation dirigée par les Autochtones pour le personnel des CAVAC	Centre d'Aide aux victimes d'actes criminels [CAVAC] Côte-Nord	135 950 \$
Ouverture du centre d'appui aux enfants en Montérégie	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	400 000 \$
Résultats et impacts d'un programme de services intersectoriels intégrés pour les enfants victimes et leurs familles et développement de pratiques de pointe : une phase exploratoire	Université du Québec à Trois-Rivières	91 249 \$

**Programme :** Soutien financier aux Centres d'aide aux victimes d'actes criminels et aux autres organismes venant en aide aux personnes victimes d'actes criminels

**Montants versés :** 39 967 443 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels

Bénéficiaire	2022-2023
CAVAC Abitibi-Témiscamingue	1 611 580 \$
CAVAC Bas-Saint-Laurent	1 850 820 \$
CAVAC Centre-du-Québec	1 568 210 \$
CAVAC Côte-Nord	1 686 234 \$
CAVAC Cri	586 685 \$
CAVAC Estrie	2 611 591 \$
CAVAC Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine	976 320 \$
CAVAC Lanaudière	1 939 010 \$
CAVAC Laurentides	1 619 250 \$
CAVAC Laval	1 889 938 \$

Question **22**

Suite

Bénéficiaire	2022-2023
CAVAC Mauricie	1 641 224 \$
CAVAC Montérégie	2 824 232 \$
CAVAC Montréal	5 273 538 \$
CAVAC Nunavik	1 398 782 \$
CAVAC Outaouais	2 481 238 \$
CAVAC Région de Québec	3 742 686 \$
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 720 120 \$
SOS violence conjugale <sup>1</sup>	1 264 110 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes (SACAIS)	336 900 \$
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700 \$
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal	1 111 090 \$
Association des familles de personnes assassinées ou disparues	155 000 \$
Centre de services de justice réparatrice	108 185 \$
Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	100 000 \$
Éducaloi	50 000 \$

**Fonds des registres**

Aucun.

**Fonds relatif aux contrats publics**

Aucun

Question **23**

Concernant le Fonds Accès Justice :

- A. tous les coûts reliés à sa mise en œuvre pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- B. le coûts annuel estimé relatif à l'administration de ce fonds pour l'année 2022-2023 et les prévisions 2023-2024;
- C. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- D. les montants récoltés destinés au fonds depuis sa création, ventilés par année;
- E. les projets financés avec l'argent du fonds depuis sa création, ventilés par année;
- F. les projets ayant reçu une aide financière et la date de l'octroi de l'aide;
- G. les derniers projets acceptés;
- H. la structure de ce fonds.

**Ministère**

**Fonds Accès Justice**

Dépenses totales du FAJ :	18 092 937 \$
Dépenses du Bureau du FAJ :	969 793 \$
Revenus du FAJ :	20 959 315 \$

Pour les projets financés en 2022-2023, se référer à la question P.22.

Question **24**

Concernant les programmes de séances de médiation et d'information (médiation familiale, médiation aux petites créances, médiation civile et commerciale, parentalité après la rupture), identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

**Ministère**

- Médiation – petites créances : 145 486 \$

**Fonds Accès Justice**

Montants payés en honoraires aux médiateurs pour les séances de médiation et d'information offertes en 2022-2023 :

- Médiation familiale (couple avec enfants et adoption) : 4 193 237 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - Prémédiation et médiation) : 111 626 \$
- Médiation familiale (médiation familiale couple sans enfant - Prémédiation et médiation - Pérennisation) : 173 195 \$
- Séances sur la parentalité après la rupture : 66 426 \$
- Médiation aux petites créances (médiation automatique - Prémédiation et médiation) : 718 816 \$
- Médiation en protection de la jeunesse : 7 343 \$

Question **25**

Concernant le programme Ligne-ressource sans frais pour les victimes d'agression sexuelle, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Le Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal a le mandat de gérer et de fournir les services de la ligne ressource provinciale sans frais pour les personnes victimes d'agression sexuelle. Depuis le 30 octobre 2021, la ligne téléphonique se nomme maintenant **Info-Aide Violence sexuelle**.

Les sommes allouées en 2022-2023 sont de 1 111 090 \$.

Question **26**

Concernant le programme québécois de traitement de la toxicomanie sous surveillance judiciaire, identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2022-2023 et pour les trois dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu.

Trois programmes de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec sont en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal et dans les villages nordiques de Puvirnituq et d'Akulivik.

L'entente couvre la période du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2023.

Pour l'exercice financier 2022-2023, la contribution fédérale maximale prévue est de 1 125 000 \$.

Question **27**

Pour 2022-2023, indiquer les sommes investies pour la mise en œuvre de la politique québécoise en matière d'agression sexuelle et les sommes prévues pour l'année 2023-2024. État de situation, au 31 mars 2023, de sa mise en œuvre.

Mesures	2022-2023
Investir dans la mise en œuvre des recommandations du rapport « Rebâtir la confiance »	9 373 065 \$
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027	13 424 667 \$
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.	1 200 000 \$

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Sommes investies par le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	2022-2023
<b>Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal*</b> (Responsabilité des services de la Ligne Info-Aide Violence sexuelle)	1 111 090 \$
<b>Centre d'expertise Marie-Vincent</b> (Financement de cet organisme, lequel offre de l'aide aux enfants de 12 ans et moins victimes d'agression sexuelle, à leurs parents et à leurs proches)	420 700 \$
<b>Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)**</b> (Responsabilité financière complète de chacun des dix-sept CAVAC, comprenant des agents de liaison et d'intervention en violence sexuelle, les intervenants sociojudiciaires de liaison et le Programme enfant témoin et autres témoins vulnérables)	8 813 995 \$
<b>Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)</b> (Responsabilité portant sur le financement des locaux et d'une agente d'intervention)	100 000 \$

\*Inclus un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

\*\*Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle du réseau des CAVAC, soit 24,2 %, touchée par une infraction à caractère sexuel (14 505 personnes) ou par de l'exploitation sexuelle (399 personnes) pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023.

**État de la situation**

**Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 - Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance**

Le 30 juin 2022, le gouvernement du Québec annonçait la nouvelle Stratégie gouvernementale intégrée 2022-2027 Contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance. Elle comprend 58 actions et un investissement d'environ 462 M\$ sur cinq ans. Ses principaux objectifs sont de contrer la violence sexuelle et la violence conjugale et d'assurer un accompagnement plus soutenu et mieux adapté aux réalités des personnes victimes.

Le ministère de la Justice porte 6 mesures structurantes, qui sont en cours de réalisation, soit :

- Mener des projets-pilotes d'intégration de services en violence sexuelle et en violence conjugale en soutenant des initiatives émanant de la communauté; (721 252 \$ en 2022-2023)
- Créer un bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles; (558 815 \$ en 2022-2023)
- Protéger les personnes victimes de violence familiale ou sexuelle par des modifications législatives; (0\$ en 2022-2023)
- Assurer le déploiement du programme témoin enfant et autres témoins vulnérables à l'échelle du Québec, incluant les témoins autochtones dans une perspective de sécurisation culturelle; (2 044 600 \$ en 2022-2023)
- Accorder à toutes les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, des services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence, peu importe leur revenu et dans tous les domaines du droit; (0\$ en 2022-2023)
- Mener des projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, incluant la prise en compte des réalités autochtones. (10 100 000 \$ en 2022-2023)

Question **27**

Suite

**Autres actions :**

1. Plan budgétaire 2019-2020 – 50 M\$ sur 5 ans visant à renforcer la protection des personnes vulnérables

Un budget de 50 M\$ a été octroyé au ministère de la Justice dans le cadre du Plan budgétaire 2019-2020 concernant l'accompagnement des victimes de violences sexuelles. Les dépenses pour l'exercice 2022-2023 se déclinent comme suit :

Sommes investies	2022-2023
Directeur des poursuites criminelles et pénales (Instauration de la poursuite verticale)	2 080 000 \$
Service <i>rebâtir</i> et Banque d'avocats spécialisés (Commission des services juridiques et Clinique juridique Juripop)	1 678 300 \$
Programme témoin enfant et autres témoins vulnérables (Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels)	2 123 900 \$
Formation en matière de violence sexuelle pour les intervenants judiciaires (Université McGill)	66 085 \$
Promotion des changements au régime d'indemnisation de l'IVAC	391 000 \$
Projet pilote – Centre de services intégrés (CIUSSS de la Capitale-Nationale)	236 252 \$
Projet de chien de soutien (Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM) du CIUSSS de la Capitale-Nationale)	169 426 \$
Formation destinée aux professionnels intervenants auprès des jeunes victimes et soutien clinique externe (Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent)	315 000 \$
Projet de développement des fonctions de la coordonnatrice professionnelle du SIAM (Viol-Secours)	225 354 \$
Effets du chien d'assistance judiciaire (Fondation Mira inc.)	251 638 \$
Maison de thérapie pour les survivantes de violences sexuelles (Maison la Grande Ourse Montérégie)	140 120 \$
Intervenant au sein du corps de police de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (Entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu/Longueuil)	100 000 \$
Intégration des suspects auteurs de violence dans une maison de transition qui bénéficie d'un programme d'encadrement et de prévention de la récidive en violence conjugale (Association des services de réhabilitation sociale du Québec)	100 000 \$
Centre de services intégrés en violence sexuelle (La Traversée (Rive-Sud))	371 500 \$

- A. Service *Rebâtir* de la Commission des services juridiques et Banque d'avocats spécialisés de Juripop

Le 27 septembre 2021, le ministre de la Justice annonçait, en compagnie de la Commission des services juridiques (CSJ) et de la clinique juridique Juripop, deux nouvelles mesures pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale.

Le premier volet est un service de 4 heures de conseils juridiques gratuits pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, sans égard à leurs revenus et dans tous les domaines de droit. Ce service, appelé *Rebâtir*, permet également à la personne victime d'être représentée, sans frais, par un avocat de la CSJ en cas d'urgence. Il est à noter que l'entrée en vigueur de la *Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale* a permis de pérenniser ce service.

## Question 27

Suite

De septembre 2021 à février 2023, le service *Rebâtir* a offert 23 587 consultations, majoritairement en droit familial et criminel. La grande majorité des personnes victimes sont des femmes qui consultent pour une situation de violence conjugale.

Le second volet prévoit une subvention à la clinique juridique Juripop pour créer une banque d'avocats spécialisés, afin de pouvoir référer les personnes victimes qui ne sont pas admissibles à l'aide juridique à des avocats formés en violence sexuelle et en violence conjugale. L'organisme est également mandaté pour créer des formations en violence sexuelle et en violence conjugale pour ces avocats, afin de se qualifier à la banque. Pour ce faire, l'organisme a reçu une subvention de 4,3 M\$ sur 3 ans. La banque d'avocats spécialisés et les formations spécialisées en violence sexuelle et en violence conjugale sont disponibles sur le site internet de Juripop.

Ces deux volets permettent de répondre aux recommandations du chapitre 5 du rapport *Rebâtir la confiance*.

B. Aide financière d'urgence pour les personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale

Afin de répondre à la recommandation #12 du rapport *Rebâtir la confiance* et dans le cadre du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025, le ministère de la Justice a développé un programme d'aide financière d'urgence en collaboration avec de nombreux partenaires, dont les maisons d'hébergement, les services policiers et les ressources d'aide aux personnes victimes.

Cette nouvelle mesure financière permet à des personnes victimes de quitter rapidement un environnement où leur vie ou leur sécurité, ou celles des personnes à leur charge, sont compromises. Une subvention de 523 010 \$ a été accordée en 2022-2023 à SOS Violence conjugale et au Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal pour traiter les demandes d'aide financière d'urgence. Leur mandat consiste principalement à confirmer l'admissibilité des demandes, autoriser les dépenses et collaborer avec les intervenants terrain pour mettre en place un filet de sécurité autour de la personne victime.

Les sommes accordées aux organismes permettent l'embauche d'effectifs supplémentaires. Par cette subvention, le ministère répond également en partie à la recommandation #10 du rapport « *Rebâtir la confiance* » en bonifiant les services de SOS Violence conjugale et d'Info-Aide Violence sexuelle.

C. Programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables

En réponse aux recommandations #60 et #61 du rapport « *Rebâtir la confiance* », une subvention de 2 123 900 \$ est offerte aux 17 centres d'aide aux victimes d'actes criminels afin de déployer le Programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables.

Ce programme permet de soutenir les enfants devant témoigner à la Cour en leur offrant un accompagnement personnalisé. Il a été développé en partenariat avec différents partenaires pour s'assurer d'accompagner les personnes victimes au mieux, tout en respectant les règles de la Cour. Le programme sera également adapté pour répondre aux besoins d'accompagnement particulier des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale, ainsi que de certaines clientèles vulnérables, notamment celles présentant un handicap physique, une déficience intellectuelle, un trouble du spectre de l'autisme, etc.

Une première version d'un guide d'intervention spécifique à la préparation au témoignage des personnes victimes de violence conjugale ou violence sexuelle a été lancé au printemps 2022. Une phase d'expérimentation est en cours pour bonifier le programme.

D. Formation en matière de violence sexuelle pour les intervenants judiciaires

Une entente de financement a été signée, le 25 mars 2021, avec l'Université McGill et la chercheuse Delphine Collin-Vézina pour le développement d'une formation spécifique aux intervenants du système de justice en matière de violence sexuelle. La formation a été développée et est offerte dans les districts où un projet-pilote de tribunal spécialisé a lieu.

Ceci permettra d'en faire l'évaluation et d'ajuster la formation pour répondre aux besoins des intervenants du système de justice.

- Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC)

Entrée en vigueur le 13 octobre dernier, la LAPVIC a permis de réformer la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* et la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels*.

Elle prévoit notamment :

- La levée du délai de prescription pour le dépôt d'une demande d'aide pour les personnes victimes de violence sexuelle, de violence conjugale et de violence subie durant l'enfance ;
- L'élargissement de la liste des infractions admissibles au régime d'indemnisation ;
- La reconnaissance des infractions commises hors Québec ;
- De l'aide immédiate, dès le dépôt d'une demande d'aide.

- Instaurer un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale

La *Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale* a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 25 novembre 2021, et est entrée en vigueur le 30 novembre 2021.

Les projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale sont déployés dans les 10 districts judiciaires suivants :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummondville
Saint-Maurice	La Tuque
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ sont prévues de 2021-2022 à 2024-2025 et plus précisément 10,1 M\$ en 2022-2023.

De ce financement, 7 532,1 k\$ ont été transférés aux partenaires contribuant à la mise en œuvre de ce projet pilote de tribunal spécialisé, soit :

- les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour l'expérience pilote de chiens de soutien à la cour pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales;
- le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- la Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a quant à lui bénéficié d'un financement de 2 172,8 k\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, pour la constitution de l'équipe projet responsable du déploiement de ce projet pilote et l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes.

Également, un budget de 223,6 k\$ a permis d'offrir à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé des formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale.

Question **27**

Suite

Finale­ment, un finan­ce­ment de 171,5 k\$ pour l'exer­cice finan­cier 2022-2023 a été accordé pour l'évalua­tion du projet pilote de tribunal spé­cialisé et la réalisa­tion d'une enquête auprès des per­sonnes vic­times de violence sexuelle et de violence conjugale.

Question **28**

État de situation, au 31 mars 2023, de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2023.

Fournir tout rapport ou document produit et ventiler par :

- A. actions complétées en 2022-2023;
- B. actions en cours et dans les délais en 2022-2023;
- C. actions en cours et hors délais en 2022-2023;
- D. actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer;
- E. actions à venir en 2023-2024;
- F. budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action.

**Ministère**

- Le ministère de la Justice et le Secrétariat à la condition féminine sont responsables de la coordination de l'action gouvernementale en matière de violence conjugale et de violence sexuelle.
- Le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels (Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles), gestionnaire du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, est responsable de la coordination ministérielle de ce plan pour le ministère de la Justice. Les mesures sont toutefois portées par divers partenaires.
- Le quatrième plan d'action gouvernemental rattaché à la Politique gouvernementale d'intervention en matière de violence conjugale a été rendu public le 10 août 2018.
- Une douzaine de ministères et organismes sont responsables de la mise en œuvre des 56 engagements inscrits dans le plan d'action gouvernemental 2018-2023 en matière de violence conjugale. Ce plan d'action est organisé selon 4 axes, soit :
  - Axe 1 – Prévention, sensibilisation et information
  - Axe 2 – Dépistage et intervention psychosociale
  - Axe 3 – Intervention policière, judiciaire et correctionnelle
  - Axe 4 – Partage de l'expertise et développement des connaissances
- Plus précisément, au ministère de la Justice, ce sont six mesures autofinancées qui ont été identifiées. Leur mise en œuvre avait été évaluée à 305 000 \$ sur cinq ans. Il est à noter que toutes les mesures touchant les populations autochtones sont intégrées dans le Plan d'action pour le développement socio-économique des Premières Nations et des Inuits. Elles ne sont donc pas dans la présente fiche.
- Pour information, le ministère de la Justice a également des mesures dans le plan d'action pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et le plan d'action prioritaire pour contrer la violence conjugale et les féminicides.
- En juin 2022, le Secrétariat à la condition féminine a lancé la stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027. Celle-ci vise une meilleure cohérence et coordination de l'ensemble des mesures en violence sexuelle et en violence conjugale. L'ensemble des mesures du ministère de la Justice se retrouve dans ce plan d'action.

**A. Actions complétées en 2022-2023**

Aucune action n'a été complétée en 2022-2023.

**B. Actions en cours et dans les délais en 2022-2023**

Mesure	Mise en œuvre
Favoriser l'accès et la mise en œuvre des ordonnances de protection en matière civile	<p>Une page Web présentant l'information pertinente aux citoyens est disponible à l'adresse suivante : <a href="https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/accompagnement-victimes-crime/mesures-protection-securite/demander-ordonnance-protection-civile">https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/accompagnement-victimes-crime/mesures-protection-securite/demander-ordonnance-protection-civile</a>.</p> <p>De plus, un projet de recherche actuellement mené à l'Université de Montréal vise à documenter l'application des ordonnances de</p>

Question **28**

Suite

	protection en matière civile au Canada et leurs conditions de réussite.
--	---

**C. Actions en cours et hors délais en 2022-2023**

Aucune action en cours et hors délai en 2022-2023.

**D. Actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer**

Aucune action réévaluée, hors délai ou impossible à déterminer en 2022-2023.

**E. Actions à venir en 2023-2024**

Aucune action à venir en 2023-2024.

**F. Budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action**

Aucun budget investi en 2022-2023.

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

**A. Actions complétées en 2022-2023**

Aucune action n'a été complétée en 2022-2023

**B. Actions en cours et dans les délais en 2022-2023**

Aucune action en cours et dans les délais en 2022-2023

**C. Actions en cours et hors délais en 2022-2023**

Aucune action en cours et hors délai en 2022-2023

**D. Actions réévaluées/hors délais/impossibles à déterminer**

Mesure	Mise en œuvre
Produire et diffuser du matériel de sensibilisation et d'information sur la violence conjugale postséparation	Dans le cadre de la mise en place des tribunaux spécialisés, une formation s'intitulant : la violence ne cesse pas après la rupture : démystifier la violence conjugale postséparation, est donnée par l'Alliance des maisons d'hébergement de 2 <sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale. Cette formation est disponible à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé.
Sensibiliser les étudiantes et étudiants de l'école du barreau à la problématique de la violence conjugale	Dans le cadre du projet-pilote de tribunal spécialisé en violence sexuelle et violence conjugale, le ministère de la Justice a développé une offre de formation adressée aux intervenants du système de justice. La volonté est d'approcher l'École du Barreau avec cette offre de formation.  Deux formations en violence conjugale ont été offertes au cours de l'année 2022 : -Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes; -Prévenir l'homicide du partenaire intime.
Produire et diffuser une trousse d'information portant sur les divers mécanismes d'interventions concertées visant à prévenir les risques d'homicides intrafamiliaux	Dans le cadre des <i>Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026</i> , le Secrétariat à la condition féminine est responsable de l'action 3 intitulée « Pérenniser et bonifier le financement des cellules

Question **28**

Suite

	d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions ». Le MJQ est collaborateur de cette action.
--	--

**E. Actions à venir en 2023-2024**

Voir les actions présentées à la sous-question D.

**F. Budget investi jusqu'à maintenant pour chaque action**

Aucun budget investi en 2022-2023.

Question **29**

État d'avancement de l'établissement d'un cadre légal commun sur la reconnaissance des acquis et l'obtention de stages professionnels couvrant les universités et les ordres professionnels.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Enseignement supérieur.

Question **30**

Sommes dépensées dans le cadre de l'application de la Loi sur le temps légal.

Aucune somme n'est spécifiquement dépensée pour l'application de la Loi sur le temps légal.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2023-2024

Question **31**

Pour le Ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du Ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.

**Ministère**

Aucun.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2023-2024

Question **32**

Pour le Ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du Ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

Aucun.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **33**

Nombre total de juges, au 31 mars 2023, pour chaque cour sous juridiction du Québec. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région, les différentes chambres, ainsi que le sexe des juges. Indiquer le nombre de juges en congé maladie, en indiquant la date de retour prévue, le nombre de postes vacants, la date de libération du poste.

Cour du Québec

Cour du Québec (magistrature) Nombre de juges – par région <sup>1</sup>							
Région	Juge puîné				Juge suppléant		Total
	H	F	Postes vacants <sup>2</sup>	Date de libération du poste <sup>3</sup>	H	F	
Abitibi-Témiscamingue – Eeyou Istchee – Nunavik	6	6	1	----	1	2	16
Etrie	6	11	----	----	3	2	22
Laval–Laurentides–Lanaudière–Labelle	23	21	4	2021-08-24	9	2	59
Mauricie–Bois-Francs – Centre-du-Québec	8	5	1	2022-11-12	3	1	18
Outaouais	9	6	----	----	1	0	16
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6	4	----	----	2	0	12
Montréal	41	51	4	2022-11-28 2023-01-06 2023-02-06 2023-02-21	6	7	109
Montréal	24	16	5	2022-11-09 2023-01-12	6	7	58
Québec–Chaudière-Appalaches	19	22	2	2022-10-10 2023-01-07	11	1	55
Bas-Saint-Laurent–Côte-Nord-Îles-de-la-Madeleine	6	11	1	----	1	0	19
<b>Total</b>	<b>148</b>	<b>153</b>	<b>18</b>	<b>----</b>	<b>43</b>	<b>22</b>	<b>384</b>

<sup>1</sup>Le portrait est au 28 février 2023. Des nominations de juges ont eu lieu après cette date.

<sup>2</sup>Les postes vacants incluent les nouveaux postes de juges.

<sup>3</sup>Il s'agit de la date où un poste s'est libéré à la suite d'une retraite ou d'une nomination à une cour supérieure.

**Juge en congé de maladie longue durée** : 5 juges en absence maladie longue durée.

**Représentation féminine et masculine dans la magistrature**

Cour du Québec	H	F	Total
Chambre de la jeunesse	23	41	64
Chambre criminelle et pénale	49	44	93
Chambre civile	30	32	62
Juridiction mixte	46	35	81
Juge responsable des cours municipales	0	1	1
<b>Total</b>	<b>148</b>	<b>153</b>	<b>301</b>

Question **34**

Ventilation des budgets 2022-2023 alloués à la magistrature sous juridiction du Québec pour le perfectionnement des juges, les congrès et les colloques incluant les budgets supplémentaires qui auraient pu être accordés.

Les crédits 2022-2023 du Conseil de la magistrature sont de l'ordre de 3,2 M\$.

La dépense probable 2022-2023 du Conseil de la magistrature s'élève à plus de 4,2 M\$.

Le Ministère n'est pas en mesure de confirmer la nature du dépassement probable de 1 M\$.

Une correspondance a été transmise au Conseil de la magistrature afin d'obtenir des précisions sur l'utilisation de ces sommes, y compris une ventilation selon les postes budgétaires.

Plus spécifiquement, pour l'année 2022-2023, un budget total de 1 355 500 \$ a été alloué pour le perfectionnement des juges qui sont sous la juridiction du Conseil de la magistrature du Québec (juges et juges de paix de la cour du Québec et juges municipaux). À ce montant s'ajoute une contribution de 108 000 \$ du gouvernement fédéral pour le perfectionnement des juges en langue anglaise.

Question **35**

Depuis le 1er avril 2022, et pour chacune des cours sous juridiction du Québec, indiquer le nombre de nominations, par région, par chambre, par mois, à des postes de juge et juge de paix, ainsi que le nom des personnes nommées.

**Cour du Québec**

Nom	Région	Chambre	Date d'entrée en fonction
Samson, Nathalie	Abitibi-Témiscamingue/Eeyou Istchee/Nunavik	Civile, Criminelle et Jeunesse	2022-04-14
Ruben, Marie Kettlyne	Montréal	Criminelle et pénale	2022-05-05
Brisson Dolci, Simon	Laval/Laurentides/Lanaudière	Criminelle et pénale	2022-05-26
Crête, Véronique	Montréal	Jeunesse	2022-06-09
Chalifour, Martin	Montréal	Criminelle et pénale	2022-07-07
Mailhot, Patrick-Olivier	Laval/Laurentides/Lanaudière	Jeunesse	2022-07-07
De Grandmont, Philippe	Montréal	Civile	2022-08-18
Dugré, Mélanie	Montréal	Civile	2022-08-18
Massé, Chantale	Laval/Laurentides/Lanaudière	Civile	2022-10-27
Piché, Antoine	Montréal	Criminelle et pénale	2022-11-17
Cantin, Myriam	Québec/Chaudière-Appalaches	Jeunesse	2022-11-24
Laporte, Roxane	Montréal	Criminelle et pénale	2022-12-15
Jacques, Mélanie	Montréal	Civile	2023-02-09
Jarry, Christian	Montréal	Criminelle et pénale	2023-02-09
Marchand, Geneviève	Mauricie/Centre-du-Québec	Criminelle et Jeunesse	2023-02-09
Morin, Véronique	Montréal	Civile	2023-02-16

**Nominations comme juges de paix magistrats à la Cour du Québec :**

Noms	Région	Chambre	Date d'entrée en fonction
Bussièrès, Jean-Sébastien	Montréal	Criminelle et pénale	2022-05-26
Lafrenière, Isabelle	Montréal	Criminelle et pénale	2022-08-18
Patry, Marie-Ève	Mauricie/Centre-du-Québec	Criminelle et pénale	2022-11-24
Lavoie, Simon	Montréal	Criminelle et pénale	2023-02-16

Question **36**

Nombre, nature et résultats des plaintes déposées devant le Conseil de la magistrature en 2022-2023 et nombre de cas portés devant les tribunaux avec brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus judiciaire, et ce, pour chacune des années.

**Nombre de plaintes déposées en 2022 (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2022)**

Type de plaintes	Nombre
Plaintes en déontologie à l'égard des juges	153

**Résultat des plaintes traitées en 2022**

Type de plaintes	Nombre
Plaintes en déontologie à l'égard de juges	
• Non fondées	82
• Non fondées après examen et obtention de renseignements additionnels	60
• Plaintes ne justifiant pas la tenue d'une enquête (article 267 de la Loi sur les tribunaux judiciaires)	1
• Retenues pour enquête (dont l'une s'est conclue en 2022 par une mesure correctrice, soit la réprimande, les 3 autres étant en cours de traitement)	4
• En cours d'examen	6

Au 31 décembre 2022, trois dossiers d'enquêtes déclenchés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 étaient toujours en cours. En 2022, un dossier a été porté devant la Cour supérieure et est en cours. Tous les détails relatifs au processus de traitement des plaintes sont accessibles sur le site Internet du Conseil de la magistrature (<https://conseildelamagistrature.qc.ca/>). Les rapports d'examen et d'enquête sont aussi publiés sur ce site et celui de SOQUIJ (<https://soquij.qc.ca/a/fr>).

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **37**

Pour 2022-2023, ventilation détaillée des augmentations ou primes accordées aux juges de la Cour du Québec qui exercent des fonctions de gestion, de même que toute augmentation des comptes de dépenses et des déboursés de fonction de ces derniers. Détail sur le pourcentage des salaires que représentent ces augmentations ou primes.

Juges en situation de gestion (Rémunération additionnelle)	30 juin 2022
Juge en chef	35 220 \$
Juge en chef associé	32 285 \$
Juge en chef adjoint	26 415 \$
Juge coordonnateur	23 480 \$
Juge coordonnateur adjoint	17 610 \$
Juge responsable des activités de perfectionnement des juges des cours municipales	17 610 \$
Juge responsable du perfectionnement des juges	17 610 \$

Juges en situation de gestion (Frais de fonction)	30 juin 2022
Juge en chef	12 000 \$
Juge en chef associé	11 000 \$
Juge en chef adjoint	9 000 \$
Juge coordonnateur	6 000 \$
Juge coordonnateur adjoint	5 000 \$
Juge responsable des activités de perfectionnement des juges des cours municipales	6 000 \$
Juge responsable du perfectionnement des juges	6 000 \$

Les données tiennent compte de la réponse gouvernementale 2019-2023 visant à établir la rémunération des juges. Le calcul de la rémunération additionnelle est basé sur le salaire prévu au 30 juin 2022, soit 293 500 \$.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **38**

Mandats accordés à des avocats pour représenter des juges, depuis le 1er avril 2022 :

- A. taux horaire accordé pour ces mandats, montant total versé à ce jour;
- B. montant accordé à chaque avocat avec le nom de son cabinet, étude ou société;
- C. le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- D. indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation avec notation qui a autorisé la prolongation.

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAEL, S.E.N.C.	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
ROY, MAXIME	ROY & CHARBONNEAU AVOCATS	RÉGLEMENTAIRE	AGIR À TITRE DE CONSEILLER AUPRÈS DES JUGES EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC.
<b>TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS</b>			<b>105 223 \$</b>

AUCUN MANDAT N'À FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2023-2024

Question **39**

Ventilation des budgets en 2022-2023 alloués à la magistrature des cours sous juridiction du Québec pour l'achat et l'installation de nouveaux équipements informatiques, électroniques et téléphoniques. Indiquer le nombre de nouveaux appareils pour chaque cour sous juridiction du Québec, selon chacune des régions.

Type d'équipement	Cour d'appel du Québec	Cour supérieure du Québec	Cour du Québec
Équipements informatiques	148 178 \$	166 436 \$	607 472 \$
Téléphonie	0 \$	0 \$	0 \$
Dictaphone	0 \$	1 710 \$	3 989 \$

Question **66**

État d'avancement du groupe de travail sur la structure tarifaire de l'aide juridique, notamment le nombre de rencontres et le budget octroyé au soutien du groupe.

Le Groupe de travail indépendant sur la réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique a été formé à la suite d'une entente conclue entre le ministre de la Justice et le Barreau du Québec. Ses travaux ont débuté en novembre 2020.

Le mandat du Groupe de travail est d'étudier la structure tarifaire actuelle des honoraires et débours de l'aide juridique pour les avocats de la pratique privée et formuler des recommandations quant à une éventuelle réforme de la structure tarifaire de l'aide juridique. Ce mandat s'est conclu par la publication du rapport final le 6 juin 2022.

**Nombre de rencontres tenues**

Entre le 1<sup>er</sup> avril et le 6 juin 2022, le Groupe de travail s'est réuni à 6 reprises.

**Budget réservé au soutien du groupe**

Il n'y a plus de budget réservé au soutien du Groupe de travail, en raison de la fin de ses travaux.

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **67**

Liste des mandats accordés en 2022-2023 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le Ministère et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- A. le nom et l'adresse du professionnel;
- B. la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- C. le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- D. les prévisions des coût pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié;
- E. le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;
- F. une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq dernières années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

**Mandats pour représenter les ministères - renonciation partielle au secret professionnel**

Mandataires	Taux	Objet	Montant des honoraires
ARCAND, Mélanie	300 \$/H	Procéder à l'établissement d'une servitude sur un lot appartenant au gouvernement du Québec.	0 \$
DOLBEC, Jean-François	300 \$/H	Représenter le gouvernement du Québec ainsi que les ministères et organismes impliqués, à titre d'employeur, devant les tribunaux dans tout dossier concernant des relations de travail qui lui sont assignés.	0 \$
FEBBRAIO, Angelo	200 \$/H	Identification et radiation d'hypothèques mobilières dans le cadre du projet de prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal.	0 \$
ROY, Alain	300 \$/H	Agir à titre d'expert-conseil en droit de la famille.	0 \$
VEILLEUX, Sarto	300 \$/H	Représenter le gouvernement du Québec ainsi que les ministères et organismes impliqués, à titre d'employeur, devant les tribunaux dans tout dossier concernant des relations de travail qui lui sont assignés.	3 960 \$
<b>Total des honoraires pour représenter les ministères</b>			<b>3 960 \$</b>

**Mandat pour représenter des individus - aucune renonciation partielle au secret professionnel**

Mandataires	Taux	Objet	Montant des honoraires
DUBÉ, Nathalie	300 \$/H	Représenter un fonctionnaire à la suite d'une poursuite en responsabilité civile.	0 \$
<b>Total des honoraires pour représenter des individus</b>			<b>0 \$</b>

Question **67**

Suite

**Noms et adresses des avocats et notaires**

Nom, prénom	Firme	Adresse	Ville	Code postal
ARCAND, Mélanie	<i>M.a. Notaire inc.</i>	675, boulevard Saint-Joseph	Roberval (QC)	G8H 2L1
DOLBEC, Jean-François	<i>Bouchard Dolbec Avocats, s.e.n.c.r.l.</i>	1259, avenue Maguire	Québec (QC)	G1T 1Z2
DUBÉ, Nathalie	<i>Langlois Avocats, s.e.n.c.r.l.</i>	2820, boulevard Laurier, 13e étage	Québec (QC)	G1V 0C1
FEBBRAIO, Angelo	<i>Prévost notaires inc.</i>	2000, Avenue mcgill College, Porte 1600	Montréal (QC)	H3A 3H3
ROY, Alain		12560, rue Notre-Dame Est	Pointe-aux-Trembles (QC)	H1B 2Z1
VEILLEUX, Sarto	<i>Langlois Avocats, s.e.n.c.r.l.</i>	2820, boulevard Laurier, 13e étage	Québec (QC)	G1V 0C1

Aucun mandat n'a fait l'objet d'une prolongation.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

## QUESTION 70-1 MINISTÈRE DES TRANSPORTS (MTQ)

LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2022-2023 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2023-2024 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTE, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES

## AUTRES MANDATS CONFIEÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

---

### NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS (MTQ) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION** EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE BIENNALE DONNÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTQ NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIEÉS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2022-2023, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIEÉS AVANT LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023.

## Ministère des Transports

- Note 1 : Types de mandats confiés : Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTQ (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas :
- examen de titres;
  - quittance provisionnelle;
  - acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
- Note 2 : Choix du notaire : Généralement, le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse. Lorsque la personne expropriée ou venderesse refuse ou n'est pas en mesure de choisir un notaire, le choix du notaire est autorisé par le ministère de la Justice.
- Note 3 : Honoraires : Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

### Directions territoriales

- Direction de l'Abitibi-Témiscamingue–Nord-du-Québec
- Direction du Bas-Saint-Laurent
- Direction de la Capitale-Nationale
- Direction de la Chaudière-Appalaches
- Direction de la Côte-Nord
- Direction de l'Est-de-la-Montérégie
- Direction de l'Estrie
- Direction Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- Direction de l'Île-de-Montréal
- Direction des Laurentides-Lanaudière
- Direction de Laval–Mille-Îles
- Direction Métropolitaine de Montréal
- Direction de la Montérégie
- Direction de l'Ouest-de-la-Montérégie
- Direction de l'Outaouais
- Direction du Saguenay–Lac-Saint-Jean Est
- Région de la Mauricie
- Région du Centre du Québec

### Service de l'expertise immobilière

Unité administrative responsable	Numéro dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201664025	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2022-04-21	2022-03-22	140,00 \$	1 405,00 \$	1 755,40 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764008	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2022-10-17	2022-06-03	144,00 \$	700,00 \$	948,83 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764008	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2022-10-17	2021-10-12	130,00 \$	1 585,00 \$	1 952,35 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201764009	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2022-05-02	2022-04-12	271,00 \$	1 702,50 \$	2 228,45 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201864016	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2022-10-19	2022-10-19	279,00 \$	2 470,00 \$	3 118,88 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964010	952195	Mayer Orr, notaires inc.	18, rue des Oblats Nord J9V 1J3 QC	2022-10-14	2022-10-04	529,00 \$	1 000,00 \$	1 678,75 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964011	620119	Bourque, Mireille (notaire)	2 rue Goulet E J9V 1R6 QC	2023-01-13	2023-01-13	369,00 \$		369,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964011	1182493	Mireille Bourque notaire inc.	2, rue Goulet Est J9V1R6 QC	2023-01-13	2023-01-13	132,00 \$	390,00 \$	580,40 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964014	620119	Bourque, Mireille (notaire)	2 rue Goulet E J9V 1R6 QC	2022-10-07	2022-09-22	405,00 \$		405,00 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964014	1182493	Mireille Bourque notaire inc.	2, rue Goulet Est J9V1R6 QC	2022-12-06	2022-09-22	132,00 \$	430,00 \$	626,39 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964014	1182493	Mireille Bourque notaire inc.	2, rue Goulet Est J9V1R6 QC	2022-12-05	2022-11-17	152,60 \$	174,00 \$	352,66 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6201964019	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2022-09-29	2022-09-20	0,00 \$	525,00 \$	603,62 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064008	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2022-11-04	2022-09-27	131,00 \$	1 650,00 \$	2 028,09 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064011	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2023-01-12	2022-12-29	131,00 \$	533,33 \$	744,20 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064012	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2022-05-25	2022-05-17	25,00 \$	573,75 \$	684,67 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064015	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2022-12-08	2022-11-22	131,00 \$	1 950,00 \$	2 373,01 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064017	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2022-12-13	2022-11-22	131,00 \$	1 310,00 \$	1 637,17 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064041	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2022-12-05	2022-11-09	0,00 \$	450,00 \$	517,39 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064044	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2022-05-25	2022-05-17	8,00 \$	300,00 \$	352,93 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064045	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2022-05-25	2022-05-17	8,00 \$	300,00 \$	352,93 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064048	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2022-09-29	2022-09-15		925,00 \$	1 063,52 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202064049	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2022-06-03	2022-05-31	0,00 \$	150,00 \$	172,46 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164000	1045503	Marie-Eve Poirier notaire inc.	38, rue Perreault Est J9X 3C 2 QC	2022-12-09	2022-11-22	140,00 \$	2 097,50 \$	2 551,61 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164001	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2022-12-20	2022-12-12	131,00 \$	2 175,00 \$	2 631,71 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164003	1182493	Mireille Bourque notaire inc.	2, rue Goulet Est J9V1R6 QC	2022-09-14	2022-08-04	131,00 \$	434,00 \$	629,99 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164003	1182493	Mireille Bourque notaire inc.	2, rue Goulet Est J9V1R6 QC	2022-08-12	2022-08-04	12,00 \$	329,50 \$	390,85 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164008	75261	Lavigne, Michelle (Lavigne notaire)	257A, rue Principale J9Z1Y7 QC	2021-10-15	2021-09-29	5,00 \$	460,00 \$	533,89 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164010	75261	Lavigne, Michelle (Lavigne notaire)	257A, rue Principale J9Z1Y7 QC	2021-10-15	2021-09-29	8,00 \$	470,00 \$	548,38 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164021	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2022-04-11	2022-03-22	0,00 \$	750,00 \$	862,31 \$
DT Abitibi-Témis.- N. Québec	6202164021	1252828	Langlois Séguin notaires inc.	101-80, rue Monseigneur-Tessie Est J9X 3B9 QC	2023-01-27	2023-01-18	131,00 \$	1 350,00 \$	1 683,16 \$
<b>Total DT Abitibi-Témis.- N. Québec</b>							<b>3 806,60 \$</b>	<b>26 589,58 \$</b>	<b>34 378,00 \$</b>

DT Bas-St-Laurent	6200504123	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-06-20	2022-05-11	167,00 \$	2 507,20 \$	3 049,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6200804145	1109406	Trivium avocats notaires conseils	54, rue Racine Est G7H 1P7 QC		2022-07-29	78,58 \$	1 420,00 \$	1 711,23 \$
DT Bas-St-Laurent	6201104021	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1 N6 QC		2022-12-08	131,00 \$	600,00 \$	820,85 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204022	649409	Notaires Maltais, s.e.n.c., Les	708, 4e Avenue Bureau 200 G0R 1Z0QC	2022-03-25	2021-12-08	151,00 \$	840,00 \$	1 116,79 \$
DT Bas-St-Laurent	6201204048	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2022-08-05	166,00 \$	2 102,25 \$	2 583,06 \$
DT Bas-St-Laurent	6201404010	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W 1 QC		2022-07-21	143,00 \$	651,94 \$	892,57 \$
DT Bas-St-Laurent	6201504000	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2023-01-24	17,00 \$	375,00 \$	448,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604059	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-07-22	2022-06-21	151,00 \$	2 834,00 \$	3 409,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604060	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-10-04	2022-10-03	153,00 \$	882,25 \$	1 167,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604079	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W 1 QC		2022-10-28	12,00 \$	1 568,50 \$	1 815,39 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604102	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-10-04	2022-08-10	46,00 \$	1 980,00 \$	2 322,51 \$
DT Bas-St-Laurent	6201604103	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2022-08-05	443,00 \$	3 157,25 \$	4 073,05 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704000	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1 N6 QC	2022-01-18	2019-05-07	149,00 \$	730,00 \$	988,32 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704001	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1 N6 QC	2023-02-13	2023-02-07	124,00 \$	680,00 \$	905,83 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704007	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC		2022-12-22		270,00 \$	310,43 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704008	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC		2022-11-07	138,00 \$	907,20 \$	1 181,05 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704012	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2022-09-13	2022-09-06	141,00 \$	902,25 \$	1 178,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704014	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2022-09-14	2022-09-06	142,00 \$	902,25 \$	1 179,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704015	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC		2022-12-22		270,00 \$	310,43 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704020	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC		2023-01-12	303,00 \$	1 207,20 \$	1 690,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704021	1245647	Horizon notarial inc.	64, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E3 QC		2022-07-21	7,00 \$	100,00 \$	121,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704074	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-05-10	2022-03-30	136,00 \$	682,20 \$	920,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704121	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2022-12-22	2022-10-25	143,00 \$	1 707,25 \$	2 105,91 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704125	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine QC	2022-10-18	2022-09-20		1 650,00 \$	1 897,09 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704127	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine QC	2022-10-13	2022-09-16	148,00 \$	2 175,00 \$	2 648,71 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704136	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1 N6 QC	2023-02-10	2023-02-07	124,00 \$	650,00 \$	871,34 \$

DT Bas-St-Laurent	6201704145	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	186, boul. de l'Hôtel-de-Ville, suite 1 G5R 4S2 QC	2023-02-21		126,00 \$	4 200,00 \$	4 954,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704155	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-05-16		330,00 \$	6 386,25 \$	7 672,59 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704161	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2022-09-07	2022-08-16	289,00 \$	1 204,50 \$	1 673,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704182	1245647	Horizon notarial inc.	64, boulevard Saint-Benoît Ouest G5J 2E3 QC	2022-09-21	2022-09-06	142,00 \$	560,20 \$	786,09 \$
DT Bas-St-Laurent	6201704184	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2022-10-03	2022-09-27	293,00 \$	1 207,20 \$	1 680,98 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804000	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-01-30	2023-01-27	143,00 \$	1 507,25 \$	1 875,96 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804012	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques-Cartier, bureau 302 G5H 2W 1 QC	2023-01-25	2022-12-21	285,00 \$	1 157,90 \$	1 616,30 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804019	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	287, rue du Bon-Pasteur G4W 3C8 QC		2022-06-10	517,00 \$	1 446,00 \$	2 179,54 \$
DT Bas-St-Laurent	6201804042	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	186, boul. de l'Hôtel-de-Ville, suite 1 G5R 4S2 QC	2022-11-07	2022-10-26	405,00 \$	2 250,00 \$	2 991,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904001	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 Q C		2023-02-09	147,00 \$	1 332,20 \$	1 678,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904002	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 Q C		2022-08-17	278,00 \$	1 150,00 \$	1 600,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904003	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 Q C		2022-04-04	282,00 \$	1 150,00 \$	1 604,21 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904004	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1 N6 QC		2023-02-08	432,00 \$	1 725,00 \$	2 415,32 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904005	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1 N6 QC	2023-02-17	2023-02-06	126,00 \$	675,00 \$	902,08 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904006	598473	Nadine Rioux, notaire inc.	434, boulevard Jessop G5L 1 N6 QC		2022-12-19	279,00 \$	1 200,00 \$	1 658,70 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904007	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 G5L 7C3 QC		2023-02-03	279,00 \$	1 405,00 \$	1 894,40 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904011	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-05-27	2022-02-07	154,00 \$	2 267,25 \$	2 760,77 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904014	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC		2022-12-15	10,00 \$	1 550,00 \$	1 792,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904017	480082	Fleury & associés notaires inc.	3333, rue du Carrefour, bureau 282 G1C 5R9 QC		2022-12-21		1 035,00 \$	1 189,99 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904019	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-01-30	2023-01-12	147,00 \$	3 007,25 \$	3 604,58 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904020	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	186, boul. de l'Hôtel-de-Ville, suite 1 G5R 4S2 QC		2022-10-25	5,00 \$	750,00 \$	867,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904027	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-06-06	2022-02-07	187,00 \$	3 907,25 \$	4 679,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904030	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2022-04-05	2022-01-26	145,00 \$	3 325,00 \$	3 967,92 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904033	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2022-04-04	2021-12-22	2,00 \$	1 050,00 \$	1 209,24 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904035	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-05-31	2022-02-14	139,00 \$	3 907,25 \$	4 631,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904036	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2022-08-16	2022-07-25	151,00 \$	3 300,00 \$	3 945,18 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904055	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-04-11	2022-01-19	308,00 \$	1 718,00 \$	2 283,27 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904062	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-07-12	2022-02-02	148,00 \$	3 232,25 \$	3 864,28 \$

DT Bas-St-Laurent	6201904064	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-01-27		139,00 \$	7 352,25 \$	8 592,25 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904065	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-01-23		187,00 \$	2 607,25 \$	3 184,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904068	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-07-19	2022-07-18	152,00 \$	580,95 \$	819,95 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904073	1288628	BMB Notaires	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC		2022-11-15	151,00 \$	1 035,58 \$	1 341,66 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904074	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-12-09	2022-10-25	321,00 \$	4 361,25 \$	5 335,34 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904076	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-01-30	2023-01-11	319,00 \$	3 236,25 \$	4 039,88 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904080	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-02-01	2023-01-13	333,00 \$	2 761,25 \$	3 507,74 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904081	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-02-01	2023-01-11	321,00 \$	3 836,25 \$	4 731,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904084	1288628	BMB Notaires	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-09-28	2022-09-12	172,00 \$	724,00 \$	1 004,42 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904085	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2023-02-13	42,00 \$	2 475,00 \$	2 887,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904089	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2022-07-08	2022-04-08	153,00 \$	3 725,00 \$	4 435,82 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904091	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-01-30	2023-01-12	150,00 \$	2 927,25 \$	3 515,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904092	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-06-06	2022-02-01	173,00 \$	3 607,25 \$	4 320,43 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904098	1288628	BMB Notaires	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC		2022-05-25	277,00 \$	682,20 \$	1 061,36 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904099	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-05-19	2022-02-08	495,00 \$	9 309,50 \$	11 198,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904100	1288628	BMB Notaires	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-09-26	2022-06-06	136,00 \$	1 019,70 \$	1 308,41 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904100	1288628	BMB Notaires	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-09-26	2022-09-13	150,00 \$	135,00 \$	305,22 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904101	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 QC	2022-10-25	2022-10-17	152,00 \$	1 082,20 \$	1 396,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904102	1245647	Horizon notarial inc.	64, boulevard Saint- Benoît Ouest G5J 2E3 QC	2022-09-28	2022-09-01	152,00 \$	507,20 \$	735,15 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904107	487981	Ross Boudreault notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étag e G5L 1M9 QC	2022-12-12	2022-10-19	165,00 \$	1 550,00 \$	1 947,11 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904114	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 QC	2023-01-17	2023-01-12	140,00 \$	907,20 \$	1 183,05 \$
DT Bas-St-Laurent	6201904116	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC		2022-10-31	295,00 \$	3 310,00 \$	4 100,67 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004000	1288628	BMB Notaires	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-12-14	2022-12-07	139,00 \$	572,25 \$	796,94 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004001	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2022-10-26	2022-05-06	132,00 \$	1 400,00 \$	1 741,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004003	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-11-24	2022-10-25	148,00 \$	2 300,00 \$	2 792,43 \$

DT Bas-St-Laurent	6202004004	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2023-01-19	299,00 \$	2 346,25 \$	2 996,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004005	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2023-01-26	152,00 \$	1 832,25 \$	2 258,63 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004006	1276855	Équipe Nova Notaires inc.	1555, boulevard Jacques- Cartier, bureau 302 G5H 2W 1 QC	2022-09-26	2022-05-04	11,00 \$	1 011,67 \$	1 174,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004007	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC		2023-01-17	131,00 \$	1 350,00 \$	1 683,16 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004009	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC		2022-10-26	132,00 \$	1 650,00 \$	2 029,09 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004012	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2023-01-19	154,00 \$	1 732,25 \$	2 145,65 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004013	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile, Les	120, boulevard de l'Hôtel-de- Ville Bureau 201, C.P. 458 G5 R 3Z1 QC	2022-06-15	2022-06-08	136,00 \$	857,20 \$	1 121,57 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004016	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du- Bic Bureau 101 G0L 1B0 QC	2023-01-24	2022-12-23	131,00 \$	750,00 \$	993,31 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004018	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-11-15	2022-11-01	154,00 \$	1 757,25 \$	2 174,40 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004020	1245647	Horizon notarial inc.	64, boulevard Saint- Benoît Ouest G5J 2E3 QC	2022-08-16	2022-07-07	140,00 \$	430,25 \$	634,68 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004031	332962	Laferrière et Gravel notaires inc.	4111, boul. Le Corbusier H7L 5E2 QC	2022-12-08	2022-11-09	168,00 \$	950,00 \$	1 260,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004032	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case p ostale 430 G5L 7C3 QC		2022-10-28	131,00 \$	950,00 \$	1 223,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004033	487981	Ross Boudreault notaires [2022] inc.	395, boulevard Jessop, 3e étag e G5L 1M9 QC	2023-02-02	2022-12-30	143,00 \$	1 600,00 \$	1 982,60 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004041	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC		2022-11-14	141,00 \$	2 375,00 \$	2 871,66 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004044	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2022-07-11	2022-06-30	152,00 \$	1 182,25 \$	1 511,29 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004045	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	389, avenue Principale G5T 1L3 QC	2022-11-14	2022-10-25	135,00 \$	1 080,00 \$	1 376,73 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004047	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC		2023-01-12	148,00 \$	1 377,25 \$	1 731,49 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004052	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 10 0 G5R 3C8 QC	2023-01-24	2023-01-20	142,00 \$	1 502,25 \$	1 869,20 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004053	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 QC		2023-01-12	138,00 \$	1 082,20 \$	1 382,26 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004055	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan- Archambault G5J 2J1 QC		2023-01-12	140,00 \$	1 007,20 \$	1 298,03 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004059	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC		2022-08-30	133,00 \$	1 250,00 \$	1 570,19 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004065	1237223	Masse, Étude Notariale s.a.	206-435, boulevard Sainte- Anne J6E5A1 QC	2022-12-19	2022-11-07	149,00 \$	400,00 \$	608,90 \$
DT Bas-St-Laurent	6202004065	1237223	Masse, Étude Notariale s.a.	206-435, boulevard Sainte- Anne J6E5A1 QC	2022-12-19	2022-11-07	138,25 \$	795,00 \$	1 052,30 \$
<b>Total DT Bas-St-Laurent</b>							<b>17 254,83 \$</b>	<b>180 630,54 \$</b>	<b>224 934,78 \$</b>
DT Capitale-Nationale	6201632009	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel G3L 3W6 QC	2022-05-13	2022-03-03	503,00 \$	1 548,33 \$	2 283,20 \$
DT Capitale-Nationale	6201632019	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2022-09-28	2022-07-27	55,00 \$	793,75 \$	967,62 \$
DT Capitale-Nationale	6201632019	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques- Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2022-10-03	2022-09-27	14,00 \$	1 575,00 \$	1 824,86 \$

DT Capitale-Nationale	6201732003	969805	Étude Cloutier, Samson & Francoeur inc.	532 rue Notre-Dame G0X 3H0 QC	2022-05-04	2022-05-03	157,00 \$	1 198,33 \$	1 534,78 \$
DT Capitale-Nationale	6201832001	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monseigneur-de Laval G3Z 2W2 QC	2022-11-16	2022-10-13	153,00 \$	3 571,75 \$	4 259,62 \$
DT Capitale-Nationale	6201832006	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 QC	2022-03-30	2021-12-13	152,00 \$	1 344,50 \$	1 697,84 \$
DT Capitale-Nationale	6201832036	1267855	Ouellet, Sophie (notaire)	6544, rue du Soleil-Levant G3E 2C2 QC		2021-12-29	136,00 \$	2 772,73 \$	3 323,95 \$
DT Capitale-Nationale	6201832040	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 QC	2022-08-05	2022-07-21	131,00 \$	1 262,50 \$	1 582,56 \$
DT Capitale-Nationale	6201832058	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale G1E 1Y7 QC	2022-02-14	2021-12-03	126,00 \$	642,50 \$	864,72 \$
DT Capitale-Nationale	6201832078	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs W 1V1 QC	2023-02-14	2023-02-12	127,00 \$	1 195,00 \$	1 500,95 \$
DT Capitale-Nationale	6201832095	197726	Boillard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2022-09-23	2021-11-27	286,00 \$	1 148,75 \$	1 606,78 \$
DT Capitale-Nationale	6201832120	766679	Audrey Alain-Rochette, notaire inc.	225-2500, rue Beaurevoir G2C 0 M4 QC	2023-02-13	2022-10-31	131,00 \$	1 104,00 \$	1 400,32 \$
DT Capitale-Nationale	6201832122	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2022-03-25	2021-11-30	230,24 \$	595,00 \$	914,34 \$
DT Capitale-Nationale	6201832123	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona-Dussault G0A4B0 QC	2022-05-11	2022-02-18	130,00 \$	475,00 \$	676,13 \$
DT Capitale-Nationale	6201832132	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC		2022-02-01	147,00 \$	3 720,00 \$	4 424,07 \$
DT Capitale-Nationale	6201932005	419538	Durocher, Simon (notaire)	9305, rue de Morelia G2B 0G 9 QC	2022-07-18	2022-05-30	155,00 \$	2 571,98 \$	3 112,14 \$
DT Capitale-Nationale	6201932025	809621	Lachance, Audrey (notaire)	850-2600, boulevard Laurier G1V 4W2 QC	2022-03-23	2021-07-21	142,00 \$	580,00 \$	808,86 \$
DT Capitale-Nationale	6201932026	1252586	Lachance, Notaires inc.	2600, boulevard Laurier, bureau 850 G1V 4W2 QC	2022-11-04	2021-07-14	162,00 \$	505,00 \$	746,37 \$
DT Capitale-Nationale	6201932026	1252586	Lachance, Notaires inc.	2600, boulevard Laurier, bureau 850 G1V 4W2 QC	2022-11-04	2021-07-14	137,00 \$	530,00 \$	746,37 \$
DT Capitale-Nationale	6201932027	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENC RL	371, rue Seigneuriale G1C 3 P7 QC		2022-01-17	137,00 \$	508,00 \$	721,07 \$
DT Capitale-Nationale	6201932030	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202 G1E 7C8 QC	2022-04-12	2022-01-20	127,00 \$	1 687,65 \$	2 067,37 \$
DT Capitale-Nationale	6201932037	1233683	Dion Conseils, notaires	12-325, rue de l'Église G3M2A2 QC	2022-11-10	2022-11-01	137,00 \$	3 787,50 \$	4 491,68 \$
DT Capitale-Nationale	6201932038	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100-883, boul. Des Forges G8Z 1 T7 QC	2023-01-23	2022-12-20	410,00 \$	2 240,00 \$	2 985,44 \$
DT Capitale-Nationale	6201932044	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1 E5 QC	2022-09-06	2022-08-15	137,00 \$	1 010,00 \$	1 298,25 \$
DT Capitale-Nationale	6201932046	406404	Me Jean-François Bousquet, notaire	755, boulevard Sainte-Foy J4J 1Z4 QC		2022-04-11	137,00 \$	921,25 \$	1 196,20 \$
DT Capitale-Nationale	6201932053	87158	Russenberger, Jean (notaire)	869 3ième Avenue G1L 2W8 QC	2022-03-23	2022-01-11	127,00 \$	1 350,00 \$	1 679,16 \$
DT Capitale-Nationale	6201932059	1072989	Julie St-Laurent, notaire	709, avenue Châteauneuf G6 E 3R3 QC	2022-05-30	2022-03-21	14,00 \$	1 950,00 \$	2 258,11 \$
DT Capitale-Nationale	6201932060	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N 3 QC	2022-10-20	2022-09-22	140,00 \$	1 047,50 \$	1 344,37 \$

DT Capitale-Nationale	6201932060	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue 3 QC	G1J 3N	2022-10-18	2021-05-18	145,00 \$	285,25 \$	472,96 \$
DT Capitale-Nationale	6201932061	431810	Marcoux, Gariépy & associés, Notaires SENC RL	371, rue Seigneuriale P7 QC	G1C 3	2022-05-04	2022-05-04	20,00 \$	1 694,25 \$	1 967,96 \$
DT Capitale-Nationale	6201932064	347328	Côté Taschereau Samson Demers	801, Grande- Allée Ouest, bureau 110 2L1 QC	G1S		2022-07-18	364,00 \$	1 768,75 \$	2 397,62 \$
DT Capitale-Nationale	6201932068	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 20 0, C.P. 1356	G9A 6A7 QC	2022-09-20	2022-03-29	282,00 \$	935,00 \$	1 357,02 \$
DT Capitale-Nationale	6201932078	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	3075, chemin des Quatre- Bourgeois, bureau 200 5C4 QC	G1W	2022-04-27	2022-02-02	135,00 \$	878,00 \$	1 144,48 \$
DT Capitale-Nationale	6201932080	1097016	Benjamin et Mercier, notaires inc.	205- 145, rue Sherbrooke 7 QC	J2K 5E	2022-06-10	2022-03-21	307,00 \$	1 943,00 \$	2 540,96 \$
DT Capitale-Nationale	6201932082	59827	Robitaille, Lise	157, boulevard Notre- Dame G4A 1H3 QC		2022-10-25	2022-09-29	131,00 \$	812,50 \$	1 065,18 \$
DT Capitale-Nationale	6202032000	1166188	GLR notaires inc.	201- 383, boulevard du Séminaire N ord J3B 8C5 QC		2022-05-18	2022-03-17	127,00 \$	782,25 \$	1 026,39 \$
DT Capitale-Nationale	6202032010	59781	Delisle, Guy	2960, boulevard Laurier, burea u 101 G1V 4S1 QC		2022-04-27	2022-02-10	143,00 \$	1 350,00 \$	1 695,16 \$
DT Capitale-Nationale	6202032019	777698	Dion Rhéaume Avocats inc.	20-580, rue Grande- Allée Est G1R 2K2 QC		2022-09-26	2021-06-21	132,00 \$	1 000,00 \$	1 281,75 \$
DT Capitale-Nationale	6202032026	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières E5 QC	G7A 1	2022-05-05	2021-09-30	19,00 \$	2 185,00 \$	2 531,20 \$
DT Capitale-Nationale	6202032032	1242372	Audet-Lantin, notaire inc.	400- 1020, rue Bouvier C	G2K0K9 Q	2022-11-28	2022-10-04	279,00 \$	1 008,16 \$	1 438,13 \$
DT Capitale-Nationale	6202032044	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona- Dussault G0A4B0 QC		2022-03-24	2021-12-06	221,24 \$	698,74 \$	1 024,62 \$
DT Capitale-Nationale	6202032056	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridique s inc.	3000, rue Alexandra, bureau 2 02 G1E 7C8 QC		2022-07-05	2021-10-20	201,17 \$	2 037,50 \$	2 543,79 \$
DT Capitale-Nationale	6202032064	792636	Notarié inc.	1234, boulevard Bona- Dussault G0A4B0 QC		2022-08-01	2022-05-09	308,85 \$	595,00 \$	992,95 \$
DT Capitale-Nationale	6202032065	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	100- 883, boul. Des Forges T7 QC	G8Z 1		2022-11-30	279,00 \$	1 510,00 \$	2 015,12 \$
DT Capitale-Nationale	6202032066	1212472	Saint-Pierre Fluet & Belval Notaires s.e.n.c.r.l.	750, avenue de l'Hôtel- Dieu J2S 5J9 QC		2022-11-29	2022-10-17	378,00 \$	1 059,50 \$	1 596,17 \$
DT Capitale-Nationale	6202032074	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint- Michel G3L 3W6 QC		2022-03-29	2022-03-29	138,00 \$	1 177,50 \$	1 491,84 \$
DT Capitale-Nationale	6202032083	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale K0 QC	G0A 2		2022-05-09	138,00 \$	2 410,00 \$	2 908,90 \$
DT Capitale-Nationale	6202132001	793072	Douville Argouin Notaires s.a.	Tour de la Cité 2600, boulevard Laurier, bureau 850 W2 QC	G1V 4	2023-02-16	2022-12-15	150,00 \$	1 605,00 \$	1 995,35 \$
DT Capitale-Nationale	6202132007	352794	Gasse et Chevalier, notaires inc.	150, rue du Collège QC	G3H 3B4	2022-10-05	2022-07-07	168,20 \$	1 091,25 \$	1 422,86 \$
DT Capitale-Nationale	6202132012	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue 3 QC	G1J 3N	2023-02-07	2022-11-24	135,00 \$	1 005,00 \$	1 290,50 \$
DT Capitale-Nationale	6202132018	1233683	Dion Conseils, notaires	12- 325, rue de l'Église QC	G3M2A2		2022-05-04	134,00 \$	2 062,50 \$	2 505,36 \$
DT Capitale-Nationale	6202132022	1088351	Pascal Hachey, notaire	634, avenue Royale QC	G1E 1Y7	2022-07-07	2022-04-04		612,07 \$	703,72 \$

DT Capitale-Nationale	6202132023	347328	Côté Taschereau Samson Demers	801, Grande-Allée Ouest, bureau 110 G1S 2L1 QC	2023-02-03	2022-11-29	131,00 \$	2 493,75 \$	2 998,19 \$
DT Capitale-Nationale	6202132024	639935	Beaulieu, Claire (notaire)	655, boul. René-Lévesque Ouest G1S 1T1 Q C	2022-11-14	2022-09-12	141,00 \$	900,00 \$	1 175,78 \$
DT Capitale-Nationale	6202132028	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue 3 QC	2022-09-19	2022-08-26	138,00 \$	972,50 \$	1 256,14 \$
DT Capitale-Nationale	6202132036	1233683	Dion Conseils, notaires	12-325, rue de l'Église QC		2022-10-07	140,00 \$	2 631,25 \$	3 165,28 \$
DT Capitale-Nationale	6202132037	1233683	Dion Conseils, notaires	12-325, rue de l'Église QC		2023-01-18	150,00 \$	646,25 \$	893,02 \$
DT Capitale-Nationale	6202132037	1233683	Dion Conseils, notaires	12-325, rue de l'Église QC		2022-10-04	135,00 \$	2 071,25 \$	2 516,42 \$
DT Capitale-Nationale	6202132037	1233683	Dion Conseils, notaires	12-325, rue de l'Église QC		2022-04-25	141,00 \$	2 614,75 \$	3 147,31 \$
DT Capitale-Nationale	6202132038	1233683	Dion Conseils, notaires	12-325, rue de l'Église QC		2023-01-31	285,00 \$	3 027,91 \$	3 766,34 \$
DT Capitale-Nationale	6202132046	1319932	Tassé Bertrand Barabé avocats inc.	440-2954, boulevard Laurier 4T2 QC		2022-09-29	141,00 \$	1 381,13 \$	1 728,96 \$
DT Capitale-Nationale	6202132048	1222397	Stéphanie Langlois, notaire inc.	2595, rue Principale 0 QC		2022-11-14	133,00 \$	675,00 \$	909,08 \$
DT Capitale-Nationale	6202132049	873635	Louis-Jacques Bousquet notaire inc.	630, chemin de Chambly 3L8 QC		2022-12-13	279,00 \$	2 112,50 \$	2 707,85 \$
DT Capitale-Nationale	6202232006	312890	Bouchard et Gagnon, S.E.N.C.	944, boulevard Monseigneur-de-Laval G3Z 2W2 QC		2023-01-23	131,00 \$	1 916,00 \$	2 333,92 \$
DT Capitale-Nationale	6202232021	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC		2023-02-09		150,00 \$	172,46 \$
DT Capitale-Nationale	6202232034	913262	Gervais Bélanger Marchildon, notaires s.e.n.c.	2460, avenue Saint-Marc G9N 2J7 QC		2022-11-14	143,00 \$	347,33 \$	542,35 \$
<b>Total DT Capitale-Nationale</b>							<b>10 863,70 \$</b>	<b>94 081,86 \$</b>	<b>119 040,22 \$</b>
DT Chaudière-Appalaches	6201112095	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale 0 QC		2022-09-14		1 200,00 \$	1 379,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312037	1227758	Poirier & associés, conseillers juridiques inc.	202-305, 107e Rue G5Y 3J8 QC		2023-02-28	192,00 \$	1 495,00 \$	1 910,88 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201312038	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue QC		2023-01-11	150,00 \$	1 131,25 \$	1 450,65 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201612029	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC		2022-09-22	29,00 \$	1 696,66 \$	1 979,73 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912041	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale QC		2022-10-20	238,00 \$	1 854,60 \$	2 370,33 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912047	1022892	Paquet & Blais notaires inc.	75, rue Notre-Dame O G6G 1J4 QC		2022-04-12	309,97 \$	1 566,25 \$	2 110,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6201912047	1022892	Paquet & Blais notaires inc.	75, rue Notre-Dame O G6G 1J4 QC		2022-04-12	145,00 \$	335,00 \$	530,17 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012000	966372	Marie-Eve Poulin, notaire	1525, 8e Rue G0M 1J0 QC		2023-01-12	293,00 \$	1 563,45 \$	2 090,57 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012001	966372	Marie-Eve Poulin, notaire	1525, 8e Rue G0M 1J0 QC		2023-01-12	133,00 \$	1 307,20 \$	1 635,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012019	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud QC		2022-07-20	286,00 \$	623,75 \$	1 003,16 \$

DT Chaudière-Appalaches	6202012020	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud QC	G5V 3N4	2022-04-28	2022-04-07	145,00 \$	915,25 \$	1 197,31 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012021	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud QC	G5V 3N4	2022-04-28	2022-04-07	291,00 \$	1 060,00 \$	1 509,74 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012025	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert 1S1 QC	G5X	2023-02-28	2023-02-16	131,00 \$	940,00 \$	1 211,77 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012027	581335	Notaires Harvey, Ouellet inc.	2797, rue de la Faune H1 QC	G3E 1	2022-05-10	2021-12-01	163,25 \$	760,00 \$	1 037,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012034	1022892	Paquet & Blais notaires inc.	75, rue Notre- Dame O G6G 1J4 QC		2022-11-07	2022-04-06	459,97 \$	2 151,25 \$	2 933,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012039	46310	Goulet & Godbout notaires s.e.n.c	145, rue Principale QC	G0R 3C0	2022-10-12	2022-02-14	142,00 \$	802,50 \$	1 064,68 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012042	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières E5 QC	G7A 1	2022-08-24	2021-12-31	144,00 \$	1 500,00 \$	1 868,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012046	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue QC	G0M 1Y0	2022-10-27	2022-09-26	134,00 \$	1 352,25 \$	1 688,75 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012047	704200	Samson Larivière Bolduc et associés notaires	2825, 20e Avenue QC	G0M 1Y0	2022-10-27	2022-09-16	133,00 \$	1 652,25 \$	2 032,67 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012072	853690	Gosselin, Lagueux, Roy, notaires inc.	67, côte du Passage 8 QC	G6V 5S	2022-11-22	2022-11-22	147,00 \$	1 512,00 \$	1 885,42 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012077	966372	Marie-Eve Poulin, notaire	1525, 8e Rue G0M 1J0 QC		2022-04-05	2022-03-18	134,00 \$	1 277,61 \$	1 602,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012080	1137802	Rancourt, Andrée (notaire)	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC		2022-05-04	2022-03-21	132,00 \$	1 350,00 \$	1 684,16 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012081	59444	Rancourt, Andrée	1156, boulevard de la Rive- Sud G6W 5M6 QC		2022-03-09	2022-03-09	135,00 \$	1 275,00 \$	1 600,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012082	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique R0 QC	G0M 1	2022-09-26	2022-09-26	279,00 \$	3 167,90 \$	3 921,30 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012092	1249447	Me Claudia Rancourt, notaire inc.	13545, boulevard Lacroix Y 1P1 QC	G5	2022-11-30	2022-10-17	148,00 \$	1 902,25 \$	2 335,11 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012093	1186950	Lacasse & Rancourt notaires	13545, boulevard Lacroix Y 1P1 QC	G5	2022-09-26	2022-08-30	146,00 \$	2 102,25 \$	2 563,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012096	966372	Marie-Eve Poulin, notaire	1525, 8e Rue G0M 1J0 QC		2023-01-12	2022-12-23	282,00 \$	1 561,20 \$	2 076,99 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012098	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique R0 QC	G0M 1	2022-11-22	2022-11-22	279,00 \$	2 792,90 \$	3 490,14 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012099	1137802	Rancourt, Andrée (notaire)	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC		2022-06-23	2022-06-10	136,00 \$	1 275,00 \$	1 601,93 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202012108	1137802	Rancourt, Andrée (notaire)	157, rue de l'Église, bureau 4 G0M 1T0 QC		2022-10-27	2022-10-17	136,00 \$	1 500,00 \$	1 860,63 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112000	1249447	Me Claudia Rancourt, notaire inc.	13545, boulevard Lacroix Y 1P1 QC	G5	2023-01-30	2022-10-17	150,00 \$	2 307,20 \$	2 802,70 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112002	1259139	Groupe RMB inc.	1186, rue Principale QC	G0S1Z0	2022-02-28	2022-02-03	19,00 \$	710,00 \$	835,32 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112011	953179	Simard notaires inc.	250D3- 2875, boulevard Laurier 2M2 QC	G1V	2022-05-25	2022-05-17	149,00 \$	1 516,50 \$	1 892,60 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112015	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique R0 QC	G0M 1	2022-12-14	2022-11-22	131,00 \$	2 408,95 \$	2 900,69 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112017	1220801	Brigitte Delisle, notaire	459, avenue du Collège 1G0 QC	G0N	2022-09-21	2022-09-20	147,00 \$	1 956,90 \$	2 396,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112018	1238510	Mario Mathieu notaire inc.	1B, rue de la Clinique R0 QC	G0M 1	2023-02-09	2023-02-08	279,00 \$	2 117,90 \$	2 714,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112020	747950	Samson Larivière Bolduc Notaires	2825, 20e Avenue QC	G0M 1Y0	2023-02-22	2023-12-01	545,00 \$	1 875,00 \$	2 700,78 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112023	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert 1S1 QC	G5X	2022-08-16	2022-07-26	131,00 \$	1 091,50 \$	1 385,95 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112031	270384	Me Gaétane Baril, notaire S.A.	1170, boulevard Lebourgneuf G2K 2E3 QC		2023-01-12	2022-11-29	279,00 \$	2 037,50 \$	2 621,62 \$

DT Chaudière-Appalaches	6202112031	270384	Me Gaétane Baril, notaire S.A.	1170, boulevard Lebourgneuf G2K 2E3 QC	2022-05-31	2022-05-26	13,00 \$	1 065,00 \$	1 237,48 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112033	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaire s S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2022-09-06	2022-08-24	307,00 \$	1 227,48 \$	1 718,29 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112048	846753	Jean-Marc Fortier, notaire	91, boulevard Bégin G0R 2V 0 QC	2023-02-28	2023-02-22	151,00 \$	1 228,80 \$	1 563,81 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112048	846753	Jean-Marc Fortier, notaire	91, boulevard Bégin G0R 2V 0 QC	2023-02-28	2023-02-22	161,75 \$	352,60 \$	567,15 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112064	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président- Kennedy G0R3E0 QC	2023-02-27	2023-02-22	325,00 \$	1 493,34 \$	2 041,97 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112068	196495	Côté Taschereau Samson Demers S.E.N.C.R. L. Soc. notaires et cons.juridiques	801, Grande Allée Ouest Burea u 110 G1S 1C1 QC	2022-10-19	2022-10-19	148,00 \$	1 272,50 \$	1 611,06 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112079	747950	Samson Larivière Bolduc Notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2023-02-22	2022-11-17	131,00 \$	1 354,95 \$	1 688,86 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112080	747950	Samson Larivière Bolduc Notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2023-02-22	2022-11-14	279,00 \$	1 879,95 \$	2 440,48 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112097	427887	Blouin, Pierre (notaire)	1017, boulevard Vachon Nord, bureau 214 G6E 1M3 QC	2022-05-25	2022-05-19	140,00 \$	825,00 \$	1 088,54 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112105	747950	Samson Larivière Bolduc Notaires	2825, 20e Avenue G0M 1Y0 QC	2023-02-22	2023-02-03	131,00 \$	1 525,00 \$	1 884,37 \$
DT Chaudière-Appalaches	6202112123	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et cons eillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W 0 QC	2023-02-14	2023-01-23	150,00 \$	667,00 \$	916,88 \$
<b>Total DT Chaudière-Appalaches</b>							<b>9 239,94 \$</b>	<b>72 535,84 \$</b>	<b>92 638,05 \$</b>
DT Côte-Nord	6201708022	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1 E5 QC	2022-12-01	2022-11-29	1,00 \$	50,00 \$	58,49 \$
DT Côte-Nord	6201708022	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1 E5 QC	2022-12-02	2022-11-29	136,00 \$	1 081,40 \$	1 379,34 \$
DT Côte-Nord	6202108022	581154	Ross, Nathalie (Étude Nathalie Ross, notaire)	50A, rue Principale G0T 1G0 QC	2022-12-20	2022-11-25		300,00 \$	344,93 \$
DT Côte-Nord	6202108023	581154	Ross, Nathalie (Étude Nathalie Ross, notaire)	50A, rue Principale G0T 1G0 QC	2022-12-20	2022-11-25		300,00 \$	344,93 \$
DT Côte-Nord	6202108024	581154	Ross, Nathalie (Étude Nathalie Ross, notaire)	50A, rue Principale G0T 1G0 QC	2022-12-20	2022-11-25		300,00 \$	344,93 \$
DT Côte-Nord	6202108025	581154	Ross, Nathalie (Étude Nathalie Ross, notaire)	50A, rue Principale G0T 1G0 QC	2022-12-20	2022-11-25		300,00 \$	344,93 \$
<b>Total DT Côte-Nord</b>							<b>137,00 \$</b>	<b>2 331,40 \$</b>	<b>2 817,55 \$</b>
DT Est-de-la-Montérégie	6199501504	1087867	Me Mélanie Lépine, notaire	40, rue Maurice J0L 2L0 QC	2022-06-27	2022-06-23		2 016,00 \$	2 317,90 \$
DT Est-de-la-Montérégie	6201544006	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation J0H 2E0 QC		2022-05-03	127,00 \$	1 833,75 \$	2 235,36 \$
<b>Total DT Est-de-la-Montérégie</b>							<b>127,00 \$</b>	<b>3 849,75 \$</b>	<b>4 553,26 \$</b>
DT Estrie	6200960072	470126	Charron, France	288, rue Marquette, bureau 10 0 J1H 1M3 QC	2022-11-23	2022-11-16	161,00 \$	600,00 \$	850,85 \$
DT Estrie	6201160033	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1 A 2B1 QC	2022-11-28	2022-11-18		308,00 \$	354,12 \$
DT Estrie	6201260044	1290549	Bellefeuille & Cyr, notaires inc.	288, rue Marquette, bureau 10 0 J1H 1M3 QC	2022-11-09	2022-10-26	131,00 \$	957,20 \$	1 231,54 \$
DT Estrie	6201560015	364432	Gérin Custeau Francoeur, notaires	38, rue Child, bureau 110 J1 A 2B1 QC	2022-10-03	2022-10-03		577,00 \$	663,41 \$
DT Estrie	6201560031	720118	Cain Lamarre, s.e.n.c.r.l.	4050, rue Laval G6B 1B1 QC	2022-05-16	2022-04-30	277,00 \$	677,25 \$	1 055,67 \$
DT Estrie	6201660024	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2022-10-31	2022-10-25	146,00 \$	627,25 \$	867,18 \$
DT Estrie	6201660024	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2022-10-31	2022-10-25	168,00 \$	1 050,00 \$	1 375,24 \$

DT Estrie	6201760018	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 20 0 J1H 6E9 QC	2022-04-01	2022-03-18		350,00 \$	402,41 \$
DT Estrie	6201760019	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2023-01-26	2023-01-19	15,00 \$	370,00 \$	440,41 \$
DT Estrie	6201760019	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2023-01-26	2023-01-19	15,00 \$	370,00 \$	440,41 \$
DT Estrie	6201760019	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2023-01-26	2023-01-19	15,00 \$	370,00 \$	440,41 \$
DT Estrie	6201760026	1277893	Grondin Guilbeault Roberge Notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M 0 QC	2023-01-13	2023-01-13	167,00 \$	697,81 \$	969,31 \$
DT Estrie	6201760036	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval G6B 1A4 QC	2022-12-21	2022-12-21	284,00 \$	1 050,00 \$	1 491,24 \$
DT Estrie	6201860004	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-08-10	2022-08-10	49,00 \$	1 383,75 \$	1 639,97 \$
DT Estrie	6201860023	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-04-07	2022-03-31	31,00 \$	810,00 \$	962,30 \$
DT Estrie	6201860024	670047	Dominique Sauvé, notaire	200, rue MacDonald, bureau 1 02 J3B 8J6 QC	2022-03-31	2022-03-30	18,00 \$	600,00 \$	707,85 \$
DT Estrie	6201860038	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2022-05-16	2022-05-16	29,00 \$	750,00 \$	891,31 \$
DT Estrie	6201860045	1166188	GLR notaires inc.	201- 383, boulevard du Séminaire N ord J3B 8C5 QC	2023-01-24	2023-01-19	454,00 \$	1 397,25 \$	2 060,49 \$
DT Estrie	6201860047	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-06-21	2022-06-13	158,00 \$	2 525,00 \$	3 061,12 \$
DT Estrie	6201860048	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-04-26	2022-04-21	158,00 \$	1 500,00 \$	1 882,63 \$
DT Estrie	6201860049	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-08-10	2022-08-10	139,00 \$	1 500,00 \$	1 863,63 \$
DT Estrie	6201960036	1332444	Oborne, Karen (notaire)	1- 567, rue Shefford J2L 1C2 Q C	2022-11-02	2022-10-27	157,00 \$	1 250,00 \$	1 594,19 \$
DT Estrie	6201960052	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2022-08-04	2022-08-03	457,00 \$	1 481,75 \$	2 160,64 \$
DT Estrie	6201960062	553239	Marier, Marie (notaire en fidéicommiss)	5, rue des Sources, bureau 20 1 J1S 2X3 QC	2022-10-23	2022-10-14	148,25 \$	725,00 \$	981,82 \$
DT Estrie	6202060005	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2022-09-09	2022-08-25	158,00 \$	1 875,00 \$	2 313,78 \$
DT Estrie	6202060009	139817	Barry, Line	9, rue du Pont J0J 1A0 QC	2022-09-20	2022-09-14	147,00 \$	1 200,00 \$	1 526,70 \$
DT Estrie	6202060024	847416	Lavallée, Lacasse & Poirier, Notaires (S.E.N.C. R.L.)	4547, rue Foster J0E 2N0 Q C	2022-09-27	2022-07-14	379,00 \$	1 183,50 \$	1 739,73 \$
DT Estrie	6202060027	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC	2022-10-31	2022-10-25	131,00 \$	600,00 \$	820,85 \$
DT Estrie	6202060030	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2022-06-06	2022-03-01	149,00 \$	290,00 \$	482,43 \$
DT Estrie	6202060031	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC	2022-11-21	2022-11-08	141,00 \$	427,25 \$	632,23 \$
DT Estrie	6202060031	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC	2022-09-20	2022-04-06	156,00 \$	402,25 \$	618,48 \$
DT Estrie	6202060032	948871	Notrenotaire.ca inc.	2- 991 rue Gilbratar J1N 4B2 Q C	2022-09-19	2022-09-18	131,00 \$	840,00 \$	1 096,79 \$
DT Estrie	6202060033	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2023-02-27	2023-02-21	161,00 \$	865,75 \$	1 156,40 \$

DT Estrie	6202160001	131103	Gendron, Sylvain	1987, rue Des Tulipes J3L 5 G1 QC	2022-04-25	2022-04-20	131,00 \$	690,85 \$	925,30 \$
DT Estrie	6202160024	561627	Veilleux & associés Notaires inc.	5204, rue Papineau G6B 0E6 QC	2023-02-22	2023-02-14	141,00 \$	800,00 \$	1 060,80 \$
DT Estrie	6202160029	1277893	Grondin Guilbeault Roberge Notaires, S.A.	80, rue Principale Est J0B 1M 0 QC	2022-10-20	2022-10-13	131,00 \$	687,81 \$	921,81 \$
DT Estrie	6202160036	1155802	Paré, Tanguay Notaires inc.	201- 2140, rue King Est J1G 5G6 QC	2022-06-23	2022-05-31	151,00 \$	722,25 \$	981,40 \$
<b>Total DT Estrie</b>							<b>5 284,25 \$</b>	<b>32 511,92 \$</b>	<b>42 664,85 \$</b>
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200017	947179	Étude Jean Couture notaire inc.	153, Grande Allée Est G0C 1 V0 QC	2022-06-20	2022-05-03		550,00 \$	632,36 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200067	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau202 G0C 1K0 Q C	2022-07-20	2022-06-13	8,00 \$	600,00 \$	697,85 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201200078	947179	Étude Jean Couture notaire inc.	153, Grande Allée Est G0C 1 V0 QC	2022-04-14	2022-01-21		900,00 \$	1 034,78 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201300103	59413	Caissy, Rachel (notaire en fidéicommiss)	610, boulevard Perron Case po stale 1248 G0C 1Y0 QC	2023-02-02	2023-01-26		500,00 \$	574,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700009	826122	Gestion Kevin Dufresne inc.	367A, montée de Rivière- Morris G4X5P7 QC	2022-06-02	2022-05-19	140,00 \$	1 500,00 \$	1 864,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700010	826122	Gestion Kevin Dufresne inc.	367A, montée de Rivière- Morris G4X5P7 QC	2022-05-20	2022-05-10	140,00 \$	1 500,00 \$	1 864,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700011	826122	Gestion Kevin Dufresne inc.	367A, montée de Rivière- Morris G4X5P7 QC	2022-09-29	2022-09-20	143,00 \$	2 750,00 \$	3 304,81 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700012	826122	Gestion Kevin Dufresne inc.	367A, montée de Rivière- Morris G4X5P7 QC	2022-05-20	2022-05-16	142,00 \$	1 500,00 \$	1 866,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700013	826122	Gestion Kevin Dufresne inc.	367A, montée de Rivière- Morris G4X5P7 QC	2022-05-20	2022-05-16	140,00 \$	1 500,00 \$	1 864,63 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700029	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T 4 QC	2022-12-19	2022-10-07	131,00 \$	1 275,00 \$	1 596,93 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201700032	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2022-12-01	2022-10-13	274,00 \$	875,00 \$	1 280,03 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800006	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2022-10-26	2022-06-08	794,00 \$	4 400,00 \$	5 852,90 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800009	332962	Laferrière et Gravel notaires inc.	4111, boul. Le Corbusier H7L 5E2 QC	2022-09-28	2022-09-27	148,00 \$	500,00 \$	722,88 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800010	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau202 G0C 1K0 Q C	2022-12-12	2022-11-29	149,00 \$	502,25 \$	726,46 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800010	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de- Ville, bureau202 G0C 1K0 Q C	2022-12-12	2022-09-07	140,00 \$	902,25 \$	1 177,36 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800014	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T 4 QC		2022-08-19	131,00 \$	1 211,00 \$	1 523,35 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800020	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte- Anne J6E 5A1QC	2022-04-05	2021-12-20	147,00 \$	1 000,00 \$	1 296,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800022	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte- Anne Ouest G4V 1R3 QC	2022-05-12	2022-03-23	271,00 \$	1 000,00 \$	1 420,75 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800029	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte- Anne Ouest G4V 1R3 QC	2022-12-05	2022-09-28	0,00 \$	450,00 \$	517,38 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800037	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T 4 QC		2022-09-22	363,00 \$	1 641,50 \$	2 250,32 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201800046	1342400	Frédéric Blain notaire inc.	404- 460, rue du Parc J7R 0C9 Q C	2022-12-07	2022-11-04	170,00 \$	2 430,00 \$	2 963,89 \$

DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900013	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 Q C	2022-12-09	2022-11-30	135,00 \$	950,00 \$	1 227,26 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6201900025	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2022-07-19	2022-06-14	312,98 \$	3 350,00 \$	4 164,64 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202000000	826122	Gestion Kevin Dufresne inc.	367A, montée de Rivière- Morris G4X5P7 QC	2022-06-01	2022-05-30	140,00 \$	2 500,00 \$	3 014,38 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202000001	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T 4 QC	2023-01-12	2023-01-11	131,00 \$	1 100,00 \$	1 395,73 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100013	826122	Gestion Kevin Dufresne inc.	367A, montée de Rivière- Morris G4X5P7 QC	2022-09-29	2022-09-21	138,00 \$	2 750,00 \$	3 299,81 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100019	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T 4 QC	2022-09-09	2022-07-21	131,00 \$	1 322,00 \$	1 650,97 \$
DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine	6202100020	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T 4 QC	2022-12-12	2022-12-05		800,00 \$	919,80 \$
<b>Total DT Gaspésie-Îles-de-Madeleine</b>							<b>4 418,98 \$</b>	<b>40 259,00 \$</b>	<b>50 706,79 \$</b>
DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René- Lévesque Ouest, 25e étage H3B 5C9 QC	2023-01-10	2022-12-31	119,00 \$	15 106,00 \$	17 487,12 \$
DT Ile-de-Montréal	6200740001	955608	BCF s.e.n.c.r.l.	1100, boul. René- Lévesque Ouest, 25e étage H3B 5C9 QC	2023-01-10	2022-12-31	6,00 \$	4 200,00 \$	4 834,95 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940006	458330	Lafond, notaires inc.	3030, boul. Le Carrefour Burea u 1101 H7T 2P5 QC	2022-09-20	2022-09-20		4 980,00 \$	5 725,76 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940024	1048892	Therrien Couture Joli-Coeur s.e.n.c.r.l.	7000- 1200, rue Daniel Johnson J2 S 7K7 QC	2022-09-21	2022-09-16	52,00 \$	2 520,00 \$	2 949,37 \$
DT Ile-de-Montréal	6200940035	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, b ureau 1600 H3A 3H3 QC	2022-11-09	2022-03-09	261,39 \$	9 083,33 \$	10 704,95 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040000	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 13 00 H2Y 2W8 QC	2023-03-13	2023-02-27	205,00 \$	23 792,50 \$	27 560,43 \$
DT Ile-de-Montréal	6201040000	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 13 00 H2Y 2W8 QC	2022-09-12	2022-03-09	438,00 \$	26 865,00 \$	31 326,03 \$
<b>Total DT Ile-de-Montréal</b>							<b>1 081,39 \$</b>	<b>86 546,83 \$</b>	<b>100 588,61 \$</b>
DT Laurentides-Lanaudière	6201752048	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint- Gabriel J0K 2N0 QC		2022-08-09	334,00 \$	162,00 \$	520,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752048	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint- Gabriel J0K 2N0 QC		2022-05-24	138,00 \$	950,00 \$	1 230,26 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752081	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint- Gabriel J0K 2N0 QC		2022-04-28		150,00 \$	172,46 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752102	890511	Études des Notaires Major & ass. inc.	56, avenue de l'Église J0R 1 R0 QC	2022-05-27	2022-05-27	522,00 \$	2 402,50 \$	3 284,28 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752116	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare J7Z 2C1 QC		2022-10-31	131,00 \$	1 655,25 \$	2 034,12 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201752130	362847	Lefebvre Lefebvre Théorêt Notaires S.A.	13 990, rue Saint- Simon J7N 1P4 QC		2021-12-02	359,00 \$	1 500,00 \$	2 083,63 \$
DT Laurentides-Lanaudière	6201852043	1186174	Foucault et associées notaires inc.	465, boulevard de la Gappe, b ureau 102 G8T 0A2 QC		2022-05-30	127,00 \$	1 096,88 \$	1 388,13 \$
<b>Total DT Laurentides-Lanaudière</b>							<b>1 611,00 \$</b>	<b>7 916,63 \$</b>	<b>10 713,14 \$</b>
DT Laval-Mille-Iles	6201436027	1037132	LCG notaires inc.	28, Côte St- Louis, bureau 103 J7C 1B8 Q C	2022-12-09	2022-10-26		2 217,75 \$	2 549,86 \$
DT Laval-Mille-Iles	6201436043	1124093	Catherine Pigeon notaire inc.	109- 3175, boulevard de la Pinière J6X 4P7 QC	2022-03-29	2021-08-16	33,00 \$	562,50 \$	679,74 \$
<b>Total DT Laval-Mille-Iles</b>							<b>33,00 \$</b>	<b>2 780,25 \$</b>	<b>3 229,60 \$</b>
DT Métropolitaine de Montréal	6201348044	313430	Leroux, Michel (notaire)	250, Route 338 J7X 1E4 QC		2022-07-14	121,00 \$	836,00 \$	1 082,20 \$

DT Métropolitaine de Montréal	6201444010	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation 2E0 QC	J0H	2022-07-04	2021-08-07	445,00 \$	1 479,16 \$	2 145,67 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201684022	1057961	Gravel, France (notaire)	145, rue St- André J6W 3C2 QC		2023-02-16	2023-02-16	1 077,50 \$		1 238,86 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201684055	1368395	Dufort, Raymond (notaire)	2050A, rue Lapierre QC	H8N 2L1	2023-02-21	2023-02-16	127,00 \$	1 275,00 \$	1 592,93 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201784079	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate QC	J7A 2E8	2022-01-31	2021-12-21	144,00 \$	480,00 \$	695,88 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201784080	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate QC	J7A 2E8	2022-01-31	2021-12-21	144,00 \$	480,00 \$	695,88 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201784081	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate QC	J7A 2E8	2022-01-31	2021-12-21	144,00 \$	480,00 \$	695,88 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201784087	1067636	Bellemare, Mélanie (notaire)	13665, boulevard du Curé- Labelle, bureau 205 QC	J7J 1L2	2022-03-29	2022-03-23	136,00 \$	371,25 \$	562,84 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201884006	841288	Dupuis, Laiberté, notaires Inc.	6024 rue de Bordeaux R7 QC	H2G 2	2022-05-10	2022-03-22	151,00 \$	1 946,00 \$	2 388,41 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201884010	1097016	Benjamin et Mercier, notaires inc.	205- 145, rue Sherbrooke 7 QC	J2K 5E	2022-04-07	2022-03-21	153,00 \$	2 250,00 \$	2 739,94 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201884021	1311270	MNotaire inc.	45, rue Messier QC	J3H 2W8	2022-12-14	2022-10-18	163,00 \$	1 000,00 \$	1 312,75 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984013	1195370	Chaumont notaire inc.	38, rue Champêtre QC	J5N 1A2	2022-10-31	2022-07-04	136,00 \$	2 252,50 \$	2 725,82 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984025	1195370	Chaumont notaire inc.	38, rue Champêtre QC	J5N 1A2	2022-10-21	2022-07-04	136,00 \$	2 760,00 \$	3 309,31 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984042	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	100, rue de la Gare QC	J7Z 2C1	2022-01-31	2022-01-26	127,00 \$	312,42 \$	486,20 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984044	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves H6 QC	J6W 3	2022-11-21	2022-11-14	279,00 \$	1 310,83 \$	1 786,13 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984045	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 QC	J6X 4P7	2023-01-18	2022-12-13	131,00 \$	3 617,01 \$	4 289,66 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984046	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves H6 QC	J6W 3	2022-11-07	2022-09-26	132,00 \$	1 680,00 \$	2 063,58 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984048	68768	Maurice, Lynda (notaire)	4793, boulevard Dagenais Oue st, bureau 203 QC	H7R 1L7	2022-04-04	2022-03-25	7,00 \$	330,00 \$	386,42 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984049	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves H6 QC	J6W 3		2022-11-21		410,00 \$	471,40 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984049	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves H6 QC	J6W 3	2022-11-25	2022-09-26	148,00 \$	105,00 \$	268,72 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984049	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves H6 QC	J6W 3	2022-11-08	2022-09-26	132,00 \$	1 380,00 \$	1 718,66 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984050	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 QC	J6X 4P7		2022-07-26		149,00 \$	0,00 \$	149,00 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984050	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 QC	J6X 4P7	2022-06-10	2022-05-12	131,00 \$	2 646,42 \$	3 173,72 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984052	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves H6 QC	J6W 3	2022-10-26	2022-09-07	131,00 \$	1 500,00 \$	1 855,63 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984055	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs W 1V1 QC	J6	2022-04-07	2022-03-22	127,00 \$	1 200,00 \$	1 506,70 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984056	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs W 1V1 QC	J6	2022-05-02	2022-04-08	127,00 \$	1 360,00 \$	1 690,66 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984058	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves H6 QC	J6W 3	2022-10-26	2022-09-07	131,00 \$	1 080,00 \$	1 372,73 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984059	298081	Isaacson, Levy & Steinberg s.e.n.c.(inactif)	1130, rue Sherbrooke Ouest B ureau 210 QC	H3A 2M8	2022-11-21	2022-10-31	131,00 \$	2 175,00 \$	2 631,71 \$	
DT Métropolitaine de Montréal	6201984063	76494	Beaudoin, Linda (notaire)	941, Montée Masson 1 QC	J6W 2E	2022-11-30	2022-11-28		1 500,00 \$	1 724,62 \$	

DT Métropolitaine de Montréal	6201984063	76494	Beaudoin, Linda (notaire)	941, Montée Masson J6W 2E 1 QC	2023-01-26	2023-01-24		1 275,00 \$	1 465,93 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984065	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 J6X 4P7 QC	2022-11-09	2022-10-24	131,00 \$	963,60 \$	1 238,90 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984065	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 J6X 4P7 QC	2022-06-27	2022-06-13	148,00 \$	1 451,58 \$	1 816,96 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984066	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 J6X 4P7 QC	2022-04-19	2022-03-31	127,00 \$	1 159,25 \$	1 459,85 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984066	665760	LRV notaires s.e.n.c.r.l.	3215, boulevard de la Pinière, bureau 101 J6X 4P7 QC	2022-07-27	2022-07-07	144,00 \$	301,00 \$	490,07 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984067	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs J6 W 1V1 QC	2022-07-11	2022-05-20		525,00 \$	603,62 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984068	601680	Dagenais et associés inc.	265, boul. des Braves J6W 3 H6 QC	2022-11-09	2022-11-07	131,00 \$	869,17 \$	1 130,33 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984069	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, b ureau 1600 H3A 3H3 QC	2023-02-22	2023-02-20	14,00 \$	1 864,90 \$	2 158,17 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984070	1202048	MPL Mes Papiers Légaux inc.	980, boul. des Seigneurs J6 W 1V1 QC	2022-03-23	2022-03-11	127,00 \$	1 068,00 \$	1 354,93 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984072	997262	Audrey Lachapelle notaire inc.	4105, chemin du Grand- Brûlé J7N 2N5 QC	2022-05-09	2022-04-11	132,00 \$	895,00 \$	1 161,03 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6201984073	777859	Dugas & Dugas, notaires	15981, boul. Gouin Ouest H9 H 1C7 QC	2022-07-11	2022-05-28		1 225,00 \$	1 408,44 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084006	1048892	Therrien Couture Joli-Coeur s.e.n.c.r.l.	320- 1910, rue King Ouest J1J2E2 QC	2023-01-05	2022-12-20	146,00 \$	2 586,75 \$	3 120,12 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202084012	670047	Dominique Sauvé, notaire	200, rue MacDonald, bureau 1 02 J3B 8J6 QC	2022-07-18	2022-06-03	162,00 \$	780,00 \$	1 058,81 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184024	639300	Bélisle Lafleur notaires	159, rue Saint- Eustache J7R 2L5 QC	2023-01-11	2022-12-12	139,00 \$	3 048,55 \$	3 644,07 \$
DT Métropolitaine de Montréal	6202184037	380485	Lavery, De Billy, s.e.n.c.r.l.	1, place Ville- Marie, bureau 4000 H3B 4M4 QC	2022-10-31	2022-10-24	95,48 \$	1 216,64 \$	1 494,31 \$
<b>Total DT Métropolitaine de Montréal</b>							<b>5 379,48 \$</b>	<b>56 523,53 \$</b>	<b>70 367,45 \$</b>
DT Monteregie	6200348083	836546	Rousseau Talbot notaires & associé S.A.	2010 av. Bourgogne J3L 1Z6 QC	2022-12-14	2022-04-28	131,00 \$	3 653,50 \$	4 331,62 \$
DT Monteregie	6200348083	836546	Rousseau Talbot notaires & associé S.A.	2010 av. Bourgogne J3L 1Z6 QC	2022-11-02	2022-10-26	148,00 \$	511,75 \$	736,39 \$
DT Monteregie	6200948001	1057184	Savard Sauvé, notaires inc.	230-17, boulevard de la Cité- des-Jeunes Est J7V 0N3 QC	2022-05-24	2022-03-03	54,00 \$	753,00 \$	919,76 \$
DT Monteregie	6200948002	1057184	Savard Sauvé, notaires inc.	230-17, boulevard de la Cité- des-Jeunes Est J7V 0N3 QC	2022-05-24	2022-03-03	11,00 \$	770,00 \$	896,31 \$
DT Monteregie	6201685027	1239653	ACP Notaires	5425, boul. Laurier Ouest, suite 100 J2S 3V6 QC	2022-01-11	2021-03-29	158,00 \$	1 164,00 \$	1 496,31 \$
DT Monteregie	6201685030	174815	Comeau, Jean-Pierre	614, route Marie- Victorin J3R 1K7 QC		2022-02-15	144,00 \$	1 725,00 \$	2 127,32 \$
DT Monteregie	6201685031	174815	Comeau, Jean-Pierre	614, route Marie- Victorin J3R 1K7 QC		2022-02-25	144,00 \$	1 800,00 \$	2 213,55 \$
DT Monteregie	6201785027	1323807	Me Nathalie Dagenais, notaire	100- 525, boulevard du Séminaire N ord J3B 5L8 QC	2022-10-19	2018-09-12	27,00 \$	600,00 \$	716,85 \$
DT Monteregie	6201785028	1283571	Desrochers Métail, notaires inc.	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2022-11-30	2022-09-08	275,00 \$	1 954,00 \$	2 521,61 \$
DT Monteregie	6201785028	59696	Desrochers, Sylvie (002)	5, rue Richelieu J0J 1J0 QC	2022-11-30	2022-09-08	136,00 \$	450,00 \$	653,39 \$
DT Monteregie	6201785029	1166188	GLR notaires inc.	201- 383, boulevard du Séminaire N ord J3B 8C5 QC	2022-10-14	2022-10-11	293,00 \$	1 355,25 \$	1 851,19 \$
DT Monteregie	6201785036	1360475	Duquette, Sylvie (notaire)	12, rue Bridge J0S 1K0 QC		2022-08-29	150,00 \$	1 624,75 \$	2 018,06 \$

DT Monteregie	6201785044	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation J0H 2E0 QC		2022-04-26	271,00 \$	742,08 \$	1 124,20 \$	
DT Monteregie	6201785045	1269629	Boucher, Julie (notaire)	1125, boulevard St- Joseph, bureau 226 J2C 2C8 QC		2022-04-11	217,00 \$	420,09 \$	699,99 \$	
DT Monteregie	6201785046	1047812	Daviau, Chicoine & Rochefort notaires inc.	315, rue de la Visitation J0H 2E0 QC		2022-04-26	271,00 \$	763,33 \$	1 148,64 \$	
DT Monteregie	6201785047	1062851	Novallier s.e.n.c.r.l.	201- 1060, rue Parent J3V 6L8 QC		2022-12-06	154,00 \$	1 952,25 \$	2 398,60 \$	
DT Monteregie	6201885005	958782	Bourassa Boyer Juri-Fisc inc.	3323, boulevard de la Gare J 7V 8W5QC		2022-05-03	141,50 \$	1 976,00 \$	2 414,08 \$	
DT Monteregie	6202085014	368671	Péladeau & Larivière, notaires (inactif)	35, rue Saint- Pierre, bureau 102 J5A2E4 Q C		2022-12-20		1 275,00 \$	1 465,93 \$	
DT Monteregie	6202085014	368671	Péladeau & Larivière, notaires (inactif)	35, rue Saint- Pierre, bureau 102 J5A2E4 Q C		2022-12-20	126,00 \$	5 486,25 \$	6 433,81 \$	
<b>Total DT Monteregie</b>								<b>2 851,50 \$</b>	<b>28 976,25 \$</b>	<b>36 167,61 \$</b>
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348170	78871	Léger, Nathalie (notaire) (002)	50, RUE JACQUES- CARTIER BUR 101 J6T 4R3 QC		2022-03-23		675,00 \$	776,08 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6200348181	78871	Léger, Nathalie (notaire) (002)	50, RUE JACQUES- CARTIER BUR 101 J6T 4R3 QC		2022-03-23		675,00 \$	776,08 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148011	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiqu es	184, St-Joseph J0S 1V0 QC		2023-02-02	220,00 \$	1 395,00 \$	1 823,90 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148011	76663	Côté & Brunet Notaires et Conseillers Juridiqu es	184, St-Joseph J0S 1V0 QC		2021-05-21	131,00 \$	985,00 \$	1 263,50 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148027	1279505	Étude de Me Hélène Lareau, notaires	364, rue Saint- Jacques J0J 1L0 QC		2022-04-05	145,00 \$	884,70 \$	1 162,19 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148078	846073	Duquette, Sylvie (003)	12, rue Bridge J0S 1K0 QC		2022-05-09	144,00 \$	85,00 \$	241,73 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201148113	59618	Duquette, Pierre (notaire)	15, Gale J0S 1K0 QC		2022-05-11	1 500,00 \$	0,00 \$	1 500,00 \$	
DT Ouest-de-la-Montérégie	6201348063	59854	Pépin, Annie	530, rue Ellice J6N 1X9 QC		2022-06-09	13,00 \$	799,99 \$	932,79 \$	
<b>Total DT Ouest-de-la-Montérégie</b>								<b>2 153,00 \$</b>	<b>5 499,69 \$</b>	<b>8 476,27 \$</b>
DT Outaouais	6201756007	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 QC		2023-01-11	131,00 \$	500,00 \$	705,88 \$	
DT Outaouais	6201856021	996456	Throop, Megan (notaire)	101- 177, Chemin d'Old Chelsea J 9B 1J3 QC		2022-04-28	11,00 \$	600,00 \$	700,85 \$	
DT Outaouais	6201856023	996456	Throop, Megan (notaire)	101- 177, Chemin d'Old Chelsea J 9B 1J3 QC		2022-04-28	11,00 \$	600,00 \$	700,85 \$	
DT Outaouais	6201956038	1088159	Lexium Notaires Conseil inc.	109-259, boulevard.Saint- Joseph J8Y 6T1 QC		2022-09-12	156,00 \$	980,00 \$	1 282,76 \$	
<b>Total DT Outaouais</b>								<b>309,00 \$</b>	<b>2 680,00 \$</b>	<b>3 390,34 \$</b>
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416011	666364	Mon Notaire et moi inc.	1222, rue Bagot G7B 2P4 Q C		2022-09-08	149,00 \$	1 577,50 \$	1 962,74 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201416078	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1 M8 QC		2022-06-02	136,00 \$	1 452,50 \$	1 806,02 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201516032	1173441	Mousseau Bergeron notaire inc.	210-8500, boulevard Henri- Bourassa G1G 5X1 QC		2022-10-27	170,00 \$	926,98 \$	1 235,80 \$	
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6201616032	666364	Mon Notaire et moi inc.	1222, rue Bagot G7B 2P4 Q C		2022-05-12	135,00 \$	1 439,75 \$	1 790,36 \$	

DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016007	170231	Linda Beaulac, Notaire inc.	2344, avenue du Pont Sud 8B 5V2 QC	G	2022-04-12	2022-04-13	136,00 \$	1 272,50 \$	1 599,06 \$
DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est	6202016011	762274	Christel Simard-Monast, notaire inc.	75, boul. Saint- Luc G8B 6W7 QC		2022-10-28	2022-10-17	181,00 \$	381,80 \$	619,97 \$
<b>Total DT Saguenay Lac-Saint-Jean Est</b>								<b>907,00 \$</b>	<b>7 051,03 \$</b>	<b>9 013,95 \$</b>
Région de la Mauricie	6200928064	913262	Gervais Bélanger Marchildon, notaires s.e.n.c.r	340, rue St- J. Jacques G0X 3G0 QC			2022-08-24	13,00 \$	531,00 \$	623,52 \$
Région de la Mauricie	6201228006	816229	GTM Notaires	580, rue Barkoff, bureau 402 G8T 9T7 QC		2021-03-05	2021-03-05	307,00 \$	490,00 \$	870,38 \$
Région de la Mauricie	6201628022	1259137	Côté Bécharde Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois- Francs Sud G6P5W3 QC		2022-05-10	2021-01-11	270,00 \$	1 191,66 \$	1 640,11 \$
Région de la Mauricie	6201628035	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, burea u 260 G8Y 1W5 QC		2022-09-06	2022-04-06	127,00 \$	4 513,75 \$	5 316,69 \$
Région de la Mauricie	6201628036	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, burea u 260 G8Y 1W5 QC		2022-05-16	2022-04-06	127,00 \$	2 025,83 \$	2 456,20 \$
Région de la Mauricie	6201628056	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires i nc.	202- 10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC		2022-05-31	2022-05-31	140,00 \$	1 062,20 \$	1 361,26 \$
Région de la Mauricie	6201628057	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Q C		2022-06-10	2022-05-19	7,00 \$	1 380,00 \$	1 593,66 \$
Région de la Mauricie	6201628057	369354	Baribeau, Martine (notaire)	4, rue du Bocage G0X 2R0 Q C			2022-05-19	368,28 \$	1 060,00 \$	1 587,02 \$
Région de la Mauricie	6201828008	1225214	Dumont, Dupuis, Germain, Pruneau, notaires i nc.	202- 10, rue Vaillancourt G8T 1Y5 QC			2022-12-16	378,75 \$	1 402,75 \$	1 991,56 \$
Région de la Mauricie	6201928000	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 20 0, C.P. 1356 G9A 6A7 QC		2023-01-10	2022-10-24	6,00 \$	202,50 \$	238,83 \$
Région de la Mauricie	6201928001	13577	Malette s.e.n.c.r.l.	25, rue des Forges, bureau 20 0, C.P. 1356 G9A 6A7 QC		2023-01-10	2022-10-24	6,00 \$	270,00 \$	316,43 \$
Région de la Mauricie	6201928014	1080178	Notaires Dgps inc.	1500, 105e Avenue G9P 1M5 QC		2022-06-08	2021-11-09	17,00 \$	1 770,00 \$	2 052,06 \$
Région de la Mauricie	6201928032	638176	Lesage, Caroline (notaire)	1686, 6e Rue G8Y 5B8 QC			2022-06-01	273,00 \$	2 004,50 \$	2 577,68 \$
Région de la Mauricie	6202028040	841288	Dupuis, Laliberté, notaires Inc.	6024 rue de Bordeaux H2G 2 R7 QC			2022-09-21	151,00 \$	1 442,25 \$	1 809,22 \$
Région de la Mauricie	6202028044	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 QC		2022-05-20	2022-03-31	10,00 \$	726,00 \$	844,72 \$
Région de la Mauricie	6202028044	352408	Parent, Lyne (notaire)	823, boulevard Thibeau G8T 7A7 QC			2022-12-05	133,00 \$	876,00 \$	1 140,18 \$
<b>Total Région de la Mauricie</b>								<b>2 334,03 \$</b>	<b>20 948,44 \$</b>	<b>26 419,52 \$</b>
Région du centre du Québec	6201524011	1077659	Jacques Lafond notaire	1841, boul. Lemire J2C 5A6 QC		2022-05-26	2021-06-02	1 039,37 \$	1 530,00 \$	2 798,49 \$
Région du centre du Québec	6201624035	792636	Notarié inc.	133, rue Principale G0S 2E0 QC		2021-12-06	2020-10-15	126,00 \$	524,00 \$	728,47 \$
Région du centre du Québec	6201724000	396769	Côté, Bécharde, Gagnon et associésnotaires S. E.N.C.R.L. (inactif)	783, boulevard de Bois-Francs- Sud G6P 5W3 QC			2022-05-16	128,00 \$	1 533,32 \$	1 890,94 \$
Région du centre du Québec	6201824003	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1 E5 QC		2022-11-04	2020-08-31	159,00 \$	2 308,00 \$	2 812,62 \$
Région du centre du Québec	6201824008	1259137	Côté Bécharde Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois- Francs Sud G6P5W3 QC			2022-05-16	135,00 \$	1 744,74 \$	2 141,02 \$
Région du centre du Québec	6201824011	1259137	Côté Bécharde Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois- Francs Sud G6P5W3 QC			2022-07-20	126,00 \$	1 546,50 \$	1 904,09 \$
Région du centre du Québec	6201824017	1302083	Kim Boucher, notaire inc.	56, rue Saint-Jean- Baptiste G6P 4E2QC			2022-12-31	495,00 \$	1 457,50 \$	2 170,77 \$
Région du centre du Québec	6201924007	1259137	Côté Bécharde Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois- Francs Sud G6P5W3 QC			2022-05-19	139,00 \$	2 599,74 \$	3 128,05 \$
Région du centre du Québec	6201924010	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie- Victorin G0X 2Z0 QC		2022-05-11	2022-02-22	129,00 \$	1 131,25 \$	1 429,65 \$

Région du centre du Québec	6201924011	715298	Provencher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 QC	2022-12-31	124,00 \$	1 512,50 \$	1 863,00 \$
Région du centre du Québec	6201924014	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2022-10-14	134,00 \$	1 100,00 \$	1 398,73 \$
Région du centre du Québec	6202124011	1259137	Côté Bécharde Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois-Francis Sud G6P5W3 QC	2022-12-05	159,00 \$	1 298,75 \$	1 652,24 \$
Région du centre du Québec	6202124025	1360981	Lafond Ouellet Privé Notaires inc.	1841, boulevard Lemire J2C 5A6 QC	2022-05-26	159,00 \$	1 535,00 \$	1 923,87 \$
Région du centre du Québec	6202124026	1259137	Côté Bécharde Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois-Francis Sud G6P5W3 QC	2022-06-16	151,00 \$	1 273,45 \$	1 615,15 \$
Région du centre du Québec	6202124032	744444	Comeau et Trépanier notaires	422, rue Germain J0C 1M0 Q C	2023-01-11	35,00 \$	389,50 \$	482,83 \$
Région du centre du Québec	6202124037	1259137	Côté Bécharde Gagnon notaire inc.	783, boulevard des Bois-Francis Sud G6P5W3 QC	2023-02-01	140,00 \$	1 372,50 \$	1 718,04 \$
<b>Total Région du centre du Québec</b>						<b>3 378,37 \$</b>	<b>22 856,75 \$</b>	<b>29 657,96 \$</b>
<b>Total général</b>						<b>71 170,07 \$</b>	<b>694 569,29 \$</b>	<b>869 757,95 \$</b>

Unité administrative responsable	Numéro dossier	Numéro fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6201268010	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2 R8 QC		2022-09-15	27,00 \$	1 500,00 \$	1 751,63 \$
Service expertise immobilière	6201368042	482433	Delorme, Julie (notaire)	4403, rue Beaubien Est, Bureau 001 H1T 1T2 QC	2022-11-25	2022-11-25	2,22 \$	900,00 \$	1 037,00 \$
Service expertise immobilière	6201968058	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T 4 QC	2022-09-02	2022-04-14	127,00 \$	1 017,25 \$	1 296,58 \$
<b>Total Service expertise immobilière</b>							<b>156,22 \$</b>	<b>3 417,25 \$</b>	<b>4 085,21 \$</b>
<b>Total général</b>							<b>156,22 \$</b>	<b>3 417,25 \$</b>	<b>4 085,21 \$</b>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2023-2024

Question **68**

Liste, détail et coûts des mandats donnés par le Ministère et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2022-2023.

Mandataire	Taux	Objet	Montant des honoraires versés
Roy, Alain	300 \$/h	Agir à titre d'expert-conseil en droit de la famille.	0 \$
<b>Total des honoraires</b>			<b>0 \$</b>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle Étude des crédits 2023-2024

Question **69**

Liste, coûts et détail des mandats donnés par le Ministère et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires ou juristes de la pratique privée ou à la retraite qui ont déjà été à l'emploi du Ministère. Préciser la date de la fin de leur emploi.

Aucun.

Question **76**

Pour chacun des centres de justice de proximité, identifier et ventiler (frais immobiliers, masse salariale, équipements, etc.) les sommes accordées par le Ministère et par d'autres organismes publics ou privés en 2022-2023; fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Fonds Accès Justice**

Centre de justice de proximité	Loyer	Masse salariale	Autres dépenses de fonctionnement
Bas-Saint-Laurent	64 490 \$	474 809 \$	132 871 \$
Côte-Nord	30 500 \$	473 199 \$	133 294 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28 000 \$	356 990 \$	0 \$
Grand Montréal	84 748 \$	1 099 124 \$	203 364 \$
Laval Laurentides Lanaudière	55 571 \$	411 027 \$	125 859 \$
Mauricie	36 721 \$	457 510 \$	67 999 \$
Montréal	91 500 \$	847 122 \$	135 478 \$
Nunavik	54 410 \$	295 512 \$	178 361 \$
Outaouais	66 800 \$	495 622 \$	76 427 \$
Québec	69 159 \$	745 921 \$	525 361 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	49 400 \$	379 426 \$	0 \$

Les montants accordés tiennent compte de la récupération des surplus cumulés prévus à la convention d'aide financière.

Question **77**

Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre d'employés (permanents et occasionnels) et le nombre de bénévoles en 2022-2023; fournir les prévisions pour 2023-2024.

**Fonds Accès Justice**

Centre de justice de proximité	Nombre d'employés permanents	Nombre d'employés occasionnels	Nombre de bénévoles
Bas-Saint-Laurent	4	3	s.o.
Québec	6	4	s.o.
Montréal	9	6	7
Outaouais	4	3	17
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4	1	s.o.
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	1	10
Montréal	7	4	s.o.
Côte-Nord	4	1	s.o.
Mauricie	4	1	2
Nunavik	3	0	s.o.
Laval-Laurentides-Lanaudière	6	2	s.o.

\* Le nombre d'employés ne tient pas compte des postes étudiants.

\*\* Le nombre de bénévoles ne tient pas compte des administrateurs.

Question **78**

Pour chacun des centres de justice de proximité, indiquer le nombre de dossiers traités et de services rendus dans chacun des cinq types de services offerts (information juridique, avis juridique, services de soutien et d'accompagnement, aide concernant des formulaires à remplir, modes alternatifs de règlement des conflits) en 2022-2023.

**Fonds accès justice**

Nombre de dossiers traités et de services rendus en 2022-2023

Centre de justice de proximité	Information juridique	Prémédiation familiale*	Prémédiation petites créances**	Séances d'information
Bas-Saint-Laurent	1 476	84 (71 dossiers)	343 (364 dossiers)	9 séances 115 participants
Grand-Montréal	5 306	448 (355 dossiers)	927 (966 dossiers)	49 séances 1 014 participants
Québec	2 975	201 (175 dossiers)	562 (578 dossiers)	11 séances 271 participants
Outaouais	1 916	182 (157 dossiers)	225 (213 dossiers)	39 séances 211 participants
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 412	46 (14 dossiers)	229 (241 dossiers)	14 séances 188 participants
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 555	89 (78 dossiers)	305 (239 dossiers)	64 séances 1 119 participants
Montréal	2 137	197 (186 dossiers)	804 (916 dossiers)	25 séances 350 participants
Côte-Nord	884	25 (23 dossiers)	251 (245 dossiers)	49 séances 429 participants
Mauricie	1 991	118 (106 dossiers)	323 (269 dossiers)	41 séances 543 participants
Nunavik	310	s.o.	s.o.	s.o.
Laval-Laurentides-Lanaudière	763	111 (109 dossiers)	1 042 (861 dossiers)	8 séances 187 participants

Les chiffres présentés indiquent le nombre de citoyens rejoints par chacun des services.

\* Le nombre de citoyens rencontrés dans le cadre de la médiation familiale est généralement similaire au nombre de dossiers. Cela s'explique par le fait que dans une grande majorité de dossiers, seul l'ex-conjoint ayant initié la demande de services fait affaire avec le centre de justice de proximité (CJP). De plus, la médiation familiale a pris fin en juin 2022. Les CJP offrent tout de même de l'information juridique sur le sujet par le biais du service Info-Séparation. Ces données ont été comptabilisées à l'intérieur de la section « information juridique » à compter de juillet 2022.

\*\* Dans le cas des petites créances, le nombre de citoyens rencontrés est généralement supérieur au nombre de dossiers, puisque dans plusieurs cas, les deux parties participent à la médiation.

Les projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale sont déployés dans les 10 districts judiciaires suivants :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummondville
Saint-Maurice	La Tuque
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny
Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ sont prévues de 2021-2022 à 2024-2025 et plus précisément 10,1 M\$ en 2022-2023.

De ce financement, 7 532,1 k\$ ont été transférés aux partenaires contribuant à la mise en œuvre de ce projet pilote de tribunal spécialisé, soit :

- les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour l'expérience pilote de chiens de soutien à la cour pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales;
- le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- la Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a quant à lui bénéficié d'un financement de 2 172,8 k\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, pour la constitution de l'équipe projet responsable du déploiement de ce projet pilote et l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes.

Également, un budget de 223,6 k\$ a permis d'offrir à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé des formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale.

Finalement, un financement de 171,5 k\$ pour l'exercice financier 2022-2023 a été accordé pour l'évaluation du projet pilote de tribunal spécialisé et la réalisation d'une enquête auprès des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale.

Dans chacun des districts judiciaires visés par le projet pilote, les principales actions suivantes sont déployées, de façon graduelle :

- Embauche d'intervenant(e)s sociojudiciaires de liaison au Centre d'aide aux victimes d'actes criminels;
- Embauche de procureur(e)s dédié(e)s aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale au Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Formation spécialisée destiné(e) aux intervenant(e)s sociojudiciaires de liaison sur les nouvelles pratiques professionnelles associées à leur rôle, dans le cadre du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale;
- Formation offerte à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale;
- Réalisation de travaux d'aménagement des espaces dans les palais de justice afin de les rendre davantage sécuritaires et sécurisants;
- Mise en place, par la Cour du Québec, de la Division spécialisée en matière de violence sexuelle et de violence conjugale, laquelle prévoit une planification et une organisation judiciaire particulière des dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale.

Question **85**

Suite

Au 28 février 2023 :

- 21 ressources dédiées aux dossiers de violence sexuelle et de violence conjugale ont été embauchées au Directeur des poursuites criminelles et pénales dans les dix districts visés par le projet pilote. Ces embauches permettront la mise en place de la poursuite verticale, soit l'assignation d'un(e) même procureur(e) à la personne victime pour toute la durée des procédures judiciaires.
- 21 intervenant(e)s sociojudiciaires de liaison ont été embauché(e)s dans les dix premiers districts visés par le projet pilote. Un(e) intervenant(e) sociojudiciaire de liaison pourra ainsi accompagner chaque personne victime tout au long de son parcours judiciaire.
- Un protocole de collaboration entre la Commission des services juridiques et le CAVAC a été lancé. Ainsi, lorsqu'une personne victime de violence conjugale a un besoin de représentation juridique dans le contexte où une ordonnance de sauvegarde est nécessaire à sa sécurité et celle de ses enfants, un référencement vers un(e) avocat(e) désigné(e), dans chacun des bureaux d'aide juridique visés par le projet pilote, peut être réalisé par l'intervenant(e) sociojudiciaire de liaison.
- Près de 2 000 personnes se sont inscrites aux formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et à la violence conjugale offertes au printemps et à l'automne 2022. Les formations se poursuivent à l'hiver 2023.
- La formation spécialisée destinée aux intervenant(e)s sociojudiciaires de liaison au sujet de leurs nouvelles pratiques a été complétée dans les districts judiciaires de Beauharnois, Drummond, Bedford, Saint-Maurice, Québec et Montmagny. Elle a débuté dans les districts judiciaires de Saint-François et Mégantic. La formation initialement prévue les 10 et 13 février dans le district judiciaire de Laval a été reportée au mois d'avril 2023, considérant le drame survenu à Laval le 8 février. La formation est d'une durée de trois jours complets.
- Afin d'assurer une meilleure intégration des services destinés aux personnes victimes dans les districts judiciaires visés par le projet pilote, des comités locaux d'intégration des services sont mis en place. Ceux-ci ont pour le moment débuté leurs travaux dans les districts judiciaires de Laval, Québec, Mingan, Bedford et Beauharnois.
- Une expérience pilote de chiens d'assistance judiciaire a été mise en place dans les CAVAC de la Montérégie, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches. Les chiens d'assistances pourront mieux soutenir les personnes victimes lors de leur passage à la Cour, en leur offrant une présence apaisante et réconfortante. D'autres chiens pourront s'ajouter dans les CAVAC visés par le projet pilote de tribunal spécialisé.
- En termes d'aménagements, tous les plans d'aménagement ont été approuvés dans les districts judiciaires visés par le projet pilote. Comme les aménagements qui seront réalisés sont d'envergure et pourront s'échelonner sur plusieurs années, des aménagements temporaires sont mis en place afin de favoriser la sécurité des personnes victimes.

Question **86**

Pour chaque district judiciaire, le délai de traitement moyen des dossiers criminels.

Délai médian des causes criminelles réglées pour l'année 2022-2023	
District judiciaire	Délai médian (en jours)
Abitibi	269
Alma	239
Arthabaska	323
Baie-Comeau	308
Beauce	264
Beauharnois	271
Bedford	278
Bonaventure	210
Charlevoix	252
Chicoutimi	276
Drummond	259
Frontenac	233
Gaspé	180
Gatineau	300
Iberville	290
Joliette	368
Kamouraska	260
Labelle	277
Laval	372
Longueuil	287
Mingan	357
Montmagny	227
Montréal	387
Mégantic	365
Pontiac	181
Québec	312
Richelieu	230
Rimouski	216
Roberval	207
Rouyn-Noranda	220
Saint-François	320
Saint-Hyacinthe	288
Saint-Maurice	280
Terrebonne	274
Trois-Rivières	282
Témiscamingue	326
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>302</b>

Source : Système de gestion des causes criminelles (Plumitif M013).

La notion de cause correspond à une dénonciation et un accusé.

Le délai médian d'une cause criminelle est mesuré en jours à partir de la date du dépôt des accusations jusqu'à la date de fermeture d'une cause. Le délai médian permet d'établir que 50 % des causes criminelles ont un délai inférieur au résultat présenté. La date de fermeture correspond à la date du prononcé de la sentence pour les causes où l'accusé a plaidé coupable ou a été reconnu coupable. Pour les causes où l'accusé a plaidé non-coupable ou que les accusations se sont conclues par un verdict autre que coupable, la date de fermeture correspond à la date de décision rendue par le juge. Les causes de juridiction 01 ont été retenues et les

Question **86**

Suite

causes transférées dans d'autres districts judiciaires sont comptabilisées une fois. Le délai représente des causes criminelles réglées par la Cour du Québec et par la Cour supérieure et exclut les poursuites sommaires entendues par les cours municipales.

Question **87**

Évolution par mois des effectifs dans le Nord (notamment juges, travailleurs parajudiciaires, interprètes et procureurs).

Pour 2022-2023, une employée inuite était affectée dans le Nord-du-Québec, soit à Kuujuaq. Il s'agit d'une employée contractuelle sans droit de rappel.

Cette région est desservie par la Cour itinérante du Québec (territoires cris et inuits).

Question 88

L'ensemble des mesures et des actions réalisées en 2022-2023 afin de continuer le virage numérique du système de justice et l'accès aux documents et services et les prévisions pour 2023-2024.

Les projets suivants ont été réalisés au cours de l'année 2022-2023 afin de continuer le virage numérique du système de justice :

- Mise en ligne de nouveaux services relatifs à la suspension d'un permis de conduire et à la saisie d'un véhicule permettant aux citoyens de transiger électroniquement avec les services judiciaires;
- Mise en place d'un projet pilote au niveau des équipements en salle d'audience;
- Fondations technologiques.

Les projets suivants visent la mise en place des fondations technologiques qui permettront la transformation numérique des services de justice :

- Renouvellement des infrastructures de serveurs (migration);
- Renouvellement des postes bureautiques;
- Mise à niveau du système d'exploitation des postes à Windows 10;
- Rehaussement du logiciel de gestion de projet d'entreprise;
- Mise en place de la solution bureautique Office 365;
- Rehaussement des infrastructures technologiques des sites distants;
- Interopérabilité entre les environnements « sur site » et ceux en infonuagique;
- Mise en place des services infonuagiques;
- Rehaussement de la sécurité des environnements.

Question **89**

Statistiques sur le nombre d'accusés libérés à la suite d'une requête en arrêt des procédures pour délai déraisonnable. Indiquer le nombre de requêtes présentées, le nombre de requêtes entendues, le nombre de procès abandonnés, le nombre de dossiers à risque.

En 2022-2023, 24 arrêts des procédures pour délais déraisonnables demandés par la défense et autorisés par un juge ont été comptabilisés.

Question **91**

Tout document préparé visant l'amélioration de l'accompagnement ou du parcours judiciaire d'une victime de violence sexuelle et conjugale.

**1. Recommandations de "Rebâtir la confiance"**

Le rapport « Rebâtir la confiance » propose 190 recommandations afin d'atteindre un changement de culture en matière d'accompagnement des personnes victimes de violences sexuelles et de violence conjugale, tant en matière psychosociale qu'en matière de justice. Les recommandations sont en analyse dans tous les ministères et organismes visés et le Secrétariat à la condition féminine coordonne les travaux. Au Ministère, plusieurs mesures sont prévues afin de répondre aux recommandations le visant, dont celles liées à l'adoption de la Loi visant à aider les personnes victimes et à favoriser leur rétablissement et de la Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

Le tableau suivant brosse le portrait des travaux relatifs aux recommandations du Rapport :

#	Recommandations terminées
25	Octroyer à toutes les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale le droit à quatre heures de conseils juridiques gratuits, dans tous les domaines du droit, et ce, indépendamment de leur revenu.
26	Octroyer à toute personne victime le droit d'être représentée gratuitement par avocat lorsque l'accusé souhaite déposer une preuve relative à son passé sexuel ou accéder à un de ses dossiers privés en mains tierces.
27	Offrir aux personnes victimes d'agression sexuelle ou de violence conjugale un accès élargi à l'aide juridique dans les sphères du droit autres que celles du droit criminel.
30	Constituer une banque d'avocat.e.s spécialisé.e.s en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, la structurer en fonction des domaines de droit/mots-clés employés par les personnes victimes et assurer sa mise à jour.
60	Implanter dans toutes les régions de la province le programme enfant-témoin, qui permet de préparer les enfants à rendre témoignage tout en évitant d'aborder les faits de la cause.
64	Modifier le Code criminel pour prévoir que le juge doit, sur demande, ordonner des mesures d'aide au témoignage aux adultes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale, sauf s'il est d'avis que cela nuirait à la bonne administration de la justice
67	Élaborer, en partenariat avec les acteurs judiciaires concernés, un code de conduite relatif à l'interrogatoire et au contre-interrogatoire des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
83	Encourager l'utilisation d'autres moyens technologiques susceptibles d'améliorer la sécurité des personnes victimes et prévoir que les frais afférents soient remboursés rapidement et facilement par l'IVAC.
129	Modifier le Code civil du Québec pour assurer une prise en compte de la violence conjugale dans la détermination du « meilleur intérêt » de l'enfant, en droit de la famille.
142	Réviser en profondeur la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et le fonctionnement de l'organisme chargé de l'appliquer, en accordant une attention particulière aux difficultés rencontrées par les personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
178	Instaurer un Bureau de l'Ombudsman québécois des victimes d'actes criminels pour actualiser et consolider les droits et recours enchâssés dans la Charte canadienne des droits des victimes
182	Entreprendre la révision de la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels afin qu'elle soit modernisée et harmonisée avec la Charte canadienne des droits des victimes.

#	Recommandations en cours <sup>1,2</sup>
1	Fournir à la personne victime d'agression sexuelle et de violence conjugale un soutien psychosocial/judiciaire dès le moment où elle dévoile les agressions subies et ce, qu'elle décide ou non de dénoncer le crime aux autorités policières.
2	Maintenir le soutien psychosocial/judiciaire de la personne victime à travers l'ensemble des procédures judiciaires.
3	Accorder aux organismes d'aide aux personnes victimes le financement nécessaire à la réduction des listes d'attente et à la bonification des services d'accompagnement psychosocial/judiciaire, et ce, dans toutes les régions du Québec
6	Développer davantage l'offre d'accompagnement des personnes mineures exposées à la violence conjugale ou victimes de crimes sexuels.

Question **91**

Suite

#	Recommandations en cours <sup>1,2</sup>
7	Adopter une directive voulant que les besoins d'accompagnement d'une personne mineure puissent être offerts avec le consentement d'un seul des deux parents.
10	Bonifier les lignes SOS Violence conjugale et Info-Aide violence sexuelle en octroyant les ressources nécessaires à l'amélioration de l'écoute, de l'information et du référencement et accroître la promotion de ces lignes d'appel afin de mieux les faire connaître de la population en général et plus particulièrement des personnes victimes, de leurs proches et des personnes intervenant auprès d'elles.
12	Instaurer un Fonds d'urgence pour combler les besoins essentiels des personnes victimes de violence conjugale ou d'agression sexuelle en situation d'urgence.
14	Accorder un soutien financier aux initiatives d'intégration des services émanant de la communauté.
15	Mettre en place un projet pilote de centre de services intégrés pour les victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale, sous la supervision du Secrétariat à la coordination et l'intégration des actions en matière de violences sexuelles et conjugales.
16	Développer des services culturellement pertinents en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale pour les Autochtones vivant en communautés ou en milieu urbain
18	Offrir des processus de justice réparatrice aux victimes autochtones adultes de violence conjugale et d'agression sexuelle, tant en amont du système judiciaire (participation citoyenne volontaire, programme de mesures de rechange), que dans le cadre de la détermination et de l'exécution de la peine.
19	Adopter le principe directeur de valorisation et de sécurisation culturelle, nécessaire pour favoriser l'accès à la justice des Autochtones, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des communautés.
20	Assurer une meilleure représentation du personnel autochtone, notamment par l'embauche de personnes autochtones au sein des organismes d'aide et du système judiciaire.
23	Offrir à tous les juges et procureur.e.s appelé.e.s à travailler avec des justiciables et des victimes issues des communautés autochtones une formation régulière
24	Créer un Centre intégré de services holistiques des Premières Nations et Inuits en matière d'agressions sexuelles et violence conjugale au sein du Tribunal spécialisé en agressions sexuelles et violence conjugale.
28	Assurer dans les organismes d'aide aux victimes, une présence régulière et suffisante d'avocat.e.s dédié.e.s de l'aide juridique et de procureur.e.s dédié.e.s du Directeur des poursuites criminelles et pénales afin de combler les besoins de formation des intervenant.e.s et de répondre à leurs questions juridiques spécifiques, de même qu'à celles des personnes victimes.
29	Constituer une section spécialisée en matière d'agression sexuelle et de violence conjugale au sein des bureaux d'aide juridique.
31	Offrir à tous les avocat.e.s inscrit.e.s dans cette banque d'avocat.e.s, indépendamment de leur champ d'expertise, une formation pertinente et continue en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
61	Développer et implanter pour les adultes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale, un programme similaire au programme enfant-témoin, et ce, dans toutes les régions de la province.
68	S'assurer que les premiers intervenant.e.s qui entrent en contact avec la victime l'informent de la mesure de dédommagement, l'aident à documenter les dommages qu'elle a subis et les portent à la connaissance du poursuivant.
81	Prévoir que dans un contexte d'urgence, les personnes victimes de violence conjugale et d'agression sexuelle reçoivent les services publics nécessaires même lorsqu'elles ne peuvent présenter des papiers d'identité ou autre documentation.
82	S'assurer que les personnes victimes puissent bénéficier gratuitement d'outils d'intervention rapide, tel le téléphone grave danger, pour contribuer à assurer leur sécurité.
88	S'assurer que les victimes et les intervenant.e.s soient informé.e.s des avantages et des inconvénients du recours à une ordonnance civile de protection.
93	Favoriser l'utilisation de moyens de communication qui utilisent la technologie actuelle (texto, courriel, etc.) pour rejoindre rapidement les personnes victimes.

Question **91**

Suite

#	Recommandations en cours <sup>1,2</sup>
94	S'assurer que la communication des conditions imposées à l'accusé puisse se faire par voie électronique auprès des personnes victimes qui disposent de ce moyen de communication.
99	Mettre en place dans tous les palais de justice des mesures d'accueil et d'accompagnement des personnes victimes afin de leur procurer un sentiment de protection.
100	Prévoir que le CAVAC informe le greffier des personnes victimes présentes dans leurs locaux et que celles-ci soient appelées discrètement par téléphone plutôt que par un interphone entendu dans tout le palais de justice.
101	S'assurer que la salle réservée aux personnes victimes soit accessible à tous les organismes d'aide, et aménagée pour y accueillir également les intervenant.e.s et les personnes de confiance qui accompagnent les victimes.
102	Doter tous les palais de justice et tous les points de services d'un nombre suffisant de dispositifs d'aide au témoignage (témoignage à distance, écran, dispositif où la victime ne voit pas l'accusé, etc.) ainsi que de salles permettant à la victime de témoigner à distance.
130	Tenir compte des problématiques de l'agression sexuelle et de la violence conjugale lors de la réforme prochaine de la législation en droit de la famille.
131	Étudier l'opportunité de mettre sur pied un programme volontaire de facilitation familiale adapté aux situations de violence conjugale. Cette étude se fera en collaboration avec des partenaires et organismes d'aide aux personnes victimes.
135	Revoir et simplifier le processus de résiliation de bail en raison de violence conjugale ou d'agression sexuelle prévu à l'article 1974.1 du Code civil du Québec.
145	S'assurer que les personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale aient accès à des mesures d'aide au témoignage, dans toutes les sphères du droit.
147	Recenser et évaluer les programmes de justice réparatrice qui s'adressent aux personnes victimes d'agressions sexuelles ou de violence conjugale pour s'assurer qu'ils tiennent compte des spécificités de ces formes de criminalité, qu'ils assurent la sécurité des personnes victimes et qu'ils répondent à leurs besoins.
148	Travailler en collaboration avec des expert.e.s autochtones de la justice réparatrice dans ce processus de recension et d'évaluation des programmes de justice réparatrice existants, afin de bénéficier de leur expertise en ce domaine.
153	Créer le poste de coordonnateur judiciaire afin d'améliorer la circulation de l'information entre les tribunaux, la coordination des dossiers et la cohérence des décisions rendues.
155	Soutenir les mesures de communication et de coordination mises en place par des moyens technologiques développés en symbiose avec le projet de « Transformation Organisationnelle de la Justice ».
156	Instaurer un Tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale au sein de la Cour du Québec.
157	Déployer le tribunal spécialisé à l'échelle provinciale pour desservir toutes les régions en s'adaptant aux réalités urbaines et régionales.
158	Assurer un environnement sécuritaire et accueillant pour les personnes victimes et leurs proches et leur offrir des installations physiques minimisant les contacts avec l'accusé.
159	Réserver des salles d'audience sécurisantes pour les personnes victimes, avec des rôles dédiés aux dossiers d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
160	Rendre disponibles les dispositifs d'aide au témoignage dans tous les palais de justice et points de service.
161	Offrir à tous ceux qui œuvrent au tribunal spécialisé, allant des officiers de justice aux intervenant.e.s spécialisé.e.s, une formation spécifique et continue sur les problématiques des agressions sexuelles et de la violence conjugale
166	Doter le tribunal spécialisé de postes de coordonnateur judiciaire pour assurer la circulation de l'information pertinente entre les différentes instances judiciaires.
167	Assurer, au Tribunal spécialisé, des services d'accompagnement en agressions sexuelles et en violence conjugale offerts par des intervenant.e.s spécialisé.e.s et dédié.e.s.

Question **91**

Suite

#	Recommandations en cours <sup>1,2</sup>
168	Assurer, au Tribunal spécialisé, la présence des services suivants afin de répondre adéquatement aux besoins des victimes
169	Instaurer et regrouper les services destinés aux personnes autochtones au sein du Centre intégré d'aide et de services holistiques des Premières Nations et Inuits en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale.
170	Mandater un comité multidisciplinaire, composé de représentants des parties prenantes du tribunal spécialisé, pour s'assurer qu'il rencontre les objectifs fixés et adopter les changements jugés nécessaires à sa réussite.
171	Doter le tribunal spécialisé d'un service de recherche ayant notamment le mandat de documenter les meilleures pratiques et de compiler les informations nécessaires aux travaux du comité de suivi.
172	Assurer la tenue plus détaillée de statistiques en matière d'agressions sexuelles et de violence conjugale, en conformité avec les principes de l'analyse différenciée selon les sexes plus
173	Améliorer les processus de transmission d'informations à la personne victime en utilisant des méthodes technologiques plus à jour telles que le courriel et les textos
174	Améliorer l'information transmise aux intervenant.e.s, notamment concernant les droits des personnes victimes, les obligations des différentes instances et les mécanismes mis en place, afin de leur permettre de mieux accompagner les personnes victimes.
175	Assurer une plus large diffusion de l'information concernant les droits et recours prévus à Charte canadienne des droits des victimes auprès de divers organismes (ex. : réseau d'aide aux personnes victimes, aide juridique, regroupements provinciaux, etc.), et ce partout au Québec.
176	Mettre en place des mécanismes simples et rapides et des outils permettant d'accueillir et de traiter les plaintes formulées par les personnes victimes lorsqu'elles considèrent que leurs droits à l'information, à la protection, à la participation et au dédommagement n'ont pas été respectés.
177	Assurer la reddition de compte et l'évaluation annuelle du traitement et du suivi accordé aux plaintes reçues.
179	Promouvoir l'information sur les droits et recours des personnes victimes par divers moyens, afin de rejoindre un plus grand nombre de victimes ainsi que le public en général.
180	Soutenir et encourager la promotion de la Charte canadienne des droits des victimes ainsi que des mesures, services et programmes permettant aux personnes victimes d'accéder à leurs droits et recours.
181	Reconnaître et soutenir financièrement les initiatives permettant d'assurer et de consolider la mise en œuvre de la Charte canadienne des droits des victimes.
183	S'assurer que l'ensemble des intervenant.e.s psychosociaux, judiciaires et médicaux reçoivent une formation générale et multisectorielle portant sur les violences sexuelles et conjugales et abordant notamment les différents aspects ciblés par le comité, et ce, de manière continue.

<sup>1</sup>Certaines recommandations touchent d'autres ministères et organismes.

<sup>2</sup>Ces recommandations sont en cours ou en continu.

**2. Les travaux relatifs au Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale**

Les projets pilotes de tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale sont déployés dans les 10 districts judiciaires suivants :

District judiciaire	Palais ou point de service
Beauharnois	Salaberry-de-Valleyfield
Bedford	Granby
Drummond	Drummondville
Saint-Maurice	La Tuque
Québec	Québec
Laval	Laval
Saint-François	Sherbrooke
Montmagny	Montmagny

Question <b>91</b>	Suite
--------------------	-------

Mégantic	Lac-Mégantic
Mingan	Sept-Îles

Dans la mise à jour économique 2021, des sommes de 32,6 M\$ sont prévues de 2021-2022 à 2024-2025 et plus précisément 10,1 M\$ en 2022-2023.

De ce financement, 7 532,1 k\$ ont été transférés aux partenaires contribuant à la mise en œuvre de ce projet pilote de tribunal spécialisé, soit :

- les Centres d'aide aux personnes victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'embauche d'intervenants sociojudiciaires de liaison de même que pour l'expérience pilote de chiens de soutien à la cour pour les personnes victimes d'infractions sexuelles ou conjugales;
- le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) pour l'instauration de la poursuite verticale;
- la Commission des services juridiques (CSJ) pour répondre au besoin de représentation juridique des personnes victimes de violence conjugale.

Le ministère de la Justice a quant à lui bénéficié d'un financement de 2 172,8 k\$ pour l'embauche de ressources additionnelles au sein des palais de justice, pour la constitution de l'équipe projet responsable du déploiement de ce projet pilote et l'aménagement des espaces dédiés aux personnes victimes.

Également, un budget de 223,6 k\$ a permis d'offrir à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé des formations sur les réalités relatives à la violence sexuelle et la violence conjugale.

Finalement, un financement de 171,5 k\$ pour l'exercice financier 2022-2023 a été accordé pour l'évaluation du projet pilote de tribunal spécialisé et la réalisation d'une enquête auprès des personnes victimes de violence sexuelle et de violence conjugale.

**3. Plan d'action gouvernemental 2018-2023 en matière de violence conjugale**

Le quatrième plan d'action gouvernemental rattaché à la Politique gouvernementale d'intervention en matière de violence conjugale a été rendu public le 10 août 2018. Une douzaine de ministères et organismes sont responsables de la mise en œuvre des 56 engagements inscrits dans le plan d'action gouvernemental 2018-2023 en matière de violence conjugale. De son côté le ministère de la Justice, est responsable de six mesures.

En 2022-2023, le Ministère a notamment poursuivi ses travaux relatifs à la mesure : Favoriser l'accès et la mise en œuvre des ordonnances de protection en matière civile.

**4. Service *Rebâtir* de consultation juridique gratuite (Commission des services juridiques) et Banque d'avocats spécialisés de Juripop**

De septembre 2021 à février 2023, le service *Rebâtir* a offert 23 587 consultations, majoritairement en droit familial et criminel. La grande majorité des personnes victimes sont des femmes qui consultent pour une situation de violence conjugale.

Le second volet prévoit une subvention à la clinique juridique Juripop pour créer une banque d'avocats spécialisés, afin de pouvoir référer les personnes victimes qui ne sont pas admissibles à l'aide juridique à des avocats formés en violence sexuelle et en violence conjugale. L'organisme est également mandaté pour créer des formations en violence sexuelle et en violence conjugale pour ces avocats, afin de se qualifier à la banque. Pour ce faire, l'organisme a reçu une subvention de 4,3 M\$ sur 3 ans. La banque d'avocats spécialisés et les formations spécialisées en violence sexuelle et en violence conjugale sont disponibles sur le site internet de Juripop.

Question **91**

Suite

**5. Autres initiatives en réponse aux recommandations de Rebâtir la confiance**

Un budget de 50 M\$ sur 5 ans a été octroyé au ministère de la Justice dans le cadre du Plan budgétaire 2019-2020 concernant l'accompagnement des victimes de violences sexuelles sur une période de 5 ans. Les dépenses pour l'exercice 2022-2023 se déclinent comme suit :

Sommes investies par le ministère de la Justice	2022-2023
Directeur des poursuites criminelles et pénales (Instauration de la poursuite verticale)	2 080 000 \$
Service <i>rebâtir</i> et Banque d'avocats spécialisés (Commission des services juridiques et Clinique juridique Juripop)	1 678 300 \$
Programme témoin enfant et autres témoins vulnérables (Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels)	2 123 900 \$
Formation en matière de violence sexuelle pour les intervenants judiciaires (Université McGill)	66 085 \$
Promotion des changements au régime d'indemnisation de l'IVAC	391 000 \$
Projet pilote – Centre de services intégrés (CIUSSS de la Capitale-Nationale)	236 252 \$
Projet de chien de soutien (Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM) du CIUSSS de la Capitale-Nationale)	169 426 \$
Formation destinée aux professionnels intervenants auprès des jeunes victimes et soutien clinique externe (Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent)	315 000 \$
Projet de développement des fonctions de la coordonnatrice professionnelle du SIAM (Viol-Secours)	225 354 \$
Effets du chien d'assistance judiciaire (Fondation Mira inc.)	251 638 \$
Maison de thérapie pour les survivantes de violences sexuelles (Maison la Grande Ourse Montérégie)	140 120 \$
Intervenant au sein du corps de police de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (Entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu/Longueuil)	100 000 \$
Intégration des suspects auteurs de violence dans une maison de transition qui bénéficie d'un programme d'encadrement et de prévention de la récidive en violence conjugale (Association des services de réhabilitation sociale du Québec)	100 000 \$
Centre de services intégrés en violence sexuelle (La Traversée (Rive-Sud))	371 500 \$
Projet pilote – Centre de services intégrés (MSSS)	450 000 \$
SCAVAC	531 700 \$
Colloque Tribunal spécialisé	8 900 \$

**6. Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs**

En 2022-2023, le ministère de la Justice a poursuivi ses efforts dans le cadre des 7 actions ministérielles liées au Plan d'action gouvernemental en matière d'exploitation sexuelle des mineurs. Les investissements pour cette deuxième année furent de 1 147 686 \$ pour les actions suivantes :

- Créer un programme unique au Québec de mesures de rechange axé sur l'intervention et la sensibilisation visant à diminuer la demande pour l'achat de services sexuels (483 716 \$ du ministère de la Justice);
- Création d'une équipe spécialisée et dédiée d'intervention pour les personnes victimes d'exploitation sexuelle au sein du Réseau des CAVAC (663 970 \$ du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels).

Question **91**

Suite

**7. Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025**

En 2022-2023, le Ministère a poursuivi ses travaux relatifs à la mesure 9 Mettre en place un programme d'Aide financière d'urgence afin de faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes notamment de violence conjugale :

Cette mesure financière permet à des personnes victimes de quitter rapidement un environnement où leur vie ou leur sécurité, ou celles des personnes à leur charge, sont compromises. Une subvention de 523 010 \$ a été octroyée en 2022-2023 à SOS Violence conjugale et au Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal pour traiter les demandes d'aide financière d'urgence. Leur mandat consiste principalement à confirmer l'admissibilité des demandes, autoriser les dépenses et collaborer avec les intervenants terrain pour mettre en place un filet de sécurité autour de la personne victime.

Les sommes octroyées aux organismes permettent l'embauche d'effectifs supplémentaires. Par cette subvention, le ministère répond également en partie à la recommandation #10 du rapport « Rebâtir la confiance » en bonifiant les services de SOS Violence conjugale et d'Info-Aide Violence sexuelle.

Les dépenses autorisées pour les personnes victimes de violence conjugale et de violence sexuelle depuis le lancement de l'aide financière d'urgence, en octobre 2021, s'élèvent à 172 103 \$. Ce montant est assumé par l'Indemnisation des victimes d'actes criminels.

**8. Actions prioritaires dans le but de prévenir la violence conjugale et les féminicides (2021-2026)**

La mesure A2 est de soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones. En 2021-2022, les quatre (4) projets suivants ont été retenus à la suite de l'appel d'offres lancé à l'automne 2021 : le projet de Waseskun, de la Société Makivik, du Conseil des Anicinapek Kitcisakik et de Pekuakamiulnuatsh Takuhikan. Un appel d'offres ciblé a été fait à l'automne 2022. Les demandes de soutien pour le Centre amitié autochtone de La Tuque et la Nation Naskapie de Kawawachikamach ont été retenues. Pour 2022-2023, le montant de 1 200 000 \$ sera déboursé.

La mesure 5 vise à faciliter la sortie d'un milieu dangereux pour les personnes victimes en couvrant des dépenses liées au transport et à l'hébergement. Cette mesure est réalisée dans le cadre du plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025 (voir action 9).

Question **93**

Nombre d'agent de liaison en violences sexuelles dans chaque équipe des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Le réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels compte 17 agents de liaison et d'intervention en violence sexuelle.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **97**

Bilan détaillé des mesures de la Stratégie des délais en matière criminelle et pénale, ventilé et sommes octroyées par mesure en date du 31 mars 2023.

Stratégie d'action gouvernementale visant à contribuer à la réduction des délais en matières criminelle et pénale		
État d'avancement de la mise en œuvre des mesures en date du 28 février 2023		
Mesure	Responsable	État d'avancement
16 nouveaux juges à la Cour du Québec	CQ	16 juges nommés
Financement permanent de 2 juges suppléants dans le Nord-du-Québec	CQ	Financement obtenu. Ces 2 postes ont été convertis en postes de juges permanents, d'où l'augmentation du nombre de postes de juges à la Cour du Québec de 306 à 308.
Démarche auprès du gouvernement du Canada pour la nomination de 8 juges à la Cour supérieure et de 2 juges à la Cour d'appel	MJQ	6 postes créés à la Cour supérieure et comblés. 2 postes à créer à la Cour supérieure 2 postes créés à la Cour d'appel et comblés.
69 postes de procureurs additionnels au DPCP	DPCP	69 postes ont fait l'objet d'une première dotation
114 nouveaux effectifs en soutien aux procureurs du DPCP	DPCP	114 postes ont fait l'objet d'une première dotation
212 nouveaux effectifs en soutien aux services de justice	MJQ	212 postes pourvus
40 employés supplémentaires à la Direction générale du Bureau des infractions et amendes	MJQ	37 postes pourvus
3 nouvelles salles d'audience à Montréal	MJQ	Salles opérationnelles
2 nouvelles salles d'audience à Laval	MJQ	Salles opérationnelles
1 nouvelle salle d'audience à Sherbrooke	MJQ	Salle opérationnelle
1 nouvelle salle d'audience à Gatineau	MJQ	Salle opérationnelle
47 nouveaux agents de services correctionnels	MSP	47 postes pourvus
32 nouveaux constables spéciaux	MSP	32 postes pourvus
32 nouveaux agents de probation	MSP	32 postes pourvus
27 nouveaux effectifs en soutien	MSP	27 postes pourvus
20 nouveaux postes d'avocats à la Commission des services juridiques	CSJ	20 postes pourvus
27 nouveaux effectifs de soutien à la Commission des services juridiques	CSJ	27 postes pourvus

\* Certains postes peuvent être vacants temporairement en raison de la fin d'un contrat, d'une démission, etc. L'état de situation ne tient compte que des embauches complétées.

**Légende**

CQ : Cour du Québec

CSJ : Commission des services juridiques

DPCP : Directeur des poursuites criminelles et pénales

MJQ : Ministère de la Justice

MSP : Ministère de la Sécurité publique

**Dépenses par ministère/organisme**

Ministère / Organisme	Dépenses 2022-2023
Ministère de la Justice*	20 642 364 \$
Directeur des poursuites criminelles et pénales	15 422 070 \$
Ministère de la Sécurité publique**	N/D

\* Excluant la rémunération des juges de nomination fédérale.

\*\* Le MSP répondra dans le cadre de son étude de crédits.

Question **98**

État d'avancement et budget octroyé à la mesure « adopter des mesures d'efficacité afin de réduire les délais et les coûts pour les citoyens » du plan d'action Une justice de qualité, accessible et au service des citoyens.

Les 15 mesures répondant à l'objectif d'adopter des mesures d'efficacité afin de réduire les délais et les coûts pour les citoyens sont complétées, et ce, sans octroi de budget additionnel.

Question **99**

État d'avancement et budget octroyé à la mesure « simplifier la procédure pour les citoyens » du plan d'action Une justice de qualité, accessible et au service des citoyens.

Les neuf mesures répondant à l'objectif de simplifier la procédure pour les citoyens sont complétées, et ce, sans octroi de budget additionnel.

Question **100**

État d'avancement et budget octroyé à la mesure « favoriser le règlement des différends pour un meilleur accès à la justice » du plan d'action Une justice de qualité, accessible et au service des citoyens.

Les neuf mesures répondant à l'objectif de favoriser le règlement des différends pour un meilleur accès à la justice sont complétées, et ce, sans octroi de budget additionnel.

Question **101**

Nombre d'amendes remises et valeur totale de celles-ci pour contraventions à la Loi sur l'immatriculation des armes à feu ou au Règlement sur l'immatriculation des armes à feu.

La loi I-0.01 est la Loi sur l'immatriculation des armes à feu.

**Infractions à la loi I-0.01**

	Année 2022-2023
Nombre de constats émis	77
Valeur totale des amendes	91 893 \$

Question **102**

Bilan des revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers pris en délit, selon les régions et les parcs nationaux du Québec pour l'année 2022-2023.

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des Lois et règlements ».

Pour les infractions en vertu de la Loi sur les pêches, il n'est pas possible de déterminer les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers ». La procédure découle du Code criminel et le système du Ministère ne permet pas de faire cette extraction. Aucune infraction relevant de la Loi sur les pêches n'est incluse au tableau.

Régions	Montant des amendes, frais et contributions
Abitibi	114 551 \$
Alma	22 155 \$
Arthabaska	20 022 \$
Baie-Comeau	61 601 \$
Beauce	39 966 \$
Beauharnois	44 725 \$
Bedford	58 806 \$
Bonaventure	142 914 \$
Charlevoix	11 124 \$
Chicoutimi	148 370 \$
Drummond	45 844 \$
Frontenac	37 054 \$
Gaspé	116 348 \$
Gatineau	56 086 \$
Iberville	22 542 \$
Joliette	108 254 \$
Kamouraska	99 763 \$
Labelle	130 379 \$
Laval	1 440 \$
Longueuil	5 925 \$
Mégantic	23 956 \$
Mingan	16 949 \$
Montmagny	44 249 \$
Montréal	290 \$
Pontiac	20 124 \$
Québec	46 638 \$
Richelieu	27 643 \$
Rimouski	90 888 \$
Roberval	131 950 \$
Rouyn-Noranda	5 066 \$
Saint-François	114 213 \$
Saint-Hyacinthe	11 243 \$
Saint-Maurice	43 401 \$
Témiscamingue	19 257 \$
Terrebonne	87 403 \$
Trois-Rivières	50 463 \$
<b>Total général</b>	<b>2 021 602 \$</b>

Question **103**

Liste des infractions et des amendes accompagnées pour des gestes répertoriés de braconnage pour l'année 2022-2023.

La Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune ne comprend pas de définition de « braconnage ». En l'absence de précision dans la question, la définition courante a été utilisée comme référence pour identifier les infractions relevant de cette catégorie. Ainsi, il a été déterminé que les infractions apparaissant au tableau joint entrent dans la définition de « chasser ou pêcher en violation des lois et règlements ».

Pour les infractions en vertu de la loi sur les pêches, il n'est pas possible de déterminer les « revenus générés par les amendes octroyées aux braconniers ». La procédure découle du Code criminel et notre système ne permet pas de faire cette extraction. Aucune infraction relevant de la loi sur les pêches n'est incluse au tableau.

Articles de loi	2022-2023	
	Nombre de dossiers	Montant amende, frais et contribution
<b>Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch. 22)</b>	<b>70</b>	<b>26 582 \$</b>
11(1)	2	1 308 \$
12(1)	1	227 \$
14(1)	13	4 266 \$
15(1)(c)	3	831 \$
15(1)(d)	7	1 945 \$
15(1)(e)	7	1 951 \$
4(6)(a)(i)	1	155 \$
5(1)	3	931 \$
5(3)	3	1 008 \$
5(4)	3	1 472 \$
5(a)	17	7 445 \$
6	1	280 \$
6(b)	3	831 \$
7	2	1 916 \$
9	4	2 016 \$
<b>Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, c. C-61.1)</b>	<b>1 312</b>	<b>1 780 983 \$</b>
1.4	9	5 265 \$
109	1	3 750 \$
12	1	367 \$
121	1	367 \$
122	1	367 \$
128.6	7	4 888 \$
129	1	367 \$
12al.1	68	24 998 \$
12al.2	5	1 844 \$
13.1	45	16 865 \$
13.2	1	367 \$
13.6	7	2 569 \$
14	82	171 203 \$
15	4	1 468 \$
16	1	1 558 \$
17	25	21 370 \$
17.2	35	12 808 \$
171.4	29	13 936 \$
18	27	81 315 \$
19	188	100 637 \$
19.1	1	367 \$
20.1	1	367 \$
20al.2	2	734 \$
21	20	20 163 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **103** Suite

22	6	2 202
24	1	367 \$
25.3	5	2 717 \$
26	8	2 936
26al.1	2	1 066 \$
27	9	6 862 \$
27.1	2	3 125 \$
27.2	1	367 \$
3	30	11 031 \$
3.2	6	2 202 \$
30	2	1 388 \$
30.2	1	1 567 \$
30.3	3	4 674 \$
31	2	734 \$
32	1	367 \$
34	50	144 826 \$
38	97	106 754 \$
39	1	367 \$
4	7	19 381 \$
41	1	367 \$
41.2	1	367 \$
42	3	1 755 \$
45	2	1 393 \$
48	2	2 252 \$
49	2	2 252 \$
5	1	367 \$
52	2	10 950 \$
54	1	367 \$
55	6	6 774 \$
56al.1	8	12 379 \$
57al.1(1)	110	73 797 \$
57al.1(2)	1	2 737 \$
57al.1(3)	17	13 204 \$
58	1	367 \$
59	4	4 177 \$
61	2	737 \$
64	1	367 \$
67	1	1 558 \$
68	8	4 249 \$
69	1	3 750 \$
7	8	2 942 \$
70	58	230 844 \$
71	187	569 887 \$
74	1	367 \$
75	1	367 \$
7al.3	1	367 \$
8	1	367 \$
81	1	367 \$
87	2	737 \$
9	4	1 468 \$
9.1	15	5 508 \$
91	1	367 \$
92	1	367 \$
96	60	21 989 \$
<b>Total général</b>	<b>1 382</b>	<b>1 807 565 \$</b>

Question **104**

Bilan du Plan d'agrandissement et de rénovation des palais de justice, en précisant :

- A. le nombre de projets terminés;
- B. le nombre de projets en voie d'achèvement;
- C. le nombre de projets retardés et les motifs du retard;
- D. le nombre de projets abandonnés et les motifs de l'abandon;
- E. le nombre de projets en attente;
- F. et prévisions 2023-2024.

**A. Projets terminés**

Aucun.

**B. Projets en voie d'achèvement**

**Nom du projet :** Agrandissement et rénovation du palais de justice de Roberval

**Budget :** 64,9 M\$  
PQI 2022-2032

**Livraison :** Projet en réalisation  
2024-2025

**Nom du projet :** Réaménagement majeur au palais de justice de Saint-Hyacinthe

**Budget :** 104,1 M\$  
PQI 2022-2032

**Livraison :** Projet en réalisation  
2025-2026

**Nom du projet :** Palais de justice de Rouyn-Noranda – agrandissement et réaménagement majeur

**Budget :** 85,1 M\$ (comprend 1,8 M\$ en étude)  
PQI 2022-2032

**Livraison :** Projet en réalisation  
2028-2029

**Nom du projet :** Construction d'un stationnement à étage et sécurisation des accès pour les juges au palais de justice de Gatineau

**Budget :** 5,8 M\$  
PQI 2022-2032

**Livraison :** Projet en planification  
2025-2026

**Nom du projet :** Agrandissement des espaces au palais de justice de Longueuil – Phase 2

**Budget :** 25,3 M\$  
PQI 2022-2032

**Livraison :** Projet en planification  
2031-2032

**Nom du projet :** Réaménagement majeur au palais de justice de Baie-Comeau

**Budget :** 6,5 M\$  
PQI 2022-2032

**Livraison :** Projet en planification  
2028-2029

Question

**104**

Suite

**C. Projets retardés et les motifs du retard**

Aucun.

**D. Projets abandonnés et les motifs de l'abandon**

Aucun.

**E. Projets en attente**

Aucun.

**F. Prévisions pour 2023-2024**

Aucun.

Question **105**

Indiquer les actions mises en œuvre en 2022-2023 par la Table de sécurisation des palais de justice du Québec.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.114.

Le déploiement des mesures du Plan pour moderniser le système de justice s'est poursuivi en 2022-2023. Ce plan prévoit trois axes :

1. Instaurer des pratiques innovantes : cet axe comprend notamment :

- Le déploiement du programme de mesures de rechange général visant la déjudiciarisation du traitement de certaines infractions. Depuis le 30 novembre 2020, le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Le PMRG est maintenant implanté dans 12 cours municipales: Lévis, Montréal, Laval, Québec, Mascouche, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay, Sainte-Adèle et Rosemère.

Un projet pilote a débuté au mois de juin 2022 avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, lequel offre maintenant les services du PMRG aux autochtones accusés d'infractions admissibles vivant en milieu urbain. Un 2<sup>e</sup> projet pilote a également commencé à Joliette le 1<sup>er</sup> novembre dernier. Des travaux d'implantation sont aussi en cours à Montréal.

- La mise en œuvre de la phase 1 de JuridiQC (anciennement le guichet unique d'information juridique multicanal) s'est terminée le 30 septembre 2020. La mise en œuvre de la phase 2 de JuridiQC s'est terminée le 31 mars 2022. La mise en œuvre de la phase 3 de JuridiQC a été approuvée par le Secrétariat du Conseil du trésor et est en cours.

Depuis le 23 mai 2022, l'arborescence de contenu et le bottin des ressources pour le thème portant sur les aînés en perte d'autonomie ont été déployés en ligne. Une campagne médiatique de cinq semaines s'en est suivie. Des pages de contenu ont été intégrées en continu sur le thème séparation et divorce ainsi que sur celui des aînés en perte d'autonomie.

L'outil d'aide au divorce conjoint a été mis en ligne ainsi que le module d'authentification à double facteur. Une console de support a été mise à la disposition du Centre de communication avec la clientèle du ministère de la Justice pour assurer le soutien auprès du citoyen.

Une version de la carte géolocalisée contenant les avocats a été déployée. Les Rendez-vous JuridiQC (webinaires en direct) se sont poursuivis. La phase découverte du prochain thème portant sur le logement, le développement d'un moteur de recherche intelligent et la production de la série 2 de *balado* sont en cours.

2. Mettre la Justice à l'heure des nouvelles technologies : cet axe comprend notamment :

Mise en œuvre du programme Lexius en vue de dématérialiser le dossier judiciaire et permettre la gestion de l'audience numérique.

*Le programme Lexius du ministère de la Justice (MJQ) vise à transformer l'administration des services de justice, notamment par la mise en place d'un portail offrant différents services en ligne aux parties impliquées dans un dossier judiciaire, par la gestion du dossier judiciaire de façon numérique et par la gestion d'une audience numérique. Le programme porte sur les processus supportant tous les domaines de droit de la Cour d'appel du Québec, de la Cour supérieure du Québec et de la Cour du Québec.*

À l'automne 2021, la première livraison du programme Lexius a été effectuée et son déploiement progressif s'est échelonné jusqu'au printemps 2022. Cette première livraison ciblait la matière pénale et a entraîné deux changements principaux pour les citoyens, soit :

- des modifications au Greffe numérique judiciaire du Québec, dont la possibilité pour le citoyen de déposer numériquement un changement de plaidoyer;
- la réception, par un moyen technologique, des données, des constats d'infractions et d'autres documents afférents, pour les constats en provenance du Directeur des

Question **106** Suite

poursuites criminelles et pénales en vue de les conserver au dossier judiciaire numérique.

La seconde livraison du programme Lexius se découpe en deux phases. La phase 2.1 a permis de mettre en ligne trois services interactifs à la disposition de la population québécoise afin de déposer des demandes de permis de conduire restreint, de main levée de la saisie d'un véhicule ou l'obtention de la levée de suspension d'un permis de conduire.

La phase 2.2, dont le déploiement s'effectuera le 24 avril 2023, modernisera l'ensemble des processus d'affaires liés au dépôt des procédures non contentieuses. En effet, cette livraison marque l'arrivée dans les greffes civils des palais de justice du Québec du tout premier dossier judiciaire numérique. La nouvelle plate-forme permettra aux notaires, avocates, avocats, huissières et huissiers de justice de déposer leur demande et de payer les frais en ligne instantanément.

Afin de favoriser l'utilisation du numérique et de simplifier le processus de traitement pour le greffe, le *Règlement établissant un projet pilote visant la transformation numérique de l'administration de la justice*, rendra obligatoire l'utilisation des services judiciaires numériques Lexius pour les avocates, avocats, notaires, huissières et huissiers de justice de la province qui souhaitent déposer des demandes de procédures non contentieuses. De telles demandes concernent l'obtention du jugement déclaratif de décès, la vérification des testaments, la tutelle au mineur ou au majeur, l'émancipation du mineur et le mandat de protection du majeur ainsi que la représentation temporaire du majeur inapte.

Parallèlement, les travaux d'architecture se poursuivent au sein des équipes du programme Lexius. Ces travaux concernent les matières criminelle et pénale, la gestion des assignations et les services d'affaires communs à toutes les matières. Ces travaux permettent de documenter les processus d'affaires cibles et les solutions technologiques qui soutiendront ces processus optimisés et modernisés. Les travaux se font en étroite collaboration avec les principaux utilisateurs concernés, notamment des membres de la magistrature, des représentants des partenaires et des collaborateurs du réseau des services judiciaires. Ces travaux sont d'une importance capitale pour assurer l'adéquation entre les besoins identifiés et les solutions qui seront développées pour y répondre.

#### *Des réalisations concrètes qui ont permis d'améliorer l'offre de service du MJQ*

Plusieurs initiatives porteuses de valeur ont été concrétisées depuis 2020 afin de bonifier l'offre de service du MJQ, toujours dans l'optique de moderniser et d'optimiser les façons de faire. Ces réalisations sont le fruit de la collaboration directe ou indirecte de tous les acteurs du système de justice, sans qui elles n'auraient pu être menées à terme.

#### Grefe numérique de la Cour d'appel

Livré en avril 2020, ce projet, réalisé avec la Cour d'appel du Québec, a permis de mettre en place une solution électronique et dématérialisée pour le dépôt en ligne des déclarations d'appel et des documents qui l'accompagnent. La solution permet aussi aux greffiers de consulter et de traiter une demande et les documents numériques afférents.

#### Grefe numérique judiciaire du Québec

Le 15 juin 2020, le Greffe numérique judiciaire du Québec (GNJQ) a été mis en place. Il prévoit le dépôt et le paiement en ligne des actes de procédure déposés à la Cour supérieure du Québec et à la Cour du Québec, permettant une plus grande accessibilité à la justice tout en limitant les déplacements. Depuis le 15 novembre 2021 il est possible, en plus du dépôt d'actes de procédure et des documents qui les accompagnent, de déposer des preuves de notification ou de signification et des changements de plaidoyer en matière pénale.

Question	106	Suite
----------	-----	-------

Les audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles

Depuis le mois de mai 2020, la Cour d'appel du Québec, la Cour supérieure du Québec et la Cour du Québec tiennent des audiences en salles virtuelles et semi-virtuelles. Depuis le 19 octobre 2020, tous les palais de justice de la province utilisent la plateforme TEAMS pour la tenue d'audiences par moyen technologique. Il s'agit d'une solution sécuritaire qui permet d'assurer la confidentialité des débats, notamment dans le cadre d'audience à huis clos.

Les jugements numériques

Depuis mai 2020, les juges qui le désirent peuvent signer numériquement les jugements et procès-verbaux grâce à l'ICPG (infrastructure à clés publiques gouvernementale) gérée par la Direction générale des registres et de la certification du MJQ. Il est également possible, lorsque requis, de transmettre les jugements aux parties de façon entièrement électronique.

À cela s'ajoutent les projets de modernisation réalisés, pensons notamment à :

- L'accès à distance pour les citoyens aux séances de parentalité;
- Le déploiement des comparutions les fins de semaine et les jours fériés incluant le paiement électronique du cautionnement;
- La transmission des constats d'infractions du Bureau des infractions et amendes vers un premier dossier judiciaire numérique.

Ces solutions sont d'ailleurs toujours utilisées à ce jour et représentent un gain pour le système de justice. Elles sont bénéfiques pour l'ensemble des matières et l'ensemble des Cours.

- Le programme de modernisation des infrastructures technologiques
  - Plusieurs projets d'infrastructures importants se sont terminés, soient :
    - La mise à jour de la suite de productivité de Microsoft vers la version Office 365;
    - Le rehaussement du logiciel de gestion de projet d'entreprise;
    - La relocalisation du Centre de traitement de l'information (CTI) de Montréal vers un CTI à Québec.
  - Le projet de Rehaussement des infrastructures technologiques des sites distants (Infrasites) suit son cours. Il a pour objectif principal de mettre à jour les composantes technologiques dans les sites distants du Ministère afin de réduire les risques de perte de services et d'atteinte à la sécurité de l'information, mais aussi de répondre aux besoins grandissants en matière d'audiences en salles virtuelles et de télétravail.

3. Communiquer efficacement l'information entre les principaux intervenants du système de justice: cet axe comprend notamment :

- Le programme de gestion électronique du dossier de poursuite (GESTE).

Ce programme regroupe plusieurs projets :

- les travaux liés au programme GESTE continuent de progresser. Le dossier d'affaires du troisième projet « Déploiement des solutions d'affaires - Volet criminel » a été approuvé par le Secrétariat du Conseil du trésor le 30 novembre 2021. L'objectif est de déployer les solutions développées dans les projets précédents et d'assurer la gestion du changement au sein des différents bureaux du DPCP. L'échéancier de ce projet est fixé au 30 novembre 2023;
- le projet « Décision et dossier de poursuite » s'est terminé le 10 juillet 2022. Ce projet visait l'ajout de fonctionnalités, la conception du dossier de cour numérique, la production des documents légaux et l'intégration d'une solution sécuritaire de divulgation numérique de la preuve;
- le projet « Réception et analyse des demandes d'intenter des procédures » s'est quant à lui terminé le 31 août 2020. Celui-ci a permis de mettre en place les infrastructures et le développement des versions de base des solutions d'affaires.

Question **106**

Suite

Rappelons que la transformation de la Justice n'est pas qu'un projet technologique. Elle est d'abord un changement de culture et des façons de faire. Ces changements seront appuyés par des projets technologiques.

**Utilisation des budgets par axes – en M\$**

	2022-2023*
Instaurer des pratiques innovantes	11,4
Mettre la justice à l'heure des nouvelles technologies	64,4
Communiquer efficacement l'information entre les principaux intervenants	9,7
<b>Total</b>	<b>85,5</b>

\*Prévision en date du 31 janvier 2023, excluant le ministère de la Sécurité publique.

Question **107**

Liste des mesures suspendues du Plan de modernisation de la justice.

Aucune mesure du Plan pour moderniser le système de justice n'a été suspendue.

Question **108**

Liste des mesures modifiées du Plan de modernisation de la justice.

Aucune mesure du Plan pour moderniser le système de justice n'a été modifiée.

Question **109**

Pour chacun des palais de justice, préciser les sommes accordées pour assurer la sécurité, par année et par district judiciaire, ventilées afin d'exposer le détail de l'utilisation de chacune de ces sommes.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question P.114.

Question **110**

Produire le plan d'immobilisations (agrandissement et rénovation) pour chacun des palais de justice et l'état d'avancement des projets prévus au plan québécois des infrastructures, qu'ils soient en réalisation, en planification ou à l'étude, incluant;

- A. l'échéancier prévu et détaillé des travaux et de la réalisation du projet;
- B. l'estimation initiale et actualisée (la plus récente) des coûts;
- C. liste et copie de tout étude (incluant les études d'opportunités et de besoins), analyse, rapport ou autre réalisé ou commandé par le ministère à ce jour;
- D. état d'avancement de l'élaboration de l'avant-projet et de la préparation des plans et devis, s'il y a lieu;
- E. bilan des sommes investies pour chaque année financière en 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

**Plan québécois des infrastructures 2022-2032**

Au cours de l'année financière 2022-2023, le Ministère a présenté au Secrétariat du Conseil du trésor, les projets d'immobilisation à inscrire au Plan québécois des infrastructures 2022-2032. Le Plan québécois des infrastructures 2022-2032 a été transmis par le Secrétariat du Conseil du trésor au ministère de la Justice au mois de mai 2022.

**Suivi des projets immobiliers inscrits au Plan québécois des infrastructures 2022-2032**

**Projets en réalisation**

**Palais de justice de Roberval**

Le projet consiste à agrandir et rénover le palais de justice de Roberval. Le caractère architectural du bâtiment existant sera préservé, et ce, malgré l'incendie majeur survenu en mai 2021. En plus de la rénovation du bâtiment actuel, le projet comprendra un agrandissement. Le projet est assujéti à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique.

Le projet a été approuvé à la séance du Conseil des ministres du 3 juillet 2019 pour un coût de projet de 64,9 M\$. La livraison est prévue en 2024-2025.

**Palais de justice de Saint-Hyacinthe**

Le projet consiste en la démolition et la construction d'un nouveau palais agrandi de 50 % par rapport au palais actuel afin de répondre aux besoins identifiés. Le 18 juin 2018, le Conseil du trésor a approuvé le dossier d'opportunité ainsi que la relocalisation temporaire du palais de justice.

Le projet a été inscrit dans la liste des projets en annexe à la Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure. Le 25 juin 2019, le Conseil des ministres a approuvé le mémoire présenté pour la révision de coût et de l'échéancier de la relocalisation temporaire qui a été réalisée le 28 février 2022. La livraison du nouveau palais de justice est prévue en 2025-2026.

Le coût total du projet est estimé à 120,3 M\$ dont 104,1 M\$ pour le nouveau palais de justice permanent et de 16,2 M\$ pour le palais de justice temporaire.

**Palais de justice de Rouyn-Noranda**

Le projet vise la rénovation et l'agrandissement ou une nouvelle construction du palais de justice de Rouyn-Noranda afin de répondre aux besoins de l'activité judiciaire. La SQI estime les coûts à 85,1 M\$ pour la réalisation du projet.

Le mémoire d'avant-projet a été approuvé par le Conseil des ministres en novembre 2020. Le projet a été inscrit dans la liste des projets en annexe à la Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure. L'échéancier estimé selon les données inscrites au PQI 2022-2032 est en 2028-2029.

**Projets en planification**

**Palais de justice de Gatineau**

Le projet concerne deux volets, soit de prévoir l'accès sécuritaire des juges à l'édifice et la circulation sécuritaire aux secteurs qui leur sont réservés ainsi que de moderniser les systèmes de sécurité. D'ici la livraison du projet d'accès sécuritaire de la magistrature, des agents de sécurité seront présents dans le stationnement afin de renforcer le niveau de sécurité.

Un montant de 5,8 M\$ est inscrit au PQI 2022-2032.

Question **110**

Suite

**Palais de justice de Longueuil – Phase 2**

Le projet consiste à agrandir le palais de justice de Longueuil afin de répondre aux besoins des activités judiciaires sur plus de 20 ans. Le projet prévoit également la construction d'espaces attenants au palais de justice pour les procureurs du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

Le projet est estimé à 25,3 M\$. La livraison est prévue en 2031-2032.

**Palais de justice de Baie-Comeau**

Le projet consiste à réaménager le palais de justice de Baie-Comeau afin de répondre, entre autres, aux besoins d'espaces additionnels et de maintien d'actifs. L'analyse complète des besoins est en cours et permettra d'estimer le coût global et l'échéancier du projet.

Les coûts préliminaires sont estimés à 6,5 M\$.

<p>Question <b>111</b></p>	<p>Nombre de dossiers ouverts à la Cour du Québec en 2022-2023 et délai de traitement moyen :</p> <p>A. chambre civile;                  B. chambre civile – division des petites créances;                  C. chambre criminelle;                  D. chambre de la jeunesse.</p>
----------------------------	---

**A. Chambre civile (excluant la Division des petites créances) :**

Dossiers ouverts : 38 846  
 Délai moyen d'audition : 225 jours

**B. Chambre civile Division des petites créances :**

Dossiers ouverts : 14 468  
 Délai moyen d'audition : 682 jours

**C. Chambre criminelle :**

Causes ouvertes : 79 755  
 Délai médian des causes criminelles réglées : 302 jours

**Chambre pénale :**

Causes ouvertes : 236 146  
 Délai médian des causes pénales réglées : 161 jours

**D. Chambre de la jeunesse :**

Dossier ouverts – délinquance : 8 063  
 Délai moyen d'audition – comparution délinquance : 37 jours  
 Délai d'audition – procès délinquance : 80 jours

Dossier ouverts – protection : 10 509  
 Délai moyen d'audition – audition protection : 103 jours

Dossier ouverts – adoption : 687  
 Délai moyen d'audition – audition adoption : 42 jours

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **112**

Nombre de dossiers à la Division des petites créances en 2022-2023.  
Indiquer le nombre de dossiers portant sur une créance de moins de 5 000 \$, le nombre de dossiers portant sur une créance située entre 5 001 \$ et 10 000 \$, et le nombre de dossiers portant sur une créance de 10 001 \$ ou plus.  
Ventiler par année et par palais de justice.

Palais de justice	Dossiers	5 000 \$ ou moins	5 001 \$ à 10 000 \$	10 001 \$ et plus
Rimouski	89	53	16	20
New Carlisle	40	24	9	7
Percé	23	12	4	7
Havre-Aubert	12	6	1	5
Amqui	16	8	3	5
Matane	64	50	11	3
Sainte-Anne-des-Monts	17	8	2	7
Mont-Joli	19	9	4	6
Gaspé	25	15	3	7
Carleton	20	15	2	3
Chicoutimi	284	157	39	88
Roberval	67	36	14	17
Alma	89	44	17	28
Chibougamau	27	20	3	4
Dolbeau – Mistassini	40	18	12	10
Québec	1 628	829	334	465
Thetford Mines	102	69	13	20
La Malbaie	38	18	4	16
Rivière-du-Loup	116	71	22	23
Montmagny	82	53	9	20
Saint-Joseph-de-Beauce	189	109	33	47
Trois-Rivières	361	162	68	131
Drummondville	198	108	36	54
Shawinigan	130	75	22	33
Victoriaville	159	97	26	36
La Tuque	15	12	2	1
Sherbrooke	1 056	870	75	111
Cowansville	91	34	23	34
Granby	204	120	33	51
Magog	34	17	8	9
Lac-Mégantic	27	10	8	9
Montréal	3 211	1 520	678	1 013
Longueuil	1 069	544	202	323
Laval	935	466	198	271
Gatineau	569	268	119	182
Campbell's Bay	18	7	3	8
Mont-Laurier	61	26	12	23
Maniwaki	28	13	8	7
Rouyn-Noranda	63	40	13	10
Amos	18	11	2	5
Ville-Marie	22	12	6	4
Baie James et circuit intérieur	-	-	-	-
Val-d'Or	109	79	16	14
La Sarre	14	8	1	5
Baie d'Ungava	-	-	-	-
Sept-Îles	53	28	8	17
Sept-Îles itinérant	-	-	-	-
Baie-Comeau	56	39	12	5
Forestville	3	2	-	1
Saint-Jérôme	1 074	533	219	322
Joliette	605	321	116	168
Sainte-Agathe-des-Monts	91	53	14	24
Lachute	45	19	10	16
Saint-Hyacinthe	286	157	53	76

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **112**

Suite

Palais de justice	Dossiers	5 000 \$ ou moins	5 001 \$ à 10 000 \$	10 001 \$ et plus
Saint-Jean-sur-Richelieu	238	120	40	78
Salaberry-de-Valleyfield	502	273	93	136
Sorel – Tracy	136	70	31	35
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>14 468</b>	<b>7 738</b>	<b>2 710</b>	<b>4 020</b>

Question **113**

Pour 2022-2023, à la Division des petites créances, statistiques selon que le réclamant est une personne morale ou un particulier. Statistiques selon que les jugements ont pu ou non être exécutés :

- A. nombre de paiements acquittés;
- B. nombre de cas par mois pour lesquels l'exécution du jugement s'est avérée impossible;
- C. nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement;
- D. nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services de l'aide juridique pour faire exécuter le jugement.

**A. Nombre de paiement acquitté**

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

**B. Nombre de cas par mois pour lesquels l'exécution du jugement s'est avérée impossible**

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

**C. Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services d'un professionnel pour faire exécuter son jugement**

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

**D. Nombre de cas par mois où le requérant a dû retenir les services de l'aide juridique pour faire exécuter**

Le Ministère ne dispose pas de cette information.

Question **114**

Sommes investies pour l'informatisation dans les palais de justice par année et par district judiciaire. Détailler l'utilisation de ces sommes dans chacun des palais de justice et fournir les prévisions pour 2023 2024.

Dépenses et investissements en ressources informationnelles	
Type d'activité	2022-2023 (en k\$)
Activités d'encadrement	0
Activités de continuité	60 471,7
Projets	47 458,9

(Incluant le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et le Fonds Accès Justice)

Il n'est pas possible de ventiler ces sommes par palais de justice ou district judiciaire.

Question **115**

Nombre de dossiers ayant bénéficié du Service de médiation à la Division des petites créances en 2022-2023 Ventiler par palais de justice.

Il y a 2 849 dossiers qui ont été traités par le service de médiation à la Division des petites créances en 2022-2023.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **116**

Nombre de dossiers ouverts à la Cour supérieure du Québec en matière civile et familiale en 2022-2023. Ventiler par palais de justice.

	CHAMBRE CIVILE	CHAMBRE DE LA FAMILLE	TOTAL
<u>Tout le Québec</u>	17 322	15 839	33 161
<u>Région 01</u>			
Rimouski	233	171	404
Amqui	0	0	0
Matane	0	0	0
Mont-Joli	0	0	0
Rivière-du-loup	188	106	294
<u>Région 02</u>			
Chicoutimi	326	314	640
Roberval	92	121	213
Alma	92	100	192
Chibougamau	8	42	50
Dolbeau – Mistassini	0	0	0
<u>Région 03</u>			
Québec	2 071	1 359	3 430
La Malbaie	76	37	113
<u>Région 04</u>			
Trois-Rivières	476	411	887
Shawinigan	167	158	325
La Tuque	18	21	39
<u>Région 05</u>			
Sherbrooke	581	590	1 171
Cowansville	116	133	249
Granby	248	260	508
Lac-Mégantic	38	40	78
<u>Région 06</u>			
Montréal	4 997	3 642	8 639
<u>Région 07</u>			
Gatineau	806	881	1 687
Campbell's Bay	50	27	77
Maniwaki	25	43	68
Mont-Laurier	136	94	230
<u>Région 08</u>			
Rouyn-Noranda	53	106	159
Amos	87	84	171
Ville-Marie	26	34	60
Val-D'or	71	100	171
La Sarre	0	0	0
<u>Région 09</u>			
Sept-Îles	87	100	187
Sept-Îles (Itinérant)	0	0	0
Baie-Comeau	111	90	201

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **116**

Suite

	CHAMBRE CIVILE	CHAMBRE DE LA FAMILLE	TOTAL
<u>Région 11</u>			
New Carlisle	61	63	124
Percé	123	87	210
Havre-Aubert	30	12	42
Sainte-Anne-Des-Monts	0	0	0
Carleton	0	0	0
<u>Région 12</u>			
Thetford Mines	127	110	237
Montmagny	85	68	153
Saint-Joseph-de-Beauce	189	206	395
<u>Région 13</u>			
Laval	713	757	1 470
<u>Région 14</u>			
Joliette	725	868	1 593
<u>Région 15</u>			
Saint-Jérôme	1 346	1 353	2 699
Sainte-Agathe-des-Monts	0	0	0
<u>Région 16</u>			
Longueuil	1 073	1 238	2 311
Saint-Hyacinthe	366	363	729
Saint-Jean-sur-Richelieu	255	315	570
Salaberry-de-Valleyfield	515	620	1 135
Sorel – Tracy	184	231	415
<u>Région 17</u>			
Drummondville	220	278	498
Victoriaville	131	206	337

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **117**

Coûts d'exploitation des services de greffes périphériques pour 2022-2023, par région.

Régions	Nom	Coût totaux (\$) (salaires, loyers et autres)
1	Amqui	205 902 \$
	Matane	307 138 \$
	Mont-Joli	128 508 \$
<b>Sous-total région 01 : Bas-Saint-Laurent</b>		<b>641 548 \$</b>
2	Chibougamau	312 837 \$
	Dolbeau	180 619 \$
<b>Sous-total région 02 : Saguenay–Lac-Saint-Jean</b>		<b>493 456 \$</b>
4	La Tuque	481 089 \$
<b>Sous-total région 04 : Mauricie–Bois-Francs</b>		<b>481 089 \$</b>
5	Granby	2 400 200 \$
	Magog	52 960 \$
<b>Sous-total région 05 : Estrie</b>		<b>2 453 160 \$</b>
7	Maniwaki	437 360 \$
<b>Sous-total région 07 : Outaouais</b>		<b>437 360 \$</b>
8	Val-d'Or	2 473 456 \$
	La Sarre	229 115 \$
	Senneterre	41 325 \$
<b>Sous-total région 08 : Abitibi-Témiscamingue</b>		<b>2 743 896 \$</b>
9	Forestville	38 035 \$
	Cour itinérante	41 830 \$
<b>Sous-total région 09 : Côte-Nord</b>		<b>79 865 \$</b>
10	Cour itinérante	2 815 198 \$
<b>Sous-total région 10 : Grand-Nord</b>		<b>2 815 198 \$</b>
11	Havre-Aubert	426 783 \$
	Sainte-Anne-des-Monts	255 835 \$
	Gaspé	147 667 \$
	Carleton	153 326 \$
<b>Sous-total région 11 : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine</b>		<b>983 611 \$</b>
15	Sainte-Agathe-des-Monts	64 469 \$
	Lachute	39 941 \$
<b>Sous-total région 15 : Laurentides</b>		<b>104 410 \$</b>
<b>TOTAL</b>		<b>11 233 593 \$</b>

Question **118**

Tout rapport, document, étude, avis, analyse ou liste de consultation concernant la réforme de l'IVAC.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question

**119**

Copie des analyses sur l'abolition des rentes viagères dans le régime d'aide aux victimes d'actes criminels.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **120**

Nombre de professionnels ou d'employés travaillant sur la réforme de l'IVAC.

Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **121**

Tout rapport, document, étude, avis, analyse ou liste de consultation concernant l'élaboration d'un projet de loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **122**

Nombre de professionnels ou d'employés travaillant à l'élaboration d'un projet de loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **123**

Taux d'utilisation moyen des salles d'audience des palais de justice pour 2022-2023. Ventilation par palais de justice.

Le taux d'utilisation est calculé à partir des séances tenues et enregistrées dans les salles d'audience du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023. Il ne tient pas compte de l'ensemble des activités judiciaires telles que les règlements de dernière minute et les conférences de règlement à l'amiable. Les séances de juillet et d'août ne sont pas considérées, puisqu'elles ne reflètent pas l'activité judiciaire normale.

Palais de justice	Nombre de salles d'audience	Taux d'utilisation (%)
Alma	4	22,3
Amos	5	38,7
Amqui	1	45,6
Baie-Comeau	4	38,8
Campbell's Bay	2	8,2
Carleton	1	10,9
Chibougamau	2	23,5
Chicoutimi	9	43,4
Cowansville	2	29,6
Dolbeau-Mistassini	1	16,1
Drummondville	5	49,3
Forestville	1	16,3
Gaspé	1	17,8
Gatineau	16	60,9
Granby	7	27,1
Havre-Aubert	1	29,7
Joliette	15	47,6
La Malbaie	2	50,6
La Sarre	1	25,6
La Tuque	1	40,8
Lac-Mégantic	2	16,4
Lachute	1	5,7
Laval	14	52,3
Longueuil	24	47,8
Maniwaki	2	41,0
Matane	1	53,3
Mont-Joli	1	21,7
Mont-Laurier	3	33,7
Montmagny	3	44,0
Montréal *	98	49,3
Montréal (Cour d'appel)	4	36,7
Montréal - Chambre de la jeunesse	18	44,7
New Carlisle	3	38,2
Percé	3	44,8
Québec	39	53,6
Québec (Cour d'appel)	2	59,3
Rimouski	4	62,1
Rivière-du-Loup	5	48,0
Roberval	3	42,2
Rouyn-Noranda	3	61,6
Saint-Hyacinthe	7	45,2
Saint-Jean-sur-Richelieu	6	42,3
Saint-Jérôme	20	54,9
Saint-Joseph-de-Beauce	5	48,3

Question **123**

Suite

Palais de justice	Nombre de salles d'audience	Taux d'utilisation (%)
Sainte-Agathe-des-Monts	1	6,4
Sainte-Anne-des-Monts	1	66,7
Salaberry-de-Valleyfield	10	46,8
Senneterre	1	10,0
Sept-Îles	4	34,4
Shawinigan	5	33,8
Sherbrooke	12	42,5
Sorel-Tracy	5	44,6
Thetford Mines	4	36,7
Trois-Rivières	9	57,1
Victoriaville	5	30,2
Ville-Marie	2	14,1
Val-d'Or	5	60,2

\*Incluant les deux salles du Centre judiciaire Gouin

Note : Le calcul du taux d'utilisation est basé sur les données de la Cour du Québec, de la Cour supérieure du Québec et de la Cour d'appel du Québec. Le calcul ne tient pas compte des salles de conférences de règlement à l'amiable ni de celles temporaires ou ajoutées en cours d'année.

Le taux d'utilisation des salles d'audience est en lien avec l'activité judiciaire, c'est-à-dire le volume de dossiers traités chaque année d'un palais de justice ou d'un point de service. Le taux d'utilisation peut donc être plus faible dans certains palais de justice en raison d'un faible volume. Le ministère de la Justice a cependant fait le choix d'offrir des services en région et le plus près possible du lieu de résidence des citoyens.

Question **124**

Concernant le registre public des personnes déclarées quérulentes élaboré avec la Cour du Québec, indiquer :

- A. le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre;
- B. les économies estimées par la mise en place de ce registre;
- C. les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2022-2023;
- D. le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes.

**A. Le coût annuel estimé relatif à l'administration de ce registre**

3 093 \$\*

**B. Les économies estimées par la mise en place de ce registre**

La mise en place de ce registre vise une meilleure administration de la justice en limitant le temps investi par tous les intervenants du système judiciaire à gérer et à entendre des recours abusifs. Il permet également de protéger les intérêts des personnes visées par les recours du plaideur sujet à autorisation ou de la personne déclarée quérulente.

**C. Les ressources humaines allouées en ETC pour l'année 2022-2023**

0,03 ETC

**D. Le nombre de personnes ou entreprises déclarées quérulentes**

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023, aucune personne n'a été déclarée quérulente à la Cour du Québec.

\* Le registre des plaideurs sujets à autorisation (Cour supérieure du Québec), le registre des personnes déclarées quérulentes (Cour du Québec) et le registre des plaideurs sujets à autorisation (Cour d'appel du Québec) ont été réalisés à l'intérieur d'un seul projet. Les coûts d'entretien et d'administration de ces registres sont donc regroupés.

Question **125**

Concernant le registre des ventes du Ministère, indiquer :

- A. les coûts relatifs à l'administration de ce registre des ventes;
- B. les recettes annuelles de ces ventes;
- C. les ressources humaines allouées pour l'année 2022-2023;
- D. liste des contrats alloués à des firmes externes pour la mise sur pied de ce registre (contrat, coûts, etc.).

**Fonds des registres**

- A. Les dépenses 2022-2023 pour ce registre s'élèvent à 957,1 k\$.
- B. Les revenus pour ce registre sont de 669,1 k\$ en 2022-2023.
- C. Aucune ressource humaine.
- D. Aucun contrat en 2022-2023.

Question **126**

Pour 2022-2023, fournir la liste des recours exercés par le Procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) et/ou 532 à 535 du code de procédure civil (chapitre c-25.01) contre un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer sa fonction. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **127**

Pour 2022-2023, liste des actions en déclaration d'inhabilité et des requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions ou des requêtes, et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leur fonction d'élu.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **128**

Pour 2022-2023, la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, rôle, résolution ou autres ordonnances du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supra municipal présentées par le Procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **129**

Pour 2022-2023, liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal, présentées par le Procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction d'élu.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **131**

Pour 2022-2023, fournir la liste et l'état des principales causes pendantes en matière civile, criminelle et constitutionnelle devant la Cour d'appel du Québec et la Cour suprême de Canada impliquant le Procureur général du Québec.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question

133

Bilan des programmes et des initiatives liés à la justice réparatrice. Indiquer les projets, les coûts ou les économies réalisées.

L'élaboration et la mise en place de programmes et initiatives liés à la Justice réparatrice relèvent de la responsabilité du ministère de la Justice et s'inscrivent dans la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale qui vise à apporter des solutions pérennes à l'enjeu des délais en matières criminelle et pénale et à assurer que les citoyens et particulièrement les victimes puissent maintenir leur confiance dans le système de justice et des acteurs qui le composent.

### **Programme de mesures de rechange général pour adultes**

Le Programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG) a été autorisé par la ministre en juin 2017 dans le cadre des travaux de la Table Justice-Québec. Ce Programme consiste en la déjudiciarisation de certaines infractions commises par des adultes. Il donne aux adultes accusés des infractions criminelles prévues au Programme, la possibilité d'assumer la responsabilité de leurs actes et de régler le conflit qui les oppose à la justice autrement qu'en étant assujettis aux procédures judiciaires usuelles prévues par le Code criminel.

Un projet pilote a été mis en place le 1<sup>er</sup> septembre 2017 jusqu'au 31 mars 2019, dans trois bureaux, soit Sherbrooke, Saguenay et Joliette, à la suite de quoi, le déploiement provincial a débuté. Le comité de travail, sous la responsabilité du Ministère, comprend des représentants du Directeur des Poursuites criminelles et pénales (DPCP), du ministère de la Sécurité publique (MSP), de la Direction de l'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles (DAPVIC) et d'Équijustice. Le Programme prévoit des catégories d'infractions pour lesquelles les accusés peuvent être admissibles. Le choix des mesures de rechange doit tenir compte des besoins de la personne accusée, de l'intérêt de la société et de celui de la personne victime. Différentes mesures peuvent être appliquées. Si la mesure a été complétée avec succès, le poursuivant demande au tribunal le rejet des accusations. Si l'accusé ne remplit pas ses engagements, il retourne au processus judiciaire régulier, sans que sa participation au PMRG lui soit préjudiciable.

Le Programme fait l'objet d'une recherche universitaire par l'Université Laval. Le but de cette recherche est d'analyser l'implantation du PMRG, la prise en compte de l'intérêt et des besoins des victimes, son efficacité et ses retombées économiques et sociales.

Depuis le 30 novembre 2020, le PMRG est disponible dans tous les districts judiciaires à la Cour du Québec. Douze cours municipales ont également implanté le Programme depuis le mois de mai 2020 : Lévis, Montréal, Laval, Québec, Mascouche, Repentigny, Saint-Jérôme, Boisbriand, Deux-Montagnes, Châteauguay, Sainte-Adèle et Rosemère.

Un projet pilote a débuté au mois de juin 2022 avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, lequel offre maintenant les services du PMRG aux autochtones accusés d'infractions admissibles vivant en milieu urbain. Un deuxième projet pilote a également commencé à Joliette le 1<sup>er</sup> novembre dernier. Des travaux d'implantation sont aussi en cours à Montréal.

En date du 31 décembre 2022, pour l'année financière 2022-2023, 1 978 dossiers ont intégré le PMRG et 93,3 % des accusés ont complété le Programme avec succès.

Les coûts engagés dans le PMRG pour l'année financière 2022-2023 se sont élevés à 4 449 240 \$, dont notamment 3 350 786 \$ en subventions pour les organismes communautaires et 1 040 400 \$ pour les CAVAC.

### **Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone**

Le Programme de mesures de rechange pour les adultes en milieu autochtone (PMRA) est également autorisé par la ministre en vertu de l'article 717 du Code criminel. Il a été instauré en 2001 et révisé en 2015. Ce Programme s'adresse exclusivement aux communautés autochtones du Québec et son application est administrée par des comités de justice autochtone. Le Programme vise notamment à favoriser une plus grande participation des communautés autochtones dans l'administration de la justice au sein de leur milieu. Il offre une occasion, pour une personne accusée d'avoir commis une infraction criminelle, d'accepter la responsabilité de sa conduite et à prendre une part active à la réparation des torts causés en participant à un processus encadré de réparation et de réconciliation. À l'issue du processus, des mesures de rechanges sont déterminées.

Question **133** Suite

Le PMRA est offert dans 27 communautés et villages autochtones. Précisons que la mise en œuvre du Programme est sous la responsabilité du DPCP, qui doit conclure à cet effet un protocole d'entente entre le représentant du comité de justice ou ses autorités politiques et le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) représenté par le procureur en chef de la région concernée.

Nation	Communauté	Date de signature	Nouveau PMRA
Mohawk	Akwesasne	25 août 2004	26 octobre 2018
Crie	Mistissini	30 novembre 2006	
	Waskaganish	15 mars 2010	
	Whapmagoostui	22 décembre 2012	
	Chisasibi	24 janvier 2012	
	Waswanipi	13 février 2012	
	Nemaska	21 janvier 2013	
	Oujé-Bougoumou	20 décembre 2016	
	Wemindji		17 avril 2018
	Inuite	Aupaluk	2 mai 2003
Kangirsuk		29 avril 2003	11 octobre 2018
Kuujuarapik		1 mai 2003	11 octobre 2018
Puvirnituq		30 avril 2003	11 octobre 2018
Salluit		5 mai 2003	11 octobre 2018
Quaqtaq		30 avril 2003	11 octobre 2018
Kuujuaq		7 juin 2013	11 octobre 2018
Kangihsualujuaq		3 juin 2013	11 octobre 2018
Inukjuak		15 février 2010	11 octobre 2018
Kangihsujuaq		16 mai 2017	11 octobre 2018
Tasiujaq			3 mars 2021
Umiujaq			3 mars 2021
Atikamekw		Opitciwan	20 décembre 2011
	Manawan		16 avril 2018
	Wemotaci		16 avril 2018
Naskapie	Kawawachikamach	4 décembre 2012	
Micmac	Listuguj	décembre 2013	16 mars 2021
Algonquine	Kitigan Zibi		18 octobre 2018

Les coûts des projets sont inclus à même les budgets des comités de justice et ne sont pas comptabilisés de façon distincte.

#### **Autres programmes d'adaptabilité de la justice au Québec**

Tout comme les deux programmes mentionnés précédemment, les programmes suivants constituent des programmes d'adaptabilité de la justice. Une somme de près de 1,89 M\$ a été octroyée en 2022-2023 pour soutenir les initiatives en justice communautaires qui offrent notamment le PMRG-MU-A et le PMRA.

#### **Programme d'accompagnement Justice Santé mentale**

Le Programme d'accompagnement justice santé mentale (PAJ-SM) a été autorisé par la ministre de la Justice en février 2019. Un projet pilote a été mis en place le 20 mai 2008 à la cour municipale de Montréal et le 6 mai 2015 à la Cour du Québec de Saint-Jérôme. Le Programme s'adresse aux personnes présentant différentes vulnérabilités, notamment liées à une problématique de santé mentale ou déficience intellectuelle, ayant commis une infraction visée par le Programme dans le district où le PAJ-SM est implanté. Le Programme a pour but d'adapter le traitement judiciaire des personnes vulnérables à la Cour du Québec en proposant une prise en charge globale et un traitement plus individualisé de ces personnes par les différents

Question **133**

Suite

intervenants du milieu judiciaire, de la santé et des services sociaux et de la sécurité publique. Le Programme vise également une plus grande collaboration et un partage d'information plus efficaces entre les différents intervenants. Cette approche vise à éviter ou réduire la récidive et ainsi assurer la protection du public, tout en favorisant un traitement adapté à la situation personnelle du contrevenant.

L'implantation du programme de Sherbrooke a fait l'objet d'une recherche universitaire par l'Université de Sherbrooke. Quant au programme dans son ensemble, il fait l'objet d'une recherche universitaire menée par l'Observatoire justice santé mentale de l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel. L'objectif de la recherche est d'analyser le cheminement des personnes dans le PAJ-SM, l'efficacité du programme et ses retombées économiques et sociales notamment par le taux de récidives.

Présentement, le PAJ-SM est implanté dans les districts judiciaires de : Abitibi (secteur Val-d'Or), Beauharnois, Bedford, Bonaventure, Chicoutimi, Drummond, Gaspé (Gaspé, Percé et Ste-Anne-des-Monts), Gatineau, Iberville, Joliette, Kamouraska, Labelle, Laval, Longueuil, Montréal, Québec, Rimouski, Roberval (incluant Opitciwan et Mashteuiatsh), Richelieu, Rouyn-Noranda, Saint-François, Saint-Maurice (secteur Shawinigan), Saint-Hyacinthe, Terrebonne, Témiscamingue et Trois-Rivières.

Présentement, le PAJ-SM est implanté à la cour municipale de Montréal, de Québec, de Laval et de Lévis.

Les travaux pour le PAJ-SM de Val-d'Or ont été faits de concert avec le Centre d'amitié autochtone ainsi qu'avec la participation de la communauté de Lac-Simon. Le Programme est également en place auprès des communautés d'Opitciwan et de Mashteuiatsh pour le PAJ-SM de Roberval qui ont tous les deux déployé des intervenants pivots pour le PAJ-SM et le Centre d'amitié autochtone de Roberval a été mis à profit pour le PAJ-SM de Roberval.

Puisque les PAJ-SM sont principalement gérés par les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS et CIUSSS), une somme de 2,6 M\$ prévue au budget du Ministère a été transférée au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin de lui permettre d'octroyer les sommes aux CISSS et CIUSSS concernés dans le cadre de la mise en œuvre des PAJ-SM.

### **Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ)**

Autorisé en 2012 par le ministre de la Justice en vertu de l'article 720(2) du Code criminel, le Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec (PTTCQ) a pour objectif de prévenir et réduire la criminalité causée ou motivée par la toxicomanie tout en tenant compte de l'intérêt de la justice. Situé au stade de la détermination de la peine, il permet aux adultes reconnus coupables de certaines infractions criminelles de bénéficier d'un plan de réadaptation et de réinsertion sociale adapté sous surveillance judiciaire. Ultimement, le PTTCQ vise à rompre définitivement le phénomène des « portes tournantes ».

Trois programmes de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec sont en vigueur au Québec, soit dans le district judiciaire de Montréal et dans les villages nordiques de Puvirnituq et d'Akulivik.

L'entente couvre la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2023. Pour l'exercice financier 2022-2023, la contribution fédérale maximale prévue est de 1 125 000 \$.

Chaque ministère et organisme qui participe au Programme de traitement de la toxicomanie de la Cour du Québec assume à même ses budgets le financement de ce Programme.

### **Programme de travaux compensatoires (PTC)**

Par le décret 385-2019 du 10 avril 2019, la responsabilité du Programme de travaux compensatoires (PTC), relevant antérieurement du ministère de la Sécurité publique, a été confiée au ministère de la Justice. Le PTC est déployé dans tout le Québec et fonctionne grâce à un financement annuel de 2,5 M\$ et grâce au travail de deux ressources à temps plein.

Question **133**

Suite

Le PTC repose sur 11 organismes de référence et près de 3 500 organismes d'accueil. Les organismes de référence sont des organismes à but non lucratif dont les services sont retenus par le Ministère pour administrer le Programme dans certains districts judiciaires. Les contrats entre le Ministère et les organismes sont renouvelés tous les deux ans.

Le Programme a été mis en place au Québec en 1983 afin d'humaniser le processus de recouvrement des amendes dues à l'État. Il permet à une personne démunie d'effectuer des travaux dans un organisme en compensation de sa dette, issue d'amendes impayées liées à des infractions pour lesquelles un jugement de culpabilité a été rendu au terme d'une poursuite pénale devant la Cour du Québec ou une cour municipale. La réussite du Programme enrayer la dette du défendeur envers l'État.

À l'étape de l'exécution du jugement, lorsqu'un percepteur est convaincu de l'incapacité de payer d'un individu, il doit lui offrir de payer les sommes qu'il doit au moyen de travaux compensatoires (art. 333 du Code de procédure pénale). Suivant la signature de l'engagement des travaux, une demande est transmise à l'organisme de référence de sa région. L'organisme de référence rencontre l'individu et lui propose des travaux à effectuer dans un organisme d'accueil sous sa responsabilité en fonction de ses compétences et de ses capacités. Les organismes d'accueil sont les organismes qui reçoivent les individus et leur permettent d'effectuer des tâches correspondant à leurs habiletés, qui comptabilisent les heures travaillées et en font rapport à l'organisme de référence. Une fois les heures complétées, l'organisme d'accueil en informe l'organisme de référence qui transmet un rapport d'exécution des travaux au percepteur des amendes.

Lorsque l'entièreté des heures prévues est effectuée, le défendeur est libéré des sommes dues. Le citoyen qui s'est engagé à effectuer un nombre d'heures de travaux compensatoires peut, en tout temps, mettre un terme à ses travaux et payer son amende ou prendre une entente de paiement auprès du percepteur. Le montant équivalent au nombre d'heures travaillées sera alors déduit de l'amende à payer. En cas d'échec, le citoyen devra reprendre le processus en communiquant avec le percepteur. À défaut, le percepteur des amendes reprend le processus d'exécution des jugements.

En 2022, 5 749 personnes ont effectué des travaux dans le cadre du PTC, pour un total de 434 232 heures réalisées au sein d'organismes d'accueil. C'est une moyenne de 76 heures de travail par participant.

### **Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire**

Les nouvelles dispositions du Code de procédure pénale découlant de l'entrée en vigueur de la Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel le 5 juin 2020 permettent désormais des mesures prenant en compte la situation sociale de certains défendeurs afin notamment de favoriser leur réhabilitation. Ceux-ci ont maintenant la possibilité de participer à un programme d'adaptabilité offrant une alternative à une poursuite pénale ou leur permettant de remplacer les travaux compensatoires par des mesures alternatives.

Il s'agit d'un programme volontaire de déjudiciarisation s'adressant à une clientèle en situation de grande vulnérabilité et/ou à risque d'itinérance ayant des constats d'infractions non acquittés. Ce Programme vise à réduire le phénomène des « portes tournantes ». Il permet à une personne désireuse de stabiliser sa situation sociale d'effacer ou de diminuer sa dette judiciaire. La réussite du Programme permet le retrait des chefs d'accusation, la rétractation de jugements et l'effacement de la dette d'un défendeur.

Actuellement, le Programme est implanté dans différentes cours municipales : Montréal, Québec, Val-d'Or, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saint-Jérôme, Gatineau, Chibougamau et Lévis.

Les coûts engagés dans le Programme d'accompagnement justice et intervention communautaire pour l'année financière 2022-2023 se sont élevés à 189 688 \$.

Question **134**

État de situation, au 31 mars 2023, du bilan budgétaire de l'administration de la justice pour la mise en œuvre des lois criminelles adoptées au cours des cinq dernières années par le gouvernement fédéral en vertu du Code criminel. Ventilation par :

- A. lois adoptées par le gouvernement fédéral ;
- B. impact sur les revenus en 2022-2023;
- C. impact sur les revenus au cours des cinq dernières années;
- D. impact sur les dépenses en 2022-2023;
- E. impact sur les dépenses au cours des cinq dernières années.

Le Ministère met en œuvre les lois criminelles adoptées par le gouvernement fédéral. Les revenus et dépenses à ce titre ne sont cependant pas isolés des autres activités du Ministère.

Question **135**

Les sommes perçues en vertu de la contribution réclamée sur un constat d'infraction pour toute infraction relative à une loi du Québec depuis 2014 (article 8.1 du Code de procédure pénale du Québec) et versées au Fonds Accès Justice. Indiquer les sommes perçues pour chaque mois en 2022-2023.

**Fonds Accès Justice**

Les sommes des contributions pénales perçues en 2022-2023 et versées au Fonds Accès Justice totalisent 13 152,4 k\$.

Mois	k\$
Avril	612,3
Mai	623,7
Juin	1 315,9
Juillet	60,6
Août	3 060,1
Septembre	1 169,8
Octobre	533,2
Novembre	576,9
Décembre	3 055,4
Janvier	1 337,3
Février	807,2

Question **136**

Pour chacune des catégories de contribution (14 \$, 20 \$, 40 \$ ou 25 %), indiquer leur utilisation / répartition conformément au dernier paragraphe de l'article 8.1 du Code de procédure pénale. Par exemple, indiquer le montant total de la part des contributions de 20 \$ transféré au CAVAC, au FAJ, etc.

Les revenus des contributions pénales 2022-2023 totalisent 53 918,1 k \$ :

- 16 470,6 k\$ (10 \$) versés au Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels pour soutenir les activités du Fonds.
- 13 152,4 k \$ (8 \$) versés au Fonds Accès Justice pour soutenir les activités du fonds.
- 24 295,1 k \$ versés au Fonds consolidé du revenu.

*Les sommes sont reçues selon l'affectation prévue à l'article 8.1 du Code de procédure pénale.*

Question **137**

Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2022-2023 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

**1. Le Réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)**

Le réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) offre des services dans près de 200 points de services dont une cinquantaine desservent une population majoritairement autochtone.

Deux CAVAC sont sous la responsabilité d'administrations autochtones :

- Le CAVAC Sapummijit (Administration régionale Kativik);
- Le CAVAC Cri (Gouvernement de la Nation crie)

Les services offerts par les CAVAC aux communautés autochtones et aux autochtones vivant en milieux urbains sont offerts par des intervenants ayant une expertise auprès de cette clientèle.

Les services sont offerts grâce à divers points de services partout au Québec :

Types de points de service	Emplacements
2 points de services en palais de justice	Kuujuaq Puvirnituq
12 points de services permanents en communauté	Chisasibi Eastmain Inukjuaq Kawawachikamach Matimekossh Kuujuarapik Mashteuiatsh Mistissini Nemaska Oujé-Bougoumou Salluit Wemindji
10 points de services liés à la cour itinérante	Akulivik Kangiqualujuaq Kangisujuaq Kangirsuk Quaqtaq Umiujaq Pakuashipi Mingan Nutashkuan Unamen Shipu
2 points de services spécialisés pour autochtonie urbaine	Val-d'Or Montréal
23 points de services itinérants (sur demande ou selon un calendrier)	Aupaluq Tasiujaq Lac-Simon Kitcisakik Pikogan Timiskaming Winneway Eagle Village Wolf Lake Gesgapegiag Listiguj Manawan Wemontaci Kahnawake Akwesasne Kitigan Zibi Lac-Rapide/Barriere Lake Opitciwan Essipit

Question **137**

Suite

Types de points de service	Emplacements
	Pessamit Waskaganish Whapmagoostui Waswanipi
1 point de service en référence policière	Uashat Maliotenam
2 points de service intégré dans un centre d'amitié autochtone	Centre Mamik (Saguenay et Roberval)

**Investissements pour les services aux personnes victimes autochtones**

En 2022-2023, le réseau des CAVAC a bénéficié d'une subvention totale de 36 421 468 \$ et est venu en aide à 1 199 personnes s'identifiant comme autochtones (1,95 %) :

- Selon le système statistique du Réseau des CAVAC, 328 personnes victimes autochtones ont reçu des services pour une situation d'agression sexuelle et 5 pour une situation d'exploitation sexuelle en 2022-2023.

Il est à noter que ces données n'incluent toutefois pas les statistiques du CAVAC Nunavik et du CAVAC Cri qui ne détaillent pas leur clientèle selon le type de crime (ou le contexte).

Le tableau suivant détaille les investissements globaux en matière autochtone basés sur le pourcentage que représente cette clientèle pour chaque CAVAC. Les colonnes de droite détaillent quant à elles le nombre de total de personnes victimes de violence sexuelle (autochtone et non-autochtone) ainsi que le pourcentage de ces dernières s'identifiant comme autochtones.

CAVAC	Investissement financier selon le % de clientèle autochtone	Pourcentage global de la clientèle autochtone par CAVAC	Nombre total de personnes victimes de violence sexuelle et % s'identifiant comme autochtones <sup>1</sup>	
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	117 806 \$	7,31%	750	8,93%
CAVAC du Bas-Saint-Laurent	555 \$	0,03%	868	0,12%
CAVAC Centre-du-Québec	2 823 \$	0,18%	681	0,44%
CAVAC Côte-Nord	413 802 \$	24,54%	463	25,05%
CAVAC Cri	586 685 \$	100 %	N/D	N/D
CAVAC de l'Estrie	1 567 \$	0,06%	1019	0,10%
CAVAC de la Gaspésie et les îles de la Madeleine	57 603 \$	5,90%	482	3,53%
CAVAC de Lanaudière	29 085 \$	1,5%	971	2,16%
CAVAC des Laurentides	4 696 \$	0,29%	1014	0,10%
CAVAC de Laval	0 \$	0 %	586	0 %
CAVAC de la Mauricie	21 500 \$	1,31%	883	2,38%
CAVAC de la Montérégie	8 473 \$	0,30%	1704	0,47%
CAVAC de Montréal	6 856 \$	0,13%	1278	0,31%
CAVAC du Nunavik	1 398 72 \$	100 %	N/D	N/D
CAVAC de l'Outaouais	34 737 \$	1,40%	1008	1,29%
CAVAC de Québec	13 848 \$	0,37%	1742	0,34%
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	123 493 \$	4,54%	1107	4,43%

1. Les chiffres de cette colonne comprennent les personnes victimes d'infraction à caractère sexuel. Certaines personnes victimes d'exploitation sexuelle pourraient ne pas être incluses dans les données, selon les régions.

**Intervenants desservant une clientèle autochtone**

Question **137** Suite

Le tableau ci-dessous détaille les intervenants desservant des clientèles principalement autochtones.

Il est à noter que pour les CAVAC les investissements en ETC correspondent aux postes autorisés et desservant des clientèles principalement autochtones.

Ces montants ne représentent pas l'ensemble des heures travaillées auprès des clientèles autochtones. En effet, d'autres ETC des CAVAC peuvent desservir des clientèles autochtones. Par exemple, le CAVAC de la Mauricie n'a pas de ressource offrant des services pour la communauté autochtone de Wemotaci. Toutefois, l'intervenante du point de service de La Tuque se rend mensuellement dans la communauté. Il est estimé que 60 % de son temps vise à desservir les personnes victimes autochtones de la région. Elle ne figure pas dans le tableau ci-dessous.

CAVAC	Intervenants clientèle autochtone (ETC)	Investissement financier Intervenants autochtones
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	5	323 243 \$
CAVAC Côte-Nord	5	357 413 \$
CAVAC Cri	8	783 071 \$
CAVAC de Montréal	1	71 900 \$
CAVAC Nunavik	9	968 285 \$
CAVAC de l'Outaouais	1	76 739 \$
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	4	303 477 \$

**Pour les personnes victimes de violence sexuelle spécifiquement**, le Réseau des CAVAC peut compter sur le support de 17 agents de liaison spécialisés (ALIVS) dans cette problématique dont deux sont situés dans les CAVAC du Nunavik et du territoire cri. Pour le CAVAC Nunavik et le CAVAC cri spécifiquement, les deux ALIVS représentent un investissement de 203 134 \$ (ce montant est inclus dans le tableau ci-dessus).

En outre, les divers intervenants des CAVAC peuvent également les épauler dans leurs démarches.

**2. Les investissements liés à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA)**

Depuis 2020-2021, le FAVAC verse annuellement diverses subventions pour concourir aux recommandations du Rapport produit par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA). Il finance notamment diverses mesures pour accroître l'accessibilité aux ressources pour les personnes autochtones, dont les personnes victimes de violence sexuelle.

En 2022-2023, les investissements ENFFADA au Réseau des CAVAC représentaient 1 308 900 \$. Les ressources humaines associées à l'ENFFADA sont incluses dans les tableaux ci-dessus.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **137**

Suite

CAVAC	Investissements ENFFADA 2022-2023	Actions prévues	État 31 mars 2023
CAVAC de l'Abitibi-Témiscamingue	161 000 \$	• Récurrence intervenant Kitcisakik	• Contrat 1 an pour desservir Kitcisakik et les autres communautés (intervenant)
		• Récurrence intervenant Val-D'Or	• Intervenante embauchée
		• Poursuite travaux 3 nouveaux locaux adaptés (Lac-Simon, Pikogan, Kitcisakik)	• Projet en cours
CAVAC Côte-Nord	160 000 \$	• Récurrence intervenant Matimekosh	• Intervenante en congé de maladie
		• Récurrence intervenant Secteur Mingan	• Intervenante embauchée
CAVAC Cri	521 000 \$	• Récurrence psychologue spécialisé	• Embauche en cours
		• Récurrence intervenant en violence conjugale	• Intervenant embauché
		• Récurrence intervenant Chisasibi	• Intervenant embauché
		• Récurrence intervenant Waswanipi	• Intervenant embauché
CAVAC Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	50 000 \$	• Aménagement d'un local adapté à Gesgapegiag	• Aménagement en cours
CAVAC Montréal	71 900 \$	• 1 nouvel intervenant de liaison autochtone	• Embauche en cours
CAVAC Nunavik	115 000 \$	• Récurrence intervenant Kuujuarapik	• Intervenant embauché
CAVAC Saguenay-Lac-Saint-Jean	230 000 \$	• Récurrence intervenant au Centre Mamik de Chicoutimi	• Intervenante embauchée
		• 1 nouvel intervenant au Centre Mamik de Roberval	• Intervenante embauchée

Question **137** Suite

**3. Le Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits**

En outre, le BAVAC s'est engagé dans le cadre du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des premières nations et des Inuits dans deux mesures venant en aide notamment aux victimes de violences sexuelles autochtones soit :

Mesures	État d'avancement	Investissements 2022-2023
Mesure 1.2.10 : Favoriser l'utilisation de la visioconférence au sein des communautés autochtones lors des rencontres entre le procureur aux poursuites criminelles et pénales et la personne victime	Mesure terminée.  Nos efforts se poursuivent toutefois via les investissements liés à l'ENFFADA.	0 \$
Mesure 1.2.30 : Soutenir financièrement et assurer le développement, en milieu autochtone, d'une intervention adaptée par les CAVAC dans le but d'offrir des services culturellement pertinents et sécurisants aux personnes victimes d'actes criminels	<p>Pour venir en aide aux personnes victimes autochtones, le réseau des CAVAC compte sur 52 points de services ainsi que sur l'expertise de 19 intervenants. Leur tâche est quant à elle en partie ou en totalité à offrir des services à cette clientèle.</p> <p>Nouveau point de service est présentement en développement au sein du centre d'amitié autochtone de Roberval.</p> <p>Un nouveau local entièrement dédié aux personnes victimes autochtones de Gesgapegiag a été aménagé afin de favoriser l'accès aux services aux personnes victimes pour les autochtones de cette communauté.</p> <p>Il est à noter que plusieurs intervenants du réseau siègent présentement sur les différentes tables locales d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les autochtones (Val-d'Or, Maniwaki, Sept-Îles, La Tuque et les futures tables de Roberval et Chibougamau) afin d'améliorer leurs services en secteurs urbains.</p>	<p>2 884 128 \$ *Ce montant se retrouve détaillé dans la précédente section liée aux investissements en ressources humaines offrant des services.</p> <p>115 000 \$ *Ce montant est inclus dans la mesure ENFFADA</p> <p>50 000\$ *Ce montant est inclus dans la mesure ENFFADA</p> <p>0 \$</p>

**Programme :** Programme de soutien aux activités de justice en milieu autochtone – volet services aux victimes sous la responsabilité d'organisations autochtones

**Montant global budgété :** 386 250 \$

**Direction ou organisme qui en a la gestion :** Bureau des affaires autochtones

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Services aux victimes atikamekw	Conseil de la Nation Atikamekw	170 000 \$
Services aux victimes de Montréal	Centre de justice des Premiers peuples de Montréal	85 000 \$
Services aux victimes innus	Innu Takuaihan Uashat Mak Mani-Utenam	40 000 \$

Question **137**

Suite

Projet	Bénéficiaire	2022-2023
Services aux victimes Mohawks	Mohawks of Akwesasne	56 250 \$
Services aux victimes Mohawks	Mohawks of Kahnawake	35 000 \$

**Mise en place de services de soutien psychosociaux pour les femmes autochtones victimes de violences conjugales, familiale et sexuelle**

Une subvention de 300 000\$ a été octroyée en 2022-2023 à Femmes autochtones du Québec par le MJQ pour soutenir la mise en place d'un organisme à but non lucratif ayant pour mandat de soutenir les femmes autochtones victimes de violences conjugale, familiale et sexuelle en communauté ainsi qu'en milieu urbain.

Question **138**

Crédits budgétaires alloués en 2022-2023 et prévus en 2023-2024 afin de mettre en œuvre les recommandations du Rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens) ainsi que les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).

Pour 2022-2023, les montants budgétés du Ministère, ceux découlant du Plan d'action pour le mieux-être social et culturel des Premières Nations et des Inuits et ceux réservés à la mise en œuvre des commissions d'enquête ont permis les actions suivantes qui sont en lien avec certaines recommandations des commissions d'enquête et le rapport sur la situation de la Cour itinérante au Nunavik produit par M<sup>e</sup> Jean-Claude Latraverse :

- Initiatives de justice communautaire au sein des collectivités autochtones et en milieu urbain, et soutien à la réflexion en vue de la mise en place de nouveaux projets (2 893 189 \$);
  - Offre de service des conseillers parajudiciaires (3 010 100 \$);
  - Soutien aux services aux victimes autochtones (Centre d'aide aux victimes d'actes criminels ou les organismes autochtones intéressés à agir auprès des victimes) (2 995 150 \$)<sup>1</sup>;
  - Formation de rédacteurs Gladue et d'outils vidéo de formation continue (25 000 \$);
  - Amélioration de certains aspects reliés à la justice au Nunavik (1 125 000 \$);
  - Rédacteurs Gladue à temps plein (605 000 \$);
  - Ajustement du salaire des rédacteurs Gladue à contrat (175 000 \$);
  - Amélioration de services en lien avec le système judiciaire auprès des Premières Nations (400 000 \$);
  - Élaboration d'une formation pour les rédacteurs Gladue, les conseillers parajudiciaires, les coordonnateurs de comités de justice, les intervenants auprès des victimes et autres emplois auprès de justiciables autochtones (254 000 \$).
1. Excluant les sommes pour les activités courantes versées aux Centres d'aide aux victimes d'actes criminels actifs des milieux autochtones.

Question **153**

En 2022-2023, identifier le nombre, le coût et la nature des subventions accordées à des groupes communautaires ou à d'autres OBNL ayant pour but de favoriser l'accès à la justice. Ventiler par région et par groupe ou OBNL.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 22.

Question **154**

Nombre de demandes de prestations présentées en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, incluant le résultat des demandes et le montant des prestations versées en 2022-2023, par région. Pour chaque catégorie de prestations, préciser le montant affecté pour chaque sous-catégorie en faisant les distinctions entre les divers types de bénéficiaires, le cas échéant. Fournir le total des prestations et des frais d'administration de l'IVAC pour ces mêmes années.

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (LIVAC)

Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (LAPVIC)

Les données relatives à la LIVAC et à la LAPVIC sont disponibles en année civile seulement.

Répartition des décisions rendues en 2022 par région				
Région	Acceptée	Rejetée	Total	%
Abitibi-Témiscamingue	235	32	267	1,7%
Bas-Saint-Laurent	384	38	422	2,6%
Capitale-Nationale	1 206	129	1 335	8,4%
Centre-du-Québec	718	63	781	4,9%
Chaudière-Appalaches	552	73	625	3,9%
Côte-Nord	130	12	142	0,9%
Estrie	953	112	1 065	6,7%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	106	8	114	0,7%
Lanaudière	1 070	121	1 191	7,5%
Laurentides	1 349	137	1 486	9,3%
Laval	473	70	543	3,4%
Mauricie	629	47	676	4,2%
Montréal	2 527	229	2 756	17,3%
Montréal	2 643	387	3 030	19,0%
Nord-du-Québec	62	5	67	0,4%
Outaouais	619	50	669	4,2%
Saguenay - Lac-Saint-Jean	468	62	530	3,3%
Hors Québec	65	7	72	0,5%
Indéterminée	154	20	174	1,1%
<b>Total</b>	<b>14 343</b>	<b>1 602</b>	<b>15 945</b>	
<b>Pourcentage</b>	<b>90,0 %</b>	<b>10,0%</b>		<b>100,0 %</b>

Question **154** Suite

**Nombre de demandes reçues et montant des prestations versées en 2022 par région**

Région	Nombre de demandes reçues	Prestations versées*
Abitibi-Témiscamingue	272	3 729 845 \$
Bas-Saint-Laurent	416	6 424 058 \$
Capitale-Nationale	1 415	27 346 899 \$
Centre-du-Québec	800	9 947 987 \$
Chaudière-Appalaches	626	11 541 960 \$
Côte-nord	148	2 017 082 \$
Estrie	1 051	13 705 516 \$
Gaspésie—îles-de-la-madeleine	134	2 886 428 \$
Lanaudière	1 181	21 283 394 \$
Laurentides	1 509	22 247 352 \$
Laval	591	9 432 772 \$
Mauricie	682	10 770 611 \$
Montérégie	2 724	40 245 415 \$
Montréal	3 178	42 727 208 \$
Nord-du-Québec	85	1 031 888 \$
Outaouais	687	10 267 436 \$
Saguenay - Lac-Saint-Jean	550	6 743 241 \$
Hors Québec	68	3 941 794 \$
Indéterminée	194	1 586 984 \$
<b>Total</b>	<b>16 311</b>	<b>247 877 870 \$</b>

\*Les prestations versées présentées dans le tableau ci-haut sont celles pour tous les dossiers en traitement en 2022.

**Prestations versées et frais d'administration**

Types de prestations	2022
Assistance médicale	13 689 422 \$
Réadaptation	29 408 072 \$
Indemnités de remplacement du revenu*	127 616 165 \$
Indemnités forfaitaires pour dommage corporel (LAPVIC)	1 526 490 \$
Stabilisation sociale et économique	2 374 446 \$
Indemnités de décès	6 199 766 \$
Incapacité permanente des victimes et rentes aux personnes à charge (IVAC)	67 063 509 \$
<b>Total des prestations</b>	<b>247 877 870 \$</b>
Frais d'administration	27 715 123 \$
<b>Total</b>	<b>275 592 993 \$</b>

\*Inclus les versements d'ITT, AFPPR, AFCCI et AFSPPR.

**Frais de suivi psychothérapique et psychosocial déboursés en 2022**

<b>Total des frais</b>	<b>21 954 276 \$</b>
------------------------	----------------------

Question **154** Suite

**Débours en indemnités de décès pour 2022**

Types	Débours
Indemnités de décès LAPVIC - conjoint	2 951 360 \$
Indemnités de décès LAPVIC - parents et succession	1 647 673 \$
Indemnités de décès LAPVIC - personnes à charge	1 323 033 \$
Frais funéraires et transport du corps LAPVIC*	264 183 \$
Frais allocation spéciale IVAC - parents d'un enfant mineur décédé	13 518 \$
Frais divers**	384 815 \$
<b>Total</b>	<b>6 584 582 \$***</b>

\*L'information concernant le destinataire du débours n'est pas disponible.

\*\*Inclus les forfaitaires étalés en 12 ou 24 versements et les autres frais.

\*\*\*Les frais divers ne sont pas inclus plus haut dans le tableau « Prestations versées et frais d'administration » ce qui explique l'écart entre les deux totaux associés aux indemnités de décès.

En 2022, des indemnités de décès ont été versées dans 93 dossiers.

Question **155**

Bilan, au 31 mars 2023, de l'implantation des CAVAC, incluant les budgets et l'effectif; fournir les prévisions pour 2023-2024. Fournir les montants d'aide financière accordés aux CAVAC et les prévisions pour 2023-2024.

**Budgets 2022-2023**

CAVAC	Ouverture	Budget au 31 mars 2023
Abitibi-Témiscamingue <sup>1,3</sup>	Juin 2002	1 611 580 \$
Bas-Saint-Laurent <sup>1</sup>	Février 1990	1 850 820 \$
Centre-du-Québec <sup>1</sup>	Avril 2003	1 568 210 \$
Côte-Nord <sup>1,3,4</sup>	Novembre 2001	1 686 234 \$
Cri <sup>1</sup>	Janvier 2008	586 685 \$
Estrie <sup>1,4</sup>	Novembre 1992	2 611 591 \$
Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine <sup>1,3</sup>	Février 2003	976 320 \$
Lanaudière <sup>1</sup>	Mars 1998	1 939 010 \$
Laurentides <sup>1</sup>	Décembre 1992	1 619 250 \$
Laval <sup>1,2,4</sup>	Mars 1991	1 889 938 \$
Mauricie <sup>1,4</sup>	Février 1990	1 641 224 \$
Montérégie <sup>1,2,4</sup>	Mars 1990	2 824 232 \$
Montréal <sup>1,2,3</sup>	Novembre 1998	5 273 538 \$
Nunavik <sup>1,3</sup>	Octobre 2004	1 398 782 \$
Outaouais <sup>1,2</sup>	Novembre 1989	2 481 238 \$
Région de Québec <sup>1,2,4</sup>	Juin 1988	3 742 686 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean <sup>1,3</sup>	Janvier 1989	2 720 120 \$

<sup>1</sup> Incluant un montant provenant du ministère de la Justice du Québec pour la réalisation du Programme de mesures de rechange général (PMRG) et du Programme témoin enfant et autres vulnérabilités.

<sup>2</sup> La subvention octroyée à cet organisme inclut un montant provenant du Secrétariat à la condition féminine pour la mise en place d'une équipe spécialisée en accompagnement des victimes d'exploitation sexuelle.

<sup>3</sup> Incluant un montant provenant du ministère de la Justice du Québec afin de garantir que les services d'aide aux victimes soient offerts et accessibles de manière permanente dans l'ensemble des communautés autochtones ainsi qu'en milieux urbains.

<sup>4</sup> Incluant un montant provenant du ministère de la Justice du Québec pour la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale.

**Effectifs des CAVAC en 2022-2023**

CAVAC	Directeur	Intervenants Temps plein et occasionnels	Total Effectifs
Abitibi-Témiscamingue	1	22	23
Bas-St-Laurent	1	20	21
Centre-du-Québec	1	17	18
Côte-Nord	1	20	21
Cri	1	8	9
Estrie	1	27	28
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	9	10
Lanaudière	1	23	24
Laurentides	1	20	21
Laval	1	21	22
Mauricie	1	22	23
Montérégie	1	36	37
Montréal	1	58	59
Nunavik	1	9	10
Outaouais	1	24	25
Région de Québec	1	42	43
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	28	29
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>406</b>	<b>423</b>

Question

156

Bilan des subventions octroyées grâce au FAVAC pour des projets spéciaux ou des services récurrents à des organismes autres que les CAVAC. Ventiler par région et en fonction du type d'objet (projets spéciaux ou services récurrents).

Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Description	2022-2023
<b>Services récurrents</b>	
SOS violence conjugale <sup>1</sup>	1 264 110 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes (Par le SACAIS)	336 900 \$
Centre d'expertise Marie-Vincent	420 700 \$
Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal <sup>1</sup>	1 111 090 \$
Québec et Montréal	
Association des familles de personnes assassinées ou disparues	155 000 \$
Centre de services de justice réparatrice	108 185 \$
Services intégrés en abus et maltraitance (SIAM)	100 000 \$
Éducaloi	50 000 \$
<b>Services récurrents – total partiel</b>	<b>3 545 985 \$</b>
<b>Projets spéciaux – fédéral</b>	
Centre d'expertise Marie-Vincent	400 000 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	114 050 \$
<b>Projets spéciaux - fédéral – total partiel</b>	<b>514 050 \$</b>
<b>Grand total</b>	<b>4 060 035 \$</b>

<sup>1</sup> Incluant un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

Pour les projets spéciaux en lien avec le Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels, la réponse est incluse à la réponse de la question 22.

Question

157

Bilan de la mise en œuvre de la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (1988, chap. 20).

**Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (anciennement : Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels)**

La Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (RLRQ, c. A-13.2) est entrée en vigueur le 17 juin 1988. Cette dernière visait notamment la création au sein du ministère de la Justice d'un bureau d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC) ainsi que d'un fonds dédié (Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (FAVAC)) à la réalisation des objectifs poursuivis par la Loi.

Cette loi prévoit notamment que le FAVAC peut accorder une aide financière à toute personne ou organisme qui remplit les conditions déterminées par règlement, pour favoriser, d'une part, le développement de services d'aide aux victimes, notamment pour assurer l'implantation et le maintien des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) et, d'autre part, pour favoriser la recherche sur toute question relative à l'aide aux victimes de même que la réalisation et la diffusion de programmes d'information, de sensibilisation et de formation. Un règlement sur l'aide financière a été élaboré et est entré en vigueur en janvier 1989. Ce règlement prévoit les renseignements, les documents que les personnes et organismes doivent fournir pour obtenir une aide financière et certaines conditions qu'ils doivent respecter.

Le 15 décembre 2020, le comité d'experts sur l'accompagnement des personnes victimes d'agression sexuelle et de violence conjugale déposait son rapport *Rebâtir la confiance* comportant 190 recommandations. Deux recommandations portaient sur la réforme des lois en matière d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles, soient:

- **Recommandation 142** : Réviser en profondeur la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et le fonctionnement de l'organisme chargé de l'appliquer, en accordant une attention particulière aux difficultés rencontrées par les personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale

Le comité d'experts fait le constat que les conditions d'admissibilité à l'IVAC limitent l'accès des personnes victimes à ce service, notamment en raison de la liste trop restreinte des infractions admissibles, de la notion de faute lourde, surtout en contexte d'exploitation sexuelle, du délai de prescription trop court pour déposer une demande et le fait que l'infraction doit être commise au Québec.

- **Recommandation 182** : Entreprendre la révision de la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels afin qu'elle soit modernisée et harmonisée avec la Charte canadienne des droits des victimes.

Le constat de *Rebâtir la confiance* est à l'effet que la Loi ne reflète plus les avancées sur le plan juridique et des pratiques sur le terrain. Bien que la Loi prévoit des droits aux personnes victimes, ils ne sont pas en concordance avec la Charte canadienne des droits des victimes et aucun recours n'est prévu en cas de non-respect de ces droits.

Le 10 décembre 2020, le ministre de la Justice a présenté le projet de loi 84, *loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* (LAPVIC). Ce projet de loi visait à réformer la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* de 1988 ainsi que la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (LIVAC) de 1972. Il s'agissait de la deuxième tentative de réforme d'envergure de la LIVAC. La loi a finalement été adoptée, après moult travaux, le 13 mai 2021 et est entrée en vigueur le 13 octobre de la même année.

La nouvelle législation apporte différentes nouveautés dont :

- La fusion des deux lois susmentionnées;
- L'abolition de la liste d'infractions admissibles, du délai de prescription pour les demandes liées à des infractions commises en contexte de violence sexuelle, de violence conjugale ou subie pendant l'enfance et l'ajout des infractions commises à l'étranger pour le volet aide financière de la Loi;
- Instauration d'une aide financière d'urgence pour soutenir les personnes qui doivent quitter rapidement une situation où leur vie ou leur intégrité est menacée;
- Une obligation des ministères et organismes qui interviennent auprès des personnes victimes de se doter d'une déclaration de services faisant état de leur offre de services et de leurs procédures de traitement des plaintes en cas d'insatisfaction.

En addition, le règlement d'application de la Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement est quant à lui également entré en vigueur le 13 octobre 2021. Ce dernier comprend plusieurs chapitres portant notamment sur le soutien aux personnes victimes, les demandes de qualification d'aide financière ainsi que les différentes aides financières.

### Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels

Le financement du FAVAC est notamment assuré par les revenus provenant des suramendes compensatoires imposées en vertu du Code criminel, des sommes provenant du partage des produits de la criminalité et, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, de la perception d'un montant de 10 \$ pour chaque contravention à une loi du Québec. Le FAVAC est affecté à l'aide aux victimes d'actes criminels, notamment par le versement de diverses subventions aux CAVAC, à l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues, à l'Association québécoise Plaidoyer-victimes (AQPV), au Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent, à SOS violence conjugale, au Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal, au Centre de services de justice réparatrice, au Centre de services intégrés en abus et maltraitance de Québec, à Éducaloi ainsi qu'à divers programmes (exemples : Programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables, Programme de mesure de rechange volet victime) et initiatives par le biais du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux personnes victimes d'actes criminels. En 2022-2023, le FAVAC a versé un total de 40 749 039 \$ :

- Centre d'aide aux victimes d'actes criminels : 36 421 468 \$\*
- Autres organismes : 3 545 985 \$
- Projets fédéraux : 741 249 \$
- Projets spécifiques : 809 189 \$

\* Inclut un montant de 1 532 271 \$ provenant du budget alloué au projet pilote de tribunal spécialisé (10,1 M\$).

### Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels

#### Mandat

Le BAVAC a pour mandat, conformément à la loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement de promouvoir les droits des personnes victimes d'infractions criminelles et les services d'aide et de soutien qui leur sont offerts en vertu de la Loi et de veiller à la protection des droits de ces personnes. Pour y arriver, le bureau peut notamment :

- Promouvoir les droits des personnes victimes d'infractions criminelles;
- Favoriser la transmission de l'information aux personnes victimes d'infractions criminelles;
- Accompagner les ministères et les organismes visés à l'article 9 dans l'élaboration de leur déclaration de services et de leur procédure de traitement des plaintes;
- Veiller à ce que ces ministères et ces organismes respectent leur obligation de diffuser leur déclaration de services conformément au troisième alinéa de l'article 9;
- Accompagner les personnes victimes d'infractions criminelles dans leur processus de plainte auprès de ces ministères ou de ces organismes;
- Élaborer, mettre en œuvre, évaluer et réviser les programmes et services;
- Conseiller le ministre sur toute question concernant l'aide ou le soutien aux personnes victimes d'infractions criminelles;
- Diffuser de la documentation et établir des programmes ou des activités d'information, de sensibilisation et de formation concernant les droits et les besoins des personnes victimes et les services qui leur sont accessibles ainsi que favoriser cette diffusion et cet établissement par des tiers;
- Veiller à la coordination des programmes et des services ainsi qu'à la concertation des personnes, des ministères et des organismes;

- Favoriser la réalisation et la diffusion de recherches, d'études et d'analyses dans le cadre d'un programme de subventions pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles;
- Promouvoir et coordonner la création et le développement de centres d'aide aux personnes victimes d'infractions criminelles, notamment en offrant à des groupes ou à des organismes communautaires l'assistance technique et professionnelle requise à leur établissement et à leur fonctionnement.

Les représentants du BAVAC participent aussi à des activités de sensibilisation, d'information et de formation par le biais de conférences, d'ateliers et de sessions de travail. Ils siègent également comme membres sur différents groupes et comités comme :

- Table nationale de consultation Tribunal spécialisée;
- Comité de gouvernance Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail/ministère de la Justice;
- Comité interministériel en violence sexuelle et en violence conjugale;
- Comité Fédéral Provincial Territorial sur les services aux personnes victimes;
- Comité interministériel du secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

De plus, les représentants du BAVAC fournissent l'assistance technique et professionnelle requise pour l'établissement des CAVAC et pour leur bon fonctionnement. Ainsi, le BAVAC produit la documentation nécessaire, organise des rencontres auxquelles sont conviés les directeurs et directrices des CAVAC ou encore des représentants de leur conseil d'administration, en plus d'élaborer des programmes de formation adaptés aux besoins des intervenants.

### **Le Bureau de soutien aux services aux personnes victimes**

La nouvelle *loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement*, entrée en vigueur le 13 octobre 2021 prévoit une série de nouvelles obligations liées aux droits et recours des personnes victimes. En effet, la LAPVIC, à l'article 9, prévoit notamment que tout ministère et organisme qui remplit les conditions prévues au règlement du gouvernement doit adopter une déclaration qui détaille chacun des services qu'il offre aux personnes victimes ou chacune des activités qui l'amène à intervenir auprès de celles-ci. Chaque ministère et organisme doit en outre se doter d'une procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées par les personnes victimes eu égard aux services qu'elles ont reçus. Ceux-ci doivent également transmettre annuellement au ministère de la Justice le nombre de plaintes reçues pour l'année précédente de même que la nature et l'issue de celles-ci.

Dans le but d'accompagner les ministères et organismes dans ces nouvelles obligations, un bureau de soutien aux services aux personnes victimes a été créé à l'interne du ministère de la Justice. Ce Bureau coordonne actuellement les travaux nécessaires à la réalisation de cette obligation.

En addition à ce volet, la LAPVIC prévoit également que les personnes victimes peuvent être aiguillées et accompagnées dans leur procédure de plainte.

### **Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels**

Annuellement, les organismes d'aide aux personnes victimes ainsi que les chercheurs spécialisés notamment en victimologie peuvent déposer des demandes de financement dans le cadre du programme de subvention du FAVAC. Ce programme vise à favoriser la réalisation et la diffusion de :

- Recherches sur toute question relative à l'aide pouvant être offerte aux victimes d'actes criminels;

Question	<b>157</b>	Suite
----------	------------	-------

- Programmes d'information, de sensibilisation et de formation pour les personnes victimes d'actes criminels.

### Ligne d'aide financière d'urgence

La nouvelle *loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement* prévoit au titre IV la création d'un programme d'aide en situation d'urgence permettant aux personnes dont la vie ou la sécurité ou celle de leur enfant ou de toute autre personne qui est à leur charge est menacée de bénéficier d'une aide financière.

Cette aide financière peut couvrir différents frais dont :

- L'hébergement d'urgence;
- Déplacements pour se mettre en sécurité;
- Biens de subsistance pour répondre à des besoins immédiats (nourriture, médicaments, etc.).

Au cours de l'année 2022-2023, la ligne d'aide financière d'urgence a été déployée dans cinq nouvelles régions administratives :

- Capitale-Nationale
- Montréal
- Outaouais
- Estrie
- Saguenay–Lac-Saint-Jean

En 2022-2023, une subvention de 523 010 \$ a été versée à SOS violence conjugale et au Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal afin de répondre aux demandes impliquant respectivement de la violence conjugale et de la violence sexuelle. Entre le 1<sup>er</sup> avril 2022 et le 28 février 2023, l'aide financière d'urgence a permis à 146 personnes victimes de quitter rapidement un endroit dangereux pour elles et les personnes à leur charge; 114 étaient victimes de violence conjugale et 32 étaient victimes de violence sexuelle.

### Les Centres d'aide aux victimes d'actes criminels

#### Mandat et services offerts

Fondés en 1988 avec l'avènement de la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels*, les centres d'aide aux victimes d'actes criminels offrent des services de première ligne, gratuits et confidentiels à toute personne victime d'infraction criminelle et à leurs proches, ainsi qu'aux témoins d'une infraction criminelle. Offerts sur une base volontaire, ces services comprennent :

- De l'accompagnement judiciaire :
  - de l'information sur les procédures judiciaires, dont les étapes du processus et le rôle et les responsabilités de la personne victime à titre de témoin;
  - de l'information sur les acteurs du processus judiciaire, dont le patrouilleur, l'enquêteur, le procureur aux poursuites criminelles et pénales, l'avocat de la défense, le juge, le greffier, les constables spéciaux, le jury, les experts et les autres témoins;
  - de l'information pratique concernant la présence à la cour telle que l'emplacement des locaux, la taxation des témoins, la salle des victimes, la durée des procédures, etc.;
  - la visite des locaux du palais de justice avant les différentes procédures judiciaires;
  - du soutien lors de la présence à la cour à titre de personne de confiance ou dans la salle d'audience/salle de télétrémoignage;
  - de l'écoute et du soutien avant ou après une dénonciation policière ou une rencontre avec un enquêteur ou un procureur;
  - un accueil quotidien dans la salle des victimes des palais de justice du Québec.

Question **157** Suite

- De l'information sur les droits et recours :
  - de l'information sur les droits des personnes victimes selon la *Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels* et la *Charte canadienne des droits des victimes*, dont la *Déclaration de la victime* et les mesures visant à faciliter le témoignage;
  - de l'information sur les recours des personnes victimes comme l'indemnisation des victimes d'actes criminels ou la *demande de dédommagement*.
- De l'assistance technique, notamment :
  - pour remplir une demande d'indemnisation;
  - pour remplir la *Déclaration de la victime*;
  - pour remplir une *Demande de dédommagement*.
- De l'intervention post-traumatique et psychosociojudiciaire :
  - service d'intervention immédiate sur demande et selon la disponibilité;
  - service d'intervention à court terme et moyen terme.
- De l'orientation et de l'accompagnement vers des services spécialisés :
  - référence vers des maisons d'hébergement, des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, du centre intégré universitaire de santé et services sociaux, des organismes de justice alternative/réparatrice, des lignes d'écoute diverses, des banques alimentaires, etc.;
  - référence vers des services privés comme des psychologues, des avocats, des sexologues, etc.;
  - référence personnalisée selon les ententes conclues.

Ces services professionnels sont offerts dans les dix-sept régions du Québec, et ce, en français, en anglais ainsi que dans plusieurs autres langues, dont certaines langues autochtones comme l'inuktitut, le cri, l'innu et l'atikamekw. Il est à noter que ces services sont accessibles dans plus de 180 points de services.

Les CAVAC sont gérés par des conseils d'administration composés de représentants provenant de la communauté et des réseaux partenaires. Dans chacun des CAVAC, une directrice ou un directeur assume le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel, des stagiaires et des bénévoles sur qui repose la prestation des services. Deux CAVAC sont gérés respectivement par une administration régionale et un gouvernement, soit le CAVAC du Nunavik (Administration régionale Kativik) et le CAVAC cri (gouvernement de la nation crie).

Dix-sept CAVAC sont présentement en opération dans les régions administratives du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale/Chaudière-Appalaches, de la Mauricie, de l'Estrie, de Montréal, de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nunavik, du territoire Cri, de la Gaspésie-Îles-de-la-madeleine, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides, de la Montérégie et du Centre-du-Québec.

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2022 et le 28 février 2023, le Réseau est venu en aide à 61 540 personnes dont 20,64 % étaient impliqués dans un dossier de violence conjugale, 14,90 % de violence familiale et 11,81 % de violence conjugale impliquant un ex-conjoint.

**Aide financière accordée aux centres d'aide aux victimes d'actes criminels**

Le financement des CAVAC est assuré principalement par le FAVAC, et ce, depuis la création de ceux-ci en 1988. Lorsque le ministre de la Justice reconnaît un organisme comme un centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC), le financement est renouvelé dans la mesure où l'organisme se conforme aux exigences stipulées dans l'entente de subvention signée annuellement par les parties.

En 2022-2023, le financement octroyé au Réseau des CAVAC s'élevait à 36 421 468 \$\*

\* Inclut un montant de 1 532 271 \$ provenant du budget alloué au projet pilote de tribunal spécialisé (10,1 M\$).

**Contexte**

Le rapport annuel et les états financiers des CAVAC sont disponibles sur leur site Internet à l'exception du CAVAC du Nunavik et du CAVAC Cri.

**Programmes spécialisés développés en partenariat avec le Réseau des CAVAC**

En addition aux services susmentionnés, le Réseau des CAVAC a développé en collaboration étroite avec le BAVAC divers programmes spécifiques pour accroître l'aide et le soutien aux personnes victimes :

**1. Programmes d'informations INFOVAC PLUS et CAVAC-Info**

Dans le but d'informer les personnes victimes proactivement des différentes étapes de leur procédure criminelle et pénale ainsi que de leurs droits, le ministère de la Justice a mandaté le Réseau des CAVAC depuis maintenant plus de 10 ans à gérer le programme d'information du ministère de la Justice.

Désormais déclinés en deux programmes, ceux-ci tiennent informées les personnes victimes des informations pertinentes liées à leur dossier. Le programme INFOVAC PLUS est déclenché automatiquement lorsqu'un dossier de juridiction 01 (chambre criminelle et pénale) est ouvert, et ce, afin d'informer la personne victime de son numéro de dossier, des chefs d'accusation déposés ainsi que de ses divers droits et recours dont la *Déclaration de la victime*. Un envoi INFOVAC PLUS est également fait à la fin de la procédure judiciaire afin d'informer la personne victime du dénouement de son dossier. En addition à ce programme, le programme CAVAC-Info permet aux personnes victimes d'être informées des étapes et décisions importantes prises dans son dossier, et ce, tout au long de la procédure judiciaire. Ces programmes se concrétisent par des envois postaux et/ou des appels/rencontres avec des intervenants CAVAC.

En 2022-2023, le Réseau des CAVAC a tenu informées plus de 56 900 personnes grâce à son programme CAVAC-Info uniquement.

**2. Programme de référence policière**

Toujours dans le but d'informer les personnes victimes proactivement de leurs droits et recours et de joindre un nombre plus important de personnes victimes, le Réseau des CAVAC a développé au cours des 15 dernières années un programme de référence policière, et ce, en partenariat avec le BAVAC et les différents corps policiers du Québec.

Ce programme permet à des intervenants CAVAC spécialisés et dédiés de contacter proactivement les personnes victimes de crimes contre la personne le plus rapidement possible après la dénonciation policière. Par un contact personnalisé, les intervenants peuvent informer les personnes victimes des prochaines étapes de l'enquête policière en plus de les rassurer et de les informer de leurs droits et recours. Ces derniers peuvent également référer rapidement les personnes victimes vers les services les plus appropriés pour répondre à leurs besoins.

Selon le système de gestion des statistiques SCAVAC du Réseau des CAVAC, plus de 34 177 personnes ont été jointes par ce programme en 2022-2023.

**3. Programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables**

Dans le but d'améliorer l'expérience des jeunes victimes et témoins vulnérables dans le cadre du processus judiciaire, le ministère de la Justice en collaboration avec le Réseau des CAVAC a déployé le programme Témoin-Enfant et autres témoins vulnérables. Ce programme vise à offrir une préparation et un accompagnement adaptés à la situation des témoins vulnérables dans un dossier judiciaire lié à une infraction criminelle.

Initialement élaboré par le CAVAC de l'Outaouais, ce programme est désormais offert dans l'ensemble du Québec grâce à un investissement annuel correspondant pour l'année financière 2022-2023 à 2 123 900 \$. Pour cette même année, le Réseau des CAVAC a travaillé à l'adaptation de ce programme aux clientèles victimes de violence sexuelle et de violence conjugale.

---

Question	<b>157</b>	Suite
----------	------------	-------

---

## 4. Agents de liaison et d'intervention en violences sexuelles.

Lors du forum sur les agressions et le harcèlement sexuels du 14 décembre 2017, l'ajout d'un poste d'agent de liaison et d'intervention en violences sexuelles dans chacun des CAVAC a été annoncé. Ces agents ont le mandat de favoriser le développement d'une intervention CAVAC régionale spécialisée, adaptée, et concertée en matière de violences sexuelles en tenant compte des réalités régionales ainsi que de l'organisation des services et du travail dans chacun des CAVAC. Leurs principales tâches sont notamment :

- Intervenir localement auprès des personnes victimes de violences sexuelles femmes, hommes et enfants dans le respect de la mission du CAVAC;
- Agir à titre de personne-ressource spécialisée à l'intérieur du CAVAC en matière de violences sexuelles;
- Agir à titre de personne-ressource CAVAC pour les établissements d'enseignement supérieur en matière de violence sexuelle dans le cadre de la stratégie d'intervention pour prévenir et contrer les violences à caractère sexuel en enseignement supérieur;
- Établir et consolider des ponts avec les différents organismes régionaux venant en aide aux personnes victimes de violences sexuelles notamment sur les tables de concertation;
- Veiller à ce que les personnes victimes de violences sexuelles soient satisfaites de leur expérience dans le processus judiciaire et formuler des recommandations au ministère de la Justice en ce sens.

Question **159**

En 2022-2023, nombre de contestations judiciaires visant la Charte de la langue française (L.R.Q. chap. C.11.) qui ont requis une intervention du Procureur général du Québec. Indiquer la nature de ces interventions, l'étape où en est chacune des contestations et ventiler celles-ci par article.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Question **160**

Montant des amendes recueillies en vertu des dispositions pénales de la Loi R-20 au cours des trois dernières années et ventilation par infraction.

La loi R-20 est la loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

**Infractions à la loi R-20**

	2022-2023
Montant des amendes et frais	2 355 292 \$ <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Il s'agit de la valeur des amendes et des frais apparaissant aux constats d'infraction du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023.

Question **161**

Le déficit actuariel du régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) au 31 mars 2023.

Le régime n'est pas capitalisé et les dépenses sont payées à même le Fonds consolidé du revenu.

Question

**162**

Les prestations de type « allocation spéciale » versées, en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, au conjoint ou aux personnes à charge en cas de décès de la victime et aux parents d'un enfant mineur décédé des suites d'un acte criminel, ventilées selon le type de bénéficiaire.

---

La réponse à cette question se trouve à la réponse de la question P.182.

Question **163**

Concernant la lutte à la violence conjugale et familiale, fournir :

A. une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2022-2023; prévisions pour 2023-2024;  
B. le bilan des mesures entreprises pour venir en aide aux femmes et aux enfants victimes de violence conjugale et familiale, et pour combattre ce phénomène.

**A. Une ventilation des budgets alloués pour combattre le phénomène de la violence conjugale et familiale en 2022-2023**

Mesure	Dépenses 2022-2023
Investir dans la mise en œuvre des recommandations du rapport « Rebâtir la confiance »	9 373 065 \$
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027	13 424 667 \$
Soutenir des services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.	1 200 000 \$

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Mesure	2022-2023
Réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)*	17 245 565 \$
SOS violence conjugale**	1 264 110 \$

\*Ce montant est basé sur le pourcentage de la clientèle touchée par une infraction commise dans un contexte conjugal ou familial, et ce, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023 soit 47,35 % de la clientèle du Réseau des CAVAC.

\*\*Inclus un montant provenant du Ministère pour la réalisation du Programme d'aide financière d'urgence.

**Investissements liés à des projets spécifiques liés au programme de financement du FAVAC**

Le FAVAC finance également annuellement des projets dans le cadre du programme de subvention du FAVAC. Nous vous référons à la réponse de la question P.22.

**Investissement lié aux plans d'action contre la violence conjugale**

Plan d'action	Mesures	2022-2023
Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023	Les mesures sont détaillées à la sous-section B.	0 \$
Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025	Le MJQ est responsable de 2 actions : - Action 1 : service juridique d'urgence – droits de garde d'enfants dans un contexte de violence conjugale. - Action 9 : aide financière d'urgence.	326 100 \$
Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides (2021-2026)	Le MJQ est responsable de 3 actions : 4, 5 et A2. -Action 4 : consolider l'intervention de SOS violence conjugale. -Action 5 : aide financière d'urgence. À noter que cette mesure est réalisée dans le plan d'action 2020-2025. -Action A2 : services de proximité culturellement pertinents pour accompagner dans leur guérison les hommes et les femmes autochtones.	1 200 000 \$
Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la	Le MJQ est responsable de 6 actions structurantes en violence sexuelle et en violence conjugale :	13 424 667 \$

Question **163**

Suite

<p>violence conjugale et rebâtir la confiance 2022-2027</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action 18 : projets pilotes d'intégration de services.</li> <li>- Action 25 : bureau de soutien aux services aux personnes victimes d'infractions criminelles.</li> <li>- Action 27 : protection des personnes victimes de violence familiale ou sexuelle.</li> <li>- Action 28 : programme témoin enfant et autres témoins vulnérables.</li> <li>- Action 29 : services gratuits de consultation juridique et de représentation en urgence.</li> <li>- Action 30 : tribunal spécialisé</li> </ul>	
---	---	--

**B. Le bilan de la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023**

Mesure	Mise en œuvre
<p>Favoriser l'accès et la mise en œuvre des ordonnances de protection en matière civile</p>	<p>Une page Web présentant l'information pertinente aux citoyens est disponible à l'adresse suivante :  <a href="https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/accompagnement-victimes-crime/mesures-protection-securite/demander-ordonnance-protection-civile">https://www.quebec.ca/justice-et-etat-civil/accompagnement-victimes-crime/mesures-protection-securite/demander-ordonnance-protection-civile</a>.</p> <p>De plus, un projet de recherche actuellement mené à l'Université de Montréal vise à documenter l'application des ordonnances de protection en matière civile au Canada et leurs conditions de réussite.</p>
<p>Étudier la possibilité de modifier le règlement de la Cour supérieure du Québec en matière familiale en y ajoutant une obligation légale de divulguer toute situation où une partie fait l'objet de conditions à l'égard de l'autre partie</p>	<p>La mesure est réalisée. La modification au Règlement de la Cour supérieure du Québec en matière familiale (chapitre 3, article 16) est en vigueur depuis le 13 juin 2019.</p>

**Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels**

Mesure	Mise en œuvre
<p>Produire et diffuser du matériel de sensibilisation et d'information sur la violence conjugale postséparation</p>	<p>Dans le cadre de la mise en place des tribunaux spécialisés, une formation s'intitulant : la violence ne cesse pas après la rupture : démystifier la violence conjugale postséparation, est donnée par l'Alliance des maisons d'hébergement de 2<sup>e</sup> étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale. Cette formation est disponible à l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir au sein du tribunal spécialisé.</p>
<p>Sensibiliser les étudiantes et étudiants de l'école du barreau à la problématique de la violence conjugale</p>	<p>Dans le cadre du projet-pilote de tribunal spécialisé en violence sexuelle et violence conjugale, le ministère de la Justice a développé une offre de formation adressée aux intervenants du système de justice. La volonté est d'approcher l'École du Barreau avec cette offre de formation.</p> <p>Deux formations en violence conjugale ont été offertes au cours de l'année 2022 :</p>

Question **163**

Suite

Mesure	Mise en œuvre
	-Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes; -Prévenir l'homicide du partenaire intime.
Produire et diffuser une trousse d'information portant sur les divers mécanismes d'interventions concertées visant à prévenir les risques d'homicides intrafamiliaux	Dans le cadre des <i>Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026</i> , le Secrétariat à la condition féminine est responsable de l'action 3 intitulée « Pérenniser et bonifier le financement des cellules d'intervention rapide intersectorielles, en développer de nouvelles dans toutes les régions ». Le MJQ est collaborateur de cette action.

**Autres actions**

Veillez vous référer à la réponse de la question P.27.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Étude des crédits 2023-2024

Question **164**

Les sommes imposées par les juges québécois à titre de suramendes compensatoires en vertu de l'article 737 du Code criminel, par district judiciaire et par mois. Indiquer le nombre de suramendes compensatoires réclamées. Indiquer s'il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire.

L'information selon laquelle il s'agit d'une déclaration de culpabilité sur mise en accusation ou par procédure sommaire n'est pas disponible.

Montant et nombre par district judiciaire et par mois en date du 28 février 2023.

District	Valeurs	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Total général
ABITIBI	Montant peine	7 230 \$	11 605 \$	7 100 \$	8 916 \$	1 400 \$	4 510 \$	7 190 \$	11 520 \$	3 395 \$	10 205 \$	9 680 \$	82 751 \$
	Nombre de dossiers	31	38	31	44	8	16	27	31	11	33	41	311
ALMA	Montant peine	1 258 \$	3 158 \$	1 200 \$	1 000 \$	4 800 \$	1 560 \$	1 760 \$	2 840 \$	3 075 \$	1 845 \$	1 205 \$	23 700 \$
	Nombre de dossiers	7	15	5	6	18	7	4	11	10	6	5	94
ARTHABASKA	Montant peine	4 628 \$	8 285 \$	3 250 \$	7 725 \$	1 100 \$	3 975 \$	9 855 \$	4 325 \$	9 160 \$	6 365 \$	6 070 \$	64 738 \$
	Nombre de dossiers	12	27	11	24	3	13	25	15	20	22	13	185
BAIE-COMEAU	Montant peine	4 300 \$	0 \$	0 \$	7 245 \$	0 \$	8 760 \$	8 110 \$	5 560 \$	5 575 \$	200 \$	4 650 \$	44 400 \$
	Nombre de dossiers	11	0	0	20	0	35	22	24	15	1	17	145
BEAUCE	Montant peine	6 750 \$	9 275 \$	7 545 \$	4 010 \$	0 \$	10 735 \$	10 275 \$	3 350 \$	5 400 \$	6 650 \$	7 560 \$	71 550 \$
	Nombre de dossiers	19	28	19	15	0	28	33	9	19	21	28	219
BEAUHARNOIS	Montant peine	5 400 \$	3 990 \$	11 345 \$	7 450 \$	5 870 \$	2 200 \$	10 610 \$	9 850 \$	9 800 \$	10 140 \$	6 590 \$	83 245 \$
	Nombre de dossiers	20	17	36	19	21	8	27	30	30	35	24	267
BEDFORD	Montant peine	5 615 \$	7 735 \$	0 \$	2 800 \$	1 545 \$	6 980 \$	0 \$	4 930 \$	6 670 \$	7 150 \$	11 235 \$	54 660 \$
	Nombre de dossiers	22	26	0	8	8	32	0	18	19	22	42	197
BONAVENTURE	Montant peine	1 800 \$	1 600 \$	2 150 \$	1 800 \$	1 935 \$	300 \$	300 \$	250 \$	2 250 \$	600 \$	600 \$	13 585 \$
	Nombre de dossiers	10	6	5	6	6	1	2	2	7	3	3	51
CHARLEVOIX	Montant peine	550 \$	1 950 \$	1 800 \$	1 000 \$	675 \$	3 000 \$	1 950 \$	600 \$	900 \$	0 \$	1 700 \$	14 125 \$
	Nombre de dossiers	2	4	6	5	2	4	7	3	3	0	6	42
CHICOUTIMI	Montant peine	12 155 \$	13 525 \$	5 090 \$	5 700 \$	10 480 \$	2 440 \$	9 895 \$	5 575 \$	9 260 \$	7 040 \$	7 850 \$	89 010 \$
	Nombre de dossiers	45	39	23	17	36	8	43	16	29	27	28	311
DRUMMOND	Montant peine	6 625 \$	3 725 \$	2 715 \$	2 305 \$	2 390 \$	7 330 \$	4 760 \$	7 285 \$	3 575 \$	6 455 \$	2 640 \$	49 805 \$
	Nombre de dossiers	15	11	14	8	7	22	12	20	12	28	10	159
FRONTENAC	Montant peine	2 300 \$	1 900 \$	765 \$	950 \$	1 900 \$	1 215 \$	3 970 \$	800 \$	2 300 \$	3 065 \$	2 970 \$	22 135 \$
	Nombre de dossiers	6	9	5	3	7	6	14	3	13	9	9	84
GASPE	Montant peine	200 \$	3 400 \$	4 650 \$	0 \$	0 \$	5 310 \$	1 650 \$	2 500 \$	2 100 \$	900 \$	4 755 \$	25 465 \$
	Nombre de dossiers	2	10	15	0	0	22	6	8	7	1	15	86
GATINEAU	Montant peine	10 735 \$	14 515 \$	0 \$	14 400 \$	18 420 \$	0 \$	32 690 \$	0 \$	32 860 \$	12 305 \$	6 055 \$	141 980 \$
	Nombre de dossiers	39	66	0	51	70	0	112	0	106	46	22	512
IBERVILLE	Montant peine	4 575 \$	10 810 \$	100 \$	2 550 \$	3 225 \$	12 375 \$	8 870 \$	4 090 \$	9 870 \$	5 315 \$	6 540 \$	68 320 \$
	Nombre de dossiers	23	48	1	14	15	49	27	16	40	28	18	279
JOLIETTE	Montant peine	13 835 \$	22 255 \$	24 650 \$	10 800 \$	32 059 \$	13 455 \$	26 410 \$	28 960 \$	16 070 \$	9 300 \$	33 990 \$	231 784 \$
	Nombre de dossiers	53	70	103	46	80	49	103	98	61	46	130	839
KAMOURASKA	Montant peine	0 \$	0 \$	0 \$	8 700 \$	1 590 \$	600 \$	0 \$	2 100 \$	25 065 \$	14 490 \$	7 690 \$	60 235 \$
	Nombre de dossiers	0	0	0	39	5	2	0	5	92	48	27	218
LABELLE	Montant peine	3 700 \$	3 755 \$	1 370 \$	2 445 \$	4 000 \$	6 285 \$	4 400 \$	3 100 \$	2 355 \$	2 505 \$	3 702 \$	37 617 \$
	Nombre de dossiers	13	15	6	8	10	22	14	16	8	12	10	134
LAVAL	Montant peine	7 600 \$	5 380 \$	25 465 \$	7 080 \$	1 280 \$	37 775 \$	9 885 \$	9 605 \$	8 190 \$	12 660 \$	24 351 \$	149 271 \$
	Nombre de dossiers	29	29	110	36	5	196	49	43	31	48	112	688
LONGUEUIL	Montant peine	1 250 \$	1 450 \$	0 \$	3 900 \$	9 920 \$	22 045 \$	27 715 \$	69 930 \$	14 380 \$	7 850 \$	9 140 \$	167 580 \$
	Nombre de dossiers	4	6	0	14	23	73	92	220	47	30	32	541
MEGANTIC	Montant peine	0 \$	500 \$	300 \$	600 \$	100 \$	0 \$	1 650 \$	0 \$	100 \$	0 \$	450 \$	3 700 \$
	Nombre de dossiers	0	2	3	1	1	0	3	0	1	0	1	12
MINGAN	Montant peine	870 \$	3 205 \$	1 980 \$	3 305 \$	0 \$	400 \$	1 980 \$	1 900 \$	0 \$	1 900 \$	600 \$	16 140 \$
	Nombre de dossiers	3	15	5	8	0	3	5	8	0	7	3	57
MONTMAGNY	Montant peine	5 050 \$	5 440 \$	5 260 \$	800 \$	2 190 \$	1 050 \$	6 300 \$	2 850 \$	1 460 \$	1 700 \$	4 340 \$	36 440 \$
	Nombre de dossiers	10	13	16	4	6	3	11	7	8	5	12	95
MONTREAL	Montant peine	58 235 \$	46 945 \$	36 140 \$	14 525 \$	31 695 \$	31 550 \$	9 660 \$	104 230 \$	49 650 \$	77 730 \$	54 285 \$	514 645 \$
	Nombre de dossiers	225	206	143	56	116	119	40	400	185	309	195	1 994
PONTIAC	Montant peine	300 \$	0 \$	75 \$	990 \$	0 \$	200 \$	450 \$	945 \$	950 \$	510 \$	150 \$	4 570 \$
	Nombre de dossiers	3	0	1	3	0	2	1	7	2	1	1	21
QUEBEC	Montant peine	24 395 \$	23 965 \$	13 315 \$	22 730 \$	20 480 \$	17 772 \$	26 851 \$	17 165 \$	17 230 \$	28 825 \$	24 825 \$	237 552 \$
	Nombre de dossiers	99	70	62	72	62	69	83	62	43	83	102	807
RICHELIEU	Montant peine	7 405 \$	12 185 \$	200 \$	4 575 \$	27 990 \$	5 310 \$	2 230 \$	7 950 \$	4 456 \$	5 495 \$	5 695 \$	83 491 \$
	Nombre de dossiers	36	54	1	22	99	25	11	30	20	26	26	350
RIMOUSKI	Montant peine	600 \$	13 485 \$	3 675 \$	7 175 \$	0 \$	3 530 \$	10 415 \$	9 620 \$	6 370 \$	13 075 \$	25 060 \$	93 005 \$
	Nombre de dossiers	1	48	12	24	0	21	34	36	18	44	97	335
ROBERVAL	Montant peine	1 700 \$	2 875 \$	1 000 \$	2 050 \$	300 \$	3 850 \$	700 \$	1 500 \$	850 \$	2 400 \$	1 200 \$	18 425 \$
	Nombre de dossiers	5	10	3	5	2	9	2	9	3	11	5	64
ROUYN-NORANDA	Montant peine	800 \$	1 400 \$	3 050 \$	600 \$	1 120 \$	3 250 \$	4 000 \$	800 \$	1 800 \$	300 \$	1 850 \$	18 970 \$
	Nombre de dossiers	1	4	10	2	7	17	14	7	3	3	8	76
SAINT-FRANCOIS	Montant peine	4 790 \$	7 687 \$	5 370 \$	2 550 \$	740 \$	3 880 \$	4 930 \$	5 970 \$	4 440 \$	6 090 \$	7 905 \$	54 352 \$
	Nombre de dossiers	15	28	20	11	6	16	20	15	15	23	29	198
SAINT-HYACINTHE	Montant peine	1 000 \$	13 600 \$	12 000 \$	5 040 \$	8 175 \$	650 \$	1 530 \$	13 170 \$	4 320 \$	4 330 \$	5 250 \$	69 065 \$
	Nombre de dossiers	5	41	42	18	24	2	5	34	20	10	28	229
SAINT-AURICE	Montant peine	3 720 \$	6 605 \$	3 150 \$	1 265 \$	900 \$	3 943 \$	5 895 \$	7 190 \$	2 660 \$	4 145 \$	4 060 \$	43 533 \$
	Nombre de dossiers	13	30	13	4	5	13	15	26	10	13	18	160
TEMISCAMINGUE	Montant peine	400 \$	1 300 \$	100 \$	100 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	1 600 \$	700 \$	1 310 \$	5 510 \$
	Nombre de dossiers	2	5	1	1	0	0	0	0	7	3	6	25
TERREBONNE	Montant peine	14 650 \$	6 145 \$	15 725 \$	14 790 \$	4 340 \$	12 805 \$	22 985 \$	19 665 \$	8 850 \$	900 \$	24 450 \$	145 305 \$
	Nombre de dossiers	52	20	78	42	23	47	85	72	30	2	84	535
TROIS-RIVIERES	Montant peine	5 193 \$	12 508 \$	9 805 \$	4 200 \$	13 577 \$	10 360 \$	4 620 \$	11 870 \$	9 850 \$	14 130 \$	11	107 722 \$
	Nombre de dossiers	21	46	32	13	42	39	16	40	33	45	37	364
Total Montant peine		229 613 \$	286 157 \$	210 340 \$	186 071 \$	214 196 \$	249 400 \$	284 491 \$	381 995 \$	286 836 \$	287 270 \$	332 013 \$	2 948 382 \$
Total Nombre de dossiers		854	1 056	832	669	717	978	964	1 341	978	1 051	1 244	10 684

Question **165**

Bilan de la mise en œuvre de la Loi concernant la médiation familiale et pour 2022-2023 :

- A. nombre de couples ayant participé aux séances d'information;
- B. nombre de couples ayant obtenu une dispense;
- C. nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale.

**Statistiques en médiation familiale**

	2022-2023
Nombre de couples ayant participé aux séances sur la parentalité après la rupture	
• Nombre de séances	176
• Nombre de participants	4 567
Exemption de participation à la séance d'information sur la parentalité après la rupture en raison de violence conjugale	9
Nombre de couples ayant eu recours à la médiation familiale	13 757

\*\* À noter que les données correspondent aux rapports de médiation reçus au service de médiation familiale avant le 28 février 2023.

Question **166**

Pour 2022-2023, nombre d'interprètes qui ont reçu leur qualification, conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.

Cette année, parmi les 36 interprètes sous contrat avec le Ministère, 13 sont qualifiés conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, soit 10 Inuits, 2 Innus et 1 Algonquin et Cri.

Question **167**

En date du 31 mars 2023, nombre d'interprètes qui détiennent leur qualification conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones, ventilé par nation autochtone.

Nombre d'interprètes autochtones sous contrat : 36

- Inuit : 14
- Cri : 10
- Innu : 5
- Naskapi : 1
- Algonquin : 1
- Algonquin et Cri : 1
- Atikamekw : 3
- Micmac : 1

Nombre d'interprètes autochtones sous contrat qualifié : 13

- Inuit : 10
- Algonquin et Cri : 1
- Innu : 2

Question **168**

Pour 2022-2023, nombre de séances d'examens organisées pour qualifier des interprètes conformément au processus de qualification des interprètes judiciaires en langues autochtones.

Pour la région de la Côte-Nord, aucune séance d'examen n'a été tenue puisqu'aucune nouvelle candidature d'interprète en langue innue ou atikamekw n'a été reçue. Le ministère de la Justice collabore avec le Cégep de Sept-Îles dans le cadre de la formation de l'attestation d'études collégiales (AEC) de traducteur-interprète en langue innue. D'ailleurs, des journées d'observation sont prévues en mars et avril 2023 et des stages de formation à l'automne 2023.

Pour le Nord-du-Québec, aucune séance d'examen n'a été tenue. Des séances d'examen se tiendront au cours de la prochaine année financière.

Question

169

Pour les années 2021-2022 et 2022-2023, quel est le temps moyen d'attente, par région, entre la fin de la période d'un placement d'un enfant de la DPJ et la date d'audition prévue devant le tribunal? Donnez également les projections pour 2023-2024

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question **170**

Le 27 mars 2020, le gouvernement annonçait 2,5 millions de dollars pour combler les besoins des organismes d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et femmes violentées vivant de multiples problématiques sociales. Veuillez nous indiquer :

- a) La répartition du financement par région ;
  - b) La répartition du financement par organisme ;
  - c) La date des décaissements ;
  - d) Le nombre de places supplémentaires accessibles grâce à cette aide financière.
- 

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Question **171**

Depuis la création de la ligne téléphonique 1-800-rebâtir, indiquer :

- a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne;
- b) Le nombre d'employés à temps partiel;
- c) Le nombre d'employés à temps complet;
- d) La formation reçue par les employés;
- e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique;
- f) Le nombre d'appels reçus à ce jour;
- g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale);
- h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne;
- i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique;
- j) Les actions posées suite aux appels;
- k) Les appels restants sans suivi.

**a) Le nombre d'employés dédiés à cette ligne**

18 employés sont dédiés à cette ligne.

**b) Le nombre d'employés à temps partiel**

Aucun.

**c) Le nombre d'employés à temps complet**

18 employés.

**d) La formation reçue par les employés**

146 heures de formation reçues par les avocats de REBÂTIR :

- Tout ce que vous devez savoir sur la violence conjugale ou presque
- Les scénarios de protection, inventaire de risques, stratégie de sécurité et répéter les étapes
- Formation de sensibilisation aux réalités autochtones : approbation des outils de communication
- Journée avec les experts :
  - Quelles suites pour le rapport « Rebâtir la confiance ».
  - Défis et enjeux des milieux pour la mise en œuvre des suites du rapport « Rebâtir la confiance ».
  - Tribunaux spécialisés
  - Stress de compassion
- Série de formations sur la violence conjugale et post-séparation et sur la violence à caractère sexuel
- Formation sur le phénomène de la violence conjugale
- « Violence conjugale : Connaître, détecter, intervenir »
- Jurisprudence et doctrine sur la diffamation
- Violence conjugale : L'effet de cooccurrence des violences sur la gravité des sévices subis en contexte conjugale
- Comité consultatif sur la violence conjugale et la pratique judiciaire : Suivi des rencontres avec l'équipe de Rebâtir et remise de la documentation
- Cours sur la violence familiale et le droit de la famille à l'intention des conseillers juridiques
- Introduction aux modifications apportées à la législation fédérale sur le droit de la famille
- Contrôle coercitif : La notion de contrôle coercitif et outils complémentaires
- Formation des interprètes en matière de violence envers les femmes immigrantes et racisées.
- Présentation de divers outils et formations développés par Éducaloi
- Intervenir auprès des personnes immigrantes, victimes d'agression sexuelle
- Intervenir auprès des victimes de violence conjugale
- Comprendre les infractions à caractères sexuels et le processus judiciaire
- Formation : Le processus judiciaire dans un contexte de violence conjugale
- Formation : Facilité la participation des victimes au processus judiciaire criminel
- Formation : Le bail résidentiel : Attestation en vue de la résiliation
- Démystifier les services offerts par les CAVAC
- Guide d'intervention spécifique aux témoins mineurs
- Formation en dommages et intérêts pour les victimes VC – VS + diffamation
- Quel est le rôle du Carrefour sécurité en matière de VC
- Évaluation des risques pour la santé de nos clients

Question **171**

Suite

- Présentation du dossier spécial CAIJ-Rebâtir + contrôle coercitif
- Rapport : Accès à la justice pour les femmes marginalisées victimes de violences.
- Démystifier le rôle d'info aide violence sexuelle
- Les personnes victimes et la C.Q.L.C.
- L'art de s'exprimer en toute liberté (Diffamation)
- « Politique inspirante en violence conjugale »
- Les Tribunaux spécialisés en matière de VC-VS
- Présentation de l'accompagnement des victimes d'agression sexuelle et soutien aux personnes à risque ou victimes d'exploitation sexuelle
- S'occuper de nous : Prévenir la fatigue de compassion et trauma vicariant
- Membres Socio judiciaire - Les connaissances de bases sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Mieux comprendre la violence conjugale pour améliorer le parcours judiciaire des victimes
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Prévenir l'homicide du partenaire intime
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - Formation de base sur la violence sexuelle
- Tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale - La violence ne cesse pas après la rupture : démystifier la violence conjugale post séparation
- Des outils pour mieux comprendre la réalité des victimes de violences conjugales et sexuelles pour mieux les représenter.
- La boîte à outils
- Quand la violence conjugale s'immisce dans un dossier : nouveaux outils pratiques pour dépister, documenter et mieux intervenir comme avocat.e
- L'action civile pour l'indemnisation des victimes de violence sexuelle et conjugale
- Évaluation de la crédibilité et comportements non verbaux des témoins
- Bracelet antirapprochement
- Formation enfant témoin
- Formation sur les facteurs de risque d'homicide en contexte de violence conjugale
- Aide financière d'urgence offert aux victimes de violences. (LAFU)
- Service offert aux victimes
- Enlèvement Internationale
- L'exploitation sexuelle
- Formation LAPVIC
- Colloque REBÂTIR la confiance : Enjeux et défis en matière de violence conjugale

**e) Les coûts d'opération reliés à cette ligne téléphonique :**

Du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 28 février 2023 : 2 101 481 \$.

**f) Le nombre d'appels reçus à ce jour**

En date du 28 février 2023, 23 587 appels pour demander une consultation.

**g) Ventilation selon les types d'appels (sexuelle, conjugale, familiale)**

83,2 % des appels en matière de violence conjugale;  
16,8 % en matière de violence sexuelle.

**h) Sur les 4 h de consultation gratuite, combien de temps en moyenne par personne**

La moyenne d'heure d'utilisation sur les 4 h de consultation octroyée est de 2 h 34.

**i) Les heures et les journées d'opération de la ligne téléphonique**

Les heures et les journées d'opération sont du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

**j) Les actions posées à la suite des appels sont :**

- Consultation juridique;
- Transfert des fiches de consultation dans les bureaux d'aide juridique de la région de la victime, afin que des actes juridiques soient posés;
- Référence à nos organismes partenaires (environ 115 à ce jour) tels que :

Question **171**

Suite

- SOS violence conjugale;
- Info aide violence sexuelle;
- Maisons d'hébergement;
- Directeur des poursuites criminelles et pénales;
- Sûreté du Québec et service de police municipal.
- Organisation d'un rendez-vous à un avocat de REBÂTIR, spécialisé dans un autre domaine de droit;
- Référence à un avocat de la liste interne de REBÂTIR ou JURIPOP, si la personne n'est pas admissible à l'aide juridique ou s'il ne s'agit pas d'une urgence;
- Si urgence : mise en place d'une cellule de crise avec l'aide de nos partenaires, tels que la Sûreté du Québec et le Carrefour sécurité violence conjugale;
- Recherche de jurisprudence et doctrine afin de la communiquer à la victime;
- Lecture et analyse des procédures et/ou documents reçus de la victime;
- Recherche au plumitif;
- Recherche au Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM);
- Recherche au registre foncier du Québec;
- Accompagnement de la victime afin de compléter les formulaires administratifs;
- Analyse des décisions expédiées par la victime, afin de donner une opinion juridique;
- Communication avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales et les services de police afin de comprendre les raisons pour lesquelles une plainte n'a pas été retenue ou est en attente.

**k) Les appels restants sans suivi**

Aucun appel ne demeure sans suivi à moins qu'une victime téléphone et ne laisse aucun numéro pour la rejoindre.